CONSEIL COMMUNAL
VILLE DE NAMUR

Séance du 20 mars 2014

La séance est ouverte à 18h15

Présences:

Présidence:

M. M. Prévot, Bourgmestre.

Echevins:

Mmes S. Scailquin, A. Barzin, MM. T. Auspert, B. Sohier, A. Gavroy, A. Detry, L. Gennart.

Conseillers:

Mme A. Oger, Cheffe de groupe (sauf pour le point 19); Mmes B. Bazelaire, C. Crèvecoeur, A-M. Salembier (sauf pour le point 72), G. Demoustier, D. Klein (sauf pour le point 72), N. Sonveaux; MM. J. Etienne (sauf pour le point 72), G. Carpiaux, J-M. Allard, P. Mailleux, P. Mathieu, (cdH)

M. B. Guillitte, Chef de groupe; Mmes F. Kinet (sauf pour les points 30, 31, 32 et jusqu'au point 53.4), C. Bouveroux (à partir du point 1bis(U) et sauf pour le point 72), M. Van Espen, MM. D. Lhoste (jusqu'au point 53.5), E. Mievis (jusqu'au point 53.1), E. Nahon (jusqu'au point 41) (MR)

Mme B. Baland, Cheffe de groupe; Mmes A. De Gand (jusqu'au point 53.7), F. Laboureur (ECOLO)

Mme E. Tillieux, Cheffe de groupe, Mmes F. Collard, N. Kumanova-Gashi (sauf pour le point 72), D. Renier, MM. Ch. Capelle, O. Anselme (jusqu'au point 53.3), M. Deheneffe, A. Piret (à partir du point 1bis(U)), C. Pirot (jusqu'au point 53.5), F. Martin, J. Damilot (jusqu'au point 53.6), K. Tory, F. Seumois (PS)

M. P-Y Dupuis (sauf pour le point 72), Conseiller indépendant

M. P. Defeyt, Président du CPAS (ECOLO).

Excusés:
Mme P. Grandchamps, Echevine (ECOLO)
Mme G. Grovonius, Conseillère communale (PS)
M. P. Detry, Conseiller communal (ECOLO)

Secrétaires:
M. J-M Van Bol, Directeur général
Mme L. Leprince, Directrice générale adjointe

Votes:

SÉANCE PUBLIQUE

Toutes les décisions sont prises à l'unanimité des membres présents sauf :

Point 4:
Christian Pirot: 43 oui et 1 non

Point 5 :
Gwenaëlle Grovonius: 43 oui et 1 non
Arnaud Gavroy: 41 oui et 3 non

Point 18: Oui majorité (cdH-MR-ECOLO), abstention P-Y. Dupuis (Conseiller indépendant) et non PS
Point 19: Oui majorité (cdH-MR-ECOLO), oui P-Y. Dupuis (Conseiller indépendant) et abstention PS
Point 23: Oui majorité (cdH-MR-ECOLO), oui P-Y. Dupuis (Conseiller indépendant) et abstention PS
Point 24: Oui majorité (cdH-MR-ECOLO), oui P-Y. Dupuis (Conseiller indépendant) et abstention PS
Point 30: Oui majorité (cdH-MR-ECOLO), oui P-Y. Dupuis (Conseiller indépendant) et non PS
Point 31: Oui majorité (cdH-MR-ECOLO), oui P-Y. Dupuis (Conseiller indépendant) et non PS
Point 32: Oui majorité (cdH-MR-ECOLO), et abstention P-Y. Dupuis (Conseiller indépendant), PS et P. Mathieu (Conseiller cdH)
Point 44: Oui majorité (cdH-MR-ECOLO), oui P-Y. Dupuis (Conseiller indépendant) et abstention PS

ORDRE DU JOUR

Séance publique

DROIT D'INTERPELLATION

1. Interpellation d'un citoyen: la politique de mobilité

CORPS DE SECURITE

ZONE DE POLICE

2. Personnel: mobilité – 1er cycle 2014

DIRECTION GENERALE

CELLULE CONSEIL

3. Procès-verbal de la séance du 20 février 2014

SECRETARIAT GENERAL

4. Représentation: ORES Assets
5. Représentation: NEW

DEPARTEMENT CADRE DE VIE

PROPRETE PUBLIQUE

6. Wépion: Jardin des petits fruits et verger – convention de mise à disposition

DEPARTEMENT DES VOIES PUBLIQUES

VOIRIE

7. Gare d'eau, quai des Chasseurs ardennais: sous-concession bateliers – contrat-type
8. Suarlée, rue de Zualart: travaux d'égouttage – projet
9. Saint-Marc: collecteur d'eaux usées du Frizet – cession d'emprise

DOMAINE PUBLIC ET SECURITE

10. Vedrin, rue Frères Biéva: aménagement d'une piste cyclable bidirectionnelle et d'un plateau – règlement complémentaire à la police de la circulation routière
11. Jambes, rue de Dave: création d'un emplacement de stationnement PMR – règlement complémentaire à la police de la circulation routière
12. Jambes, rue des Brigades d'Irlande: instauration d'une zone bleue – règlement complémentaire à la police de circulation routière
13. Jambes, rues des Libérateurs, Paul Janson et du Foyer Jambois: suppression du stationnement alternatif et rue du Foyer Jambois: stationnement PMR – règlement complémentaire à la police de la circulation routière
14. Jambes, rue du Plateau: interdiction de stationnement – règlement complémentaire à la police de la circulation routière
15. Place de la Station: stationnement de cars – règlement complémentaire à la police de la circulation routière
16. Boulevard d'Herbatte, rues Saint-Fiacre, des Carrières et des Verriers: instauration d'une zone bleue – règlement complémentaire à la police de la circulation routière

17. Boulevard de Merckem et avenue des Combattants: instauration d'une zone bleue – règlement complémentaire à la police de la circulation routière
18. Rue des Souchets: emplacements réservés aux motorhomes – règlement complémentaire à la police de la circulation routière

DEPARTEMENT DES AFFAIRES CIVILES ET SOCIALES

COHESION SOCIALE

19. Conseil consultatif communal des Aînés: renouvellement
20. Plan de cohésion sociale 2009-2013: rapports financiers
21. Plan de cohésion sociale 2014-2019: conventions de partenariat et engagements

DEPARTEMENT DE L'EDUCATION ET DES LOISIRS

FETES

22. Fêtes de Wallonie: règlement d'occupation du domaine public – modifications

JEUNESSE

23. PARF: partenariat – convention 1
24. PARF: partenariat – convention 2

SPORTS

25. Commémoration 14-18: convention Ville/Province – projet

CULTURE

26. Civisme: campagne de sensibilisation

BIBLIOTHEQUES

27. Réseau local namurois de lecture publique: demande de reconnaissance

DEPARTEMENT DE L'AMENAGEMENT URBAIN

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

28. Flawinne: abrogation du plan communal d'aménagement n°4A – 3ème phase (1ère partie) – précisions
29. Flawinne: abrogation du plan communal d'aménagement n°5A – 3ème phase (1ère partie) – précisions
30. Bouge, chaussée de Louvain, rues de Fernelmont et Hébar et chemin de Boninne: élaboration d'un plan communal d'aménagement révisionnel
31. Plan communal d'aménagement révisionnel: "Ilôt Square Léopold": adoption provisoire et mise à l'enquête publique
32. Jambes, Plateau de Belle-Vue: mise en œuvre d'une zone d'aménagement communal concerté – adoption d'un rapport urbanistique et environnemental et de la déclaration environnementale

REGIE FONCIERE

33. Malonne: droit de chasse – location 1
34. Malonne: droit de chasse – location 2

CITADELLE

35. Restauration des murailles, des souterrains et de monuments spécifiques: projet d'accord-cadre 2013-2022

DEPARTEMENT DE GESTION FINANCIERE

ENTITES CONSOLIDEES

36. Asbl Les Merles: compte 2011 et contrôle de l'utilisation des subventions
37. Asbl Les Merles: compte 2012 et contrôle de l'utilisation des subventions
38. Centre Culturel Régional: compte 2012 et contrôle de l'utilisation des subventions
39. Asbl Quartier Franche Feste de l'Ange: compte 2013 et contrôle de l'utilisation de la subvention

ENTITES CONSOLIDEES - FABRIQUES D'EGLISES

40. Fabrique d'église de Temploux: indemnité de logement temporaire
41. Fabriques d'églises de Namur Sainte-Julienne, Daussoulx, Eglise Protestante de Namur, Malonne et Jambes-Velaine: comptes 2012 – avis

RECETTES ORDINAIRES

42. Règlement redevance: Fêtes de Wallonie – occupation du domaine public
43. Tutelle sur des règlements taxes et redevances: prise de connaissance

DEPARTEMENT DES BATIMENTS

BUREAU D'ETUDES BATIMENTS

44. Espace Rogier: assistance à maîtrise d'ouvrage – convention
45. Académie des Beaux-Arts: construction de classes et d'ateliers – avenant n°20
46. Eglise de Velaine: bardage du mur de la façade arrière – projet
47. Ecole de Wartet: classes supplémentaires – projet
48. Jambes, Ecole de Velaine: rénovation des sanitaires – projet

GESTION IMMOBILIERE

49. Ville/CEFA: convention de partenariat relative aux bâtiments – renouvellement
50. Ville/CEFA: convention de partenariat relative aux espaces verts – approbation
51. Place Maurice Servais: vente d'un bien communal – confirmation
52. Naninne, Aux Sarts des Communes: mise à disposition de parcelles – convention

POINTS INSCRITS A LA DEMANDE DE CONSEILLERS

53.1. Plus de débat démocratique dans le traitement des points complémentaires déposés par les conseillers communaux (M. P-Y. Dupuis, Conseiller communal Indépendant)

53.2. Namur, Ville intelligente – Une ouverture pour l'Open data? (M. B. Guillitte, Chef de groupe MR)

53.3. Rassembler le comité d'accompagnement du schéma de structure communal (Mme M. Van Espen, Conseillère communale MR)

53.4. Mise en place de la CCATM (Mme E. Tillieux, Cheffe de groupe PS)

53.5. La lutte contre le cyber-harcèlement dans nos écoles communales (M. A. Piret, Conseiller communal PS)

53.6. Salzinnes, quartier oublié de Namur (M. M. Deheneffe, Conseiller communal PS)

53.7. Travaux de l'Avenue Jean Materne, Boulevard de Meuse à Jambes (Mme F. Collard, Conseillère communale PS)

Huis clos

CORPS DE SECURITE

ZONE DE POLICE

54. Mise à la retraite 1
55. Mise à la retraite 2

DIRECTION GENERALE

JURIDIQUE

56. Litige: appel

DEPARTEMENT DE L'EDUCATION ET DES LOISIRS

ENSEIGNEMENT

FONDAMENTAL

57. Désignation temporaire 1
58. Désignation temporaire 2
59. Désignation temporaire 3
60. Désignation temporaire 4
61. Désignations temporaires: ratification
62. Mise en disponibilité 1
63. Mise en disponibilité 2
64. Mise en disponibilité 3

CONSERVATOIRE

65. Désignations temporaires: ratification

DEPARTEMENT DES RESSOURCES HUMAINES

PERSONNEL

66. SRI: prolongation de stage et désignation d'un pompier volontaire
67. SRI: promotion d'un adjudant
68. SRI: nomination d'un pompier professionnel
69. SRI: allocation de reconnaissance d'un pompier volontaire
70. SRI: congé préalable à la mise à la retraite
71. SRI: mise à la retraite d'un pompier
72. Procédure disciplinaire: décision
73. Nominations définitives
74. Prolongation de stages
75. Activité en cumul 1
76. Activité en cumul 2
77. Mise à la retraite 1
78. Mise à la retraite 2
79. Pension prématurée définitive
80. Pension de survie

Séance publique

Introduction

M. le Bourgmestre:
Bonsoir à toutes et à tous, bonsoir plus spécifique à celles et ceux que je n'ai pas eu l'occasion de saluer personnellement.

Je dois excuser l'absence de Madame Grandchamps.

Y a-t-il d'autres personnes à excuser?

Madame Baland, je vous en prie.

Mme B. Baland, Cheffe de groupe ECOLO:
Monsieur Philippe Detry.

M. le Bourgmestre:
Monsieur Philippe Detry.

Mme E. Tillieux, Cheffe de groupe PS:
Madame Grovonius.

Et arriveront avec du retard: Monsieur Piret et Madame Kumanova.

M. le Bourgmestre:
C'est noté. Pas d'autre message?

Monsieur Guillitte?

M. B. Guillitte, Chef de groupe MR:
Mademoiselle Bouveroux arrivera légèrement en retard.

M. le Bourgmestre:
Je dois signaler que pour les points 4 et 5, vous avez des bulletins de votes qui ont été distribués et qui sont sur vos bancs.

Des délibérations ont été modifiées et vous ont été adressées le mercredi 19 mars. Il s'agit des délibérations portant le numéro 1, 5, 16, 38 et 44.

Suite aux discussions tenues au sein de ma commission, le point 15 fait l'objet d'un report, de manière à pouvoir faire l'objet d'une analyse complémentaire.

Je pense avoir évoqué tous les éléments.

Nous allons démarrer notre ordre du jour avec deux interpellations citoyennes, au lieu d'une comme initialement annoncée.

Le Collège a, malgré tout, souhaité inscrire même tardivement la seconde interpellation citoyenne relative au RUE d'Erpent. Même s'il y avait un petit défaut de forme, il ne nous semblait pas très respectueux, vis-à-vis des citoyens, de remballer la question et de l'inscrire, dans les formes, en avril, c'est-à-dire le Conseil communal qui suit, moment où le dossier aurait été traité. Cela n'aurait pas été très cordial et correct. On a donc accepté d'inscrire le point, dans une démarche de transparence.

DROIT D'INTERPELLATION

1. Interpellation d'un citoyen: la politique de mobilité

M. le Bourgmestre:
Monsieur Lenoir, vous êtes le premier à pouvoir vous exprimer. Le règlement est connu: vous avez droit à 10 minutes, le Collège a également droit à 10 minutes pour vous répondre et puis nous passerons à la seconde interpellation.

Je vous en prie, Monsieur Lenoir.

M. Jean-François Lenoir:
Cela fait plaisir de voir autant de citoyens dans la salle du Conseil communal.
Il y a environ un an, j'interpellais le Conseil à propos des principes idéologiques qui fondent la déclaration de politique générale, et de cet état d'esprit néfaste qui veut que les villes wallonnes soient indépendantes et concurrentes, plutôt que complémentaires et solidaires.

De Mons à Verviers, en passant par Namur, cette compétition pour l'attractivité repose sur les mêmes principes et se traduit principalement par une frénésie, par une surenchère urbanistique.

Plusieurs grands chantiers ont ainsi été annoncés à Namur pour les années à venir.

Certains avec dates de commencement et de fin. Pour ne pas tous les énumérer, je vais simplement dire que les dates de commencement et de fin annoncés s'inscrivent sur la période de 2014 à 2020.

Les chantiers pour lesquels des dates ont été annoncées sont:

- *le rond-Point Léopold (phase 1 et 2),*
- *la nouvelle Gare des bus,*
- *le nouveau parking SNCB,*
- *les fouilles au Grognon, sous l'Avenue Huart,*
- *le quartier des Casernes et le boulevard Mélot.*

D'autres chantiers ont été annoncés sans que nous ayons encore des dates. Je pourrais également énumérer, mais focalisons-nous pour l'instant sur ceux que je viens de citer.

J'ai donné une petite carte sur laquelle les travaux étaient reportés. Pour des raisons d'organisation technique, la carte sera affichée lorsque j'aurai terminé cette interpellation.

En voyant cette carte, il apparait clairement qu'ils risquent de poser d'importants problèmes de mobilité à deux des entrées principales de Namur et ce, pour une durée d'au moins 6 ans. D'au moins, car comme nous pouvons régulièrement le constater, les travaux s'achèvent rarement dans les temps.

Nous en avons encore eu un bon exemple avec le pont du musée. Pour rappel, lancés en mars 2013, ils devaient s'achever mi-juillet 2013, et ne l'ont été que tout récemment.

Lors du Conseil communal de février, la population a pu apprendre que l'ensemble des chantiers s'étendraient sur une période de 10 ans. Nous pourrions parler de la pertinence du budget de 100.000 € pour la communication, pour la publicité, sur le seul chantier de la gare mais il y a plus important, à savoir l'impact de ces travaux sur le tissu social urbain.

Par exemple, sur les petits commerces et la vie qu'ils amènent dans le centre-ville. Quand les travaux s'éternisent, beaucoup de petits commerçants font faillite.

Un sondage auprès d'un échantillon de boutiquiers du centre-ville nous apprend ceci:

- *87,50% de ceux qui ont connu une période de travaux à proximité de leur magasin rapportent une perte de chiffre d'affaires allant parfois jusqu'à 50%. Certains ont fermé, certains y ont pensé, certains s'en sont sortis comme ils pouvaient, parfois en licenciant des employés;*
- *100% des petits commerçants interrogés, pensent que la réalisation des travaux mentionnés précédemment aura des conséquences négatives sur leur activité.*

Ces commerçants ont bien insisté sur le fait qu'ils n'ont rien à voir avec de grands groupes, dont les finances leur permettent de fermer un jour pour rouvrir le lendemain.

S'ils font faillite, pour eux, c'est terminé. Terminé, ce n'est pas vrai, c'est surtout, pour eux, le début d'un calvaire.

Certains petits commerçants choisissent, quand ils le peuvent, de quitter le centre, pour aller s'installer dans les zonings, en périphérie, du côté d'Erpent notamment.

"C'est cela ou mettre la clé sous le paillasson", pour citer la gérante d'une boutique installée à Namur depuis plusieurs années.

Je pourrais développer de façon plus détaillée, mais le cadre principal est posé. La mobilité et les chantiers, c'est-à-dire l'accessibilité, a une influence sur l'emploi local et au-delà, sur tout la dynamique sociale et économique du centre-ville.

J'en viens donc aux questions qui fondent cette interpellation.

Un plan de mobilité spécifique a-t-il été prévu durant ces travaux pour éviter le chaos routier et les "embouteillages de dissuasion" qu'ils impliqueront?

Si oui, quand les Namurois en auront-ils connaissance?

J'ai lu attentivement la brochure " Namur reprend vie". Au-delà du message implicite et discutable de ce titre, je n'y ai vu que de la publicité pour vendre des projets qui semblent déjà terminés.

Il n'y a aucun plan de mobilité global pour la période des travaux, mis à part la déviation du trafic vers un boulevard du Nord, déjà saturé, et la création de deux gares des bus temporaires, près de l'ancienne Poste et rue Rogier.

Seconde question: quelles solutions sont envisagées ou envisageables pour préserver les petits commerces du centre-ville et l'emploi local, partant du fait que les aides fiscales disponibles ou souhaitées ne suffiront pas?

Faisons en sorte que la Corbeille, dans quelques années, ne soit pas comme la ville basse de Charleroi et que Namur ne devienne pas une vraie ville morte.

Enfin, pour aller plus loin, on peut aussi se demander s'il est sage de grouper autant de chantiers dans une si courte période, certains n'étant pas urgents, comme les fouilles au Grognon et d'autres paraissant superflus, comme le rond-point Léopold?

Pourquoi ne pas se donner le temps, voir à long terme:

- *en classifiant les chantiers par nécessité pour les Namurois et par importance, c'est-à-dire la durée estimée, l'étendue concernée par le chantier?*
- *mais aussi en planifiant ces chantiers sur une période de plusieurs dizaines d'années de manière à atténuer au maximum leur impact sur l'accessibilité au centre-ville?*
- *en veillant, aussi, à associer les citoyens et travailleurs concernés pour dégager avec eux des solutions aux problèmes qu'ils connaissent?*

Merci.

M. le Bourgmestre:
Merci Monsieur Lenoir.

M. Jean-François Lenoir:
On va afficher la carte. Une image est parfois un peu plus parlante qu'une liste de travaux.

M. le Bourgmestre:
Je vous remercie d'avoir eu la délicatesse, cette fois-ci, d'introduire votre interpellation citoyenne en votre nom propre et non pas comme représentant du PTB.

M. Jean-François Lenoir:
Merci d'en faire part.

M. le Bourgmestre:
C'était juste pour éclairer toutes les oreilles de la salle.

Je souhaite alors maintenant me tourner vers l'Echevin de la Mobilité, Monsieur Gavroy et l'Echevin des Travaux publics, Monsieur Gennart, pour pouvoir donner la réponse du Collège à votre interpellation.

M. l'Echevin A. Gavroy:
Monsieur Lenoir, vos questions sont légitimes. Certains de vos analyses le sont moins et les réponses que nous allons donner pourront intéresser le plus grand nombre.

Vous évoquez l'accessibilité au centre-ville, durant les grands chantiers des prochaines années.

On est ici dans une situation paradoxale. En effet, sans une politique volontariste pour maîtriser et faciliter l'accès au centre-ville, on constate que les flux de circulation augmentent d'année en année, avec des phénomènes de congestion en heures de pointe, qui finiront par complètement asphyxier la ville.

Les grands chantiers de la dalle de la gare, du centre commercial et tous les autres travaux connexes visent justement deux objectifs complémentaires:

- *améliorer l'accessibilité au centre-ville,*
- *préserver et amplifier la dynamique, notamment commerciale, de ce centre.*

Ainsi, au nord: en renforçant la multimodalité autour de la gare de Namur, en reportant la partie principale de la circulation de transit, derrière la gare, avec des aménagements renforçant la ceinture namuroise, avec la création de nouveaux parkings SNCB, centre-commercial, projet des Casernes.

Au sud, en créant un nouveau parking au Grognon et en liaisonnant le centre historique à Jambes, via une passerelle et à la Citadelle, via un téléphérique.

D'autres projets contribueront à la renaissance de quartiers ou à la requalification d'espaces publics. Ainsi, le nouveau Palais de justice et le projet de la Régie foncière, sur le site des Casernes.

Ces projets s'inscrivent tous dans une vision globale.

La Ville a la volonté de réaliser 3 parking-relais en périphérie: à Bouge, Erpent et Belgrade pour offrir une alternative aux travailleurs et aux demandeurs de stationnement de longue durée.

Le dossier de PCAR de Bouge qui passe au Conseil de soir permettra de disposer des permis d'urbanisme nécessaires à la création du parking-relais de Bouge.

La Ville et le TEC travaillent de concert pour réorganiser le réseau des lignes urbaines afin d'en améliorer la performance. Nous avons encore une réunion la semaine prochaine.

Enfin, après avoir adopté en 2010 un plan communal de mobilité pour Jambes, le moment est venu de réviser le plan communal de mobilité de Namur, avec un focus spécial sur Salzinnes. Le subside est obtenu et les réunions avec les partenaires de la mobilité ont commencé.

En 2010, une enquête de GAU rappelait que les usagers du centre-ville y accèdent pour 1/3, en voiture, pour 1/3 en bus et pour 1/3 à pied. Ceci est confirmé par le nombre d'usagers qui fréquentent la gare de Namur, les lignes TEC et les rues piétonnes.

Les grands chantiers autour de la gare poursuivent l'amélioration de l'accessibilité en transports en commun. C'est le 1er moyen d'accès à notre centre-ville.

L'accueil et le confort des modes doux seront également fortement améliorés, comme l'ont montré les perspectives de la récente étude urbanistique et paysagère du nord de la Corbeille, à laquelle vous avez fait allusion.

Ce sera bien sûr le cas sur le site de la confluence, avec une nouvelle esplanade et une passerelle entre Jambes et Namur.

Ces grands chantiers, quelle que soit l'ambition de leurs objectifs, ne doivent pas pour autant être organisés sans veiller au maintien d'une accessibilité suffisante du centre.

Ces dernières années, Namur a déjà subi de très importants travaux diligentés par l'INASEP qui a implanté des kilomètres de collecteurs et une trentaine de vortex.

Si, en plusieurs endroits, ces travaux ont été longs et pénibles, ils n'en ont pas pour autant paralysé la ville. Plusieurs réunions avec les riverains ont été organisées, une page Internet a été créée à cet effet et les mesures de Police ont régulièrement été ajustées.

Il ne faut pas confondre embarras globaux et difficultés locales, pour lesquelles des mesures spécifiques peuvent être envisagées particulièrement dans les rues commerçantes. Mon collègue, Luc Gennart, y reviendra.

Certains chantiers, comme les fouilles au Grognon ou le nouveau Palais de justice, devraient se dérouler dans l'enceinte-même du périmètre du chantier, sans impact majeurs pour la circulation.

La situation sur la N4 s'est-elle fortement dégradée alors que plusieurs chantiers importants y ont été réalisés? Les Bomelois ont-ils eu à souffrir du chantier des abattoirs? Non.

Pour la plupart des chantiers évoqués, leur calendrier est encore mouvant: délais d'obtention de permis, marchés publics, recours éventuels. Nous aurons d'ailleurs prochainement un contact avec la Régie des Bâtiments pour affiner le calendrier présumé du Palais de justice, maintes fois annoncé puis reporté.

Est-ce pour autant impossible de tout prévoir? Non et nous le faisons. Ainsi, les premiers grands travaux devront permettre de reporter le trafic de transit. Le by-pass entre le tunnel sous le CapNord et la chaussée de Louvain sera aménagé dans le cadre du nouveau parking SNCB. Il désengorgera le rond-point dit "du cheval" et facilitera la sortie de ville.

Les aménagements de la place Léopold et du carrefour Omalius relieront la circulation sur la ceinture, permettant ainsi de reporter une partie du trafic, avant d'entamer d'autres grands chantiers autour de la gare.

Ces travaux seront réalisés dans le cadre de la gare provisoire. Ces aménagements et les sens de circulation ont été réfléchis longuement et validés en comité technique, puis par le Collège.

Tous les aménagements réalisés pour la gare provisoires sont pertinents à long terme et sont donc amenés à perdurer.

Les sens de circulation qui seront mis en place anticipent l'organisation future. Il n'y aura pas de changements incessants à supporter.

De tels projets de ville ne se réalisent pas sans une bonne campagne d'informations et des mesures d'accompagnement. Une campagne vient justement d'être lancée pour informer les citoyens sur les projets. Celle-ci devra se poursuivre pour tenir chacun informé des travaux et de leur état d'avancement ainsi que toutes les mesures d'accompagnement.

Un numéro spécial sera dédicacé pour recevoir toutes les questions qui seront renvoyées vers les partenaires: DGO1, SNCB, SRWT, TEC pour en assurer le suivi des réponses.

Outre l'ordonnancement général des chantiers et la gare provisoire évoquée, le Collège a le souci d'anticiper au mieux la coordination.

Des parkings provisoires ont été aménagés, notamment au Port du Bon Dieu et à Saint-Servais. Nous avons validé le principe de la mise en place d'une commission technique "grands chantiers" pour permettre une concertation optimale entre la Ville, la Direction des Routes DGO1 et la Police.

Un projet d'information dynamique est à l'étude, dans le cadre du dossier de candidature à la programmation Feder 2014-2020. Ce projet devrait permettre d'informer les usagers automobilistes en temps réel, à la fois sur des panneaux d'informations mais aussi via des applications mobiles. Les chantiers, les itinéraires conseillés devraient pouvoir être renseignés par ce biais.

On ne peut pas pour autant laisser penser que les chantiers annoncés, évidemment, ne modifieront en rien les habitudes de chacun.

Des mesures d'accompagnement seront prises, tant pour assurer l'accessibilité suffisante que pour en informer au mieux les usagers.

Réjouissons-nous que ces nombreux chantiers sont là pour, à terme, améliorer l'accessibilité et la qualité de la vie à Namur.

Je passe la parole à mon collègue, Luc Gennart, en charge du développement économique.

M. l'Echevin L. Gennart:
C'est justement à ce titre de développement économique que je vais vous adresser quelques mots.

Tout d'abord, vous faites le constat que Mons et Charleroi ont connu de grandes difficultés. En effet, ils ont probablement commis des erreurs assez graves en délocalisant les centres commerciaux. C'est vrai que si un petit commerçant a l'intention de se déplacer sur la N4, en périphérie namuroise, dans les équipements de biens courants, c'est quelque chose qu'il faut éviter.

Namur peut s'enorgueillir, depuis de nombreuses législatures d'ailleurs, d'avoir su protéger son centre-ville en maintenant le commerce en centre-ville, en prenant les mesures adéquates pour favoriser ce développement commercial au centre-ville.

C'est ce qui fait que le dernier atlas du commerce en Wallonie, paru il y a un mois, indique bien que Namur se porte bien, malgré les difficultés de la crise actuelle, malgré que le centre ait 10% de cellules vides. Dans la plus grande périphérie, Jambes, Erpent ou Salzinnes, les pourcentages sont inférieurs.

Quand on compare à Mons, qui est sur une tendance de 20 % et Charleroi de 25 %, on ne se réjouit pas sur ce qui se passe ailleurs, mais cela indique quand même que le développement à Namur se passe comme il faut.

Concernant le nouveau centre commercial, il faut savoir que les cellules commerciales à Namur sont, en moyenne, de 84 m² donc assez petites. En effet, il y a beaucoup de petits commerçants dans Namur et ils doivent retenir toute notre attention.

Dans cette période de travaux, il ne faut pas se leurrer, il y a des travaux, ils s'étalent sur 10 ans – heureusement qu'ils ne s'étalent pas sur 100 ans – il est logique d'avoir un développement qui s'étale pour enchaîner les chantiers au fur et à mesure, pour que dans les 10 années qui viennent, on puisse avoir l'ambition d'avoir un centre commercial bien attractif, à Namur.

Ce que l'on va s'attacher à faire, c'est avoir de l'information correcte, de la concertation correcte et de la communication avec tous les partenaires qui sont impliqués dans les activités de ville.

Il y l'association des commerçants au centre-ville qui est un partenaire privilégié, mais il y a d'autres canaux et différentes initiatives sont prises pour informer correctement et montrer que Namur reste une ville dynamique, avec toutes ses activités touristiques et économiques.

Le gestionnaire du centre-ville prend les mesures adéquates également, pour animer la ville.

M. le Bourgmestre:
Merci Monsieur l'Echevin.

Voilà qui clôture alors la réponse du Collège à cette interpellation citoyenne de Monsieur Lenoir. Vous avez un droit de réplique de 2 minutes.

M. Jean-François Lenoir :
Ne l'oubliez pas.

M. le Bourgmestre:
Non, je suis sûr que vous m'auriez rappelé à l'ordre et à raison d'ailleurs. Je vous en prie.

M. Jean-François Lenoir :
Ce sera assez court. J'ai bien pris note des réponses de Monsieur Gavroy concernant les mesures d'accompagnement.

Quelles seront ces mesures d'accompagnement? J'entends dire "applications smartphone", panneaux d'affichage, etc.

Mais est-ce que ces mesures d'accompagnement et d'orientation, au sein d'une ville qui sera tant au nord qu'au sud, encombrée par de grands chantiers, seront suffisantes que pour ne pas dissuader les touristes d'un jour ou les habitants de la périphérie de venir faire leurs courses plutôt que d'aller du côté des zonings?

Je trouve qu'il y a quelque chose d'ironique dans le fait de vouloir, d'une manière très brutale, redynamiser un centre-ville sachant que – ce n'est pas moi qui le dit, mais les commerçants qu'on a interrogés – ce qu'ils anticipent les incite à quitter le centre-ville.

Cela pose aussi la question du développement et de la vitalité dans le centre. Si tous les petits commerces partent, si les multinationales ferment – elles, ce ne sera pas un problème parce qu'elles ont la capacité financière de rouvrir une fois que le centre commercial sera terminé – quels seront encore les atouts de Namur pour compenser ces grands travaux et les problèmes qui en découleront?

J'entends bien qu'il y a beaucoup de projets mais la position que je vais tenir ici est: ne mettons pas la charrue avant les bœufs, prenons le temps de réfléchir.

C'est embêtant, ce temps qui se termine.

M. le Bourgmestre:
Merci Monsieur Lenoir.

Quelle difficulté d'arriver à satisfaire tout le monde: les gens demandent en général des travaux pour embellir leur quartier et quand on en fait, ils râlent en disant qu'on fait des travaux.

C'est toujours le paradoxe.

Vu la délibération du Conseil communal du 18 avril 2013 approuvant le Règlement d'Ordre Intérieur;

Vu le Règlement d'Ordre Intérieur, Titre I – « Le Fonctionnement du Conseil communal », chapitre 6 –« Le droit d'interpellation du citoyen »;

Vu le courrier daté du 19 février de M. J-F. Lenoir par lequel il demande à être entendu par le Conseil communal du 20 mars concernant la politique de mobilité;

Sur proposition du Collège communal du 27 février 2014,

Entend M. Jean-François Lenoir en début de sa séance publique.

MM. A. Gavroy et L. Gennart répondent.

1 bis (U) **<u>Interpellation d'un citoyen: la construction de logements familiaux au Plateau de Belle-Vue</u>**

M. le Bourgmestre:
Je vais dès lors inviter Monsieur Christian LAURENT à tenir cette seconde interpellation citoyenne.

Monsieur LAURENT, soyez le bienvenu.

Vous avez souhaité développé, pour ce qui vous concerne, une interpellation relative à la construction de logements familiaux au Plateau de Belle-Vue.

Apparemment, vous aviez un projecteur, je vais m'écarter pour ne pas être totalement ébloui et ne pas gâcher l'image projetée.

On va attendre que ce soit techniquement prêt avant de vous lancer dans l'aventure, pour ne pas vous priver de quelques minutes précieuses.

Je vous cède la parole, Monsieur LAURENT, je vous en prie.

(Un Power Point est présenté en séance)

M. Christian LAURENT:
Monsieur le Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Echevins,
Mesdames et Messieurs les Conseillers communaux,
Mesdames et Messieurs,
Bonjour,

Je me présente, je m'appelle Christian LAURENT et habite rue de l'Herbage n°2 à Jambes, près du Plateau de Belle-Vue.

Comme vous le voyez, je ne suis pas tout seul. Je parle en mon nom propre, je le précise, mais c'est en accord avec les riverains.

Je vous remercie de m'accorder la parole dans ce dossier et remercie l'Echevin Gavroy pour les réunions qu'il nous a organisées.

En préambule, je veux vous affirmer que les riverains ne sont pas contre une urbanisation du Plateau.

Que du contraire, nous sommes conscients de la nécessité pour Namur, de trouver de nouveaux logements.

Dans le même ordre d'idée nous ne sommes pas opposés, lors des enquêtes publiques à la construction de la crèche et de l'école.

Nous souhaitons donc que le Plateau de Belle-Vue soit urbanisé en harmonie avec l'existant et d'une manière adaptée à sa configuration.

Début 2013, une enquête publique a été lancée pour le RUE du Plateau de Belle-Vue. Nous avons été 264 personnes à émettre des questions et remarques. À ce jour, nous n'avons toujours pas de réponses sur bon nombre d'entre elles.

Par exemple, le périmètre d'étude et la ZACC (zone d'aménagement communale concertée) sont classés en zone A.

Désolé, mais la configuration actuelle ne correspond pas à la définition d'une zone A mais plutôt à celle d'une zone B. Ceci est important, car la zone A induit le chiffre de 35 logements à l'hectare alors que la zone B induit 20 logements à l'hectare.

Nous n'avons pas reçu de réponse à cette remarque aux questions.

Le périmètre d'étude est trop restreint. Celui-ci est limité par la chaussée de Marche, l'avenue du Camp et l'avenue de Géronsart. Il y a 3 entrées dont 2 sorties.

Entrée seule: près de l'ancienne Abbaye de Géronsart, entrées et sorties rue de Géronsart/carrefour N4 (l'ancien garage Aunalux) – avenue du Camp/chaussée de Marche près de l'église de Jambes Montagne.

Tiens, l'église de Jambes Montagne, entre celle-ci et le centre de Jambes, 73 mètres de dénivelé.

Pourquoi pensons-nous que le périmètre d'étude est trop restreint? Parce que les riverains, à l'extérieur du périmètre, c'est-à-dire de l'autre côté de l'avenue du Camp et de Géronsart, ainsi que ceux du quartier de Maibelle sont enclavés par ces mêmes entrées et sorties.

Une autre preuve: le périmètre d'étude contient 140 maisons déjà bâties, 264 remarques ont été formulées.

Nous n'avons pas reçu aucune réponse à ce sujet.

Mobilité: dans le RUE, un calcul est présenté en tenant compte uniquement de la population active (54,5 % périmètre d'étude) mais sans tenir compte:

- *des autres 45 % inactifs,*
- *des riverains hors périmètre mais concernés vu les entrées et sorties communes,*

- *et plus grave: des mouvements générés par les 450 élèves et 26 professeurs de l'école, les 60 enfants et 30 surveillants de la crèche.*

En plus, le RUE table sur un report vers les modes doux. Il est utopique de rêver d'un report vers le vélo, étant donné le dénivelé mentionné ci-dessus. Nous ne sommes pas aux Pays-Bas. A cela, Monsieur l'Echevin Gavroy nous a répondu que ceci serait examiné lors d'une prochaine étude d'incidence et que nous pourrions y réagir.

Parking: en reprenant les normes du SDAD, nous avons constaté qu'il faut entre 0,7 et 0,8 hectares uniquement pour les parkings. Dans le RUE, rien n'est calculé ou défini.

Notre crainte est, que pour garantir la forte densité, trop peu d'emplacements ne soient disponibles dans l'emplacement à bâtir et que nos rues existantes deviennent le parking des futurs arrivants.

De nouveau à cela, Monsieur l'Echevin Gavroy nous a répondu que ceci serait examiné lors d'une étude d'incidence et que nous pourrions réagir.

Problèmes de ruissellement/égouttage: aucune approche chiffrée n'a été faite dans le RUE alors qu'aujourd'hui déjà, lors de pluies pas spécialement fortes ou exceptionnelles, de nombreux terrains sont inondés et des pompes automatiques s'actionnent dans certaines caves.

De nouveau, Monsieur l'Echevin Gavroy nous reporte à la future étude d'incidence.

Le plus important: la densité. Lors de la dernière réunion au bureau de Monsieur Gavroy, le 10 mars 2014, après nous avoir annoncé un point positif, c'est-à-dire l'agrandissement de la zone tampon, celui-ci est revenu une nouvelle fois avec une autre méthode de calcul pour arriver à la proposition quantitative finale du RUE.

C'est justement cela que nous n'apprécions pas: les règles s'adaptent et varient afin d'arriver aux résultats souhaités.

Petit rappel: le 27 février 2014, Monsieur Gavroy nous parle d'une fourchette basse et haute de 329 et 395 logements – la même qu'aujourd'hui – mais en se basant sur des logements familiaux définis comme maisons et appartements 3 chambres, sur une surface de 4 ares par maison unifamiliale.

Nous avions à ce moment directement signalé que c'était contraire au RUE, dans lequel on parle de la clé de répartition suivante pour la zone centrale:

- *60% maisons unifamiliales,*
- *25% appartements,*
- *15% studios.*

Donc, dans le RUE il n'y a jamais eu d'amalgame entre maison et appartement 3 chambres.

Le 10 mars 2014, à la suite de nos remarques sur ces non-conformités, Monsieur l'Echevin Gavroy nous annonce de nouveaux changements:

- *on ne parle plus d'appartements 3 chambre mais uniquement de maisons unifamiliales;*
- *la surface nécessaire par maison unifamiliale devient 3,5 ares au lieu de 4;*
- *la règle de 60% de maisons unifamiliales s'applique à l'ensemble de la zone et non plus sur la zone centrale comme prescrit dans le RUE, c'est-à-dire que les 89 maisons de la zone tampon viendraient en déduction du nombre obtenu en appliquant les 60% sur l'ensemble du périmètre.*

Ceci est de nouveau contraire au texte du RUE.

Mais voici la véritable question que je vous pose: qu'en est-il du document final que vous avez à votre disposition?

Parle-t-on de maisons unifamiliales, de logements familiaux ou d'appartements 3 chambres?

Déduit-on les maisons de la zone tampon de celles de la zone centrale?

Tout cela est contraire au RUE.

Notre analyse objective, quelle est-elle?

Quand nous considérons la fourchette basse – donc la plus simple – de la version RUE (329 logements), nous constatons qu'il faut 5,04 hectares pour construire les 144 maisons unifamiliales de la zone centrale, alors qu'il n'y a que 3,78 ha disponibles, hors voiries et parking.

C'est évidemment impossible à moins de bâtir en hauteur et de changer les prescriptions du RUE où l'on ne parle plus de maisons unifamiliales mais d'appartements.

Conclusion, ceci nous fait dire une chose grave: les chiffres que l'on vous présente aujourd'hui ne sont pas le résultat d'une étude rigoureuse de différents paramètres tels que: mobilité, report vers mode doux, renforcement des TEC, surfaces disponibles, égouttage, besoin de parking, mais bien un objectif à atteindre que l'on tente de démontrer en adaptant, au fur et à mesure, les règles et en remettant à plus tard, les vrais études et problèmes.

En somme, notre crainte est, que si le Conseil communal adopte le RUE aujourd'hui, ces chiffres 329 et 399 logements soient repris tels quels dans le futur et que l'on bâtisse ces logements au chausse-pied et en hauteur si nécessaire.

Que proposons-nous? Nous demandons une densité calculée en fonction de l'existant et de la configuration du Plateau et pourquoi pas, un quartier similaire à celui construit dernièrement près de la gendarmerie (police fédérale/N4 Jambes).

Je vous remercie.

(Applaudissements dans l'assemblée).

M. le Bourgmestre:
Nous allons donc entendre l'Echevin de l'Aménagement du Territoire, Monsieur Gavroy, pour répondre à l'interpellation de Monsieur LAURENT.

(Un Power Point est présenté en séance)

M. l'Echevin A. Gavroy:
Nous n'en sommes qu'au tout début du processus. Le Plateau de Belle-Vue étant, dans sa majeure partie, une réserve d'habitats au plan de secteur, nous devons obtenir le feu vert de la Région pour l'urbaniser.

C'est l'objet même du RUE proposé au Conseil communal de ce jour. Il ne s'agit pas d'un projet, ni même d'un avant-projet d'urbanisation.

Il s'agit simplement de justifier la volonté d'urbaniser la zone et d'en donner quelques lignes directrices, pour que la Région approuve la nécessité de sa mise en urbanisation.

C'est donc un accord de principe pour aller de l'avant. Le dossier reviendra encore de nombreuses fois devant notre Conseil, avant de se concrétiser, notamment, après une étude d'incidence environnementale et une nouvelle enquête publique.

Il y aura donc plusieurs occasions de participer à l'élaboration d'un projet public que nous souhaitons exemplaire, en termes d'habitats durables, d'accessibilité au logement, de mixité sociale et de partenariat avec le secteur privé.

Voilà pourquoi la Régie foncière réfléchit à innover dans des formules de community land trust pour rendre réellement accessibles les logements qu'elle souhaite bâtir à cet endroit.

La question principale tourne autour de la densité du type d'habitat. Adopté par notre Conseil en 2009, le schéma directeur d'aménagement du Plateau d'Erpent place cette zone en priorité 1 à l'urbanisation et lui attribue une densité de 35 logements à l'hectare, jauge habituellement nécessaire aujourd'hui pour que l'habitat couvre les dépenses et l'entretien des infrastructures publiques.

Le schéma de structure communal, adopté en 2012, indique que le terrain se trouve en classe A (quartier urbain), dans une vision à 2025 et pas, dans une observation d'aujourd'hui et souhaite une densité minimale de 35 logements à l'hectare.

Le tout récent Schéma de Développement de l'Espace Régional (SDER), le document régional de référence s'il en est et sur la base duquel l'autorité régionale jugera le RUE, préconise une densité de 30 à 45 logements à l'hectare, sur ce type de terrain.

A titre indicatif, le dernier projet en cours de développement sur Erpent, de Lotinvest et Thomas et Piron, un kilomètre plus haut, près du collège, sera d'une densité globale de 35 logements à l'hectare avec plus de 350 logements au total.

L'habitat sera composé de 40% de maisons et de 60% d'immeubles à appartements, qui pourront atteindre le gabarit de rez + 3 niveaux.

La première mouture du RUE proposait un chiffre de 434 logements sur les 11,29 hectares disponibles encore pour l'urbanisation, qu'ils soient en zone d'habitat ou en réserve d'habitat. C'était une proposition du bureau d'études.

A la lumière de l'enquête publique, nous avons revu ce chiffre à la baisse, dans une fourchette comprise entre 395 et 329 logements.

Pourquoi cette baisse? Pourquoi donner une fourchette de densité plutôt que de se fixer, dès aujourd'hui, sur un chiffre? Parce que nous avons veillé à la demande des riverains: que la zone tampon épouse bien l'ensemble du périmètre en contact avec l'habitat existant.

Pour rappel, cette zone tampon doit permettre une transition urbanistique harmonieuse et en douceur entre l'ancien quartier et le nouveau.

Ainsi, la densité sera égale à 20 logements à l'hectare avec une typologie unique de maisons rez+ 1+toiture, en aménagement les nouveaux jardins en vis-à-vis des anciens.

Il n'y aura aucun immeuble à appartements dans cette zone qui a donc été revue, pour répondre aux attentes des habitants des rues du Trèfle, au Plantain, de l'Epeautre et de l'avenue du Camp.

Nous avons ensuite envisagé 2 scénarios de densité.

Le premier avec une densité globale de 35 logements à l'hectare, conforme au schéma de structure et à ce que nous autorisons pour des lotissements de même nature, dans un même contexte. Soit, 395 logements pour le Plateau de Belle-Vue: 20 logements à l'hectare pour la zone tampon, plus de 35 logements à l'hectare en zone centrale, pour compenser le nombre inférieur en zone tampon et arriver à une densité moyenne de 35 logements à l'hectare.

Le second scénario propose une densité de 29 logements à l'hectare, soit 329 logements pour le Plateau: 20 en zone tampon et 35 uniquement en zone centrale. Ce dernier scénario est volontairement en-dessous des normes fixées habituellement dans le but de rencontrer les inquiétudes des riverains.

Les gabarits recommandés en zone centrale sont de rez+2 pour les maisons et de rez+2+toiture pour les appartements. Avec une possibilité exceptionnelle de rez+3 sans toiture, devant un espace vert ou une place.

Inutile de préciser que ceci reste plus que raisonnable et que de tels gabarits sont déjà visibles sur le Plateau de Jambes et d'Erpent.

Par ailleurs, dans le but de rencontrer la demande des jeunes foyers, le RUE fixe une répartition de 60 % de maisons familiale et de 40 % d'appartements, soit davantage que dans les autres lotissements privés, en cours d'élaboration.

Avons-nous, cependant, assez de places pour mettre tous ces logements sur le Plateau? Tout comme les riverains, nous nous sommes posé cette question avec les services communaux et nous avons vérifié les 2 scénarios de densité.

Le scénario haut comprend 237 maisons, c'est-à-dire 60% des 395 logements, à savoir 89 en zone tampon et 148 en zone centrale et 158 appartements, soit 40 % de la totalité des logements, répartis comme suit:

- *36 appartements 3 chambres,*
- *76 appartements 2 chambres*
- *46 appartements 1 chambre.*

Le scénario bas comprend 197 maisons, soit 60% de 329 logements, à savoir 89 en zone tampon, cela ne change pas, et 108 en zone centrale et 132 appartements, soit 40% de 329 logements, répartis comme suit:

- *36 appartements 3 chambres,*
- *60 appartements 2 chambres,*
- *36 appartements 1 chambre.*

Considérons qu'il faut 3,5 ares pour une maison, ce qui n'est pas si mal et qui représente une bonne parcelle dans les plus belles rues des quartiers de La Plante, de Salzinnes, de Jambes, de Vedrin et de Bouge.

Pour les appartements, chaque surface est divisée par 3, vu les 3 niveaux rez+2 prévus. Un appartement 3 chambres occupe 0,4 ares, un appartement 2 chambres occupe 0,3 ares et un appartement 1 chambre occupe 0,2 ares d'occupation au sol.

Nous arrivons donc à une occupation seule de 8,75 hectares pour 395 logements et 7,29 hectares pour 324 logements.

Dans le 1er cas, il reste 22% de libre sur le terrain et dans le second cas, il reste 35% de libre, ce qui est bien suffisant pour les voiries, les espaces publics et les espaces verts.

A titre d'exemple, le lotissement des Portes de Saint-Gérard, près du collège d'Erpent, offrira 24 % de libre. Le SDER, quant à lui, recommande de 25 à 30 % de libre, en souhaitant 10% pour les seuls espaces verts.

Nous sommes donc plus qu'à l'aise dans la fourchette basse proposée.

Dans la fourchette haute, il faudra moduler un peu l'habitat en créant soit quelques maisons kangourous, qui intègrent un autre logement, ou en disposant une partie des maisons sur des parcelles de 3 ares.

Bref, nous avons donc de la place en suffisance pour aménager qualitativement un nouveau quartier.

Le nombre définitif sera probablement plus près de la fourchette basse que de la fourchette haute. Mais à ce stade-ci, nous ne pouvons pas et nous ne voulons pas nous fixer sur un chiffre figé.

Le curseur sera placé en fonction d'autres critères et des propositions concrètes d'aménagement que feront les bureaux d'études consultés, lorsque nous lancerons l'appel d'offres.

La mobilité, l'architecture, la qualité des espaces publics, les infrastructures et les équipements, les solutions techniques pour tous les problèmes que vous avez soulevés, seront étudiés à ce moment-là et nous devrons impérativement en prendre compte.

D'autre part, il n'est pas judicieux de présenter le RUE à la Région avec un chiffre qui sera jugé a priori beaucoup trop bas par rapport aux exigences du SDER.

Un refus d'approbation de la Région, pour ce motif, signifierait 2 choses:

- *un retard considérable dans l'avancement du dossier, alors que tant de Namurois attendent du logement;*
- *il faudrait en revenir à une urbanisation beaucoup plus dense sans souplesse et adaptation possible du programme à réaliser.*

C'est ce que vous ne voulez pas, c'est ce que nous ne voulons pas.

En ce qui concerne la mobilité, qui nous préoccupe autant que les riverains, je voudrais souligner quelques éléments à bien prendre en compte:

- *le terrain situé à proximité de services, de commerces et d'équipements communautaires, voire d'une gare, ne nécessite pas obligatoirement le recours à la voiture pour y avoir accès;*
- *la desserte actuelle du TEC est bonne et elle sera renforcée par une ligne à haute fréquence entre Namur et le collège d'Erpent;*
- *deux accès piétons donneront directement sur la chaussée de Marche pour se rendre facilement aux arrêts de bus concernés. Un important report modal vers le transport en commun sera donc possible;*
- *nous souhaitons équiper le quartier d'une station Cambio de voitures partagées et d'une station de vélos électriques pour franchir plus aisément la Montagne Sainte-Barbe;*

Le public visé dans un éco-quartier est plutôt enclin à minimiser ses déplacements en voiture. Il en va de même pour les occupants d'habitats adaptables et adaptés, que nous souhaitons installer à hauteur de 10%.

D'autres mesures seront également étudiées par la suite et seront proposées pour fluidifier les entrées et sorties du quartier, y compris sur les deux accès à la chaussée de Marche.

De nombreuses remarques, issues de l'enquête publique et des contacts que nous avons eus avec les riverains, ont été intégrées dans le RUE et la déclaration environnementale qui le corrige.

Quand nous en serons au stade de l'avant-projet, une étude d'incidence sur l'environnement sera menée par un bureau indépendant, qui évaluera le bienfondé des options d'aménagement présentées et qui produira les recommandations qu'il faudra obligatoire intégrer.

Je terminerai en disant que, comme pour tous les lotissements, nous faisons attention à la qualité pour les riverains. Pas de vue indiscrète sur vos propriétés, pas de perte d'ensoleillement, pas de stationnement dans les rues, ni de trafic de transit dans votre quartier.

Nous le faisons pour tous les autres lotissements, nous le ferons bien évidemment sur une propriété publique dont nous sommes "gestionnaires".

Les intérêts et motivations de chacun doivent être pris en compte: riverains, futurs habitants et ceux de l'autorité publique.

M. le Bourgmestre:
Merci Monsieur l'Echevin.

Monsieur LAURENT, vous avez 2 minutes pour votre réplique.

M. Christian LAURENT:
Je note avec plaisir que le chiffre ne sera pas figé, si j'ai bien entendu et que ce serait plutôt dans la fourchette basse.

Je n'ai évidemment pas la possibilité de réagir sur les chiffres qui ont été donnés ici, en quelques secondes, ce serait impossible.

La seule chose sur laquelle je voudrais insister, auprès des élus, c'est de bien me dire si on parle de maisons unifamiliales, d'appartements ou de logements familiaux. A notre avis, c'est impossible de mettre des maisons unifamiliales au nombre de 60%, comme c'est prescrit dans le RUE.

Au vu des changements de scénarios dont nous avons été témoins, je doute.

Je vous remercie d'examiner ce point-là avec attention.

(Applaudissements dans l'assemblée).

M. le Bourgmestre:
Merci Monsieur LAURENT.

Il faut juste être bien conscient – je pense que c'est ce que l'on a essayé d'expliquer – que toutes les questions que vous avez posées sont toutes légitimes, que ce soit pour le ruissellement, l'écoulement des eaux, les gabarits, les questions de mobilité, etc. Elles sont toutes légitimes et elles devront toutes avoir une réponse, c'est clair.

Simplement et même si parfois, cela peut paraître contrariant, sachez que les procédures de cette nature sont telles que ce n'est pas à cette étape-ci de la procédure administrative que des réponses à ces questions doivent pouvoir être apportées.

Ce n'est pas parce qu'elles ne sont pas à cette étape-ci qu'elles ne viendront pas. Cela est clair et cela doit être compris de chacun.

Si l'on sait donner une fourchette de logements, c'est juste pour éviter – en ayant une fourchette trop basse – de se faire reprendre au vol par la Région qui nous imposerait alors des densités qui risqueraient d'être supérieures à celles que l'on préconise, parce que ces densités supérieures sont celles préconisées actuellement par le SDER.

Cela me semblait être 2 précisions utiles.

Soyez bien conscient et assuré que l'on prendra en considération tous ces aspects, dans les études futures et notamment, bien en compte aussi les différentes remarques qui se feront au gré des enquêtes publiques.

Il y aura le débat tout à l'heure, avec l'ordre du jour, puisque ce point sera formellement abordé. Celles et ceux d'entre vous qui restent avec nous pour attendre ce débat sont, évidemment, les bienvenus et si d'aventures, l'un ou l'autre n'avait pas l'occasion de rester, merci d'être venus pour ce début de Conseil.

Vu la délibération du Conseil communal du 18 avril 2013 approuvant le Règlement d'Ordre Intérieur;

Vu le Règlement d'Ordre Intérieur, Titre I – « Le Fonctionnement du Conseil communal », chapitre 6 –« Le droit d'interpellation du citoyen »;

Vu le courrier daté du 4 mars 2014 de Monsieur Christian LAURENT, agissant en tant que porte-parole du comité des riverains du plateau de Belle-Vue, par lequel il demande à être entendu par le Conseil communal du 20 mars concernant la construction de logements familiaux;

Attendu qu'aux termes de l'article 77, alinéa 2 du Règlement d'Ordre Intérieur, lorsque le demandeur intervient au nom d´un groupement, la demande doit le préciser et indiquer la composition dudit groupement, sa nature juridique, son objet social et les coordonnées de chacun de ses représentants;

Attendu toutefois que le dossier de la mise en œuvre de la Z.A.C.C. sur le Plateau de Belle-Vue à Jambes est inscrit à l'ordre du jour de cette séance;

Vu l'article L-1122-24 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation;

Considérant que le Collège communal, en sa séance du 13 mars 2014, a décidé:

- de recevoir la demande d'interpellation de Monsieur Christian LAURENT et de l'inscrire, par la voie d'un ordre du jour complémentaire, à cette séance;
- de préciser à Monsieur LAURENT que son interpellation sera faite à titre personnel, vu l'absence des précisions requises concernant le comité des riverains au nom duquel il entend prendre la parole;

Sur proposition du Collège communal du 13 mars 2014,

Entend M. Christian LAURENT, à titre personnel, en début de sa séance publique.

M. A. Gavroy répond.

CORPS DE SECURITE

ZONE DE POLICE

2. Personnel: mobilité – 1er cycle 2014

Vu la loi du 07 décembre 1998 organisant un service de police intégré structuré à deux niveaux;

Vu l'A.R. du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police;

Vu l'A.R. du 20 novembre 2001 fixant les modalités relatives à la mobilité du personnel des services de police;

Vu les circulaires ministérielles GPI 15 et suivantes relatives à la mobilité;

Vu le cadre de la zone de police;

Vu le rapport du Chef de Corps du 11 février 2014;

Sur la proposition du Collège du 27 février 2014,

Déclare vacants dans le cadre de la zone de police:

Cadre opérationnel:

- 1 emploi d'Inspecteur Principal (INPP) au Service Enquête et Recherche.

  Modalités de sélection: Test écrit et/ou entretien.
- 1 emploi d'Inspecteur Principal (INPP) Enquêtes et Audit interne au Service Contrôle Interne.

  Modalités de sélection: Test écrit et/ou entretien.
- 6 emplois d'Inspecteur (INP) à la Division Police Secours.

  Modalités de sélection: Test écrit et /ou entretien.
- 2 emplois d'Inspecteur (INP) à la Division Circulation.

  Modalités de sélection: Test écrit et/ou entretien.

DIRECTION GENERALE

CELLULE CONSEIL

3. Procès-verbal de la séance du 20 février 2014

M. le Bourgmestre:
Procès-verbal, pas de difficulté? Monsieur Seumois, je vous en prie.

M. F. Seumois, Conseiller communal PS:
Je m'excuse, je vais paraître un peu trop procédurier mais je n'ai rien reçu quant à mon interpellation lors du dernier Conseil.

M. le Bourgmestre:
Rappelez-moi quelle était votre dernière interpellation du Conseil. Je tente en général de ne pas avoir une trop mauvaise mémoire.

Vous ne savez plus vous-même?

M. F. Seumois, Conseiller communal PS:
C'était les petits investissements.

M. le Bourgmestre:
Oui sur la liste des petits investissements.

Je ne sais pas si l'on a des informations sur cet élément.

Je vous propose qu'on la relise et que l'on revienne vers vous sans faute avant le prochain Conseil.

M. F. Seumois, Conseiller communal PS:
Si cela ne vous dérange pas, je vous remercie.

M. le Président constate qu'après avoir été mis à la disposition des conseillers, le procès-verbal de la séance du 20 février 2014 est déposé sur le bureau.

SECRETARIAT GENERAL

4. Représentation: ORES Assets

Vu la délibération du Conseil du 21 mars 2013 désignant les représentants de la Ville au sein de l'intercommunale I.D.E.G., soit:

- Pour le cdh:
  - Guy Carpiaux,
  - Tanguy Auspert,
- Pour le PS:
  - Olivier Anselme,
  - Christian Pirot,
- Pour le MR:
  - Luc Gennart;

Attendu que l'intercommunale ORES Assets a été constitué le 31 décembre 2013 suite à la fusion de huits intercommunales mixtes wallonnes de distribution d'énergie (IDEG, IEH, IGH, Interest, Interlux, Intermosane, Sedilec et Simoget);

Vu le courrier d'ORES reçu au Secrétariat général le 10 février 2014 sollicitant la désignation des
5 représentants au sein de l'assemblée générale d'ORES Assets;

Vu l'article L1122-34 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation portant que le Conseil communal nomme ses représentants dans les intercommunales dont la commune est membre;

Vu l'article L1523-11 C.D.L.D. portant qu'au sein des intercommunales les délégués des communes associées à l'assemblée générale sont désignés par le Conseil communal de chaque commune parmi les membres des Conseils et Collèges communaux, proportionnellement à la composition dudit Conseil et que le nombre de délégués de chaque commune est fixé à 5 parmi lesquels 3 au moins représentent la majorité du Conseil communal;

Attendu que la répartition politique au sein de l'assemblée générale est la suivante en application de la clef d'Hondt:

- cdH: 2
- PS: 2
- MR: 1

Sur proposition du Collège du 27 février 2014 ;

Au scrutin secret,

Désigne au sein de l'assemblée générale d'ORES Assets:

- Pour le cdH:
  - Guy Carpiaux,
  - Tanguy Auspert,
- Pour le PS:
  - Olivier Anselme,
  - Christian Pirot,
- Pour le MR:
  - Luc Gennart

5. <u>Représentation: NEW</u>

Considérant la représentation de la Ville au sein de l'asbl Namur Europe Wallonie (N.E.W) à savoir:

- à l'assemblée générale:
  - M. Maxime Prévot
  - M. Bernard Anselme
  - Mme Anne Barzin
  - M. Arnaud Gavroy
  - M. Tanguy Auspert
- au conseil d'administration:
  - M. Maxime Prévot
  - M. Bernard Anselme
  - Mme Anne Barzin
  - M. Arnaud Gavroy
  - M. Tanguy Auspert en tant qu'administrateur avec statut d'observateur
- au comité directeur :
  - M. Maxime Prévot
  - M. Bernard Anselme
  - Mme Anne Barzin
  - M. Arnaud Gavroy

Vu le courrier daté du 12 février 2014 de l'asbl N.E.W. sollicitant la Ville de désigner ses représentants dans le cadre des modifications statutaires intervenue;

Vu l'article 6 des statuts portant que le nombre de représentants de la Ville est fixé par le règlement d'ordre intérieur;

Vu l'article 2 bis du ROI portant le nombre de représentants de la Ville est arrêté comme suit:

- en qualité de membres effectifs le Bourgmestre, le 1er Echevin, l'Echevin en charge des Affaires économiques et cinq personnes désignées par le Conseil communal avec au minimum 1 représentant de chaque parti politique démocratique représenté au Conseil communal, soit 2 cdH, 1PS, 1MR et 1 ECOLO;
- en qualité de membres adhérents les chefs de groupe du Conseil communal, le Directeur général, le Directeur général adjoint, le Directeur financier et les Chefs de département de l'institution communale ainsi que les Chefs de service que le Collège communal juge utile d'affilier;

Vu l'article 13 des statuts de l'asbl portant que l'assemblée générale est composée des membres effectifs;

Vu l'article 20 des statuts portant que l'association est administrée par un conseil composé d'au minimum 3 personnes et au maximum de 34 personnes. La durée du mandat est fixée à 3 ans;

Vu l'article 21 bis des statuts de l'asbl portant que l'assemblée générale nomme notamment les 8 administrateurs désignés par la Ville;

Vu l'article 29 bis desdits statuts portant notamment que le comité de direction est composé de 12 administrateurs maximum (hors le Directeur exécutif) avec la répartition suivante: 4 administrateurs désignés par la Ville, en veillant à ce qu'il s'agisse d'un membre par parti politique démocratique représenté au Conseil communal, à savoir: 1 cdH, 1PS, 1 MR, 1 ECOLO;

Vu l'article 29 quinquies desdits statuts portant que le président est de droit le Bourgmestre ou, à défaut, un des 4 administrateurs désignés par la Ville;

Attendu dès lors que la Ville doit désigner des représentants à l'assemblée générale et proposer à cette dernière de les désigner au conseil d'administration de l'asbl N.E.W., ce dernier pouvant à son tour les désigner au comité directeur ;

Sur proposition du Collège du 27 février,

Confirme la désignation de M. Maxime Prévot, Bourgmestre, ainsi que de Mme Anne Barzin, 1ère Echevine et de M. Luc Gennart, Echevin des affaires économiques pour représenter la Ville au sein de l'assemblée générale de l'asbl Namur - Europe - Wallonie,

Au scrutin secret,

- désigne pour représenter la Ville au sein de l'assemblée générale de l'asbl Namur - Europe - Wallonie:
  - pour le cdH: M. Thibaut Naniot et M. Jean-Marie Mottoul
  - pour le PS: Mme Gwenaëlle Grovonius
  - pour le MR: M. Dimitri Lhoste
  - pour ECOLO: M. A Gavroy
- propose à l'assemblée générale de l'asbl N.E.W. de désigner les 8 précités en tant que représentants de la Ville au sein de son conseil d'administration:
- propose au conseil d'administration de ladite l'asbl de désigner pour représenter la Ville au sein de son comité directeur:

- pour le cdH: M. Maxime Prévot, Bourgmestre et membre de droit en qualité de Président
- pour le PS: Mme Gwenaëlle Grovonius
- pour le MR: Mme Anne Barzin
- pour ECOLO: M. A Gavroy

DEPARTEMENT CADRE DE VIE

PROPRETE PUBLIQUE

6. <u>Wépion: Jardin des petits fruits et verger – convention de mise à disposition</u>

Vu sa délibération du 28 février 2011 décidant de conclure la convention « DCV/2011/01 de mise à disposition du Jardin des petits fruits, à Wépion, en vue de son exploitation didactique, au Musée de la Fraise et Promotion du pays de Wépion, chaussée de Dinant 1037 à 5100 Wépion » ;

Considérant qu'un verger didactique vient d'être aménagé à l'arrière du Jardin et qu'il mérite aussi d'être mis à disposition pour une exploitation didactique ;

Considérant que le Musée de la Fraise et Promotion du pays de Wépion souhaiterait que cette mise à disposition puisse l'être pour une durée de quinze années, renouvelable, ce qui lui permettra de solliciter les reconnaissance et subventions de la Fédération Wallonie Bruxelles ;

Vu le projet de convention « DCV/2014/01 de mise à disposition du Jardin des petits fruits et du Verger, à Wépion, en vue de son exploitation didactique, au Musée de la Fraise et Promotion du pays de Wépion, chaussée de Dinant 1037 à 5100 Wépion », convention ayant pour objet de définir le rôle des partenaires et de fixer les modalités d'utilisation du Jardin

Considérant que le Jardin et le Verger présentent une superficie totale de 45 ares et que leur valeur locative annuelle est estimée à 135,00 euros, somme à indexer annuellement selon l'indice des prix santé, la mise à disposition intervenant toutefois à titre gratuit compte tenu notamment des missions confiées par la Ville au Musée ;

Sur proposition du Collège communal en date du 27 février 2014,

Décide de conclure la convention « DCV/2014/01 de mise à disposition du Jardin des petits fruits et du Verger, à Wépion, en vue de son exploitation didactique, au Musée de la Fraise et Promotion du pays de Wépion, chaussée de Dinant 1037 à 5100 Wépion ».

Cette convention annule et remplace la convention « DCV/2011/01 de mise à disposition du Jardin des petits fruits, à Wépion, en vue de son exploitation didactique, au Musée de la Fraise et Promotion du pays de Wépion, chaussée de Dinant 1037 à 5100 Wépion ».

DEPARTEMENT DES VOIES PUBLIQUES

VOIRIE

7. <u>Gare d'eau, quai des Chasseurs ardennais: sous-concession bateliers – contrat-type</u>

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation et ses modifications ultérieures, et plus particulièrement les articles L-1123-23 et L-1222-1 ;

Vu le règlement général des voies navigables du Royaume ;

Vu le règlement général de police pour la navigation sur les eaux intérieures ;

Vu le décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques ;

Vu l'arrêté du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Recherche, des Technologies et des Relations extérieures pour la Région wallonne, M. Albert Liénard, du 4 décembre 1989, portant sur le classement du pont de Jambes et de ses abords immédiats, à savoir les deux berges de la Meuse et les voiries qui les bordent jusqu'aux alignements (non cadastré) ;

Vu la délibération du Conseil communal du 20 février 2014 portant notamment sur l'approbation du contrat de concession domaniale n° 418227 liant la Ville au SPW – DGO Mobilité et Voies hydrauliques – Direction des Voies hydrauliques de Namur, dans le cadre de la concession des biens suivants :

- une gare d'eau en rive gauche de la Meuse, d'une superficie de 5.600 m², entre les cumulées 45.865 et 46.330, soit depuis environ 40 m à l'aval du pont de Jambes jusqu'au confluent entre la Sambre et la Meuse ;
- un quai, hors Ravel, au droit de la gare d'eau, en rive gauche de la Meuse, sur une superficie de 3.625 m², entre les cumulées 45.865 et 46.330 ;
- une parcelle de terrain située sur la pointe du Grognon, en rive gauche de la Meuse, d'une superficie de 1.027 m² ;

Vu le programme de politique générale pour la législature 2012-2018 adopté par le Conseil communal en date du 17 décembre 2012 ;

Vu le programme stratégique transversal approuvé en séance du Conseil communal du 5 septembre 2013, et plus particulièrement l'objectif stratégique n° 29 visant à « développer l'attractivité touristique de Namur », notamment grâce à l'objectif opérationnel n° 29.2 ayant pour objet de « développer le tourisme autour des berges et des cours d'eau » (action n° 29.2.2.) ;

Considérant que le contrat de concession n° 418227 prévoit que la Ville, en sa qualité de concessionnaire est libre de procéder à une redistribution des emplacements de stationnement de bateaux uniquement par le biais de sous-concessions à passer avec les bateliers dans le respect de l'avis à la batellerie 2011/0279/01 et que ces contrats de sous-concessions doivent faire l'objet d'une concertation préalable Ville - Région wallonne ;

Considérant qu'il y a lieu de présenter à l'approbation du Conseil communal, un contrat-type de sous-concession relatif à l'occupation de la gare d'eau en rive gauche de la Meuse, d'une superficie de 5.600 m², entre les cumulées 45.865 et 46.330, soit depuis environ 40 m à l'aval du pont de Jambes jusqu'au confluent entre la Sambre et la Meuse, lequel sera adapté et conclu individuellement pour chaque occupation de bateau considérée, conformément aux dispositions contractuelles générales arrêtées par le Conseil communal et moyennant une décision spécifique et individualisée du Collège communal pour chaque occupation de bateau envisagée, dans le cadre de l'article L-1123-23 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ; et ce, moyennant concertation préalable entre la Ville et le SPW – DGO Mobilité et Voies hydrauliques – Direction des Voies hydrauliques de Namur pour chaque sous-concession individuelle (Ville/batelier) dans le cadre du contrat de concession n° 418227 liant la Ville et le Service public de Wallonie ;

Vu le plan n° 2803 émanant du SPW - Direction des Voies hydrauliques et figurant la zone concernée par la concession n° 418227 ci-avant ;

Vu le projet de contrat-type de sous-concession relatif à l'occupation de la gare d'eau en rive gauche de la Meuse d'une superficie de 5.600 m², entre les cumulées 45.865 et 46.330, soit depuis environ 40 m à l'aval du pont de Jambes jusqu'au confluent entre la Sambre et la Meuse, à conclure ensuite individuellement conformément aux dispositions ci-avant, par l'intermédiaire du Collège communal, entre la Ville et chaque propriétaire de bateau considéré par une occupation partielle de la zone considérée ;

Considérant que la répartition des bateliers entre les cumulées 45.865 et 46.270 (bateaux à vocation évènementielle, culturelle et/ou touristique) sera organisée, à partir de la pointe du Grognon vers le pont de Jambes, en trois zones qui se succèdent :

1. les bateaux ayant une activité de bar/café/restaurant ;
2. les bateaux ayant une activité de type évènementielle ;
3. les bateaux ayant une activité d'hébergement (gîtes, maisons d'hôtes);

Vu les avis favorables émanant des services internes compétents comme suit :

- Département du Cadre de Vie (Propreté publique) en date du 17 février 2014 ;
- Service de l'Equipement urbain (Département des Voies publiques) en date du 18 février 2014 ;
- Département des Bâtiments (Service Electromécanique) en date du 18 février 2014 ;
- Service technique Voirie (Département des Voies publiques) en date du 19 février 2014 ;
- Département de Gestion financière (Service de Contrôle des Recettes ordinaires) en date du 20 février 2014 ;
- Département de l'Education et des Loisirs (Service Tourisme) en date du 24 février 2014 ;

Vu l'avis favorable du SPW – DGO Mobilité et Voies hydrauliques – Direction des Voies hydrauliques de Namur, daté du 26 février 2014 moyennant la prise en compte de certaines remarques et/ou suggestions ;

Considérant qu'il y a lieu d'appliquer une tarification annuelle s'élevant à 8 €/m²/an à titre d'indemnité d'occupation à charge des bateliers qui installeront leurs bateaux sur la surface de la gare d'eau entre les cumulées 45.865 et 46.330 ;

Considérant que les recettes annuelles correspondant aux contrats de sous-concessions individuelles sont estimées à un montant réactualisé de 14.000,00 € ;

Considérant que la gestion juridique, administrative et le suivi financier du contrat de concession domaniale à intervenir entre la Ville et le Service public de Wallonie, ainsi que concernant les contrats de sous-concessions individuelles avec les bateliers relève, à l'exception du contentieux qui est de la compétence du Département de Gestion financière en matière de recettes, du Service administratif Voirie (conclusion des contrats, relations avec le Service public de Wallonie concernant ces contrats, signature des contrats, suivi des paiements, garanties bancaires,...), tandis que les visites à effectuer sur place et le contrôle de l'occupation de l'espace faisant l'objet de la concession Ville / Service public de Wallonie, relèvent de l'OTN (Département de l'Education et des Loisirs), qui assurera la coordination générale du projet (les inscriptions budgétaires, choix des activités et des sous-concessionnaires, états des lieux éventuels sur le terrain, gestion et remise des clés d'accès au site, gestion des relations avec les fournisseurs d'énergie, accès aux bornes d'approvisionnement en énergie, paiement des fournitures d'énergie éventuelles, contrats d'assurances et sécurité,...) ;

Sur proposition du Collège communal en séance du 27 février 2014,

DECIDE :

- d'approuver le contrat-type de sous-concession relatif à l'occupation de la gare d'eau en rive gauche de la Meuse, d'une superficie de 5.600 m², entre les cumulées 45.865 et 46.330, soit depuis environ 40 m à l'aval du pont de Jambes jusqu'au confluent entre la Sambre et la Meuse ;
- de charger le Collège communal d'adapter ce contrat-type et de le conclure individuellement pour chaque occupation de bateau considérée, conformément aux dispositions contractuelles générales arrêtées par le Conseil communal et à l'article L-

1123-23 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ; et ce, moyennant concertation préalable entre la Ville et le SPW – DGO Mobilité et Voies hydrauliques – Direction des Voies hydrauliques de Namur pour chaque sous-concession individuelle (Ville/batelier) dans le cadre du contrat de concession n° 418227 liant la Ville et le Service public de Wallonie ;

- d'appliquer une tarification annuelle et de fixer à 8 €/m²/an à titre d'indemnité d'occupation, le montant à charge des bateliers qui installeront leurs bateaux sur la surface de la gare d'eau entre les cumulées 45.865 et 46.330.

Les recettes correspondantes estimées à un montant total annuel de 14.000,00 € (pour une année complète) seront imputées, sur l'article budgétaire n° 563/161-01 du budget ordinaire de chaque exercice budgétaire concerné.

8. Suarlée, rue de Zualart: travaux d'égouttage – projet

Vu les articles L-1123-23 et L-1222-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Vu l'article 135 de la nouvelle loi communale ;

Vu la directive européenne 91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires ;

Vu le Code de l'eau, et plus particulièrement les articles D 216 à D 222 et les articles D 332 § 2, 4° et D 334, 9 ;

Vu la partie réglementaire du Code de l'eau concernant l'égouttage prioritaire et son mode de financement (art. R 271 à 273) ;

Vu la partie réglementaire du Code de l'eau contenant le règlement général d'assainissement des eaux résiduaires urbaines (art. R 274 à R 291) ;

Vu que la délibération du Collège communal du 22 octobre 2003 porte sur l'approbation du contrat d'agglomération et décide :

- d'adhérer à la directive 91/271/CEE de l'Union Européenne ;
- d'inscrire un certain nombre de projets d'égouttage dans le cadre du contrat d'agglomération ;
- de concéder à la SA SPGE un droit réel sur l'assiette de réalisation des égouts ;
- de travailler en collaboration avec l'organisme d'épuration agréé SCRL INASEP pour les projets d'assainissement ;

Vu la délibération du Conseil communal du 28 avril 2004 (point n° 5) portant notamment sur l'affiliation de la Ville au Service d'Etudes de la SCRL Inasep et l'approbation de la convention d'affiliation au Service d'Etudes aux Associés ;

Considérant que la convention datée du 3 mai 2004 liant la Ville et la SCRL Inasep dans le cadre de son affiliation au Service d'Etudes aux Associés de la SCRL Inasep, est conclue pour une durée de trois ans tacitement reconduite ;

Vu la délibération du Conseil communal du 13 septembre 2010 (point n° 41) portant sur l'approbation du nouveau contrat d'égouttage pour l'assainissement des eaux urbaines résiduaires afin de favoriser une coordination des investissements des ouvrages d'égouttage, de collecte, et d'épuration et assurer un assainissement approprié des eaux urbaines résiduaires des agglomérations de la Ville de Namur ;

Considérant que la décision du Gouvernement wallon réuni en séance du 29 avril 2010 porte sur l'approbation du nouveau projet de « contrat d'égouttage » visant à remplacer le contrat

d'agglomération en vigueur depuis 2003, établi entre la Région wallonne, les Communes, les Organismes d'assainissement agréés et la Société Publique de Gestion de l'Eau (SPGE) ;

Considérant que les contrats d'agglomérations n° 92045/01, 92094/05, 92094/06, 92094/07, 92141/01 souscrits entre la SCRL INASEP, la SA Société Publique de Gestion de l'Eau et la Ville, conformément à la directive 91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires, sont approuvés par le Conseil à la date du 22 octobre 2003 ;

Vu la délégation de maîtrise d'ouvrage accordée par la SA SPGE à la SCRL INASEP ;

Considérant que ce système permet le financement intégral par la SPGE de la partie égouttage des projets, moyennant remboursement en 20 ans (sans intérêt ni TVA) par la Ville sous forme d'annuité ;

Considérant que ce remboursement se réalise par le biais de la souscription et de la libération progressive de parts "G" (égouttage) de capital Inasep qui, elle-même, souscrit et libère parallèlement le même montant de parts "C" (égouttage) de capital SPGE, sachant que ce montage complexe permet de récupérer la TVA dans le cadre du cycle de l'eau ;

Vu l'arrêté ministériel du 28 août 2012 portant sur la troisième modification du programme triennal 2010-2012 ; et plus particulièrement concernant le projet de travaux relatif à l'exutoire de Suarlée – rue de Zualart (PT 2011.04) ;

Vu le courrier du 7 février 2014 émanant de la SCRL Inasep et portant notamment sur une demande de ratification du dossier technique relatif aux travaux à effectuer à Suarlée, rue de Zualart ;

Vu le cahier spécial des charges n° VEG-10-206 établi par la SCRL Inasep (dossier SPGE 92141/01/G004) portant sur les travaux d'égouttage à réaliser à Suarlée, rue de Zualart dont le coût total est estimé à 547.500 € TVAC (TVA 0 % comme indiqué ci-avant) répartis comme suit :

- partie à charge de la Ville : 229.950,00 €;
- partie à charge de la SPGE : 317.550,00 €;

Considérant que la SCRL Inasep constitue le seul pouvoir adjudicateur pour ce marché public de travaux à titre de marché conjoint SPW / SPGE / SCRL Inasep;

Vu l'avis du Directeur financier du 26 février 2014 ;

Sur proposition du Collège communal en séance du 27 février 2014,

APPROUVE le projet de travaux d'égouttage à réaliser à Suarlée, rue de Zualart, conformément au cahier spécial des charges n° VEG-10-206 établi par la SCRL Inasep (dossier SPGE 92141/01/G004).

Ces travaux seront financés par la SPGE moyennant remboursement annuel par la Ville, d'un montant estimé à 229.950,00 € correspondant à la part à charge de la Ville pour ce projet, soit 42 % du montant total estimé pour ce marché public de travaux, à concurrence de 5 % pendant 20 ans ; et ce, sans intérêts ni TVA, par le biais de souscriptions de parts de capital égouttage à dater de l'année suivant la réception provisoire de ces travaux.

La part Ville, d'un montant total de 229.500,00 €, est à imputer par tranches annuelles sur l'article 877/812-51 des exercices concernés lors des remboursements.

Ce dossier sera transmis pour information au Service public de Wallonie (DGO 1.72) – Direction des Voiries subsidiées, dans le cadre du Programme triennal 2010-2012 (PT 2011.04)

9. Saint-Marc: collecteur d'eaux usées du Frizet – cession d'emprise

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, et plus particulièrement les articles L-1123-23 et L-1222-1 ;

Vu la loi hypothécaire du 16 décembre 1851 et plus particulièrement les articles 35 et 36 ;

Vu le décret du 15 juillet 2008 relatif au Code forestier et plus particulièrement les articles 53 et 54 ;

Vu la circulaire du 20 juillet 2005 portant sur les ventes ou acquisitions d'immeubles par les communes, les provinces et les CPAS ;

Vu la délibération du Conseil communal du 23 janvier 2014 (point n° 17) portant notamment sur son accord, moyennant le paiement par la SPGE d'une somme forfaitaire de 15.250,00 € toutes indemnités comprises, sur différentes aliénations et acquisitions d'emprises ;

Vu le plan des emprises n° EMP7 concernant la pose d'un collecteur d'eaux usées du Frizet à Saint-Marc daté du 25 avril 2011 et établi par la SCRL Inasep ;

Vu le mail daté du 28 janvier 2014 émanant du SPW-DGO3 ;

Considérant que l'emprise n° 93 est une emprise en pleine propriété de 9 ares 45 centiares (construction d'une station de pompage et de refoulement et chemin d'accès) et une zone d'occupation temporaire de 8 ares 10 ca, dans une parcelle en nature de bois, cadastrée Namur – 14ème division : Saint-Marc – section A n° 99 C, d'une contenance totale de 63 ares 7 ca ;

Considérant que cette emprise concerne un bien boisé soumis au régime forestier ;

Considérant qu'il y a lieu de demander expressément l'autorisation de céder la parcelle concernée au Département Nature et Forêts (SPW-DGO3) pour décision ad hoc de la part du Gouvernement wallon ;

Considérant qu'il y a en sus lieu de solliciter l'autorisation d'affecter cette parcelle à un usage non forestier au Département Nature et Forêts pour décision ad hoc de la part du Gouvernement wallon ;

Vu l'avis préalable du Département Nature et Forêts (SPW-DGO3) rendu en date du 4 février 2014 ;

Sur proposition du Collège communal en séance du 14 février 2014,

Décide de solliciter l'autorisation du Gouvernement wallon :

- de céder la parcelle n° 93 en ce qui concerne l'emprise en pleine propriété de 9 ares 45 centiares (construction d'une station de pompage et de refoulement et chemin d'accès) dans une parcelle en nature de bois, cadastrée Namur – 14ème division : Saint-Marc – section A n° 99 C, d'une contenance totale de 63 ares 7 ca ;
- d'affecter cette parcelle à un usage non forestier.

DOMAINE PUBLIC ET SECURITE

10. Vedrin, rue Frères Biéva: aménagement d'une piste cyclable bidirectionnelle et d'un plateau – règlement complémentaire à la police de la circulation routière

Vu les articles 2, 3 et 12 de la loi coordonnée du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière et ses arrêtés d'application;

Vu l'article 119 de la Nouvelle loi communale;

Vu le décret du 19 décembre 2007 relatif à la tutelle d'approbation de la Région Wallonne sur les règlements complémentaires relatifs aux voies publiques et à la circulation des transports en commun;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière et ses annexes;

Vu la circulaire ministérielle du 14 novembre 1977 relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière;

Attendu que la mesure concerne la voirie communale;

Attendu que le présent règlement est transmis, pour approbation, au Service Public Wallon-DG02;

Attendu qu'il y a lieu de sécuriser la circulation des cyclistes entre Namur et Vedrin;

Vu le plan du Bureau d'étude approuvé par les services de Police et de l'Inspection de la tutelle;

Attendu que cet aménagement fait partie des projets "pilote" de "Wallonie cyclable";

Sur proposition du Collège communal en séance du 20 février 2014,

Décide :

Article 1.: Un plateau est réalisé rue Frères Biéva, à son carrefour avec la rue des Cognassiers, ainsi qu'à son carrefour avec la rue Joseph Wanet, conformément au plan figurant au dossier.

Article 2.: Une piste cyclable bidirectionnelle est aménagée rue Frères Biéva, de la rue des Cognassiers jusqu'à la rue Eugène Copette, côté immeubles pairs.

La mesure est matérialisée par le placement de signaux D7.

11. Jambes, rue de Dave: création d'un emplacement de stationnement PMR – règlement complémentaire à la police de la circulation routière

Vu les articles 2, 3 et 12 de la loi coordonnée du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière et ses arrêtés d'application;

Vu l'article 119 de la Nouvelle loi communale;

Vu le décret du 19 décembre 2007 relatif à la tutelle d'approbation de la Région Wallonne sur les règlements complémentaires relatifs aux voies publiques et à la circulation des transports en commun;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière et ses annexes;

Vu la circulaire ministérielle du 14 novembre 1977 relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière;

Attendu que la mesure concerne la voirie régionale;

Attendu que le présent règlement est transmis, pour approbation, au Service Public Wallon-DG01;

Attendu qu'il y a lieu de prendre toutes mesures propres à faciliter le déplacement des personnes à mobilité réduite;

Vu la demande du 3 octobre 2013 d'une riveraine aux termes de laquelle elle sollicite la création d'un emplacement pour personnes à mobilité réduite à proximité de son domicile sis rue de Dave 23 à Jambes;

Sur proposition du Collège communal en séance du 6 février 2014,

Décide :

Article unique : Un emplacement de stationnement est réservé aux personnes à mobilité réduite rue de Dave à hauteur de l'immeuble n°23 à Jambes. La mesure est matérialisée par le placement d'un signal E9a complété du sigle "handicapés" et d'une flèche avec la mention "6M".

12. Jambes, rue des Brigades d'Irlande: instauration d'une zone bleue – règlement complémentaire à la police de circulation routière

Vu les articles 2, 3 et 12 de la loi coordonnée du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière et ses arrêtés d'application;

Vu l'article 119 de la Nouvelle loi communale;

Vu le décret du 19 décembre 2007 relatif à la tutelle d'approbation de la Région Wallonne sur les règlements complémentaires relatifs aux voies publiques et à la circulation des transports en commun;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière et ses annexes;

Vu la circulaire ministérielle du 14 novembre 1977 relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière;

Attendu que la mesure concerne la voirie régionale;

Attendu que le présent règlement est transmis, pour approbation, au Service Public Wallon-DG01;

Attendu que la rue des Brigades d'Irlande fait partie du domaine privé de la Région Wallonne;

Attendu que des démarches sont actuellement en cours afin que la voirie susmentionnée soit reprise par la Ville;

Vu le courriel de l'Union des Villes et Communes de Wallonie en date du 29 janvier 2014 aux termes duquel il s'avère qu'au vu du Code de la Route, la voirie est considérée comme voie publique et qu'un règlement complémentaire peut être pris afin d'y instaurer une zone bleue;

Sur proposition du Collège communal en séance du 6 février 2014,

Décide :

Article 1 : La durée du stationnement des véhicules est limitée à 3 heures au moyen du disque de stationnement (excepté riverains) rue des Brigades d'Irlande à Jambes.

Article 2 : Dans la voirie susmentionnée à l'article 1, les personnes satisfaisant aux dispositions de l'Arrêté ministériel du 18 février 1991 peuvent obtenir la carte de riverains.

13. Jambes, rues des Libérateurs, Paul Janson et du Foyer Jambois: suppression du stationnement alternatif et rue du Foyer Jambois: stationnement PMR – règlement complémentaire à la police de la circulation routière

Vu les articles 2, 3 et 12 de la loi coordonnée du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière et ses arrêtés d'application;

Vu l'article 119 de la Nouvelle loi communale;

Vu le décret du 19 décembre 2007 relatif à la tutelle d'approbation de la Région Wallonne sur les règlements complémentaires relatifs aux voies publiques et à la circulation des transports en commun;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière et ses annexes;

Vu la circulaire ministérielle du 14 novembre 1977 relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière;

Attendu que la mesure concerne la voirie communale;

Attendu que le présent règlement est transmis, pour approbation, au Service Public Wallon-DG02;

Vu la correspondance du 11 septembre 2013 d'une riveraine de la rue du Foyer Jambois aux termes de laquelle elle sollicite la réservation d'un emplacement pour personne à mobilité réduite à hauteur de son domicile;

Vu l'avis favorable du service Cohésion sociale du 8 octobre 2013;

Vu l'avis favorable des services de Police du 12 novembre 2013 pour autant que le stationnement alternatif soit supprimé dans la rue du Foyer Jambois;

Attendu que dans les rues des Libérateurs, Paul Janson et du Foyer Jambois, le stationnement est alternatif par quinzaine;

Attendu que cette mesure est souvent problématique lors du changement de côté, d'autant plus que les voiries y sont particulièrement étroites;

Vu le rapport des services de Police du 20 janvier 2014 préconisant de supprimer le stationnement alternatif et de n'autoriser le stationnement que d'un seul côté dans les voiries susmentionnées;

Sur proposition du Collège communal en séance du 20 février 2014,

Décide :

Article 1.: Toutes mesures de stationnement dans les rues des Libérateurs, Paul Janson et du Foyer Jambois sont abrogées.

Article 2.: Le stationnement est interdit :

- rue des Libérateurs, dans sa section comprise entre les immeubles 30 et 32 et la rue du Foyer Jambois, côté immeubles pairs;
- rue Paul Janson, dans ses sections comprises entre :
  - la rue du Foyer Jambois et le chemin de fer, côté immeubles pairs;
  - les rues de Dave et du Foyer Jambois, côté immeubles impairs;
- rue du Foyer Jambois, dans ses sections comprises entre :
  - les rues des Libérateurs et Paul Janson, côté immeubles pairs;
  - les rues Paul Janson et Lieutenant Binamé, côté immeubles impairs.

La mesure est matérialisée par le placement de signaux E1 dûment complétés par flèches.

Article 3.: Un emplacement de stationnement est réservé à l'usage des personnes à mobilité réduite rue du Foyer Jambois, côté opposé au n° 31, le long de la haie.

La mesure est matérialisée par le placement d'un signal E9a complété du sigle "handicapés" et d'une flèche avec la mention "6M".

14. <u>Jambes, rue du Plateau: interdiction de stationnement – règlement complémentaire à la police de la circulation routière</u>

Vu les articles 2, 3 et 12 de la loi coordonnée du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière et ses arrêtés d'application;

Vu l'article 119 de la Nouvelle loi communale;

Vu le décret du 19 décembre 2007 relatif à la tutelle d'approbation de la Région Wallonne sur les règlements complémentaires relatifs aux voies publiques et à la circulation des transports en commun;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière et ses annexes;

Vu la circulaire ministérielle du 14 novembre 1977 relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière;

Attendu que la mesure concerne la voirie communale;

Attendu que le présent règlement est transmis, pour approbation, au Service Public Wallon-DG02;

Vu le stationnement anarchique des véhicules rue du Plateau à Jambes;

Attendu que le stationnement dans cette voirie n'est pas réglementé;

Vu le rapport des services de Police du 20 janvier 2014 préconisant d'autoriser le stationnement uniquement du côté des immeubles impairs;

Sur proposition du Collège communal en séance du 20 février 2014,

Décide :

<u>Article unique</u> : Le stationnement des véhicules est interdit rue du Plateau à Jambes, côté immeubles pairs.

La mesure est matérialisée par le placement de signaux E1 dûment complétés par flèches.

15. <u>Place de la Station: stationnement de cars – règlement complémentaire à la police de la circulation routière</u>

M. le Bourgmestre:
Pour rappel, ce point est reporté et fera l'objet d'un débat ultérieur notamment au sein de la Commission de la Mobilité et du Tourisme.

Reporte le dossier.

16. <u>Boulevard d'Herbatte, rues Saint-Fiacre, des Carrières et des Verriers: instauration d'une zone bleue – règlement complémentaire à la police de la circulation routière</u>

Vu sa délibération en date du 18 avril 2013 décidant de limiter le stationnement des véhicules à 3h au moyen du disque de stationnement (excepté riverains) boulevard d'Herbatte dans sa section comprise entre les rues Léanne et Coquelet, rue Saint-Fiacre et rue des Carrières dans sa section comprise entre le boulevard d'Herbatte et la rue Saint-Fiacre;

Vu les articles 2, 3 et 12 de la loi coordonnée du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière et ses arrêtés d'application;

Vu l'article 119 de la Nouvelle loi communale;

Vu le décret du 19 décembre 2007 relatif à la tutelle d'approbation de la Région Wallonne sur les règlements complémentaires relatifs aux voies publiques et à la circulation des transports en commun;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière et ses annexes;

Vu la circulaire ministérielle du 14 novembre 1977 relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière;

Attendu que la mesure concerne la voirie communale;

Attendu que le présent règlement est transmis, pour approbation, au Service Public Wallon-DG02;

Vu le courriel du SEU aux termes duquel il y aurait lieu d'ajouter la rue des Verriers dans sa section comprise entre le boulevard d'Herbatte et la rue Saint-Fiacre et de délivrer des cartes de riverains aux habitants des immeubles 15, 17 et 19 du boulevard d'Herbatte (section non incluse dans la zone bleue),

Sur proposition du Collège communal en séance du 30 janvier 2014;

Décide :

Article 1 : Sa délibération en date du 18 avril 2013 relative à l'instauration d'une zone bleue boulevard d'Herbatte, rues des Carrières et Saint-Fiacre est abrogée.

Article 2 : La durée du stationnement des véhicules est limitée à 3 heures au moyen du disque de stationnement (excepté riverains) :

- boulevard d'Herbatte dans sa section comprise entre les rues Léanne et de Coquelet;
- rue Saint-Fiacre;
- rue des Carrières dans sa section comprise entre le boulevard d'Herbatte et la rue Saint-Fiacre;
- rue des Verriers dans sa section comprise entre le boulevard d'Herbatte et la rue Saint-Fiacre.

Article 3 : Dans les voiries susmentionnées à l'article 2, les personnes satisfaisant aux dispositions de l'Arrêté ministériel du 18 février 1991 peuvent obtenir la carte de riverains.

Article 4 : Peuvent obtenir la carte de riverains s'ils remplissent les conditions de l'Arrêté ministériel du 18 février 1991, les habitants de la section du boulevard d'Herbatte non réglementée par la zone bleue, des immeubles 15 à 19.

17. Boulevard de Merckem et avenue des Combattants: instauration d'une zone bleue – règlement complémentaire à la police de la circulation routière

Vu les articles 2, 3 et 12 de la loi coordonnée du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière et ses arrêtés d'application;

Vu l'article 119 de la Nouvelle loi communale;

Vu le décret du 19 décembre 2007 relatif à la tutelle d'approbation de la Région Wallonne sur les règlements complémentaires relatifs aux voies publiques et à la circulation des transports en commun;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière et ses annexes;

Vu la circulaire ministérielle du 14 novembre 1977 relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière;

Attendu que la mesure concerne la voirie régionale;

Attendu que le présent règlement est transmis, pour approbation, au Service Public Wallon-DG01;

Attendu que le stationnement n'est pas réglementé boulevard de Merckem et avenue des Combattants à hauteur de l'immeuble n° 31;

Attendu que les voiries avoisinantes sont réglementées;

Attendu qu'il convient de rester cohérent avec le plan de stationnement;

Vu la proposition du Comité Interne de Mobilité d'instaurer une zone bleue boulevard de Merckem et avenue des Combattants à hauteur de l'immeuble n° 31;

Sur proposition du Collège communal en séance du 20 février 2014,

Décide :

Article 1.: La durée du stationnement est limitée à 3h, au moyen du disque de stationnement (excepté riverains) boulevard de Merckem et avenue des Combattants à hauteur de l'immeuble n° 31.

Article 2.: Dans les voiries susmentionnées à l'article 1, les personnes satisfaisant aux dispositions de l'Arrêté ministériel du 18/02/1991 peuvent obtenir une carte de riverains.

18. Rue des Souchets: emplacements réservés aux motorhomes – règlement complémentaire à la police de la circulation routière

M. le Bourgmestre:
Rue des Souchets, emplacements réservés aux motor-homes.

Monsieur Martin, je vous en prie.

M. F. Martin, Conseiller communal PS:
Je vous épargnerai tout le débat que nous avons eu au dernier Conseil sur les parkings qui ne sont pas bien choisis et qui sont mal situés. Ce sera non pour le PS.

J'en profite pour vous demander si vous avez déjà avancé, vu l'été arrivant, sur d'autres emplacements qui seraient plus appropriés pour les touristes motor-homistes?

M. le Bourgmestre:
Merci.

L'Echevin du Tourisme et de la Mobilité va vous répondre.

M. l'Echevin A. Gavroy:
Il y a une possibilité pour eux d'aller à la Citadelle, devant les tennis couverts. C'est une possibilité que l'on étudie. Il y a possibilité d'y aller, d'être dans un cadre relativement agréable et calme sans déranger personne.

On travaille plutôt dans ce sens-là.

Ils devraient aller à la zone technique pour faire leur vidange et ensuite monter à la Citadelle.

Si vous avez d'autre suggestion, on vous écoute.

M. F. Martin, Conseiller communal PS:
C'est vrai que le cadre est plus beau là au-dessus. Le tout est de travailler sur l'information. Comment vont-ils avoir cette information? Vous parlez d'une zone technique – je reviens sur le fait que la zone technique est partielle – il faudra prévoir aussi une allonge électrique pour ceux qui souhaitent recharger leur batterie.

Je pense qu'il faut explorer de façon sérieuse ce dossier.

Merci.

M. l'Echevin A. Gavroy:
Vous avez raison, il faudra informer. C'est la raison pour laquelle le Tourisme a posé la question au service Citadelle pour voir si cela ne les dérangeait pas d'avoir les motor-homistes là-bas. Cela ne les dérange pas. Il vaut d'ailleurs mieux les mettre là. Ils seront bien plutôt qu'à l'Esplanade de la Citadelle qui est régulièrement utilisée soit par les visiteurs de la Citadelle, soit par des organisations festives.

M. le Bourgmestre:
Cela me semble effectivement un bon endroit à creuser.

Sur le point 18, quels sont les votes?

Non pour le PS.

Monsieur Dupuis, je vous en prie.

M. P-Y. Dupuis, Conseiller communal Indépendant:
Ce sera une abstention positive parce que j'aimerais suivre Monsieur Martin sur sa réflexion.

Je trouve que c'est intelligent d'avoir d'autres points de chute pour les motor-homes parce qu'à cet endroit-là c'est un peu étriqué, c'est un peu à l'étroit surtout quand il y a des salons comme il y en a souvent à Salzinnes. L'accessibilité n'est pas évidente.

M. le Bourgmestre:
OK. Non PS, abstention positive pour Monsieur Dupuis. Oui pour les autres.

Madame De Gand, je vous en prie.

Mme A. De Gand, Conseillère communale ECOLO:
Sur ce sujet-là, je voudrais préciser qu'une fois que les motor-homistes ont atteint la ville de Namur ou une ville ou un centre d'intérêts touristiques, ils ne souhaitent pas forcément se déplacer encore avec leur motor-home pour visiter la ville ou se rendre au restaurant. Donc, la rue des Souchets reste un endroit très proche du centre-ville pour pouvoir le quitter et aller à pieds, à vélo ou en Namourette même visiter la ville et revenir.

Je me dis que dans les faits, cet endroit même s'il n'offre pas une des plus belles vues sur Namur n'est pas loin de très belles vues si les personnes se rendent sur le bord de Sambre.

En tout cas, il offre des facilités d'aller visiter la ville.

M. le Bourgmestre:
À défaut d'être l'endroit nécessairement le plus bucolique, c'est un endroit fonctionnel.

Parfait, les votes ont été connus.

Vu sa délibération en date du 19 décembre 2011 marquant son accord de principe sur le projet et la localisation d'une aire de service pour 10 motorhomes maximum, à proximité du Centre Namurois des Sports;

Vu les articles 2, 3 et 12 de la loi coordonnée du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière et ses arrêtés d'application;

Vu l'article 119 de la Nouvelle loi communale;

Vu le décret du 19 décembre 2007 relatif à la tutelle d'approbation de la Région Wallonne sur les règlements complémentaires relatifs aux voies publiques et à la circulation des transports en commun;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière et ses annexes;

Vu la circulaire ministérielle du 14 novembre 1977 relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière;

Attendu que la mesure concerne la voirie communale;

Attendu que le présent règlement est transmis, pour approbation, au Service Public Wallon-DG02;

Vu le courriel du Service Tourisme en date du 12 novembre 2013 confirmant le projet ainsi que la localisation,

Vu le plan d'aménagement d'une aire pour motorhomes rue des Souchets à Namur approuvé par les services de Police en date du 18 février 2014;

Sur proposition du Collège communal en séance du 27 février 2014,

Décide :

Article unique : Huit emplacements en épis sont réservés à l'usage des véhicules automobiles de camping rue des Souchets à Namur, conformément au plan figurant au dossier. La mesure est matérialisée par le placement de signaux E9h et un marquage au sol.

DEPARTEMENT DES AFFAIRES CIVILES ET SOCIALES

COHESION SOCIALE

19. Conseil consultatif communal des Aînés: renouvellement

M. le Bourgmestre:
Le Conseil consultatif communal des Aînés (CCCA). Madame Oger est sortie. Son époux est concerné, donc elle préfère sortir.
Monsieur Martin, je vous en prie.

M. F. Martin, Conseiller communal PS :
D'abord sur la forme: nous avons été interpellés en commission – on s'en est ouvert pour ce point-là et pour les autres d'ailleurs – de ne pas retrouver, dans les dossiers qui nous étaient soumis, l'entièreté des dossiers qui nous auraient permis de ne pas vous ennuyer ce soir, sur les questions que nous avons posées quant à la procédure qui a été mise en place pour sélectionner les associations retenues et, à travers elle, les personnes.

Nous sommes interpellés par le fait que, finalement dans le dossier, se retrouvent seulement deux associations qui ont été "écartées". Peu importe les raisons, j'y reviendrai. Il s'avère que deux autres associations ont également été écartées et il n'y a aucune trace dans le dossier, alors que ce se sont deux associations qui siégeaient auparavant dans le Conseil consultatif des Aînés.

La première question est de savoir: quelles ont été les raisons de cet écartement? On a une réponse, en tout cas pour les deux autres qui sont précisées dans le dossier.

Une autre interrogation qui nous vient en lisant les dossiers, c'est le délai avec lequel les choses se sont faites. Quand on regarde, par exemple, les délais de recrutement ou de composition de la CCATM, on voit qu'on a deux gros mois, alors qu'ici on a un petit mois, avec la période des vacances de fin d'année. On se demande si l'une des associations concernées n'aura pas été lésée dans le délai trop court.

Notre question est de savoir: est-ce que l'on peut avoir un tableau récapitulatif qui reprend les critères de sélection et voir les commentaires sur les refus et surtout des compléments d'informations quant aux deux autres associations, que l'on ne retrouve pas dans le dossier?

Merci.

M. le Bourgmestre:
Merci Monsieur Martin.

Madame l'Echevine de la Cohésion sociale va vous répondre.

Mme l'Echevine S. Scailquin:
Merci Monsieur Martin pour votre question.

Le premier point, par rapport à la commission communale, vous savez que ma commission est très proche de l'envoi de l'ordre du jour du Conseil.

Je fais en sorte que vous ayez copie, à chaque fois, des délibérations. Vous ne pouvez pas dire le contraire, depuis que je suis en charge des différentes matières.

On aurait effectivement pu avoir l'ensemble du dossier complet pour la commission. Je l'entends. On rectifiera pour les prochaines fois.

Je pense quand même faire en sorte que l'on puisse avoir des débats qui soient riches, lors de la commission, en vous permettant d'avoir copie des délibérations, puisqu'il ne vous est pas loisible, vu le timing, d'aller consulter des dossiers et faire copie des délibérations.

Par rapport aux critères qui ont été pris pour le renouvellement du CCCA, comme vous le savez, contrairement à d'autres commissions, comme la CCATM, il n'y a pas de législation qui nous donne de critères déterminés, pour faire un choix d'une ou l'autre association.

Par rapport à la procédure, telle qu'elle a été menée, par rapport aux délais et la façon dont les associations ont été consultées, la première chose à vous dire c'est que nous en avons discuté longuement, au sein des plénières du CCCA, les mois précédents.

L'ensemble des associations étaient déjà bien au courant du timing, de la procédure, etc.

Un premier point: le service Aînés de la Cohésion sociale a envoyé à l'ensemble des associations proches du milieu des aînés, un courrier pour avoir leurs coordonnées exactes et les coordonnées des nouveaux présidents, éventuellement. Il peut y avoir des changements par rapport à ces structures, par rapport à ces associations.

En fonction des associations qui nous ont répondu, l'ensemble de ces structures ont ensuite été consultées pour le renouvellement du CCCA. L'ensemble des associations connues des services ont été consultées.

Un délai a été donné pour que les associations puissent rentrer leur candidature. Au-delà de l'envoi aux associations, il y a également eu un appel via la presse, un appel via le site Internet de la Ville et je le redis, les différentes associations présentes au CCCA ont été bien au courant, très tôt, à l'automne, de la date de remise des candidatures. Cela s'est fait en parfaite transparence.

Par rapport aux critères je vous l'ai dit: il n'y a pas de critères déterminés par la réglementation, comme pour la CCATM, par exemple. Mais j'ai souhaité m'en inspirer en souhaitant qu'il y ait, tant que faire se peut, une représentation géographique, en voyant bien que les aînés résident surtout au

centre-ville ou à Jambes. On a fait en sorte qu'il y ait également des entités plus rurales qui soient également représentées.

On a souhaité, dans la continuité de la politique du développement des quartiers, avoir des associations représentatives des quartiers.

Nous avons aussi souhaité tendre vers la parité. Cela a également été un des critères.

Qui dit renouvellement, dit de nouvelles associations ont déposé leur candidature. Malheureusement, toutes les associations ne peuvent pas être reprises. C'est le lot d'une procédure de renouvellement.

Je l'ai dit en commission, c'est inscrit dans la délibération: je souhaite que l'ensemble des associations, qui s'inscrivent pour le bien-être des aînés, puissent participer aux réunions de commissions de travail du CCCA et également aux plénières pour que tout le monde puisse travailler au bien-être des aînés à Namur.

M. le Bourgmestre:
Merci Madame l'Echevine.

Monsieur Martin, je vous en prie.

M. F. Martin, Conseiller communal PS :
Je voulais d'abord dire que ma remarque n'était pas une généralité. C'était une attention portée par rapport à la dernière commission. Ne me faites pas dire ce que je n'ai pas dit.

J'insiste vraiment sur le fait que, lors de la dernière commission, aucun document n'était à notre disposition.

Mme l'Echevine S. Scailquin:
Il y avait des documents très importants, avec un nombre de pages difficile à donner.

M. le Bourgmestre:
Monsieur Martin, continuez.

M. F. Martin, Conseiller communal PS :
Merci Monsieur le Président.

Je répète que ce n'était pas une attaque générale, mais une attaque précise quant à la commission passée où, sur les points relatifs au Conseil communal, nous n'avons pas eu le loisir de pouvoir vous questionner. On ne nous fera pas ce reproche-là. J'expliquais le pourquoi des questions qui auraient peut-être pu être traitées en commission, au lieu d'ennuyer tout le monde au Conseil communal.

Sur, par exemple, l'absence de critères, je vous entends. Il n'y en a pas, vous avez tenté d'expliquer quels ont été les critères qui ont retenu votre attention. Je l'ai entendu.

Selon le ROI, je vois que la répartition des sièges est basée sur une représentation équilibrée des quartiers de la commune. Quand on regarde la majorité des associations, cela ne veut rien dire puisque l'on sait qu'elles sont plus généralistes. C'est un constat.

Pour ce qui est du timing, je vous confirme que toutes les associations n'avaient pas en tête le timing prévu. Soit.

Par contre, j'entends votre proposition d'élargir aux candidats non retenus, le fait de pouvoir participer à la commission. Je trouve que c'est assez heureux. Mais alors, pourquoi avoir écarté des associations alors qu'elles étaient volontaires pour travailler à une politique des aînés?

Je pense qu'il aurait mieux valu retravailler sur l'élargissement de la commission plutôt que de dire que certains peuvent venir y travailler et d'autres sont juste des figurants.

Merci.

M. le Bourgmestre:
J'ajouterais que c'est l'éternel débat quand on constitue des commissions (même chose pour la CCATM). Pourquoi ne pas permettre à d'autres, qui sont volontaires, d'en être? Parce qu'on se retrouve avec des commissions de 50 personnes qui ne sont plus très efficaces.

C'est toujours douloureux, quand il y a un nombre limité mais qui était transparent dès l'entame du processus de ne pas se retrouver avec une capacité de votes.

Très objectivement, avec ma modeste expérience des 6 années où j'ai présidé les CCA, la plupart des décisions se font de manière consensuelle. Je n'ai pas le souvenir d'avoir dû procéder à une mise au vote.

Si ces personnes, comme Madame l'Echevine le propose très adéquatement, seront conviées aux travaux dans le futur, je pense qu'elles ne verront guère la différence entre le fait d'être titulaire ou non d'un droit de délibération.

Je pense que l'essentiel est que cela continue de se faire avec bon sens et sur l'hôtel du consensus.

M. F. Martin, Conseiller communal PS :
Je pense que de manière très constructive, les deux personnes qui représentaient les associations qui ont été écartées, avaient un rôle assez actif sous la précédente législature.

Puisqu'il n'y avait pas pléthore à pouvoir accueillir tout le monde, d'autant plus qu'ils sont ici invités, je pense que l'on aurait pu peut-être faire un geste pour les intégrer dans le participatif et de manière très claire.

M. le Bourgmestre:
Voilà qui clôt l'incident.

Sur le dossier, quels sont les votes?

Mme E. Tillieux, Cheffe de groupe PS:
Abstention.

M. le Bourgmestre:
Abstention du PS.

Pour le reste? Parfait.

Je rappelle à l'assemblée et à Monsieur Lenoir en particulier qui visiblement prend quelques images, photos et films, d'être attentif au respect du droit à l'image des personnes concernées.

Mme A. Oger se retire sur ce point.

Vu sa décision du 12 décembre 2013 approuvant la modification du règlement du Conseil consultatif communal des aînés (CCCA) suite à la circulaire du 23 juin 2006 du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique, fixant le cadre de référence de la mise en place des Conseils consultatifs des aînés;

Vu le courrier du 21 novembre 2013 transmis aux associations d'aînés namuroises les informant de l'appel à candidature pour le renouvellement du CCCA et mentionnant les conditions d'éligibilité à respecter;

Vu les dossiers de candidatures valablement reçus;

Vu la liste des candidats qui est proposée au Conseil;

Considérant que:

- l'espace communautaire du Petit-Ry, candidat au CCCA, n'a pas rentré son dossier dans les délais prescrits,
- l'ASBL "Le Bien vieillir", candidate au CCCA, ne remplit pas les conditions d'âge et de domicile;

Vu son adhésion, en sa séance du 30 mai 2013, à la charte de l'Egalité des chances dans les communes wallonnes;

Considérant que la composition proposée concrétise la parité hommes - femmes représentant les associations sélectionnées;

Considérant que la composition proposée assure une répartition géographique entre le centre urbain et les entités rurales;

Considérant qu'un renouvellement des membres est assurée; toutefois, afin d'associer au maximum les aînés, il sera proposé aux candidats non retenus de participer aux travaux du CCCA et des commissions de travail en tant qu'invités;

Sur proposition du Collège communal en sa séance du 06 février 2014,

Valide la nouvelle composition du CCCA.

20. Plan de cohésion sociale 2009-2013: rapports financiers

Vu le décret du 06 novembre 2008 relatif au Plan de Cohésion sociale dans les villes et communes de Wallonie;

Vu le décret du 06 novembre 2008 relatif au Plan de Cohésion sociale dans les villes et Communes de Wallonie, pour les matières dont l'exercice a été transféré à la Communauté française;

Vu l'Arrêté du Gouvernement wallon du 7 novembre 2013 modifiant l'Arrêté du 12 décembre 2008 portant exécution du décret du 6 novembre 2008 relatif au plan de cohésion sociale dans les villes et communes de Wallonie, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française;

Vu le courrier du 22 janvier 2014 du Service Public Wallonie – Direction Interdépartementale de la Cohésion sociale notifiant à la Ville la remise à la DGO5 des rapports financiers du Plan de Cohésion sociale et de l'Article 18 de l'année 2013 pour le 31 mars 2014;

Vu les rapports financiers du Plan de Cohésion sociale et de l'article 18;

Sur proposition du Collège communal en sa séance du 27 février 2014,

Approuve les rapports financiers du Plan de Cohésion sociale et de l'Article 18 de l'année 2013,

21. Plan de cohésion sociale 2014-2019: conventions de partenariat et engagements

Vu l'article L1122-30 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation (CDLD) stipulant que le Conseil règle tout ce qui est d'intérêt communal;

Vu le décret du 22 novembre 2007 modifiant certaines dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu les articles L3331-1 à L3331-8 du CDLD (Décret du 31 janvier 2013) et la circulaire du 30 mai 2013 (M.B. du 29 août 2013) relatifs à l'octroi et au contrôle de l'octroi et de l'utilisation de certaines subventions;

Vu le décret du 06 novembre 2008 relatif au Plan de Cohésion sociale dans les villes et communes de Wallonie;

Vu le décret du 06 novembre 2008 relatif au Plan de Cohésion sociale dans les villes et communes de Wallonie, pour les matières dont l'exercice a été transféré à la Communauté française;

Vu l'Arrêté du Gouvernement wallon du 07 novembre 2013 modifiant l'Arrêté du 12 décembre 2008 portant exécution du décret du 6 novembre 2008 relatif au plan de cohésion sociale dans les villes et communes de Wallonie, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française;

Vu le courrier du 15 novembre 2013 du Ministre régional des Pouvoirs Locaux informant la commune de Namur que le Gouvernement wallon en sa séance du 14 novembre 2013 a

octroyé une subvention annuelle de 767.115,54 € dans le cadre du Plan de Cohésion sociale 2014-2019;

Vu le courrier du 24 décembre 2013 de la Ministre régionale de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des chances, informant la commune de Namur que le Gouvernement wallon en sa séance du 19 décembre 2013 a octroyé une subvention annuelle de 65.469,61 € dans le cadre du Plan de Cohésion sociale - "Article 18" 2014-2019;

Vu la décision du Collège communal du 30 janvier 2014 approuvant le projet modifié de plan de cohésion sociale définissant les actions à mener sur la commune;

Attendu que la DICS a élaboré un modèle de convention de partenariat qu'elle recommande et considère comme seule valide;

Vu les projets de convention de partenariat à conclure entre la Ville et les partenaires suivants:

1. l'Asbl Jambes Social et Culturel (n° d'entreprise 0453.198.747), sise rue Duhainaut, 72 à 5100 Jambes,
2. l'Asbl Le Cinex (n° d'entreprise 0410.389.974) sise rue Saint-Nicolas, 84-86 à 5000 Namur,
3. l'Asbl Luttes, Solidarités, Travail (n° d'entreprise 0423.206.743), sise rue Pépin, 27 à 5000 Namur,
4. l'Asbl Centre Namurois d'Accueil et de soins pour Toxicodépendants et proches (n° d'entreprise 0452.421.955), sise rue de Bruxelles, 18 à 5000 Namur,
5. l'Asbl Concertation - Quartier - Liens - Coordination Saint-Nicolas (Coquelicot) (n° d'entreprise 0812.071.528), sise rue Saint-Nicolas, 84 à 5000 Namur (Article 18),
6. l'Asbl 1 Toit 2 Ages (n° 0813.241.169), sise rue Snessens, 16 à 1040 Bruxelles (Article 18),
7. l'Asbl Les Machines du Voisin (n° 0508.545.957), sise rue Coppin, 132 à 5100 Jambes (Article 18),
8. l'Asbl Article 27 (n° 0469.754.271), sise rue de Lisbonne, 31 à 1060 Bruxelles;

Attendu que ces partenaires sont des opérateurs de terrain de par leur connaissance des problématiques locales, du public dont ils s'occupent et de leurs spécificités d'intervention;

Attendu que ces partenaires opérateurs sont membres de droit de la Commission d'Accompagnement dudit plan;

Attendu qu'ils contribuent directement à concrétiser la notion générale de cohésion sociale, définie par le Gouvernement wallon, dans les axes visant le développement social des quartiers et la lutte contre toute forme de précarité, de pauvreté et d'insécurité au sens large;

Attendu que, pour mener à bien ces missions, outre la mise à disposition de personnel faisant, par ailleurs, l'objet d'une convention de mise à disposition pour chaque agent communal, les associations visées se verront octroyer annuellement une subvention financière pour couvrir les frais de fonctionnement durant la période concernée;

Attendu que pour les conventions n° 5, 6, 7 et 8 relatives à l'article 18 du décret susmentionné, ces moyens sont rétrocédés directement aux associations selon les modalités fixées par le Gouvernement wallon;

Attendu, qu'en conséquence, il y a lieu d'octroyer, pour l'exercice 2014, les subventions financières relatives aux frais de personnel et /ou de fonctionnement prévus aux projets de conventions;

Attendu qu'il y a lieu de mandater les représentants de la Ville, à savoir, Madame Stéphanie Scailquin, Echevine de la Cohésion sociale, du Logement et de l'Egalité des Chances et Monsieur Jean-Marie Van Bol, Directeur Général, afin de signer lesdites conventions,

Attendu que les conventions sont conclues pour une durée d'un an avec tacite reconduction qui doit être approuvée annuellement par la commission d'accompagnement du PCS,

Vu l'avis du Directeur financier du 26 février 2014;

Sur proposition du Collège communal en sa séance du 27 février 2014,

Propose:

- de désigner Madame Stéphanie Scailquin, Echevine de la Cohésion sociale, du Logement et de l'Egalité des Chances et Monsieur Jean-Marie Van Bol, Directeur Général, afin de signer lesdites conventions;
- de conclure, pour la période du 1er janvier 2014 au 31 décembre 2014, les conventions PCS avec:

1. l'Asbl Jambes Social et Culturel (n° d'entreprise 0453.198.747), sise rue Duhainaut, 72 à 5100 Jambes,
2. l'Asbl Le Cinex (n° d'entreprise 0410.389.974) sise rue Saint-Nicolas, 84-86 à 5000 Namur,
3. l'Asbl Luttes, Solidarités, Travail (n° d'entreprise 0423.206.743), sise rue Pépin, 27 à 5000 Namur,
4. l'Asbl Sésame (Centre Namurois d'Accueil et de soins pour Toxicodépendants et proches) (n° d'entreprise 0452.421.955), sise rue de Bruxelles, 18 à 5000 Namur;

- de conclure pour la période du 1er janvier 2014 au 31 décembre 2014, les conventions PCS Article 18 avec:

1. l'Asbl Concertation - Quartier - Liens - Coordination Saint-Nicolas (Coquelicot) (n° d'entreprise 0812.071.528), sise rue Saint-Nicolas, 84 à 5000 Namur (Article 18),
2. l'Asbl 1 Toit 2 Ages (n° 0813.241.169), sise rue Snessens, 16 à 1040 Bruxelles (Article 18),
3. l'Asbl Les Machines du Voisin (n° 0508.545.957), sise rue Coppin, 132 à 5100 Jambes (Article 18),
4. l'Asbl Article 27 (n° 0469.754.271), sise rue de Lisbonne, 31 à 1060 Bruxelles;

- d'octroyer une subvention pour l'exercice 2014 à:

1. l'Asbl Jambes Social et Culturel à concurrence de 4.350,00 €,
2. l'Asbl Le Cinex à concurrence de 1.450,00 €,
3. l'Asbl Sésame (Centre Namurois d'Accueil et de soins pour Toxicodépendants et proches) à concurrence de 580,00 €,

Soit un montant de 6.380 € pour le PCS;

- d'octroyer une subvention pour l'exercice 2014 - article 18 du Décret à :

1. l'Asbl Concertation - Quartier - Liens - Coordination Saint-Nicolas à concurrence de 40.000,00 €,
2. l'Asbl 1 Toit 2 Ages à concurrence de 10.000,00 €,
3. l'Asbl Les Machines du Voisin à concurrence de 7.600,00 €,
4. l'Asbl Article 27 à concurrence de 7.869,61 €,

Soit un montant de 65.469,61 € pour le PCS – Article 18.

Cette dépense d'un montant total de 71.849,61 € sera imputée à hauteur de 6.380,00 € sur l'article budgétaire de dépenses 84010/435CS-01 (PCS) et à hauteur de 65.469,61 € sur

l'article budgétaire de dépenses 84011/435AR-01 (Art.18 PCS) du budget ordinaire de l'exercice en cours.

DEPARTEMENT DE L'EDUCATION ET DES LOISIRS

FETES

22. Fêtes de Wallonie: règlement d'occupation du domaine public – modifications

M. le Bourgmestre:
Fêtes de Wallonie. Pas de difficulté?

Madame Kumanova, je vous en prie.

Mme N. Kumanova-Gashi, Conseillère communale PS:
Je me permets d'intervenir non pas sur le fond du dossier mais sur la manière dont nous, les élus, devons faire notre travail.

Sensible aux points 22 et 42, dossiers portant sur les Fêtes de Wallonie, il y a eu la Commission de Madame Barzin, mardi à 18h et je n'ai pas pu me rendre à la cellule Conseil pour pouvoir consulter le dossier et faire une copie de celui-ci avant mais seulement hier.

J'ai eu l'occasion de travailler sur ce dossier de manière assez importante, mais au vu de ce dossier important et conséquent, il y avait quelques questions d'ordre technique qui se sont présentées à moi et je me suis permise, comme tout citoyen, de prendre contact avec le service.

Jamais personne ne m'a répondu ni recontacté.

Ma question: Monsieur le Président, est-il exacte qu'il y a des instructions formelles du Directeur général et du Collège de ne pas répondre aux questions citoyennes et de renvoyer vers le politique?

M. le Bourgmestre:
Je suis surpris par votre question. Vous demandez s'il y a des instructions du Collège ou du Directeur général pour ne pas répondre.

Mme N. Kumanova-Gashi, Conseillère communale PS:
Tout à fait, celles-ci ont été envoyées à tous les travailleurs de l'Administration pour ne pas répondre aux questions posées par nous, les élus du peuple, dans le cadre de notre travail.

M. le Bourgmestre:
Madame l'élue du peuple, rassurez-vous c'est une question de cohérence que l'on retrouve dans toutes les entreprises qu'elles soient publiques ou privées. Lorsqu'il y a un tiers qu'il soit administrateur dans une entreprise privée ou Conseiller communal dans une entreprise publique qui a une question posée, on a le devoir de lui répondre. Il a simplement été demandé au personnel que ce ne soit pas le personnel qui de manière directe réponde sans avoir eu la capacité de concerter la réponse avec le Collège ou avec le Directeur général pour s'assurer:

1. *De la cohérence de ce qui est procuré comme réponse,*
2. *D'éviter – parfois les Conseillers s'adressent à plusieurs interlocuteurs qui sont parfois en charge d'un volet spécifique ou l'autre – d'avoir une réponse parcellaire plutôt que d'avoir une réponse qui est agglomérée.*

Pour le surplus, le Collège n'a jamais eu à se poser cette question et à trancher en la matière. C'est juste une explication de nature fonctionnelle. Que le Directeur général se plaise à me compléter, le cas échéant, mais il n'y a pas eu d'instructions de la part du Collège même si cela me semble assez cohérent.

Mme N. Kumanova-Gashi, Conseillère communale PS:
Peut-être pour vous mais pas pour nous. Nous avions des questions d'ordre technique. Pour pouvoir répondre à ces questions, je me suis permise de prendre contact avec le service. Madame Barzin

avait répondu à pas mal de questions et expliqué le dossier lors de la Commission, mais entre mardi et jeudi, il nous reste quelques jours et heures de travail qui nous permettent d'approfondir les dossiers chez soi.

Au vu du dossier qui était assez complexe, je me suis permise de prendre contact. Ne pas avoir des réponses à mes questions techniques, c'est très dommage. Il s'avère que de votre part, des instructions formelles ont été envoyées à tous les travailleurs de ne pas répondre et c'est dommage car c'est un déni de la démocratie.
C'est mon avis.

M. le Bourgmestre:
On va demander à Monsieur le Directeur général de répondre et puis Madame l'Echevine si elle le souhaite.

M. le Directeur général J-M. Van Bol:
Toutes les demandes reçoivent à chaque fois une réponse mais c'est vrai que le règlement d'ordre intérieur modalise la manière de poser ces questions. Pour toute question écrite, elle doit être adressée au Bourgmestre avec copie à la Direction générale et cela nous permet de garder une trace des questions et de veiller à ce qu'il y soit répondu.

Quand elles sont posées de manière dispersée ou inconnue, il n'est pas possible de s'assurer après de la qualité et de la rapidité de la réponse.

Lorsqu'il s'agit de dossiers inscrits au Conseil, les Commissions sont là pour répondre aux questions. Il paraît assez logique que si en dehors de la Commission d'autres questions se posent, les différents Echevins concernés sont à votre disposition. Si des explications plus techniques, voire une explication du dossier est nécessaire, la cellule Conseil est là pour en prendre note et assurer les concertations internes pour vous donner un moment précis où vous pourrez disposer de ces réponses.

Cela vous évitera de trouver porte close en prenant des contacts directs avec les travailleurs.

M. le Bourgmestre:
Madame l'Echevine, je vous en prie.

Mme la Première Echevine A. Barzin:
La question a été largement abordée au sein de ma Commission en présence du chef de service. Je n'ai pas connaissance du fait que vous aviez posé des questions depuis la Commission. Je ne suis même pas au courant que vous avez téléphoné et que vous n'avez pas eu de réponses.

Je le dis, chaque fois, vous pouvez me contacter pour me poser les questions. Vous pouviez vraiment le faire, j'essaie de répondre de la manière la plus complète possible.

C'est un dossier sur lequel nous avons beaucoup travaillé.

J'ai donné énormément d'explications, je pense, en Commission.

Je regrette que vous n'ayez pas adressé vos questions chez moi, j'aurais tenté d'y répondre.

Mme N. Kumanova-Gashi, Conseillère communale PS:
Ce que je trouve vraiment dommage, c'est que l'Administration, dont je ne remets pas en cause le travail qui est très bien fait, me renvoie directement vers le politique alors que ce sont des questions d'ordre technique. Je ne vais pas vous faire l'apport de toutes mes questions techniques en séance du Conseil, mais c'est vraiment dommage dans le cadre de notre travail parce que c'était d'ordre technique et donc à l'Administration de me répondre.

M. le Bourgmestre:
Dont acte.

Sur le point, pas de problème? Unanimité, merci.

Vu l'organisation des Fêtes de Wallonie et notamment l'occupation du domaine public par les commerçants sédentaires, ambulants et occasionnels pendant le week-end des fêtes;

Revu la délibération du Conseil communal du 22 février 2010 par laquelle il adoptait diverses dispositions sur l'occupation du domaine public pendant les Fêtes de Wallonie;

Revu le règlement d'occupation du domaine public pendant les Fêtes de Wallonie par les commerçants sédentaires, ambulants et occasionnels;

Vu les articles L1122-30, L3131-1 §1,3° du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Attendu qu'un règlement d'occupation du domaine public est remis à chaque commerçant sédentaire, ambulant et occasionnel sur le respect des normes de sécurité ainsi que sur les obligations imposées pour la vente pendant les Fêtes de Wallonie;

Attendu qu'il convient, par souci de transparence pour les différentes catégorie de commerçants de regrouper les obligations en un seul et unique document;

Vu la situation financière de la commune ;

Sur proposition du Collège du 27/02/2014,

Adopte le règlement suivant:

Article 1 : Définitions

a. Boisson soft: eau, jus de fruits, soda... toute boisson ne contenant aucun alcool
b. Boisson fermentée: boisson issue d'une fermentation : par ex. tout type de bière, vin, sangria, cidre, mousseux,...);
c. Boisson alcoolisée ou spiritueuse ou liquoreuse: toute boisson issue de la distillation : par ex. pékets, pastis, breezers, eaux de vie, liqueurs,...Il est obligatoirement noté sur le contenant : produit de distillerie ou alcool ou spiritueux ou liqueur;
d. Comptoir à alcool: toute structure destinée à la vente de boissons alcoolisées (table, tréteaux, étals,...);
e. Agent percepteur : agent mandaté par la ville pour effectuer les contrôles : agent contrôleur, services de Police,...;
f. Restaurant : établissement proposant, tout au long de l'année, un service de restauration complet, comprenant au minimum 10 tables, à des clients qui commandent et sont servis à ces tables et qui règlent l'addition après avoir mangé (ces différents critères devant être tous remplis). Ne sont pas considérés comme restaurant les établissements du type snack, friterie ou fast food;
g. Commerçant ambulant : toute personne physique ou morale, immatriculée à la Banque Carrefour des Entreprises (BCE), exerçant une vente de produits et de services, au consommateur, en dehors de son établissement, mentionné dans son immatriculation à la Banque Carrefour des Entreprises ou ne disposant pas d'établissement de ce genre. Le commerçant ambulant et ses préposés doivent être titulaires d'une carte d'ambulant en ordre de validité (carte patronale et préposés A);
h. Commerçant occasionnel : toute association sans but lucratif ayant publié ses statuts aux annexes du Moniteur belge;
i. Commerçant déambulatoire : commerçant ambulant ayant reçu l'autorisation de déambuler dans le périmètre des Fêtes de Wallonie pour la vente de ses articles;

Article 2: Dispositions générales:

1. Les commerçants ne peuvent pas s'installer sur le domaine public sans autorisation écrite de l'administration;
2. Il est strictement interdit à tout commerçant disposant d'un emplacement de le sous-louer, en tout ou en partie;

3. L'activité commerciale pour tous les secteurs d'activités (sédentaires, ambulants et occasionnels) commence à 12h00 le vendredi;
4. Toute couverture provisoire d'emplacement, soutenue par une structure métallique ou autre (dont le déplacement est impossible dans un bref délai), fait l'objet d'une demande d'autorisation auprès de l'administration communale (service des Fêtes) pour le 15 juin au plus tard;
5. Les animations musicales, y compris les sonos, sont autorisées à conditions qu'elles soient limitées aux niveaux de décibels admissibles, afin de ne pas perturber les animations voisines et qu'elles ne dépassent pas 70 dB;
6. L'approvisionnement des stands et des étals ne peut se faire qu'exclusivement le samedi et dimanche de 6 heures à 9 heures (et le cas échéant le lundi). Toute circulation automobile est strictement interdite en dehors de ces heures. Tout véhicule est interdit de stationnement dans le périmètre des fêtes du vendredi (12h00) au dimanche (24h00);
7. Les stands, où de la cuisine chaude est préparée, doivent répondre à tous les critères de sécurité. Les installations réservées à la cuisson des aliments sont installées côté mur-façade, protégées du passage du public. Il en est de même pour les bonbonnes de gaz qui sont pourvues de tuyaux neufs fixés par des colliers de serrage. Les étals non fermées dans lesquelles il y a des récipients contenant de la graisse ou huile de friture, de l'eau bouillante ou toute matière inflammable sont interdites. Les barbecues sont également interdits.
8. Les boissons servies à la clientèle proviennent directement de leur contenant d'origine (bouteilles, tonneaux,...mais en aucun cas de seaux ou de réservoirs quelconques;

Article 3 : Modalités spécifiques d'occupation du domaine public:

A. Pour les commerçants sédentaires :

1. Chaque emplacement est délimité par la façade du commerce. Le non-respect des limites des emplacements entraîne le démontage ;
2. Les activités commerciales sont strictement limitées à la vente d'articles et/ou produits habituellement débités dans le commerce ;
3. Les commerçants sédentaires qui ne sont pas en ordre en matière de redevance pour une terrasse à l'année, ne sont pas autorisés à s'installer durant le week-end des Fêtes de Wallonie ;
4. Les extensions de terrasses, lorsque la configuration du terrain le permet, sont soumises à autorisation;
5. Sont seuls autorisés à vendre des boissons alcoolisées et fermentées sur la voie publique les cafés et les restaurants; Les autres commerces sédentaires, du même secteur, peuvent vendre uniquement des boissons fermentées;
6. Les comptoirs à alcool ne peuvent pas excéder 2m² dans les limites de la terrasse (maximum de 2 mètres de façade accessible au public);

B. Pour les commerçants ambulants et occasionnels :

1. Les emplacements à adjuger pour les commerçants ambulants et occasionnels ainsi que les montants de base sont déterminés par le Collège communal ; L'activité est définie et la vente des emplacements a lieu par soumission écrite sans possibilité de surenchère ;
2. Chaque emplacement est délimité par un marquage discret au sol et est numéroté. Les limites doivent être respectées ;
3. Les stands doivent être fermés à 4h00 du matin au plus tard ;
4. Le démontage a lieu, au plus tard, le lundi à 2h00 du matin ;

C. Pour le Comité Central de Wallonie et les Comités de Quartier :

1. Les points 3 à 8 de l'article 2 « Dispositions générales » sont d'application;
2. Les stands des Comités de Quartiers ne peuvent excéder une superficie de 20 m² en ce compris le comptoir à alcool limité à 2m² (max. de 2 mètres de façade accessible au public) dans la superficie octroyée;

Article 4 : Modalités d'occupation du domaine public :

Le règlement adopté par le Conseil en date du 22 février 2010 est abrogé.

JEUNESSE

23. PARF: partenariat – convention 1

M. le Bourgmestre:
Convention de partenariat pour le PARF. Monsieur Martin, je vous en prie.

M. F. Martin, Conseiller communal PS:
Je voulais juste revenir sur une intervention que j'avais faite précédemment en Commission avec Madame Grandchamps. Je pense que je l'avais aussi refait au Conseil. Nous avions convenu de pouvoir analyser – je pense que je l'avais dit à Monsieur Gavroy – l'opportunité de pouvoir, à travers le Namur Magazine, mettre un bon de réduction pour les namurois.

Je vois que dans le Namur Magazine il y a eu une publication sur l'ouverture du parc attractif, sans bon. Si je le dis, c'est parce que l'on voit une série de partenariat, de convention passée avec les associations et le SPW la dernière fois pour le PARF. Donc, beaucoup de gens en bénéficie sauf les namurois. Il avait été convenu – Madame l'Echevine pensait, sans vouloir trahir ses propos, que c'était une idée à réfléchir et à construire. On s'est donc étonné qu'il n'y ait pas eu de suivi.

Je pense que si l'on pouvait rectifier et concrétiser, ce qui ne coûte pas grand-chose et qui permet aux namurois d'être valorisés également.

M. le Bourgmestre:
Merci Monsieur Martin.

Monsieur l'Echevin en charge de la Jeunesse, Monsieur Defeyt.

M. le Président du CPAS P. Defeyt:
Merci beaucoup Monsieur le Conseiller. Merci Monsieur le Président.

Nous avons eu l'occasion de discuter de cela.

Il y a deux éléments de réponse:

1. *Je pense très honnêtement que tous ceux qui y vont en conviendront, le parc constitue une attraction importante et à une dimension sociale encore plus importante. Les tarifs sont imbattables concurrentiellement. L'entrée est de 3 € et des réductions sont possibles dans un certain nombre de circonstances. L'effort de la Ville pour mener cette politique à la fois sociale et de loisirs – dans ce cas-ci les deux se conjuguent – est énorme. L'exploitation courante est déjà déficitaire et à charge – ce qui est normal dans le cadre d'une politique sociale – de l'ensemble des namurois.*
   Au-delà du compte d'exploitation courant, on est déjà en déficit au compte d'exploitation courant, de l'ordre d'une trentaine de milliers d'euros, on ne tient pas compte du personnel, soit environ six équivalents temps-plein affectés à ce service.

   L'effort est important. Les prix sont imbattables et j'ajouterai qu'en plus dans un certain nombre de situations de grande précarité, sans rentrer dans les détails, le CPAS aide des familles à accéder à ce loisir-là comme à d'autres loisirs.

2. *Tenant compte de cela, ce que nous essayons de faire – je pense que le service de la Jeunesse a raison – c'est d'attirer un public supplémentaire. Mener une campagne pour amener des gens qui viennent de toute façon, cela s'appelle en économie "un effet d'aubaine". Je pense que les namurois qui vont en nombre croissant visiter ce parc profitent déjà en quelque sorte d'un effort collectif de la communauté namuroise.*
   L'idée est plutôt d'aller chercher des personnes qui peuvent à la fois découvrir Namur et profiter avec leurs enfants de ce parc en visitant la Citadelle.
   Je pense que ce qui est mené comme politique, c'est à coût constant, à charge constante puisqu'un visiteur un plus a un coût dérisoire en terme de charge d'exploitation. Un visiteur en plus soit plutôt un visiteur qui ne serait pas venu et donc, un visiteur de l'extérieur. Ce qui est en plus une synergie importante avec ce que l'on essaie de mettre en place au niveau touristique et au niveau de la Citadelle.

Rappelons que l'entrée est de 3 € et pour les personnes plus précaires, des aides sont possibles.

C'est difficile de descendre le coût.

M. le Bourgmestre:
Merci Monsieur.

Monsieur Martin, je vous en prie.

M. F. Martin, Conseiller communal PS:
La discussion, nous l'avons eue en Commission avec Madame Grandchamps. Nous avons entendu les responsables du PARF pour nous faire une idée aussi des éléments qui pouvaient nous amener à réfléchir sur la gratuité totale, sur le pourquoi certaines attractions sont payantes et d'autres pas.

Le débat a bien eu lieu – je pense que le groupe PS a voté pour le maintien des prix – c'était dans cette logique-là.

À partir du moment où d'autres partenariats se présentent, comme les travailleurs du SPW, nous avons réfléchis sur l'opportunité de non-discrimination des namurois par rapport à d'autres qui viendraient et auraient une réduction.

Je ne considère pas les marques de soutien qui sont apportées aux familles en difficulté. Je pense que cela est heureux et il faut le maintenir.

On parlait globalement de tous les namurois qui paient leurs impôts, ici, et qui auraient pu une fois découvrir le parc, y aller par le fait de l'opportunité du bon. Je ne sais pas s'il fallait parler de gratuité mais en tout cas de réduction, comme présenté dans le Magazine du SPW.

La réflexion était plus dans ce sens-là plutôt que dans une politique de gratuité massive de la ville.

Je pense que le parc est un très bel outil, qu'il permet à beaucoup de namurois d'en profiter et aux familles moins aisées. Je pense que c'est une bonne chose.

La réflexion méritait une attention, un one shot et pas quelque chose de permanent. On s'est posé toutes ces questions-là en Commission dès l'entame de ces points qui étaient mis à l'ordre du jour dans les Conseils précédents.

M. le Bourgmestre:
Merci Monsieur Martin.

Sur le dossier, quels sont les votes?

M. F. Martin, Conseiller communal PS:
Abstention car on avait une demande qui n'est pas retenue. Peut-être qu'elle reviendra et l'on votera pour.

M. le Bourgmestre:
Abstention PS. Monsieur Dupuis? Pour. Merci.

Vu sa délibération du 23 janvier 2014 par laquelle il fixe la tarification des entrées et activités du PARF pour la saison 2014 ;

Attendu que l'article 1, alinéa 2 dudit règlement envisage la possibilité, pour le service Jeunesse, d'établir des partenariats prévoyant notamment la modification du prix d'entrée;

Considérant les échanges intervenus entre le responsable administratif du PARF, M. S. Henry et Mme N. Lostermans, collaboratrice administrative de « Pasar », éditant la brochure « Trip », brochure touristique néerlandophone, à propos d'un éventuel partenariat ;

Attendu qu'il est important que le PARF ait une visibilité dans le secteur touristique ;

Attendu que ce partenariat rapporterait au PARF une visibilité non négligeable ;

Attendu que ces échanges ont débouché sur un accord et sur la rédaction d'un projet de convention ;

Attendu que le lecteur trouverait dans la brochure une description du Parc mais également une réduction sur le prix d'entrée pour ce qui concerne les individuels (1€ de réduction sur le prix "individuel" (2€ au lieu de 3€) ;

Considérant qu'il s'agit d'un échange de services entre les deux parties et qu'il n'y a aucune dépense à prévoir;

Attendu que le contrat sera conclu à dater du 05 avril 2014 jusqu'au 19 octobre 2014 ;

Vu le projet de convention établi par les responsables de la brochure précitée figurant au dossier ;

Sur la proposition du Collège communal du 16 janvier 2014,

Décide d'approuver la convention avec Pasar vzw, Haachtsesteenweg, 579 à 1030 Bruxelles telle que reprise au dossier.

24. PARF: partenariat – convention 2

Vu sa délibération du 23 janvier 2014 par laquelle il fixe la tarification des entrées et activités du PARF pour la saison 2014 ;

Attendu que l'article 1, alinéa 2 dudit règlement envisage la possibilité, pour le service Jeunesse, d'établir des partenariats prévoyant notamment la modification du prix d'entrée;

Considérant les échanges intervenus entre M. Serge Henry, responsable administratif du Parc Attractif Reine Fabiola (PARF) et M. Gitty Bruylants, collaborateur de la société « Waterwegen en Zeekanaal », sise à B-2830 Willebroek, éditant une brochure touristique néerlandophone, à propos d'un éventuel partenariat ;

Attendu qu'il est important que le PARF ait une visibilité dans le secteur touristique;

Attendu que ces échanges ont débouché sur un accord et sur la rédaction d'un projet de convention ;

Attendu que ce partenariat rapporterait au PARF une visibilité non négligeable ;

Attendu que le lecteur trouverait dans la brochure de l'asbl une description du Parc mais également une réduction sur le prix d'entrée pour ce qui concerne les individuels (1€ de réduction sur le prix "individuel" – 2€ au lieu de 3€);

Considérant qu'il s'agit d'un échange de services entre les deux parties et qu'il n'y a aucune dépense à prévoir;

Attendu que le contrat sera conclu à dater du 05 avril 2014 jusqu'au 19 octobre 2014 ;

Vu le projet de convention établi par les responsables de la brochure précitée figurant au dossier ;

Sur la proposition du Collège communal du 14 février 2014,

Décide d'autoriser le partenariat avec la société « Waterwegen en Zeekanaal », sise à 2830 Willebroek et d'approuver la convention telle que reprise au dossier.

SPORTS

25. <u>Commémoration 14-18: convention Ville/Province – projet</u>

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du Décret du 11 mars 1999, relatif aux permis d'environnement;

Vu le Plan Stratégique Transversal (PST) adopté par le Conseil communal du 5 septembre 2013, proposant dans sa fiche 29 de "Développer l'attractivité touristique à Namur" via des objectifs opérationnels dont celui de "Développer le tourisme autrement, via des offres thématiques" et à travers des actions visant à "Développer le tourisme de mémoire (actions et événements autour de la commémoration 14-18);

Attendu que la subvention octroyée devra être affectée à divers postes dont la valorisation de la position fortifiée de Namur: aménagement des fossés du Fort d'Emines, aménagement d'un parcours "Forts à Namur 1914";

Vu la délibération du Collège communal du 9 janvier 2014 relative aux travaux de nettoyage du Fort d'Emines;

Vu la convention du 5 septembre 2013 signée entre la Province et le propriétaire du Fort, M. Hublet, domicilié chaussée de Perwez 455 à 5003 Namur (Saint-Marc), dans laquelle il est convenu:

- que le propriétaire et la Province collaboreront à la valorisation du Fort;
- que la Province prendra en charge des travaux nécessaires à la sécurisation du site et à l'ouverture du public;

Vu le courrier du 23 septembre 2013 de M. le Ministre-Président de la Région wallonne relatif à l'octroi "d'une subvention de 228.750 euros destinée à prendre en charge une partie des frais inhérents aux projets retenus dans le cadre de l'appel à projets pour la mise en valeur des sites, traces, biens exceptionnels ou l'organisation d'événements de grande envergure présentant un intérêt majeur et symbolique pour la Wallonie dans le cadre des commémorations du centenaire de la première guerre mondiale;

Vu le procès verbal de la réunion Ville/Province du 18 novembre 2013 relative aux orientations à prendre dans la partie du dossier Commémorations 14-18 relative au Fort d'Emines;

Attendu qu'il a été signifié:

"Deux possibilités peuvent être envisagées, mais l'avis de la Région wallonne devrait être sollicité à cet égard:

1. La réalisation de marchés conjoints dans lesquels la Province piloterait, c'est-à-dire, se chargerait des cahiers des charges, des procédures de marché et de veiller au bon déroulement des travaux. La Ville financerait les travaux et la scénographie concernant le fossé d'entrée.
2. Les transferts financiers de la Ville de Namur à la Province."

Attendu que des contacts ont été pris avec le SPW qui accepte cette double proposition, à la condition qu'une convention soit conclue entre la Province et la Ville, établissant clairement les conditions de partenariat;

Vu l'avis positif de M. le Directeur général du 20 août 2013 quant à la mise en place d'un marché conjoint;

Vu la transmission du projet de convention par la Province le 29 janvier 2014;

Vu l'avis du 4 février 2014 de M. le Directeur de l'OTN sur la convention;

Vu l'avis du 6 février 2014 du DGF sur le texte;

Vu les modifications apportées à la convention par la juriste du DBa (annexe 2014 – COM 14-18-CT-RMQS);

Vu les échanges entre la juriste du DBa et la juriste de la Province;

Attendu que les remarques ont été intégrées en vue de proposer une convention adaptée au projet, dans le respect de toutes les obligations légales et juridiques liées à ce type de partenariat;

Attendu que, comme convenu lors de la réunion du 18 novembre 2013, cette convention sera proposée au propriétaire du Fort, par la Province, comme un avenant à la convention du 5 septembre 2013 conclue entre la Province et lui-même;

Sur proposition du Collège communal du 20 février 2014

Décide d'adopter le projet de convention de partenariat Ville/Province.

La dépense, d'un montant de 50.000 euros (37.750 euros de subsides de la Région wallonne et 12.250 euros de part communale), sera imputée sur l'article budgétaire 12414/724-60-20140008 "Place fortifiée Namur – Commémorations 14-18" du budget extraordinaire de l'exercice en cours.

CULTURE

26. <u>Civisme: campagne de sensibilisation</u>

Vu la Déclaration de Politique communale adoptée par le Conseil communal du 3 décembre 2012 précisant que le Collège communal favorisera l'accès de tous à la Culture ;

Vu le Programme Stratégique Transversal (PST) adopté par le Conseil communal du 5 septembre 2013, proposant dans sa fiche 31.1 de favoriser l'accès à la culture pour différents publics à travers la mise en place d'outils variés (actions 31.1.2 "Créer une dynamique en matière d'événements culturels") ;

Vu le livre blanc de la politique culturelle de la Ville de Namur "Namur Confluent Culture" adopté par le Conseil communal du 17 octobre 2013 et notamment l'axe visant le point 4.4 qui stipule que "L'art s'intègre et s'exprime de multiples façons dans le domaine public. Street art et arts dans la rue rythment le parcours urbain des promeneurs, des touristes, des étudiants, des chalands... L'art s'infiltre en douceur dans les rues namuroises et il est de notre volonté d'accentuer sa présence dans le paysage urbain" ;

Vu la proposition en date du 29 juillet 2013 de M. Didier Moens, professeur à la Haute Ecole Albert Jacquard (HEAJ), d'un partenariat avec la Ville de Namur et plus spécifiquement, le service de la Culture, pour le projet "CIVISME, c'est l'affaire de tous", campagne de sensibilisation au civisme ;

Attendu que ce projet est réalisé par les étudiants de la HEAJ dans le cadre de l'atelier "intervention dans la ville" ;

Attendu que des visuels symbolisant l'incivisme seront affichés dans la ville, de manière à sensibiliser la population à ce problème ;

Considérant que l'art, en sortant de ses espaces réservés, cherche à rencontrer la population dans ses lieux de vie et dans l'espace public et qu'en outre, cette campagne de sensibilisation au civisme porte des valeurs de respect mutuel et amène le public à réfléchir sur son comportement sans jugement négatif ;

Attendu que le souhait initial de l'HEAJ était de faire campagne lors des Fêtes de Wallonie 2013, événement où beaucoup d'incivilités sont commises, mais que cette campagne après étude de faisabilité et disponibilité des étudiants, a du être reportée au printemps 2014 ;

Attendu que ces visuels forts et humoristiques (composés d'une action du personnage mascotte "Régis") seront imprimés sur du papier et collés de manière éphémère avec de la colle à tapisser et que différents lieux ont été définis (voir document annexé) à savoir :

- la maison de la culture ;
- la gare des bus ;
- la gare des trains ;
- les facultés ;
- le café de la Fontaine ;
- les poubelles à verre ;
- le lycée et l'Athénée Royal de Namur ;
- des distributeurs de billets (delta, Lloyd Bank, place d'Arme et Fortis rue de Marchovelette ;
- l'Hôtel de Ville (entrée parking, rue de Fer, les jardins) ;
- le parking des casernes ;

Attendu que les autorisations des propriétaires doivent encore faire l'objet d'une demande spécifique ;

Attendu que les bâtiments concernés pour la Ville sont les entrées (parking et rue de Fer) de l'Hôtel de Ville, le jardin du Maïeur et le parking des casernes ;

Attendu que l'asbl Drash, via M. Xavier Willot, Avenue Cardinal Mercier, 18 à 5000 Namur, spécialiste de Street art et des techniques liées à cet art, est sollicitée pour encadrer les élèves dans la concrétisation du projet ;

Attendu que le coût de cette supervision de deux demi-jours s'élève à 400,00 €, couvrant dans la phase de réalisation, l'explication et la démonstration des techniques de collage et de nettoyage sans laisser de trace ;

Attendu qu'après la campagne de sensibilisation l'HEAJ s'engage à enlever toutes les affiches ainsi que leurs résidus sur les surfaces utilisées et qu'une vérification de terrain sera opérée par le service de la Culture afin de s'assurer que le nettoyage aboutira à une remise en pristin état ;

Attendu que pour compléter leur intervention, l'HEAJ souhaite d'une part, projeter sur l'écran de l'Espace Citoyen une vidéo animation mettant en scène la mascotte Régis dans toutes les situations d'incivisme possible et récapitulant, le projet et d'autre, part diffuser dans les réseaux tec, les informations relatives à ce projet ;

Attendu que pour le lancement de cette campagne, un point presse/inauguration sera fait le 5 avril prochain à 16 h 30;

Attendu que l'aide de différents services communaux a été sollicitée :

- le service Reprographie pour la réalisation de 5000 flyers, 500 cartons d'invitation et 150 affiches A3 ;
- le service Information Communication pour la prise en charge de l'inauguration qui se tiendra à l'entrée de l'Hôtel de Ville le vendredi 4 avril 2014 à 16 h 30 (avec point presse); le relais de l'information sur le site internet de la Ville ; la présence du photographe de la Ville lors du point presse lors de l'inauguration ; l'autorisation de l'affichage (affiches A3) sur 5 vitrines de l'Espace Citoyen et la diffusion de la vidéo sur l'écran de l'Espace Citoyen ;

- le service Tourisme pour la mise à disposition du personnel de l'Office du Tourisme, lors de la phase d'enlèvement des affiches et du karcher les 4 et 5 mai 2014 ;
- le Département du Cadre de Vie pour l'autorisation d'affichage ;

Attendu que tous les avis sont favorables excepté celui du Département du Cadre de Vie qui en référence à l'article 47 du règlement général de police qui précise que « tant sur la voie publique que dans les propriétés privées, il est interdit d'apposer des tags et graffitis ou de manière générale toute inscription quelconque sur quelque support que ce soit sur tout bien mobilier et immobilier, urbain ou privé, en ce compris les arbres de la voie publique » et qu'aucune dérogation n'est prévue. L'article 47 bis prévoyant toutefois une possibilité de dérogation pour le domaine privé (sauf dérogation du Collège communal, le propriétaire d'un bien mobilier ou immobilier se trouvant sur le domaine privé et visible depuis la voie publique, y compris les volets des commerces visibles en dehors des heures d'ouverture est tenu de le maintenir dans un état exempt de tout tag, graffiti ou inscription quelconque », sur base de cet article, l'affichage est autorisé si l'accord des propriétaires est obtenu ;

Attendu que le projet civisme n'est pas constitué de tags, graffitis ou inscriptions mais consiste uniquement en collage d'affiche de manière éphémère ;

Attendu qu'il convient cependant de veiller à répondre aux préoccupations du Département du Cadre de Vie, le service de la Culture veillera à s'assurer que le nettoyage post événement aboutira à une remise en pristin état ;

Attendu que le coût total de cette campagne s'élèvera à 2700 € TVAC, répartis comme suit :

- les frais d'impression : 1.900,00 € TVAC ;
- l'intervention de l'ASBL Drash : 400,00 € TVAC ;
- le matériel de collage : 150,00 € TVAC ;
- l'affichage dans les bus du TEC : 250,00 € TVAC ;

Sur proposition du Collège du 13 mars 2013 ;

Prend connaissance de l'organisation de cette Campagne de sensibilisation du Civisme et de l'autorisation d'affichage de la mascotte "Régis" durant la campagne sur les bâtiments suivants :

- la maison de la Culture ;
- la gare des bus ;
- la gare des trains ;
- les facultés ;
- le café de la Fontaine ;
- les poubelles à verre ;
- le lycée et l'Athénée Royal de Namur ;
- des distributeurs de billets (Delta Lloyd Bank, place d'Armes et BNP Paribas Fortis rue de Marchovelette ;
- l'Hôtel de Ville (entrée parking, rue de Fer, les Jardins) ;
- le parking des casernes ;

Le solde des frais (matériel + affichage dans les bus tec) sera engagé par bon de commande sur l'article 762/124 MC-48 du budget ordinaire de l'exercice en cours.

BIBLIOTHEQUES

27. <u>Réseau local namurois de lecture publique: demande de reconnaissance</u>

Vu la note de politique communale adoptée par le Conseil communal du 3 décembre 2012, précisant notamment que le Collège communal désire décloisonner les publics au profit de la collectivité et éviter de confisquer la culture pour la réserver à des cercles restreints ;

Vu le Plan Stratégique Transversal (PST) adopté par le Conseil communal du 5 septembre 2013, proposant notamment, dans sa fiche 31 de favoriser l'essor culturel de Namur ;

Vu le livre blanc « Namur Concluent Culture », adopté par le Conseil communal du 17 octobre 2013 qui définit les bibliothèques comme « Lieu de promotion de la lecture publique et des nouvelles formes de communication des savoirs » mais aussi « lieu de découvertes » et envisage notamment, sous réserve de l'acceptation du dossier par la FWB, l'affectation de nouveau personne, comme suit :

- Au renforcement du Réseau,
- A l'élaboration d'une communication commune
- Au développement de la Baie des Teck dans l'ancien local administratif des Abattoirs de Bomel ;

Vu le Décret relatif au développement des pratiques de lecture organisé par le réseau public de la lecture et les bibliothèques publiques du 30 avril 2009 ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juillet 2011 en portant application ;

Revu la délibération du Collège communal du 20 juin 2013 proposant au Conseil communal de marquer son accord sur la nouvelle convention constitutive du Réseau local namurois de lecture publique ainsi que sur le dossier de demande de reconnaissance ;

Revu sa délibération du 05 septembre 2013 décidant de marquer son accord sur la nouvelle convention constitutive du Réseau local namurois de lecture publique ainsi que sur le dossier de demande reconnaissance;

Vu le rapport, en date du 21 février 2013, de Madame Annie Liétart, Chef du service Bibliothèques ;

Considérant l'intérêt de demander la reconnaissance du Réseau local namurois de lecture publique dans le cadre de la nouvelle législation, afin d'assurer la pérennité du service rendu à la population par le renouvellement de la reconnaissance par la Fédération Wallonie-Bruxelles et par la possibilité d'engager des professionnels supplémentaires ;

Sur proposition du collège du 27 février 2014,

DECIDE de

- marquer son accord sur le dossier de demande de reconnaissance du Réseau local namurois de lecture publique ;
- prévoir, sous réserve du plan d'embauche 2016-2018, l'engagement de trois personnes qualifiées dont l'une est d'ores et déjà assurément financée par des tiers.

DEPARTEMENT DE L'AMENAGEMENT URBAIN

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

28. Flawinne: abrogation du plan communal d'aménagement n°4A – 3ème phase (1ère partie) – précisions

M. le Bourgmestre:
Flawinne, abrogation du PCA. Pas de problème. Madame Renier, je vous en prie.

Mme D. Renier, Conseillère communale PS:
Monsieur le Président, je voudrais juste un peu rebondir sur Flawinne.
Tout simplement rappeler à Monsieur Gavroy qu'il y a deux ans, il nous avait promis une étude sur le plan d'égouttage pour le nouveau lotissement de la rue Jargon et Genot à Flawinne.

Deux ans, cela commence à devenir très long. Avez-vous déjà quelques informations à nous apporter? Il faudrait peut-être accélérer un peu la procédure par rapport à ce projet.

M. le Bourgmestre:
Monsieur Gavroy, je vous en prie.

M. l'Echevin A. Gavroy:
Je vous avais dit que le lotisseur devait en faire une. Je ne suis pas le lotisseur. Donc, ce n'est pas à la Ville de faire l'étude mais au lotisseur. Elle est faite. Nous avons – pour pouvoir la contrôler et voir si elle allait répondre au souci que l'on rencontre là-bas – demandé l'expertise d'Inasep. Tout récemment l'Inasep a dit que c'était bon.

Le dossier suit son cours chez le Fonctionnaire délégué et je pense que tôt ou tard, on le verra arriver ici pour l'ouverture de voirie.

Vous pourrez, à ce moment-là, en prendre connaissance en long et en large.

Si vous voulez l'étude, je peux la demander dans les services. Ce n'est pas un souci, vous pouvez m'envoyer un mail, c'est technique.

Mme D. Renier, Conseillère communale PS:
C'est quand même un dossier qui interpelle pas mal de citoyens au niveau flawinnois. Je pense qu'une information serait bien nécessaire à partir du moment où vous avez des éléments de réponse.

M. l'Echevin A. Gavroy:
Bien sûr.

Pour que le dossier soit complet et qu'il puisse avancer au niveau de l'Urbanisme et venir, ici, il fallait cette étude qui vient seulement d'arriver. Nous l'avons renvoyé à l'Inasep qui vient de dire que tout est bon.

Donc, je peux me renseigner auprès de Monsieur Giot de l'Urbanisme pour savoir quand l'on aura à nous décider sur l'ouverture de ces voiries.

Mme D. Renier, Conseillère communale PS:
Du moment que vous informez aussi la population. Je pense que c'est fort important à ce niveau-là.

M. l'Echevin A. Gavroy:
Cela se fera de toute façon.
Je vais me renseigner et je vous répondrai.

Mme D. Renier, Conseillère communale PS:
Je vous remercie.

M. le Bourgmestre:
Parfait. Monsieur Gennart, je vous en prie.

M. l'Echevin L. Gennart:
Madame Renier, au niveau de l'égouttage de Flawinne, c'est bien entendu une de nos priorités. On sait que c'est un endroit délicat et difficile. On étudie cela de près. Cela prend beaucoup de temps.

Il y a la construction de nouveaux lotissements qui peuvent corriger localement certaines situations et ailleurs, il faut prendre des mesures d'assainissement.

Les études sont en cours et dès que l'on aura des résultats probants, on les exposera dans notre Commission et l'on tiendra les habitants au courant.

M. le Bourgmestre:
Monsieur Martin, je vous en prie.

M. F. Martin, Conseiller communal PS:
Dans le dossier, il y avait une remarque du Fonctionnaire délégué attirant l'attention sur le fait que si l'on abroge le PCA en question, il y a une opportunité à se poser sur le fait du non-retour sur la création d'une voirie qui aurait pu être utile pour la construction d'habitations.

J'imagine que vous avez analysé tout cela et qu'en connaissance de cause, vous avez évolué dans ce sens.

M. l'Echevin A. Gavroy:
Effectivement le Fonctionnaire délégué a demandé une précision par dossier (sur le 28 et le 29) et vous avez dans la troisième page de la délibération toutes les argumentations qui font que l'on demande à abroger ce PCA: "la réalisation de l'assiette de la voirie est théoriquement encore possible sur l'emprise telle que prévue au plan, ces éléments rendent la faisabilité financière d'une telle opération improbable, voire impossible".

C'est cela le souci aussi. On n'ouvre plus des voiries avec trois habitations comme on le faisait avant.

M. F. Martin, Conseiller communal PS:
Donc, sur le fond, on a bien compris, voyant les expropriations.

M. l'Echevin A. Gavroy:
C'est 230 mètres de longueur de voirie, ce n'est pas rien, et trottoirs pour un espace public d'une superficie totale de 3.000 m².

Le problème, c'est qu'il y a des commissaires de chaque parti dans ma Commission. Je voudrais que quand vous voyez un PCA parce que c'est très technique, prenez contact avec moi et dites-moi que vous voulez avoir les informations techniques – Madame Tillieux m'a déjà "fait le coup" – et à ce moment-là, je demande à quelqu'un de l'Aménagement du territoire soit de venir en Commission, soit de prendre directement contact avec vous pour vous donner les informations utiles.

Je conçois que ce n'est pas toujours évident d'aller prendre les mesures de tout dans les dossiers de l'Aménagement du territoire.

M. F. Martin, Conseiller communal PS:
Juste, on n'a pas le don d'ubiquité, que tous les Conseillers ne peuvent pas se parler sur tous les points sur lesquels on a envie d'intervenir.
Vous savez, comme nous, combien c'est difficile de pouvoir consacrer tout le temps nécessaire à…
Alors, si l'on ne peut même plus poser les questions au Conseil…
Je ne vous demande pas de présenter tout le PCA, je vous demande juste une partie sur une portion qui m'a éveillé une attention particulière.

M. l'Echevin A. Gavroy:
C'est pour mieux vous servir cher client.

M. F. Martin, Conseiller communal PS:
Merci beaucoup.

M. le Bourgmestre:
Après ces échanges d'amabilité, pas de problème sur le point 29? Unanimité. Merci.

Base légale

Vu l'article 57 ter du Cwatup, tel que modifié par l'article 36 du décret du 30 avril 2009, dit « Resa Ter », libellé comme suit :

« Soit d'initiative ou soit dans le délai qui lui est imposé par le Gouvernement, le conseil communal peut décider l'abrogation, en tout ou partie d'un plan communal d'aménagement:

1°soit lorsqu'il est approuvé avant l'adoption définitive du ou des plans de secteur incluant le périmètre de ce plan;

2°soit lorsqu'il est établi que les enjeux et les options qui avaient conduit à l'adoption du plan ont été rencontrés par la réalisation des infrastructures de communication ou de l'aménagement des zones constructibles.

Pour autant qu'elles ne s'écartent pas du plan de secteur, l'abrogation d'un plan communal d'aménagement emporte l'abrogation de l'ensemble de ses révisions, en ce compris lorsque celles-ci ont été approuvées postérieurement à l'adoption définitive du plan de secteur incluant le périmètre de ce plan.

L'article 52 est applicable à la décision d'abrogation du plan communal d'aménagement ».

Objectifs poursuivis et appréciation globale

Attendu que l'article 57 ter, tel que modifié, vise à permettre aux conseils communaux de proposer l'abrogation de plans existants contenant des prescriptions ne favorisant pas la gestion parcimonieuse du sol, une densité équilibrée des noyaux d'habitat ou ne garantissant pas un cadre de vie de qualité, eu égard aux prescriptions de constructions (reculs, occupations de surface, matériaux, ...) qui favorisent une architecture inadéquate et dépassée au regard des caractéristiques locales des lieux ;

Considérant que bon nombre de plans communaux d'aménagement ont été approuvés à des époques reflétant des options d'aménagement sensiblement différentes de celles devant être actuellement défendues notamment au regard des enjeux futurs de l'aménagement du territoire (développement durable, économies d'énergie, gestion parcimonieuse du sol, qualité du cadre de vie, mobilité, ...) ;

Considérant qu'il y a lieu de poursuivre la réflexion entamée en 2002 sous l'égide des dispositions de l'article 57 ter du Cwatup désormais modifiées ;

Considérant en effet qu'il y a lieu d'identifier les plans communaux d'aménagement pouvant être proposés à l'abrogation et d'établir pour chacun d'entre eux un justificatif des éléments de fait et/ou de droit favorisant leur abrogation ;

Vu la décision prise par le Collège communal en sa séance du 03 novembre 2009 au terme de laquelle il décide de poursuivre la réflexion quant à l'abrogation des plans communaux d'aménagement entamée en 2002 sous l'égide des dispositions de l'article 57 ter du Cwatup désormais modifiées par la réalisation de trois phases successives d'abrogation en précisant les modalités de réalisation de chaque phase ;

Considérant qu'il y a lieu d'entamer la procédure d'abrogation des PCA repérés dans la 3ème phase d'abrogation ; que cette 3ème phase sera réalisée en deux temps, à savoir, une première partie concernera les PCA de Champion et de Flawinne dans la mesure où ils rendent impossible la concrétisation de plusieurs projets en attente de longue date à ces endroits du territoire communal, et la seconde partie concernera les autres plans communaux d'aménagement approuvés postérieurement au 22 avril 1962 ;

Filière chronologique et appréciation spécifique

Vu le plan communal d'aménagement n°4A de Flawinne, approuvé par arrêté royal du 08 septembre 1964 et le plan d'expropriations qui l'accompagne ;

Attendu que ce PCA relève de la filière n°92094-PCA-0018 (01 à 04) de la DGO4 ;

Attendu que ce plan a été partiellement révisé par le PCA n°4B approuvé par arrêté royal du 18 octobre 1976 ;

Attendu que ce PCA a fait l'objet des décisions de mise en révision approuvées par arrêtés royaux du 14 août 1969 et du 18 octobre 1976;

Constatant que le PCA 4A, ainsi que le plan d'expropriation qui l'assorti, et le PCA 4B, le révisant partiellement, ne sont plus pertinents à l'heure actuelle ;

Considérant que le PCA 4B révisionnel consistait à créer une nouvelle zone de bâtisse entièrement réalisée ; que le contexte bâti est suffisant pour servir de référence lors de l'examen des demandes de permis, en application du plan de secteur ;

Constatant que les créations de voirie prévues depuis plus de 50 ans sont devenues obsolètes et matériellement inadéquates, en opposition avec les aménagements existants et en contradiction avec les recommandations émises dans le cadre du schéma structure communal approuvé définitivement par le Conseil communal du 23 avril 2012 et entré en vigueur le 24 septembre 2012;

Considérant, par ailleurs, que ce PCA est contigu au PCA n°5A de Flawinne dont l'abrogation est également sollicitée ; que des habitations se retrouvent « à cheval » sur la limite de ces deux PCA ; que, dès lors, leur abrogation conjointe se justifie davantage ;

Décision d'abrogation

Vu sa décision prise en sa séance du 27 juin 2013, d'abroger :

1. le plan communal d'aménagement n°4A de Flawinne, approuvé par arrêté royal du 08 septembre 1964 et le plan d'expropriations qui l'accompagne ;
2. le plan communal d'aménagement n°4B le révisant, approuvé par arrêté royal du 18 octobre 1976 ;
3. les décisions de mise en révision de ce PCA, approuvées par arrêtés royaux du 14 août 1969 et du 18 octobre 1976;

Attendu que le dossier relatif à sa décision précitée a été transmis au Fonctionnaire délégué en date du 23 juillet 2013;

Demande de précisions

Attendu que le Fonctionnaire délégué, par courrier du 09 octobre 2013, sollicite des précisions quant aux arguments que peut faire valoir la ville de Namur pour affirmer que les créations de voirie prévues au PCA dont question sont devenues obsolètes et matériellement inadéquates, en opposition avec les aménagements existants et en contradiction avec les recommandations émises dans le cadre du Schéma de structure communal;

Attendu que suite à ce courrier le service de l'aménagement du territoire a effectué une visite de terrain afin d'analyser la problématique concrètement et dans son ensemble; qu'une réunion de travail s'est tenue le 04 février 2014 dans les bureaux du Fonctionnaire délégué;

Attendu que le service de l'aménagement du territoire a émis un rapport complémentaire en date du 19 février 2014, concluant à la volonté de solliciter l'abrogation totale du PCA 4A de Flawinne, et ce, aux motifs suivants:

- Constatant que les créations de voiries prévues dans le PCA et non réalisées depuis plus de 50 ans sont devenues obsolètes et matériellement inadéquates;
- Considérant le nombre de propriétés traversées (estimé à 20) et à acquérir pour permettre la réalisation de cette voirie et des constructions prévues au PCA ;
- Considérant l'ampleur de l'infrastructure à réaliser (+/- 230 mètres de longueur de voirie et trottoirs pour un espace public d'une superficie totale de +/-3.000 m²) et son coût;

- Considérant le faible potentiel constructible autorisé par le PCA le long de cette voirie à créer (+/- 25 maisons unifamiliales) ;
- Constatant que si la réalisation de l'assiette de voirie est théoriquement encore possible sur l'emprise telle que prévue au plan, ces éléments rendent la faisabilité financière d'une telle opération improbable, voir impossible ;

Considérant qu'il y a lieu de faire sienne l'argumentation développée par le service de l'aménagement du territoire en son rapport précité, s'appuyant sur une analyse concrète et chiffrée;

Après examen et pondération des éléments ci-dessus développés ;

Sur la proposition du Collège communal du 27 février 2014,

Décide, sur base des précisions ainsi apportées, de confirmer sa décision du 27 juin 2013 susvisée et d'abroger :

1. le plan communal d'aménagement n°4A de Flawinne, approuvé par arrêté royal du 08 septembre 1964 et le plan d'expropriations qui l'accompagne ;
2. le plan communal d'aménagement n°4B le révisant, approuvé par arrêté royal du 18 octobre 1976 ;
3. les décisions de mise en révision de ce PCA, approuvées par arrêtés royaux du 14 août 1969 et du 18 octobre 1976;

La présente délibération sera transmise pour approbation au Gouvernement wallon.

29. Flawinne: abrogation du plan communal d'aménagement n°5A – 3ème phase (1ère partie) – précisions

Base légale

Vu l'article 57 ter du Cwatup, tel que modifié par l'article 36 du décret du 30 avril 2009, dit « Resa Ter », libellé comme suit :

« Soit d'initiative ou soit dans le délai qui lui est imposé par le Gouvernement, le conseil communal peut décider l'abrogation, en tout ou partie d'un plan communal d'aménagement:

1°soit lorsqu'il est approuvé avant l'adoption définitive du ou des plans de secteur incluant le périmètre de ce plan;

2°soit lorsqu'il est établi que les enjeux et les options qui avaient conduit à l'adoption du plan ont été rencontrés par la réalisation des infrastructures de communication ou de l'aménagement des zones constructibles.

Pour autant qu'elles ne s'écartent pas du plan de secteur, l'abrogation d'un plan communal d'aménagement emporte l'abrogation de l'ensemble de ses révisions, en ce compris lorsque celles-ci ont été approuvées postérieurement à l'adoption définitive du plan de secteur incluant le périmètre de ce plan.

L'article 52 est applicable à la décision d'abrogation du plan communal d'aménagement ».

Objectifs poursuivis et appréciation globale

Attendu que l'article 57 ter, tel que modifié, vise à permettre aux conseils communaux de proposer l'abrogation de plans existants contenant des prescriptions ne favorisant pas la gestion parcimonieuse du sol, une densité équilibrée des noyaux d'habitat ou ne garantissant pas un cadre de vie de qualité, eu égard aux prescriptions de constructions (reculs, occupations de surface, matériaux, ...) qui favorisent une architecture inadéquate et dépassée au regard des caractéristiques locales des lieux ;

Considérant que bon nombre de plans communaux d'aménagement ont été approuvés à des époques reflétant des options d'aménagement sensiblement différentes de celles devant être actuellement défendues notamment au regard des enjeux futurs de l'aménagement du territoire (développement durable, économies d'énergie, gestion parcimonieuse du sol, qualité du cadre de vie, mobilité, ...) ;

Considérant qu'il y a lieu de poursuivre la réflexion entamée en 2002 sous l'égide des dispositions de l'article 57 ter du Cwatup désormais modifiées ;

Considérant en effet qu'il y a lieu d'identifier les plans communaux d'aménagement pouvant être proposés à l'abrogation et d'établir pour chacun d'entre eux un justificatif des éléments de fait et/ou de droit favorisant leur abrogation ;

Vu la décision du Collège communal prise en sa séance du 03 novembre 2009 au terme de laquelle il décide de poursuivre la réflexion quant à l'abrogation des plans communaux d'aménagement entamée en 2002 sous l'égide des dispositions de l'article 57 ter du Cwatup désormais modifiées par la réalisation de trois phases successives d'abrogation en précisant les modalités de réalisation de chaque phase ;

Considérant qu'il y a lieu d'entamer la procédure d'abrogation des PCA repérés dans la 3ème phase d'abrogation ; que cette 3ème phase sera réalisée en deux temps, à savoir, une première partie concernera les PCA de Champion et de Flawinne dans la mesure où ils rendent impossible la concrétisation de plusieurs projets en attente de longue date à ces endroits du territoire communal, et la seconde partie concernera les autres plans communaux d'aménagement approuvés postérieurement au 22 avril 1962 ;

Filière chronologique et appréciation spécifique

Vu le plan communal d'aménagement n°5A de Flawinne, approuvé par arrêté royal du 08 septembre 1964 et le plan d'expropriations qui l'accompagne ;

Attendu que ce PCA relève de la filière n°92094-PCA-0047 (01 à 05) de la DGO4 ;

Attendu que ce plan a été partiellement révisé par le plan 3022 approuvé par arrêté royal du 28 janvier 1988; que cette révision ne peut faire l'objet d'une abrogation car elle est dérogatoire au plan de secteur ;

Attendu que ce PCA a fait l'objet des décisions de mise en révision approuvées par arrêtés royaux du 24 décembre 1969, du 09 septembre 1971 et du 14 décembre 1981;

Constatant que le PCA 5A, ainsi que le plan d'expropriation qui l'assorti, ne sont plus pertinents à l'heure actuelle ; que le contexte bâti est suffisant pour servir de référence lors de l'examen des demandes de permis, en application du plan de secteur ;

Constatant que les créations de voirie prévues et non réalisées depuis plus de 50 ans sont devenues obsolètes et matériellement inadéquates ; que, pour exemple notamment, la boucle de voirie prévue au PCA et débouchant sur la rue Camille Charlier n'est plus réalisable ;

Constatant que la zone de destination public prévue au PCA est confirmée par le plan de secteur qui reprend celle-ci en zone de services publics et d'équipements communautaires ;

Considérant, par ailleurs, que ce PCA est contigu au PCA n°4A de Flawinne dont l'abrogation est également sollicitée ; que des habitations se retrouvent « à cheval » sur la limite de ces deux PCA ; que, dès lors, leur abrogation conjointe se justifie davantage ;

Décision d'abrogation

Vu sa décision, prise en sa séance du 27 juin 2013 d'abroger :

1. le plan communal d'aménagement n°5A de Flawinne, approuvé par arrêté royal du 08 septembre 1964 et le plan d'expropriations qui l'accompagne ;
2. les décisions de mise en révision de ce PCA, approuvées par arrêtés royaux du 24 décembre 1969 et du 09 septembre 1971;

Attendu que le dossier relatif à sa décision précitée a été transmis au Fonctionnaire délégué en date du 23 juillet 2013;

Demande de précisions

Attendu que le Fonctionnaire délégué, par courrier du 09 octobre 2013, sollicite des précisions quant aux arguments que peut faire valoir la ville de Namur pour affirmer que les créations de voirie prévues au PCA dont question sont devenues obsolètes et matériellement inadéquates, en opposition avec les aménagements existants et en contradiction avec les recommandations émises dans le cadre du Schéma de structure communal;

Attendu que suite à ce courrier le service de l'aménagement du territoire a effectué une visite de terrain afin d'analyser la problématique concrètement et dans son ensemble; qu'une réunion de travail s'est tenue le 04 février 2014 dans les bureaux du Fonctionnaire délégué;

Attendu que le service de l'aménagement du territoire a émis un rapport complémentaire en date du 19 février 2014, concluant à la volonté de solliciter l'abrogation totale du PCA 4A de Flawinne, et ce, aux motifs suivants:

- Constatant que les créations de voiries prévues dans le PCA et non réalisées depuis plus de 50 ans sont devenues obsolètes et matériellement inadéquates ;
- Constatant que matériellement la réalisation de l'accès et du débouché de la voirie en boucle prévue dans le PCA rue Camille Charlier n'est plus réalisable ;
- Constatant que cette réalisation nécessiterait la démolition des deux habitations existantes (numéros 29 et 31 rue Camille Charlier) construites sur l'assiette prévue dans le PCA ;
- Constatant que cette réalisation nécessiterait également la démolition d'équipements sportifs existants sur l'assiette prévue dans le PCA ;
- Constatant que les zones de voirie et trottoirs, d'habitations contigües ordinaires et isolées, de recul, de jardin,... prévues dans le PCA à hauteur de ces équipements sportifs sis rues Camille Charlier et Chevalier David sont reprises en zone de services publics et d'équipements communautaires au plan de secteur ;
- Constatant que la zone à destination publique prévue au PCA entre les rues Emile Vandervelde et Joseph Eusebe est confirmée par le plan de secteur qui reprend également celle-ci en zone de services publics et d'équipements communautaires ;

Considérant qu'il y a lieu de faire sienne l'argumentation développée par le service de l'aménagement du territoire en son rapport précité, s'appuyant sur une analyse concrète et chiffrée;

Après examen et pondération des éléments ci-dessus développés ;

Sur la proposition du Collège communal du 27 février 2014,

Décide, sur base des précisions ainsi apportées, de confirmer sa décision du 27 juin 2013 susvisée et d'abroger :

1. le plan communal d'aménagement n°5A de Flawinne, approuvé par arrêté royal du 08 septembre 1964 et le plan d'expropriations qui l'accompagne ;
2. les décisions de mise en révision de ce PCA, approuvées par arrêtés royaux du 24 décembre 1969 et du 09 septembre 1971;

La présente délibération sera transmise pour approbation au Gouvernement wallon.

30. <u>Bouge, chaussée de Louvain, rues de Fernelmont et Hébar et chemin de Boninne: élaboration d'un plan communal d'aménagement révisionnel</u>

M. le Bourgmestre:
Chaussée de Louvain et autres à Bouge, pas de problème?

Madame Tillieux, je vous en prie.

Mme E. Tillieux, Cheffe de groupe PS:
Petite remarque. Dans le projet de délibération, il y a un doublon juste avant la fin "le calcul de la compensation planologique" apparaît deux fois. J'imagine que l'on ne voulait pas mettre autre chose? C'est juste un doublon. Un saut de page? Oui, mais cette phrase est sur la précédente et reste sur la suivante. J'espère que l'on n'a rien perdu entre temps. C'était juste une petite remarque pour dire que l'on lit bien vos documents même si l'on vous pose parfois des questions qui vous étonnent.

M. l'Echevin A. Gavroy:
En tout cas, on n'a pas perdu de terrain.

M. le Bourgmestre:
On vous en remercie.

Mme E. Tillieux, Cheffe de groupe PS:
Ce débat Monsieur le Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les Echevins, n'a pas manqué d'animer les débats déjà en septembre dernier.

Encore aujourd'hui, certaines explications du Collège communal peinent à nous convaincre.

Je constate que le Collège a agi dans la précipitation puisque cela l'oblige à revoir son dossier à la demande de la Région. Vous nous rappeliez, il y a 6 mois, l'urgence dictée par la réforme du CWATUP – ceux qui fréquentent les couloirs du Parlement pour l'instant en savent quelque chose de ce CWATUP – la possibilité de réviser le plan de secteur par les plans communaux révisionnels comme nous le faisons aujourd'hui devait disparaitre par les faits des dispositions du nouveau Code du développement territorial alias ce fameux CODT. De peur de ne pas franchir la ligne d'arrivée juridique à temps, vous vous êtes un peu pris les pieds dans la première haie ministérielle, vous envoyé à la Tutelle un dossier incomplet et surtout, vous oublié une étape qui est l'adoption d'un arrêté de Tutelle avant de pouvoir désigner l'auteur de projet.

Vous nous proposez dès lors, aujourd'hui, une série de réponses à la liste des imprécisions dressées par l'Administration Régionale. Malheureusement, à la lecture de celles-ci, nous craignons qu'elles ne soient pas convaincantes. Elles ne le sont pas pour nous. Nous nous demandons donc si elles seront convaincantes aux yeux de la Tutelle. Tutelle qui devra donner son feu vert avant de pouvoir soumettre le dossier au Ministre compétent.

Je souhaite attirer votre attention sur plusieurs points.

1. La Ville revient sur la planification régionale décidée par la Région il y a 10 ans.

Il faut reconnaître que la "zone d'activité économique mixte" réservée à "un parc d'affaires comportant uniquement des bureaux" ne convient pas pour toute la zone actuelle. Il faut pouvoir diversifier les activités admissibles et il y a notamment la présence d'une ligne à haute tension et le parc à conteneurs de Champion.

Sur le fond, le Collège ne modifie pas sa ligne générale de conduite. Les options du schéma de structure de 2012 sont globalement celles du PCAR examiné aujourd'hui.

En clair, la zone agricole entre la Chaussée de Louvain et le Chemin de Boninnne deviendrait, selon le schéma communal révisionnel proposé ici, une zone d'activités économiques multifonctionnelle associant les fonctions résidentielles.

Notre groupe aurait retenu une option différente, il aurait privilégié *un choix plus clair.*

Comment? En élargissant la zone d'habitat longeant la Chaussée de Louvain et en affectant le reste de la zone, du côté du chemin de Boninne, à une Zone d'activités économiques multifonctionnelle telle que proposé.

Plus concrètement, le projet du Collège consiste à privilégier la présence d'activités économiques, là où la proximité de l'habitat existant justifierait une grande zone supplémentaire d'habitat renforçant ainsi les potentialités du noyau d'habitat déjà présent. Il y a par ailleurs des demandes.

Je *demande au Collège* de faire *étudier cette alternative d'affectation par l'auteur de projet du PCAR. Cette possibilité fut étudiée en mai 2003 par le BEP et acceptée à l'époque par le Conseil communal.*

Le fait de devoir revenir devant le Conseil faute de rapport communal justificatif adéquat ne justifie pas que le Collège pousse et presse l'auteur de projet, au détriment d'un aménagement de qualité.

Cette demande est d'autant plus importante à nos yeux que, selon votre dossier, le CPAS est "propriétaire d'une partie importante des terrains concernés" par le futur PCAR. *Nous avons donc un levier d'actions en termes de politique foncière à ne pas galvauder, Monsieur le Président du CPAS.*

2. L'option d'aménagement reste très floue :

- *dans le schéma de structure, vous parlez d'un usage "multifonctionnel" de la zone d'activités économiques en projet;*
- *en 2012, dans le premier rapport justificatif destiné à la Région, vous évoquez un « nouveau profil de fonctions »;*
- *et, dans le dossier de ce jour, une volonté de "thématisation dans le domaine de la santé et du bien-être" apparaît!*

Pourquoi mentionnez-vous cela dans le dossier à ce stade? N'est-ce pas prématuré? Quels intérêts servez-vous en catégorisant de la sorte l'option d'aménagement?

3. L'incertitude pèse sur les conséquences financières de ces changements.

Le Collège ne dit rien quant à l'indemnisation des propriétaires des terrains qui sont depuis 2004 en zone d'activités économiques et qui se retrouveront en zone agricole.

Le Collège peut-il m'expliquer pourquoi?

N'y aurait-il aucune moins-value pour les propriétaires ?

4. De manière plus globale, pourquoi le rapport complémentaire d'informations à transmettre à la Région ne mentionne-t-il pas le surcoût de la Zone d'activité économique mixte (ZAEM) actuelle comparé aux coûts habituels de mise en œuvre?

Le dossier justificatif du PCAR évite par exemple d'évoquer le coût des voiries à créer dans la zone agricole qui deviendrait une ZAEM.

Il n'y a aucune explication à cet égard. Il fallait les mettre en discussion avec la présentation des difficultés de mise en œuvre de la ZAE actuelle. Ces difficultés sont présentées de façon trop succincte pour prendre une décision.

Pour rappel, l'étude de faisabilité du BEP réalisée en 2003 ne parle pas de surcoût de mise en œuvre de la ZAEM actuelle.

5. *Enfin, je souhaite, par ailleurs, rappeler et mettre en évidence quelques données qui ne figurent pas dans le dossier concernant le P+R.*

Le schéma de structure communal adopté en avril 2012 prévoit de 400 à 500 places *pour le park and ride de Bouge. Deux ans plus tard, le* Collège nous annonce un besoin de 600 places.

Où en sont les études? C'est 50 % de places en plus. Cette question devrait être réglée depuis longtemps.

L'auteur de projet du PCAR aura–t-il pour mission de valider ces besoins de parking? Nous l'espérons car le schéma de structure était manifestement mal étudié.

Le Collège communal annonce dans la délibération examinée aujourd'hui qu'il évite de se prononcer sur le contour exact de la zone du park and ride.

Le Collège deviendrait-il prudent ?

Pourtant, le 2 mai 2013, vous invitiez la SRWT à finaliser un dossier de demande de permis.

Où en est cette demande de permis qui a visiblement été demandée dans la plus grande précipitation vu les inconnues qui subsistent? Comment la SRWT peut-elle en effet travailler correctement sans que vous lui apportiez des informations essentielles comme celles liées au nombre de places ou à l'emplacement exact du P+R.

Lorsque j'étais intervenue le 5 septembre 2013, *mon* intervention *est restée* sans réponses ou réactions claires. *J'exprimais donc des* craintes qui subsistent aujourd'hui.

A l'époque, mon propos aurait pu se résumer en une question : le parc de stationnement prévu à Bouge sera-t-il "incitatif" comme le voudrait la traduction française de ces parkings « P+R » ? J'en doute fortement.

Nous tenons en effet à rappeler avec vigueur que cet emplacement sur la Chaussée de Louvain déjà lourdement embouteillée est une mauvaise option. Cette voie d'entrée vers Namur a été à l'évidence étudiée pour ne plus en faire une pénétrante principale – et vous l'aviez répété à plusieurs reprises – mais une voie avec un trafic ralenti puisqu'il n'y a qu'une seule bande dans chaque sens. Les bus sont donc contraints de bloquer la circulation à chaque arrêt et les ambulances ne savent pas dépasser puisqu'il y a des blocs de béton au milieu de la chaussée.

En conséquence, mettre un Park & Ride à proximité immédiate de la chaussée de Louvain avec son lot de bus fréquents et l'apport indéniable d'une circulation de 600 véhicules supplémentaires aux heures de pointe va aggraver nettement la mobilité à cet endroit qui n'en avait franchement pas besoin. C'est déjà aujourd'hui aux heures de pointe, un point noir en termes de trafic en raison de la proximité des écoles.

Vous ne m'avez en outre toujours pas démontré que l'option de l'autre côté, à proximité de la route de Hannut, est moins intéressante. Alors :

- *que l'on est beaucoup plus proche de la sortie d'autoroute (voir flèches),*
- *que l'on est plus éloignée de zones d'habitations et de leurs flux de véhicules,*
- *et que la circulation sur 2x2 bandes est par conséquent beaucoup plus fluide.*

Par ailleurs, pourquoi votre majorité n'a-t-elle pas étudié plus avant cette option alors qu'elle avait été validée en 2003 par le BEP dans le cadre de la révision du Plan de secteur étudié à l'époque pour l'intégration de la zone d'activité économique?

A titre subsidiaire, un seul mot au sujet du Park and ride d'Erpent: où en est l'étude à lancer depuis mai 2013?

En conclusion, notre groupe craint que le dossier soit fondé sur des choix insuffisamment justifiés pour obtenir du Ministre Henry un arrêté autorisant l'élaboration d'un PCAR. Espérons que ce dossier ne débouchera pas sur une impasse juridique.

Je vous remercie.

M. le Bourgmestre:
Merci Madame Tillieux.

Je ne doute pas que notre ami commun, Bernard Anselme, aurait été heureux de lire votre intervention ou en tout cas, il en aurait été bien retourné.

Je vous en prie Monsieur Gavroy pour votre réponse et ensuite Monsieur Defeyt.

M. l'Echevin A. Gavroy:
À cet endroit-là, le PS, à l'époque, avait fait le forcing pour ouvrir une zone d'activités économiques mixtes en misant uniquement sur – comme vous l'avez dit – le développement du Bureau. Ce qui était

malheureux, d'abord pour la dynamique de notre ville et du centre-ville et puis cela plombait de facto la réussite de la ZACC. Imaginons une PME produisant des produits à vendre et ne pouvant installer sur la ZACC que ces bureaux et pas sa petite unité de production et éventuellement son magasin d'usine ou de démonstration. Aberrant.

D'autre part, Madame Tillieux, c'est à la demande même du BEP que nous avons pensé, dans le cadre du schéma de structure, modifier la ZAE et la faire pivoter vers la chaussée de Louvain. Pourquoi principalement à la demande du BEP? Parce que vu le relief de la zone assez encaissé et vu qu'elle est traversée par une ligne haute tension, ce qui le handicape pour son aménagement, le coût d'un aménagement d'un zoning traditionnel était multiplié par trois fois et demi.

Le BEP nous a dit clairement qu'il n'allait pas ouvrir cette zone et qu'il était intéressé à penser autrement.

Cela a rejoint notre réflexion au schéma de structure en disant: quand l'on regarde la chaussée de Louvain, elle a beaucoup de services, elle est mixte à tout point de vue au niveau de ses fonctions sauf que dans le haut de cette chaussée de Louvain sur la droite, il n'y a rien du tout.

Il y a, là, donc un axe et cela devient très menu. Autant alors, créer une zone qui renforce la logique de la chaussée de Louvain, qui vient s'appuyer déjà aux services qui existent sur la chaussée.

Vous avez dit qu'il y a de la mixité, des habitants, des habitats et donc, nous avons souhaité une zone totalement mixte, non seulement pour l'activité économique mais pouvant également mettre des infrastructures publiques comme un parking relai et du logement aussi. Mais pourquoi dans un PCAR, nous coincé au point d'avoir des zones monolithiques les unes à côté des autres? Votre proposition, sur le fond, ne s'écarte pas de la mixité mais elle demande une clarification qui serait désavantageuse parce que cela coincerait un aménagement un peu souple des lieux et surtout, vous demandez une augmentation du tissu d'habitat à partir des habitats qui existent déjà. Or, sur cette partie de la chaussée de Louvain, il n'y a pas grand-chose si ce n'est déjà les infrastructures de la CSC qui prennent pas mal de place.

Je ne vois pas très bien la logique si ce n'est à ce que la nouvelle ZAE mange encore plus de terrains agricoles qu'il ne faut.

Aujourd'hui, d'ailleurs, dans la rotation, on urbanise 2 hectares en plus de ce qui était prévu en 2004. 2 hectares que l'on doit retrouver en compensation planologique ailleurs. Les 2 hectares d'urbanisation que l'on doit déclasser, nous le ferons aux alentours du Sart-Hulet où il n'est pas du tout aisé de construire par là.

Sur la thématisation du zoning, c'est à la demande du BEP qui va gérer le zoning. Le BEP veut en faire une vitrine dans le domaine de la santé et du bien-être profitant du fait que les mutualités chrétiennes ont là dans la zone un beau projet. Tant mieux. Je vois mal pourquoi et au nom de quoi, nous, la Ville de Namur, nous opposerions à la volonté du BEP d'être un peu créatif, innovant et d'arriver à proposer quelque chose qui va bien à Namur puisque le domaine de la santé et du bien-être – ce n'est pas à vous que je dois l'apprendre – est un domaine phare du développement économique de Namur.

Concernant le P+R, je veux bien mais il y a eu des études et des études depuis bien longtemps qui ont déterminé les 3 prochains P+R pour que ce ne soit pas trop proche de Namur, sinon cela ne sert à rien.

Il faut les mettre sur les axes principaux de pénétration; là où il y a des voitures et enlever ces voitures pour rendre l'axe fluide. Quand le P+R sera fait les 300-400 voitures qui s'y parqueront serviront en heure de pointe à désengorger cette chaussée de Louvain et faciliteront la circulation des gens qui doivent continuer immanquablement sur Namur et qui ne peuvent s'arrêter au P+R.

C'est vrai qu'il y a 2 phases. Il y a une 1ère phase et puis il y a une 2ème phase. On évaluera tout cela. C'est de la bonne gestion que de prévoir une phase. C'est de la bonne gestion que de prévoir le futur.

Je ne sais pas où vous avez été cherché que ce ne serait pas en concertation avec la SRWT parce que s'il y a bien un partenaire public avec lequel on travaille bien c'est avec eux.

Mme E. Tillieux, Cheffe de groupe PS:
Ce n'est pas ce que j'ai dit, vous pouvez rebobiner. Il y a l'enregistrement.

M. l'Echevin A. Gavroy:
Est-ce que la chaussée de Louvain a une bande bus en site propre? Non puisque lors de la législature 2000-2006, on a imaginé qu'elle n'en ait pas. On a imaginé aujourd'hui les zones mortes qui ne servent pas à grand-chose.

Mme E. Tillieux, Cheffe de groupe PS:
La réalisation a été faite après.

M. le Bourgmestre:
Madame Tillieux, on a chacun écouté religieusement l'autre. Je pense que personne dans cette salle n'a l'apanage de l'objectivité.
Je vous en prie Monsieur Gavroy.

M. l'Echevin A. Gavroy:
Merci Monsieur le Bourgmestre.

Je voulais vous dire, Madame Tillieux, bien sûr qu'il faudra aménager encore la chaussée de Louvain et notamment au niveau des feux donner une priorité de bus. Cela, c'est possible.

Nous ne sommes pas dans une ville figée, un jour, il faudra la refaire cette chaussée de Louvain. Le jour où la refera, on fera cette bande qui servira au bus le matin pour descendre au bus le soir et et qui permettra aux ambulances d'y aller aussi. Il y aura des feux. On innovera.

On n'a pas eu l'audace de le faire il y a 10 ans. Je suppose que, dans 10 ans, quand on la refera, on aura un peu plus d'audace et de créativité.

Dernière chose dans votre intervention, pourquoi ne pas avoir aménagé un P+R route d'Hannut? D'abord, je ne sais pas comment l'on aurait justifié au niveau du plan de secteur et de l'Administration DGO4 d'aller en pleine zone agricole ne mettre qu'un P+R. Le P+R, il vient dans la ZAE. Il y a déjà un mécanisme qui est posé, c'est que ce n'est plus de la zone agricole à cet endroit-là. Il y a une ZAE, c'était en 2004, le débat démocratique a eu lieu, le Conseil communal a appuyé la décision. Donc, c'est plutôt là qu'il faut construire un P+R. Le mettre tout seul, vous n'aurez pas l'autorisation, je peux vous le dire. En plus, le mettre là, il n'y a pas une ligne de bus régulière qui permet aux gens qui vont abandonner leur voiture de descendre en ville. Le TEC n'a pas les moyens de commencer à multiplier partout ou alors, il faudra que le Gouvernement wallon nous donne les moyens, pour la prochaine législature, pour multiplier les bus partout.

Donc, un P+R doit obligatoirement s'appuyer sur des lignes qui existent. Eventuellement, il doit être renforcé en plus. C'est ce que l'on fera sur Erpent avec le P+R d'Erpent et le Collège d'Erpent. Là, il y aura une ligne à haute fréquence et je pense que dans les réflexions qui sont en cours le P+R de Salzinnes ne marche pas très bien. Artexis ne voudrait pas qu'on le développe. Il est déjà trop près de la ville et il concurrence les activités du Palais. Donc, la navette qui est à cet endroit pourrait être reportée sur le P+R de Bouge pour assurer vraiment une cadence importante.

Un P+R dans un zoning mixte, cela permettrait également de construire à côté de ce P+R quelques infrastructures qui pourraient être bien utiles pour les gens qui déposent leur voiture et qui prennent le bus, qui perdent un peu de temps pour descendre en ville et qui perdront un peu de temps pour remonter à la fin de leur journée de travail.

Qu'est-ce que l'on pourrait y trouver? On pourrait y trouver de quoi changer les pneus de sa voiture, remettre une autre batterie, faire son repassage, faire le panier-gourmand qui servira à faire le repas. Bref, un tas de services qui pourraient intéressés les gens à venir mettre leur voiture tout près et à gagner du temps au moment où ils repartent chez eux. Là, c'est intéressant d'avoir un P+R dans une zone mixte parce que s'il y a un permis pour ce genre d'infrastructure, il pourra être accordé.

M. le Bourgmestre:
Monsieur Defeyt, je vous en prie pour compléter la réponse.

M. le Président du CPAS, P. Defeyt:
Je ne m'attendais pas à être interpellé puisque vous avez évoqué le CPAS, je vais donc vous donner quelques éléments de réponse.

D'abord, en termes de fonctionnement des institutions, Madame la Cheffe de groupe, il n'appartient pas au CPAS en tant que tel de se positionner sur l'affectation de terrain essentiellement déterminée par la Ville et le BEP, dans le cadre d'une excellente entente sur ce projet.

Ceci dit, comme organisateur, comme Président d'une Institution organisatrice d'un certain nombre de services, je me réjouis de ce que l'on ait choisi la santé et le bien-être comme points focales de ces futures activités puisqu'effectivement pris au sens large sont notamment concernés toutes les activités qui concernent le maintien à domicile et vous n'êtes pas sans savoir que si l'on veut garder dans de bonnes conditions un nombre plus grand de personnes, il faut développer aussi un certain nombre de produits technologiques.

Je pense que c'est la volonté du BEP de concevoir le terme santé et bien-être dans un sens très large.

C'est dans ce sens-là, Madame Tillieux, que j'ai obtenu sans aucun problème l'unanimité au Conseil de l'Action sociale pour vendre un terrain qui appartient aux CPAS au Mutualités chrétiennes. Non pas parce que ce sont les mutualités chrétiennes mais parce qu'elles sont venues avec un projet qui s'inscrit en quelque sorte déjà dans le projet de ce futur parc d'activités.

Par contre, là où le CPAS est concerné, c'est par la vente des terrains puisqu'il y aura dans la suite de la procédure une transaction immobilière.

Sur ce point, il y a 2 choses qu'il me semble important de préciser en toute clarté par rapport à ce Conseil:

1. *surtout après la rotation que l'on propose pour l'installation de ce parc, l'ensemble des terrains du CPAS ne seront pas absorbés par ce parc. Donc, le CPAS gardera une partie des terrains. Au total, c'est 27 hectares. Je ne suis pas, aujourd'hui, en état de préciser quelle est exactement la proportion de ces terrains qui sera affectée au parc.*
2. *Vous n'êtes pas sans savoir que le CPAS de Namur est embarqué dans un vaste plan de restructuration de ses maisons de repos, de bâtiments, d'activités diverses, de résidences-services et que pour se faire, nous avons besoin de financement. Il est clairement mis dans le plan de financement 2014-2019 présenté et approuvé au Conseil que la vente de ces terrains fait partie du financement global.*
   À ma connaissance, ce plan de financement global a également été approuvé à l'unanimité au Conseil de l'Action sociale.

Je vous remercie pour votre attention.

M. le Bourgmestre:
Visiblement, nous ne sommes pas parvenus s'agissant de la question de la thématique de la santé pour ce futur parc à convaincre la Cheffe de groupe, espérons que nous arriverons à convaincre la Ministre de la Santé.

Je vous en prie Madame Tillieux.

Mme E. Tillieux, Cheffe de groupe PS:
Vous prenez un malin plaisir à me faire dire ce que je n'ai pas dit. Evidemment que l'on se réjouit d'un pôle santé, d'autant plus que même l'Université y est concernée. Vous ne l'avez pas dit. Vous voyez que j'en sais aussi et que cela m'intéresse.

La question n'est pas là. La question est : est-ce qu'il faut le mettre maintenant dans un document comme celui-ci? C'était cela ma question.

Le BEP aurait lui-même voulu modifier le plan. Je me renseignerai parce que ce n'est pas l'écho que j'en avais.

Le BEP aurait déclaré que c'était trois fois et demi de Bouge, je n'en ai pas souvenance non plus pourtant, à l'époque, il me semble que j'assistais un peu aux décisions. Probablement que ma mémoire me fait défaut.

Sur la clarification, Monsieur Gavroy, on ne s'entendra pas là-dessus comme pour le schéma de structure où l'on ne s'était pas entendu non plus.

Il nous semble que cela permettrait de rassurer son affectation plutôt que de laisser un potentiel plus vaste, cela peut permettre des tas de choses mais il nous semble que dans votre vision de renforcement des moyens habitats et pour la lutte contre l'étalement urbain que vous avez seriné lors du schéma de structure, il eut fallu aussi renforcer le noyau d'habitat.

Bref, parfois, on ne voit pas très bien votre logique.

Sur le nombre de véhicules, sur le flux de véhicules, vous nous dites et c'est inscrit dans le dossier 600 véhicules et vous me répondez maintenant 300 à 400 véhicules.

Vous construisez un parc pour qu'il ne soit utilisé qu'à moitié. J'ai des doutes aussi sur l'indemnisation des propriétaires.

En termes de flux de véhicules, je n'entends rien non plus. Point noir, embouteillage quotidien aux heures de pointe, pas de réponse. Allez-vous encourager les voitures à sortir par la sortie de Bouge pour éviter un encombrement du carrefour un peu délicat et étroit qui appartient à des privés et qui ne laisse présagé de pouvoir utiliser autrement les installations du carrefour telles qu'elles sont prévues aujourd'hui.

M. le Bourgmestre:
Monsieur Gavroy va compléter ses réponses s'il le souhaite.

Quand j'entends toutes les interrogations ou toutes les contrariétés que vous soulevez alors que la zone a été réduite et transférée à la demande du BEP latéralement, je ne peux que me réjouir que le projet initial lié à une dizaine d'années n'ait pas été concrétisée. Je n'ose imaginer le nombre de questions que cela aurait suscité.

Monsieur Gavroy, je vous en prie.

M. l'Echevin A. Gavroy:
Je crois l'avoir dit. Il y a une zone de 600 voitures mais il y a un phasage. Donc, on va d'abord faire une première phase et puis dans un second temps, une deuxième phase.

Je pense que c'est raisonnable.

Je n'ai pas préparé ce dossier-là dans les moindres détails mais la première phase ou le nombre exact de voitures, je serai incapable de vous le dire. Est-ce que c'est 200 – 250 – 300.

On aménagera évidemment le carrefour et les sorties. En heures de pointe, il n'y a plus un endroit de Namur où l'on n'attend pas un peu. On est dans la civilisation de l'automobile. Tout le monde en a une ou deux. C'est bien facile, c'est bien gai, mais il faut de temps en temps attendre.

Il faut aussi accepter cela.

La plupart des voitures qui viendront dans le P+R, aujourd'hui que font-elles? Elles passent devant et continuent vers Namur. Cela ne va pas changer grand-chose dans la zone sauf qu'en aval, cela va changer. Les 5 ou 10 % de voitures que l'on ira rechercher en heures de pointe vont permettre de fluidifier la circulation.

Quant à l'indemnisation, juridiquement l'on peut aller chercher la réponse mais ce que je pense, dans une première réponse, c'est que ce sont des fermiers. Sur le plateau, ce sont soit des fermiers, soit le CPAS. Donc, des fermiers qui vont retrouver des terres que l'on n'urbanisera pas, je suppose que cela devrait les réjouir.

M. le Bourgmestre:
Ceci étant, bravo d'avoir répondu sur la question du P+R puisque ce n'était pas à l'ordre du jour.

Madame Tillieux, un dernier mot?

Mme E. Tillieux, Cheffe de groupe PS:
C'est l'affectation de la zone. Le plan de 2003 où il y avait des P+R avec des solutions d'un côté ou de l'autres. C'était une autre conception.

Je pense fondamentalement qu'il y a moyen de faire quelque chose là parce que justement on longe l'autoroute, parce qu'il n'y a pas de riverains. Cela, c'est de la zone économique mixte.

Par contre, la retourner et la mettre derrière les habitations, là, j'ai du mal à comprendre. C'est là que je vous dis, là, que pour moi, il eut fallu densifier l'habitat.

M. le Bourgmestre:
Je pense que c'était une suggestion du BEP, à l'époque, sous la Présidence de Monsieur Jomaux.

Mme E. Tillieux, Cheffe de groupe PS:
Si vous pouviez soumettre la question à l'auteur du projet.

J'ai bien entendu le phasage mais ce qui intéresse les riverains et tous ceux qui passent par là tous les matins, c'est la deuxième phase et le but que l'on poursuit.

M. l'Echevin A. Gavroy:
Je n'ai pas encore répondu à cela. La SRWT est au taquet et le permis va être prêt et déposé. Donc, la balle va se retrouver chez le Fonctionnaire délégué qui va devoir estimer si nos démarches sont suffisamment loin que pour dire "ok, j'accorde le permis pour le P+R en attendant que le PCAR soit adopté' ou "j'attends au moins un avant-projet de PCAR qui reviendra ici pour pouvoir déniveler le périmètre". Nous irons rapidement sur ce dossier-là..

M. le Bourgmestre:
Monsieur Anselme, vous aviez souhaité prendre la parole.

M. O. Anselme, Conseiller communal PS:
Oui, juste pour signaler que le projet qui date de plus de 10 ans, pour la zone économique pouvait être desservie par l'autoroute. Il ne faut pas nous expliquer que le charroi aurait été plus important, non. Il y avait une sortie d'autoroute qui était prévue justement pour la rejoindre.

Merci.

M. le Bourgmestre:
Sans problème.

Sur le dossier, je suppose que c'est non de la part du PS?

Mme E. Tillieux, Cheffe de groupe PS:
C'est non.

M. le Bourgmestre:
Monsieur Dupuis?

M. P-Y. Dupuis, Conseiller communal Indépendant:
Moi, c'est oui parce que je trouve que l'on a toujours besoin de parking à Namur, on en n'a pas assez. Donc, un parking en plus, cela fera du bien, même si c'est en 2 phases. Rappelez aussi au niveau mobilité qu'en amont de la chaussée de Louvain, il n'y a pas mal de covoiturage et cela pourrait permettre de désengorger l'entrée et le trafic. De toute façon, c'est le but de tous les P+R. Donc, je voterai oui pour cela.

M. le Bourgmestre:
Parfait. Donc, non du groupe PS et oui pour les 4 autres groupes.
Merci.

Rétroactes

Vu la déclaration de politique générale de la législature 2012–2018 renouvelant l'ambition de renforcer l'offre de stationnement, notamment en réalisant prioritairement les parc-relais de

Bouge et d'Erpent, reliés au centre-ville par les lignes régulières renforcées par des navettes en heure de pointe;

Vu la délibération du Collège communal du 02 mai 2013 au terme de laquelle il:

- approuve l'avant-projet du parc-relais de Bouge organisé en trois phases tel que repris au plan n°9762k émanant de la SRWT, celui-ci ayant été validé par le Bureau d'études Voirie, Eclairage public et Egouttage;
- décide qu'il y a lieu de proposer au Conseil communal, dès que possible, de lancer un PCAR conforme aux options du schéma de structure et au projet de parc-relais;

Zonage

Attendu que le projet de périmètre de ce PCAR est repris au plan de secteur (voir annexe 1 figurant au dossier) en zones agricole, de services publics et d'équipements communautaires, d'habitat et d'activité économique mixte;

Attendu que les trois PCA, initialement repérés dans le périmètre du PCAR, ont été depuis abrogés ; qu'il s'agit :

- du PCA n°7 approuvé par arrêté royal du 19 septembre 1955 et abrogé par arrêté ministériel du 28 janvier 2014 ;
- du PCA n°4 approuvé par arrêté royal du 12 mai 1953 et de sa révision opérée par le PCA n°3081 approuvé par arrêté ministériel du 04 mai 2005, abrogés par arrêté ministériel du 05 décembre 2013 ;

Choix de la procédure de PCAR et objet du PCAR

Attendu que le site choisi pour implanter le parc-relais de Bouge est repris en zone agricole au plan de secteur, ce qui rend juridiquement tant sensible que difficile l'instruction de la demande de permis d'urbanisme dans la mesure où l'article 127§3 du CWATUPE habilite le Fonctionnaire délégué à s'écarter du plan de secteur mais le contraint, dans l'exercice de cette prérogative, à en respecter les options fondamentales; qu'afin d'offrir un cadre réglementaire adéquat au projet de parc-relais, une révision du plan de secteur s'impose par l'inscription d'une zone de services publics et d'équipements communautaires;

Attendu qu'il apparait plus judicieux et rationnel de ne pas mettre en œuvre la zone d'activité économique mixte telle qu'existante actuellement au plan de secteur ; qu'en effet, le nouveau profil proposé par le projet de PCAR correspondra mieux aux enjeux économiques actuels qui nécessitent plus de flexibilité, de polyvalence et de mixité qu'auparavant;

Inscription et autorisation d'élaboration

Vu sa délibération du 05 septembre 2013 au terme de laquelle, sur base du rapport justificatif figurant au dossier et au vu du respect des conditions élémentaires d'adoption d'un PCAR telles que fixées à l'article 46 du CWATUPE, il sollicite du Gouvernement wallon l'inscription du périmètre tel que proposé dans le rapport justificatif sur la liste régionale des sites nécessitant une révision du plan de secteur via la conception d'un PCAR ainsi que l'autorisation de l'élaborer;

Attendu que le dossier complet a été transmis à l'autorité régionale en date du 04 octobre 2013;

Attendu que ce PCAR a été inscrit sur la liste des projets de PCA en application de l'article 49bis du CWATUPE par arrêté du Gouvernement wallon du 17 octobre 2013, paru au Moniteur belge du 14 novembre 2013;

Attendu, quant à l'autorisation d'élaborer le PCAR, que la Direction de l'Aménagement local de la DGO4 du SPW, par courrier daté du 23 octobre 2013, a sollicité de la Ville des compléments au rapport justificatif tel qu'initialement déposé, tout en précisant que le projet entre bien dans les conditions fixées par le CWATUPE définissant les révisions du plan de secteur par le biais d'un plan communal d'aménagement;

Attendu que les compléments sollicités portent sur:

- une motivation complémentaire justifiant la modification des prescriptions actuellement attachées à la zone d'activités économiques mixtes (ZAEM) et le maintien de trois parties de la zone, non destinées à être déplacées;
- une augmentation des zones vouées à la compensation planologique afin que celle-ci soit équivalente entre zones destinées à l'urbanisation et non destinées à l'urbanisation;
- un développement complémentaire de la situation existante (notamment quant à la qualité paysagère du plateau);
- une meilleure représentation de la future zone de services publics et d'équipements communautaires;

Compléments au rapport justificatif

Attendu, conformément aux instructions reçues par la DGO4 du SPW, que des compléments doivent être apportés au rapport justificatif tel qu'initialement déposé;

Vu les compléments apportés figurant au dossier, lesquels portent sur:

- un argumentaire en faveur d'une reconfiguration de la zone d'activités économiques de Bouge et la levée de la prescription supplémentaire dédicaçant le parc uniquement aux bureaux;
- le maintien d'une bande de ZAEM le long de la rue de Fernelmont;
- le maintien de deux autres poches de ZAEM (la première, à l'angle de la rue Hébar et du chemin de Boninne et la seconde, de part et d'autre de la rue de Poteresse);
- le calcul de la compensation planologique;
- un justificatif de la qualité paysagère du plateau de Bouge;

Vu le dossier ainsi complété;

Attendu qu'il y a lieu de le faire parvenir à l'autorité régionale dans le cadre de la décision ministérielle à venir d'élaborer le PCAR;

Sur la proposition du Collège communal formulée en sa séance du 27 février 2014 ;

Après examen et pondération des éléments ci-dessus développés,

Sollicite du Gouvernement wallon, sur base du dossier tel que complété, l'autorisation d'élaborer le PCAR.

31. Plan communal d'aménagement révisionnel: "Ilôt Square Léopold": adoption provisoire et mise à l'enquête publique

M. le Bourgmestre:
PCAR – ilot Square Léopold, Monsieur Piret?

M. A. Piret, Conseiller communal PS:
Oui, je vous remercie Monsieur le Bourgmestre.

Monsieur le Bourgmestre,
Mesdames et messieurs les échevins,
Chers collègues,

Je ne peux pas vous cacher le malaise que nous avons ressenti à la lecture de ce point eu égard à l'ampleur et à la nature de la campagne de communication du Collège sur le dossier "pôle nord" opérée ces derniers jours en pleine période électorale.

Une remarque d'abord sur le projet de délibération qui nous est soumis. Vous mentionnez l'avis de la CCATM du 26 novembre 2013 sans préciser qu'il était totalement défavorable au projet sur la table et sans indiquer la suite que vous avez bien voulu lui réserver. Nous le regrettons.

Que disait cet avis de la Commission Consultative d'Aménagement du Territoire et de Mobilité, composée de citoyens de tendances politiques diverses ?

A l'unanimité, que le changement d'affectation du square prévu par votre majorité n'était pas opportun.

Elle recommande notamment :

- *de préserver le square en tant qu'espace vert améliorant la qualité de vie des habitants, espace d'accueil pour les familles avec des enfants, support de la biodiversité au Centre-ville notamment par la présence d'arbres de grande taille, qui a un intérêt paysager en tant qu'espace public prolongeant la rue de Fer;*
- *que la zone puisse accueillir des affectations culturelles en complément des affectations commerciales.*

Par ailleurs, elle suggère aussi que soit envisagée la révision du périmètre d'intervention en vue de son extension pour envisager la possibilité d'une zone bâtie au nord de la zone, y compris en surplomb éventuel des voiries existantes et, le cas échéant, d'une intervention dans la zone appartenant à la SNCB.

Il y a d'autres recommandations formulées par cette commission citoyenne que je tiens à la disposition des Namurois intéressés par cet avis.

Monsieur le Bourgmestre, vous avez dit lors d'une précédente réunion que le chantier pharaonique annoncé nécessitait une communication exceptionnelle. De mémoire, 160.000 euros pour l'étude "pôle nord" et 100.000 euros de communication, si j'ai bien lu. On en reparlera.

Les Namurois peuvent-ils consulter cette étude?

Quel a été au final le coût de la réalisation et de l'envoi des "toutes boites" aux Namurois?

Au-delà de l'attrait visuel de la communication arborée de ces derniers jours et de la volonté partagée de revitaliser le quartier de la gare, un mot sur le caractère partiel et partial des informations qui ont été transmises aux Namurois …

Pas de précision sur la garantie de complémentarité du projet de centre commercial avec les commerces existants et le projet d'une économie durable.

Aucune information sur le mur de béton de 24 mètres qu'auront la chance d'admirer les Bomelois.

Rien sur les conséquences des chantiers pharaoniques à venir et sa gestion pour assurer notamment la fluidité du trafic en centre-ville et la protection des commerçants gênés par les travaux.

Rien sur la disparition des 300 places de parking aux Casernes, ses rues adjacentes et le Boulevard Mélot, pendant les travaux.

Rien sur la disparition du parc public Léopold, les 12000 signatures obtenues et la volonté de citoyens Namurois d'organiser une consultation populaire.

Enfin, il y a la promesse aux Namurois d'être consultés tout au long de la procédure.

Simulacre d'une démocratie participative.

Alors que vous avez refusé de travailler collectivement sur des propositions citoyennes alternatives préservant le parc public Léopold, que vous refusez l'idée, formulée à plusieurs reprises au Conseil communal, d'un Forum citoyen pour l'avenir de la gare, que vous refusez la suggestion d'une association de l'opposition et de la société civile au comité de suivi qui a été mis en place, que vous balayez l'avis de la CCATM…

Les Namurois doivent savoir que vous les consulterez tout au plus pour la position des pots de fleur.

Monsieur le Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les Echevins, chers collègues de la majorité, je veux, au nom de mon groupe, vous tendre à nouveau la main.

L'organisation d'une consultation populaire permet à la population de s'impliquer davantage dans la démocratie, en se forgeant une opinion à partir d'une information contradictoire et en se prononçant elle-même entre plusieurs orientations pour l'avenir de la société.

Dans le cadre de la sixième réforme de l'Etat, elle a d'ailleurs été consacrée également pour les enjeux d'intérêt régional, à travers l'insertion d'un nouvel -article 39bis dans la Constitution, qui vient d'être publié au Moniteur belge.

Plus que tout, elle peut être un moyen de réoxygéner notre vie politique et de faire en sorte que Namur reprenne vie, aussi sur le plan démocratique.

Seriez-vous prêt à vous engager dans ce sens et à ce que nous discutions ensemble des modalités pratiques de cette consultation populaire?

Je vous remercie.

M. le Bourgmestre:
Merci Monsieur Piret.

Votre intervention était attendue, c'est toujours le même disque qui est, à chaque fois, presque rayé sur ce dossier. Ayez ne fût-ce que la courtoisie en terme d'orthographe de dire des citoyens Namurois. Pour le reste le PCAR poursuit sa route, c'est une étape additionnelle.

Vous aurez toutes les réponses que vous souhaitez sur les budgets, la communication,…

C'est assez comique parce qu'en début de séance, nous avions l'interpellation disant: vu l'ampleur des chantiers à venir, il va falloir bien prévenir tout le monde et bien communiquer pour éviter qu'il y ait du chaos dans les chantiers" et puis quand l'on se donne la peine de prévoir des moyens pour communiquer, on se fait fustiger en disant que c'est de l'argent public qui est gaspillé. Le meilleur moyen de ne jamais être critiqué, c'est de ne jamais rien faire. Là-dessus, au moins, je vous rejoins Monsieur Piret.

Après, on a déjà eu l'occasion de répondre sur les options alternatives et je ne doute pas que vous avez lu dans le détail le rapport d'incidence environnemental et vous aurez eu l'occasion de voir que cette ritournelle sur l'alternative qui a été proposée par un collectif avisant de pouvoir faire le centre en préservant le parc,… était lui-même invalidé par les experts extérieurs.

On peut la réclamer plusieurs fois, mais elle ne tient pas la route! Cela semble être la ligne de conduite que vous souhaitez, à chaque fois que l'on parle de ce dossier.

Je le redis, on va mettre en œuvre ce PCAR.

Vous avez évoqué l'avis de la CCATM, comme son nom l'indique, c'est un avis.

S'agissant de la réflexion qui est en cours actuellement pour le PCAR, il était légitime que l'on puisse avoir une communication sur le sujet puisque s'amorce durant tout le mois d'avril l'enquête publique sur cette question.

Donc, tous les citoyens auront l'occasion, sur base d'un document clair qui est connu, qui est complet, qui est détaillé et qui est étayé, de pouvoir se positionner et pourront donc le faire sur un document connu, transparent, détaillé et complet et non sur base de lectures partielles et partiales – pour reprendre votre expression – qui sont faites ou qui sont véhiculés par les uns ou les autres.

J'ai même rencontré des citoyens qui m'ont dit rassuré parce que quand ils avaient signé la pétition à l'époque, ils pensaient que c'était les arbres du rond-point Léopold et pas les autres.

Une fois que l'on fait le tri sur les motivations des uns et des autres…. On a toujours dit qu'il était pleinement respectueux de la part de collectif qui ont une opinion différente de la nôtre de pouvoir faire une démarche, se faire entendre.

On reconnait la légitimité de leur démarche, qu'ils reconnaissent aussi la légitimité de l'autorité communale de pouvoir avoir une opinion différente que la leur et d'avancer.

Je pense que cela fait déjà 15 fois que l'on débat de la même chose, je n'ai pas l'ambition de penser qu'à la 16ème, je parviendrai à me faire entendre sur cet aspect, en ce qui vous concerne.

Monsieur Gavroy, je vous en prie.

M. l'Echevin A. Gavroy:
Je vais peut-être revenir au fond du dossier qui vous est présenté ce soir. Je dirais simplement, Monsieur le Conseiller, que ce n'est pas un effet d'annonce électoral.

J'avais demandé à ce que l'on fasse cette étude pour bien montrer la globalité de l'action que l'on voulait, de la vision que l'on avait. Il fallait la concrétiser devant les yeux des Namurois et c'est à cela que sert cette étude.

Je ne suis pas sur une liste au mois de mai.

Je voudrais vous dire aussi qu'en termes de participation, nous la faisons mais il faut que chacun soit dans son rôle.

Lorsque l'on a des citoyens qui n'habitent pas le centre-ville, qui ne sont ni économistes, ni ingénieurs et qui décrètent tout d'un coup que l'on peut augmenter de la dalle de la gare actuelle jusqu'au pont de Louvain, que c'est cela la solution, faire des trémis de 500 mètres derrière le C&A pour pouvoir aménager un centre commercial là, je veux bien. Mais les gens de la SNCB, d'Eurogare et le bureau d'études nous avaient chiffré tout cela et nous avaient montré que c'était parfaitement impensable. Sauf, de nouveau, à avoir une rentabilité et un programme immobilier gigantesque sur cette nouvelle dalle, comme on l'a fait en son temps à Bruxelles. Ce n'est pas tout à fait ce que nous voulons.

La gare des bus, d'ailleurs, sur la dalle actuelle de la SNCB permettra d'avoir quelque chose de très joli, de très fini et qui ne perturbera absolument pas la lecture de la belle gare du 19ème siècle que nous avons.

Quand on parle de participation, il faut d'abord s'adresser aux vrais concernés. Nous avons dit que nous ferions un nouveau parc public de 5.000 m² avec de grands arbres de pleine terre aux Casernes, on le fera. C'est d'ailleurs pour cela que l'on a trouvé un bon deal avec la Régie des Bâtiments de l'Etat fédéral.

On a déjà fait 2 réunions publiques. Je pense que Monsieur Lenoir était à ces réunions-là, il pourra témoigner une autre fois.

On avait invité tout le quartier Pépin-Célestines, tout le quartier Saint-Nicolas, tout le quartier Dewez et tout le quartier d'Herbatte aussi. Deux réunions. On a eu 20 personnes. Pour construire ensemble ce nouveau parc.

On a eu 20 personnes de toutes mixités sociales et de toutes nationalités. C'est très multiculturel. Qu'est-ce que ces 20 personnes nous ont dit? C'est génial de faire un parc. C'est génial de réinvestir dans le quartier gare-Casernes, on attend cela depuis très longtemps, mais s'il vous plait, faites-nous un parc qui soit contrôlé socialement. Que l'on puisse le voir d'un coup d'œil, partout, qu'il n'y ait pas d'espace caché pour les guets-apens. Les gens demandent que l'on fasse quelque chose de socialement contrôlé et c'est ce que nous allons faire en construisant, notamment, du logement qui donnera sur le parc.

On aura donc autre chose que ce qui n'est plus un parc et que certains continuent toujours à appeler parc. Le square Léopold est un endroit qui ne vit pas.

Pour revenir au dossier du jour, l'avant-projet de PCAR a été adopté ici en novembre 2013. Il comportait déjà plusieurs objectifs intéressants, portant sur les économies d'énergies, l'urbanisme et l'architecture, le réseau technique de gestion des eaux fluviales, l'éclairage, les transports, le paysage et les espaces verts.

Ces objectifs visaient notamment:

- *à favoriser la mise en œuvre de bâtiments de référence en termes de développement durable;*
- *à recourir aux énergies renouvelables;*
- *à mettre en œuvre un outil d'aménagement permettant de soutenir et de renforcer l'attractivité commerciale de la ville. Le nord en a bien besoin;*
- *à garantir une cohérence et une qualité architecturale élevées dans l'ensemble du site et plus particulièrement au niveau des vues depuis l'espace public et depuis les grands axes de transports.*

  Ainsi, la question des gabarits avait été abordée sur base d'un relevé de géomètres, afin de déterminer les hauteurs admises par le futur complexe.

  Pour rappel, il avait été proposé de se référer à la corniche du Café des Arts, à 18 mètres de hauteur comme hauteur maximale, côté rue Borgniet. Et ce sur une profondeur de 10 mètres minimum. Au-delà de ces 10 mètres, il était permis d'augmenter légèrement le gabarit.

  En outre, la rue Borgniet présentant un dénivelé de 3 mètres, cette hauteur maximum de 18 mètres devait être respectée sur tout le développement du futur centre commercial, en prenant comme référence le début de la rue.
- *de développer un projet d'inspiration architectural qui sera résolument contemporain et dynamique, en accord avec la localisation stratégique qu'occupe le site et avec les projets envisagés dans l'ensemble de la zone.*

Depuis l'adoption de l'avant-projet par le Conseil communal, un Rapport sur les Incidences Environnementales (RIE) – par un RUE – a été réalisé en vue d'évaluer les impacts de cet avant-projet et d'émettre des recommandations, qui sont sur la table du Conseil aujourd'hui.

Soucieuce d'élaborer le meilleur projet pour Namur, la Ville a pris en compte ces remarques et a modifié l'avant-projet du PCAR sur les points principaux suivants.

Nous avons précisé les options en matière de gabarit.

Pour ne pas que l'architecture de ce centre commercial soit monolithique, il y a possibilité d'avoir plusieurs zones avec des gabarits différents. La bordure sud, c'est-à-dire l'avenue de la gare et rue Borgniet, place Léopold à hauteur des façades est comprise entre 14 et 18 mètres avec un recul de 10 mètres et puis dans une deuxième partie, on peut monter. Mais ces volumes ne pourront en aucun cas présenter une hauteur de façade supérieure à 6 mètres de la hauteur de façade maximale autorisée en face de la rue Borgniet, c'est-à-dire 24 mètres.

Dans la zone qui borde le C&A, on a réfléchit et on propose également des volumes existants qui ne pourront pas être modifiés.

Cela, c'est une première chose concernant les gabarits.

On a précisé des options en ce qui concerne l'actuel C&A. Evidemment, nous allons avoir des demandes du propriétaire de l'actuel C&A pour pouvoir modifier éventuellement le bâtiment. Nous voulons cependant conserver les espaces de circulation piétonne qui sont au bas du C&A et notamment, le fameux porte-à-faux. Quand on est sur le trottoir du C&A, il est en fait plus large parce qu'il y a une partie qui passe en-dessous de la zone commerciale.

On a précisé également les options en matière d'affectation. Le texte des options a été adapté afin de préciser la totalité des affectations de la zone de construction commerciale.

On a visé aussi à augmenter l'emprise de la zone de l'espace public le long de la rue Borgniet. Le texte des options et le plan de destination ont été adaptés afin de prendre en compte une décision du 14 février 2014 – je vous passe les détails – afin de reculer le bâtiment pour laisser plus d'espace le long de la rue Borgniet et pour ne pas que l'on ait – même en limitant la hauteur – un effet de rétrécissement de la rue Borgniet. On recule le centre commercial et cela permet également à la lumière de passer.

Concernant le timing du dossier, s'il est adopté ce soir, il sera soumis à l'enquête publique du 31 mars au 30 avril et puis nous analyserons, au mois de mai, toutes les réclamations qui auront été faites dans le cadre de cette enquête publique et nous reviendrons, au mois de juin, pour une adoption définitive et un envoi au Ministre de Tutelle.

M. le Bourgmestre:
Merci Monsieur l'Echevin.

On voit effectivement que c'est un processus qui se poursuit avec, déjà dans le document qui est proposé à l'adoption du Conseil, des modifications – l'Echevin Gavroy les a listées dans les grandes lignes – qui sont intégrées pour le futur projet.

Donc, on ne reste pas sourds, on est perméable aux argumentations.

Le rapport a déjà permis une série d'adaptation. Nul doute qu'il y en aura aussi à la suite de l'enquête publique qui va désormais démarrer et à laquelle, les citoyens auront l'occasion de pouvoir participer, sans difficulté et en toute transparence.

Monsieur Piret, je vous en prie.

M. A. Piret, Conseiller communal PS:
Merci Monsieur le Bourgmestre.

Je crois que c'est un bel exercice, pour les Namurois qui sont dans la salle, de se rendre compte que c'est difficile d'être Conseiller de l'opposition, lorsque l'on a de longues réponses et finalement quelques questions pour lesquelles on n'obtient aucune réponse.

Vous n'avez pratiquement répondu, je pense, à aucune des questions que j'ai posées. Si je peux vous le dire, c'est extrêmement frustrant. Cela justifie peut-être que systématiquement, je revienne avec une série de questions.

De quoi s'agit-il en particulier?

Je vous avais demandé et j'attends d'avoir des précisions sur les coûts de l'envoi des toutes-boîtes, du site Internet namurois. C'est une première question.

Deuxième question: on a évoqué le mur de béton de 24 mètres, des problèmes de mobilité. On a demandé d'avoir plus de précisions par rapport à la disparition des places de parking au niveau des Casernes. Rien.

Egalement concernant de la consultation populaire: je vous avoue que c'était l'essentiel. Je pense que les Namurois, qui sont dans la salle, auront pu s'en rendre compte. C'était l'essentiel de ma démarche aujourd'hui sur laquelle vous n'avez absolument pas répondu.

Laissez-moi terminer mon intervention, s'il vous plait, Monsieur le Président.

Je vous avoue ma surprise, par rapport à cette consultation populaire, de n'avoir aucune réponse. Vous dites concernant la participation: "Attention on a vu ce que cela donnait, il n'y avait pas que des Namurois". Une consultation populaire, ce sont des Namurois qui participent.

Je suis surpris de la position des 3 partis de la majorité par rapport à cette demande de consultation populaire.

Pourquoi? Cette semaine, Monsieur Gavroy, votre collègue Stéphane Hazée déposait au Parlement wallon une proposition de décret spécial – je remercie ma Cheffe de groupe de l'avoir rappelé – instituant la consultation populaire régionale. Il partait du principe qu'il fallait absolument généraliser cette procédure de consultation populaire à tous les niveaux de pouvoirs, parce qu'elle permettait de ré-oxygéner notre démocratie.

Cela, c'était la position d'Ecolo au niveau du Parlement wallon.

Un petit retour en arrière: le MR aussi, dans la presse, a soutenu – me semble-t-il, Monsieur Gennart – l'idée d'une consultation populaire régionale en estimant que c'était un instrument extrêmement intéressant.

Retour en arrière: en 88, Jean-Louis Close a porté cette notion de consultation populaire dans un règlement qui a été utilisé par Ecolo, mais également par le cdH à l'époque sur le projet du Botta.

Je vous avoue que l'on s'interroge dans ce cas-ci. Pourquoi ne pas en parler? Pourquoi refuser même d'avoir une discussion sur les modalités pratiques de cette consultation populaire?

Nous ne sommes pas fermés à la discussion, à y travailler de manière constructive. Je pense qu'à l'heure où les citoyens – quels que soient les partis politiques – sont désenchantés parfois par rapport au monde politique.

On a là un instrument intéressant sur un dossier qui va bouleverser le centre-ville pour les 50 prochaines années.

On a là l'occasion de faire preuve d'excellence en matière de bonne gouvernance et peut-être de leur donner la parole.

Voilà ce que je voulais vous dire.

Je termine par un dernier élément concernant les dépenses, les frais d'études. Je n'ai pas de réponse. De manière générale, je vous dirais que l'on a parfois une surprise sur les montants qui sont débloqués.

L'étude sur le concours international d'architecture, qui a finalement été abandonné, c'était 60.000 € qui ont été perdus. Vous allez peut-être me préciser la chose. Le concours international d'architecture n'a jamais eu lieu et il y a des montants qui ont été dégagés.

M. le Bourgmestre:
Sur le Grognon?

M. A. Piret, Conseiller communal PS:
Effectivement.

M. le Bourgmestre:
Je n'ai pas perçu le lien avec le square Léopold.

M. A. Piret, Conseiller communal PS:
Concernant les 2 études sur la passerelle, est-ce que de nouveau on a optimalisé la gestion de l'argent public avec ces 2 études? Est-ce qu'il n'y a pas perte d'argent?

Je voudrais avoir des réponses par rapport aux frais d'études et de communication qui ont été dégagés, ces dernières semaines.

Je vous remercie.

M. le Bourgmestre:
Bien Monsieur Piret.

Donc, en gros, on ne peut plus faire de zone d'activité économique, on ne peut plus faire d'études, on ne peut plus faire de projets. Je ne sais plus ce que l'on peut faire.

Soyons très clairs: l'étude de Scop, c'était dans la presse. Ne feignez pas de ne pas le savoir, elle a coûté 133.000 €.

Le site web: 10.000 €.

La diffusion du toutes-boites par la presse, aux alentours de 6.000 €, sa conception: aux alentours de 8.000 €.

Quand on fait le calcul de ce qui a été débloqué comme montants, pour l'étude et la communication, par rapport aux 75 millions d'euros que représente le projet, on arrive à 0,003 % du budget. Pour un chantier d'une ampleur de 75 millions d'euros, qui va reconfigurer tout le nord de la Corbeille, on a consacré 0,003 % du budget.

Excusez-moi, il ne nous semble pas que c'est un chiffre qui appelle au scandale ou la gabegie.

Pour ce qui concerne la question de la consultation populaire, vous feignez d'être le seul surpris que l'on ne vous propose pas de l'organiser là, maintenant.

Allons, Monsieur Piret, allons.

Un, vous voulez nous inviter à discuter des modalités de son organisation. Ne fut-ce que si je devais répondre à votre question, sur le plan administratif, je vous inviterais à relire le Code de la Démocratie locale et vous sauriez que la discussion n'a à se poser que le jour où le Conseil est officiellement saisi et que le Conseil doit ou pas, décider de l'organisation et de la tenue d'une consultation populaire.

Vous nous demandez déjà maintenant de déterminer, ensemble, des modalités sur un dossier dont nous ne sommes pas saisis et où, a priori, il n'aurait pas fait grand mystère depuis quelques semaines – sauf si vous êtes longuement parti en vacances – qu'il n'y avait pas une inclination enthousiaste et démesurée à la mettre en œuvre.

Je ne vois pas, nous ne voyons pas au demeurant, pour quelle raison nous devrions nous précipiter dans l'organisation de pareille consultation, alors même que nous ne faisons que mettre en œuvre les tonalités évoquées dans nos programmes respectifs et rappelés lors de la déclaration de politique communale.

Ne feignez pas d'être étonné. Je ne sais plus que faire systématiquement lorsque le dossier relatif au square Léopold revient. Chacun a ses positionnements, on a bien compris le vôtre, il est légitime, je ne le remets pas en cause, mais cela devient effectivement une ritournelle.

C'est comme l'étude alternative citoyenne. Vous relisez les pages – de mémoire – 290 et suivantes et vous verrez que des experts – ce n'est pas Gavroy, Prévot ou Barzin – le bureau d'études invalide ces hypothèses.

Il faut aussi pouvoir l'entendre et ne pas considérer que seuls les élus sont aveugles et sourds et qu'inévitablement, dès que notre opinion est divergente d'un groupe de citoyens, cela signifie que nous sommes des despotes incapables d'être en posture d'écoute.

Arrêtons avec ces caricatures. Vous-même, vous dénoncez le fossé – pour reprendre votre expression – entre les citoyens et le politique. Un fossé, que l'on creuserait parce que l'on n'accepte pas le principe d'une consultation populaire. C'est encore éminemment démocratique de pouvoir, lorsque la question devra se poser, décider quelle est la suite que l'on y réserve.

En tout état de cause, la question ne se pose pas pour le moment. De tout manière, nous n'avons pas fait grand mystère lorsque nous avons été questionné sur le sujet, qu'il ne nous semblait pas judicieux qu'elle se pose.

Si vous voulez je peux, la semaine prochaine, vous fixer un rendez-vous pendant une demi-heure. Je vous le redis, la semaine d'après encore.

Mais à un moment donné, on ne fait que tourner en rond en répétant, vous comme moi, les mêmes questions et les mêmes réponses.

Monsieur Gavroy, je vous en prie.

M. l'Echevin A. Gavroy:
J'ai 2 éléments à ajouter.

Le premier concerne les 100.000 € de communication. Il y a également, dedans, les investissements pour créer le pavillon de l'aménagement urbain qui sera ici en bas, dans l'Espace citoyen et qui sera un outil permanent, justement pour pouvoir exposer des projets et donner toutes les informations nécessaires qui permettront aux citoyens de se les approprier et de rentrer dans le débat, en étant bien informés.

Plus fondamentalement, il faut arrêter de dire que l'on fait des études et qu'elles coûtent chers, etc. Je reprendrais un peu le leitmotiv du Bourgmestre.

Soit on a des dossiers qui ne passent pas la rampe des pouvoirs subsidiants et vous venez nous dire que c'est mal fait et que l'on est des incapables.

Soit on a des dossiers que l'on étudie bien, on y met un peu d'argent et c'est normal et ensuite on est subsidié. Regardez pas plus tard que la semaine passée: 5 millions d'euros pour le quartier en transition à Saint-Servais. Il a quand même fallu une petite étude de 20.000 € pour rentrer le dossier. Avec 20.000 €, on a eu 5 millions d'euros.

Pour les travaux à la gare, qu'est-ce que nous avons fait sous la précédente législature? On a mis 50.000 € chacun: la SNCB, la SRWT TEC et la Ville. Avec ces 150.000 €, on a fait le projet. On s'est invité à la table du Gouvernement wallon, au moment où celui-ci choisissait de financer chèrement le tram à Liège, la fin du métro à Charleroi et la gare de Mons. Les petits Namurois sont allés avec leur dossier à 50.000 € et ils en ont eu 50 millions. Ce sont des effets leviers et c'est ce que nous pratiquons, tout azimut maintenant.

L'étude passerelle, l'étude confluent, ce sera la même chose et on pourra dresser un bilan de la précédente législature et de celle-ci, au bout du compte, pour voir le compte des études et ce que cela a rapporté pour Namur.

M. le Bourgmestre:
J'ajouterais que là aussi, il y a toujours une situation paradoxale. Lorsque l'on lance des études, vous nous fustigez en disant que c'est scandaleux et que cela coûte et lorsque l'on n'en fait pas, vous nous dites que notre proposition ne repose sur rien, qu'elle n'est pas objectivée, qu'il n'y pas eu d'étude de marché, pas d'étude technique.

Oui, dans le monde complexe qui est le nôtre aujourd'hui, avec la multiplication des droits et des recours, il est légitime qu'il y ait des études.

Je trouve dommage l'on revienne, à nouveau et de manière régulière, sur cette thématique et finalement que l'on occulte le fond.

Le fond du dossier, les signaux positifs dans ce qui est proposé notamment aujourd'hui, suite à ce RIE, c'est:

- *les gabarits qui ont été bien balisés et qui ont été clairs, pour éviter les effets d'écrasement;*
- *de l'aération supplémentaire. On a modifié le projet pour que toute la rue Borgniet soit beaucoup plus large, avec une largeur accrue de près de 5 mètres pour pouvoir faire en sorte qu'il y ait une plus large respiration et oxygénation de la rue et pas d'effet d'écrasement;*
- *l'impératif de perméabilité et de travail, comme une façade à part entière du côté nord du futur projet.*

Cela, ce sont des avancées de fond sur lesquelles on doit pouvoir se positionner pour ne pas, à travers les mêmes propos de principe, balayer d'un revers de main ce qui constitue des avancées liées à ce RIE.

Je voulais quand même le rappeler parce que ce sont des éléments majeurs quant à la configuration du futur ensemble.

Monsieur Piret, je vous en prie.

M. A. Piret, Conseiller communal PS:
Merci Monsieur le Bourgmestre.

Une information, vous l'avez reprécisé de manière assez claire, sur la consultation populaire, c'est non. Voilà la première information que je retiens.

Vous l'avez dit, vous avez terminé par là. Vous l'avez dit, Monsieur le Bourgmestre, il faut assumer ce que l'on dit.

M. le Bourgmestre:
Je vais répondre à Monsieur Anselme qu'il faut **(inaudible) B3 - 00:39:11** *avant les élections. Je n'ai pas de problème, ma position est très connue.*

M. A. Piret, Conseiller communal PS:
Je voudrais terminer mon intervention, Monsieur le Bourgmestre.

M. le Bourgmestre:
Je vous en prie, Monsieur Piret.

M. A. Piret, Conseiller communal PS:
Deuxième élément: sur les 160.000 €.

Avant cela, effectivement, il y a une ritournelle, peut-être Monsieur le Bourgmestre, parce que vous changez souvent d'avis. J'espère qu'en persévérant vous donnerez des résultats.

Sur les 160.000 €, vous évoquez la neutralité du timing. Je suis convaincu que chaque citoyen dans la salle est persuadé qu'envoyer cette petite communication, quelques semaines avant les élections, c'est vraiment le fruit du hasard.

M. le Bourgmestre:
Ce sont les enquêtes publiques, Monsieur Piret.

M. A. Piret, Conseiller communal PS:
On est convaincu.

M. le Bourgmestre:
Je prends votre argument à rebrousse-poil: si la démarche était politique, vous croyez que l'on se serait amusé, un mois avant les élections, d'organiser l'enquête publique sur le sujet?

M. A. Piret, Conseiller communal PS:
Tout le monde est convaincu que c'est totalement le fruit du hasard et que c'est une volonté d'objectivité à quelques semaines des élections.

Je laisse chacun se faire sa propre appréciation sur le timing choisi.

J'en resterai là, Monsieur le Bourgmestre.

M. le Bourgmestre:
Je pense que c'est ce que vous avez de mieux à faire, effectivement.

Sur le point lui-même? Non du PS.

Monsieur Dupuis?

M. P-Y. Dupuis, Conseiller communal indépendant:
Ici on vote bien, sur le point 31 où il s'agit, pour l'ilot du square Léopold, d'une adoption provisoire et d'une mise à l'enquête publique?

Pour être bien sûr de bien voter, j'ai quand même regardé la définition de l'enquête publique, qui est "une procédure codifiée préalable aux grandes décisions et aux réalisations d'opération d'aménagement du territoire, qu'elles soient d'origine publique ou privée. Les enquêtes publiques sont effectuées dans de nombreux pays démocratiques, depuis les années 60, pour des raisons de gouvernance. L'enquête publique est un lieu et un outil de régulation de la démocratie, où tous et chacun peuvent et/ou doivent s'exprimer.".

Donc, je vote pour cette enquête publique.

M. le Bourgmestre:
Merci Monsieur Dupuis.

Pour les autres, pas de problème? Voilà.

Je rappelle que, pour ne pas que les choses soient biaisées, j'ai dit bien clairement que la question serait tranchée le jour où elle se poserait, que cela n'avait pas empêché l'opinion personnelle qui est la mienne et que tout le monde, à ma connaissance, connaît.

Rétroactes

Vu sa délibération du 18 avril 2013 au terme de laquelle, et sur la proposition du Collège communal formulée en sa séance du 11 avril 2013, il sollicite du Gouvernement wallon l'inscription des parcelles cadastrées ou l'ayant été Commune de Namur, division 1 Namur, section A, numéros 195A/16, 195A/17, 195/25, 235, 236A et 237A sur la liste régionale des sites nécessitant une révision du plan de secteur via la conception d'un PCAR ainsi que l'autorisation de l'élaborer;

Attendu que ces parcelles cadastrales forment le site dit de "l'Îlot Square Léopold", site identifié par le schéma de structure communal comme localisation optimale pour un centre commercial;

Attendu que le dossier complet de demande d'autorisation d'élaboration du PCAR a été déposé en date du 25 avril 2013 auprès de M. le Ministre Henry, en charge de l'Aménagement du Territoire et de la Direction de l'Aménagement local de la DGO4 du SPW;

Vu sa délibération du 30 mai 2013 au terme de laquelle, et sur la proposition du Collège communal formulée en sa séance du 16 mai 2013, il approuve le projet d'élaboration du PCAR et d'un rapport sur les incidences environnementales (C.S.Ch. n°2013/A8) pour un montant estimé à 25.206,61€ HTVA ou 30.500€ TVAC (21%) et décide de passer ce marché par procédure négociée sans publicité et de couvrir cette dépense par un emprunt dont le montant final sera ajusté en fonction de l'offre retenue, des éventuels avenants autorisés et du décompte final conformément à la loi communale;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 08 mai 2013 inscrivant le PCAR «Quartier de la Gare – Square Léopold» sur la liste régionale des sites nécessitant une révision du plan de secteur via la conception d'un PCAR en application de l'article 49bis du CWATUPE;

Vu l'arrêté ministériel du 11 juillet 2013 décidant qu'il y a lieu d'élaborer le plan communal d'aménagement n°3083 dit «Ilôt Square Léopold» à Namur en vue de réviser le plan de secteur de Namur;

Attribution du marché

Vu la décision du Collège communal prise en sa séance du 13 juin 2013 au terme de laquelle il décide:

- d'attribuer ce marché au soumissionnaire ayant remis l'offre régulière économiquement la plus avantageuse (en tenant compte des critères d'attribution), soit Survey & Aménagement scrl, rue de Chenu, 2-4 à 7090 Ronquières, aux conditions mentionnées dans l'offre de ce candidat, aux conditions fixées par le cahier spécial des charges N°2013/A8;
- de renvoyer ce dossier au Conseil communal afin qu'il puisse procéder à la désignation de l'auteur de projet précité en application de l'article 50§1er du CWATUPE susvisé;

Vu sa délibération du 27 juin 2013 au terme de laquelle:

- il prend connaissance de la décision d'attribution du marché prise par le Collège communal en sa séance du 13 juin 2013;
- il confirme ce choix en désignant, conformément à l'article 50§1er du CWATUPE, la scrl Survey & Aménagement comme auteur de projet agréé pour l'élaboration du PCAR et du rapport sur les incidences environnementales;

Etat d'avancement et poursuite de l'étude

Vu la décision du Collège communal, prise en sa séance du 10 octobre 2013, au terme de laquelle il:

- prend connaissance de l'avancement de l'étude consistant en l'élaboration d'un premier avant-projet du PCAR (rapport relatif à la situation existante de fait et de droit et rapport relatif aux options d'aménagement);
- marque son accord sur la poursuite de l'étude;

- autorise l'auteur de projet à introduire sa déclaration de créance portant sur le paiement de la première tranche relative à 30% du montant du marché;

Adoption de l'avant-projet de PCAR et du projet de contenu du rapport sur les incidences environnementales (RIE)

Vu sa délibération du 14 novembre 2013 au terme de laquelle, sur la proposition du Collège communal formulée en sa séance du 07 novembre 2013, il adopte l'avant-projet de PCAR ainsi que le projet de contenu du RIE et sollicite sur ceux-ci l'avis de la CCATM et du CWEDD;

Avis de la CCATM et du CWEDD

Vu l'avis rendu le 26 novembre 2013 par la CCATM;

Vu le courrier du CWEDD daté du 27 novembre 2013 par lequel il l'informe de sa décision de ne pas remettre d'avis à ce stade et de ce qu'il se prononcera ultérieurement sur le dossier accompagné du RIE dans le cadre de l'article 51 du CWATUPE;

Rapport sur les incidences environnementales (RIE)

Vu le RIE déposé par l'auteur de projet (février 2014);

Vu son résumé non technique ainsi que l'ensemble de ses recommandations et alternatives proposées;

Avant-projet modifié

Attendu, conformément à l'article 50 §2 11° du CWATUPE, que le RIE présente des alternatives possibles à l'avant-projet tel qu'adopté en sa séance du 14 novembre 2013 ainsi que leurs justifications;

Attendu que les alternatives proposées peuvent se synthétiser comme suit :

- alternative n°1: augmentation de 5 mètres de la zone d'espace public le long de la rue Borgnet portant cette zone à 7.60 mètres (2.60 mètres + 5 mètres);
- alternative n°2: augmentation de 2.40 mètres de la zone d'espace public le long de la rue Borgnet portant cette zone à 5 mètres (2.60 mètres + 2.40 mètres);
- alternative n°3: limiter la zone de construction commerciale à l'emprise actuelle du bâtiment "Le Namur";

Attendu de plus que l'alternative présentée d'initiative par l'asbl "Namur 2080" a également été prise en compte et analysée par l'auteur de projet;

Vu la délibération du Collège communal du 14 février 2014 au terme de laquelle il:

- prend connaissance du RIE et de l'ensemble de ses recommandations et alternatives;
- décide de retenir à ce stade le principe d'augmenter la zone d'espace public le long de la rue Borgnet et de fixer cette zone à une largeur de 4.80 mètres, cette cote permettant de se rallier à celle indiquée dans l'esquisse de réaménagement de la rue Borgnet reprise en page 256 du RIE s'inspirant d'une proposition formulée par le service communal de la Mobilité et offrant une meilleure répartition de l'espace public pour tous les types d'usagers (piétons, cyclistes, bus, voitures);
- transmet le dossier complet accompagné du RIE pour avis au Fonctionnaire délégué;

Avis du Fonctionnaire délégué

Attendu que le dossier complet accompagné du RIE a été déposé auprès du Fonctionnaire délégué en date du 14 février 2014;

Vu le courrier daté du 20 février 2014 du Fonctionnaire délégué au terme duquel il émet un avis favorable sur l'avant-projet de PCAR moyennant la prise en compte des deux remarques suivantes:

- le PCAR fait référence à la situation cadastrale de certains biens (notamment dans l'article II.1.5.). Cette situation cadastrale étant sujette à évolution, il y faut l'intégrer au dossier ou trouver un autre moyen de représentation;
- en termes de matériaux de toitures (article II.1.6.), la remarque relative aux toitures végétalisées n'apporte rien et est donc inutile;

Adoption provisoire

Vu l'article 51§1er du CWATUPE indiquant que, sur base d'une analyse de la situation de fait et de droit, et après avis du Fonctionnaire délégué, le Conseil communal adopte provisoirement le projet de PCAR accompagné du rapport sur les incidences environnementales et charge le Collège communal de le soumettre à enquête publique;

Attendu, quant à l'avis émis par le Fonctionnaire délégué, que ses remarques paraissent fondées ; qu'il y a dès lors lieu d'adapter l'avant-projet afin d'en tenir compte, comme suit:

- le texte des options a été modifié afin de renvoyer au plan de la situation cadastrale tel que repris dans le rapport sur la situation existante, ce qui permettra d'identifier sans équivoque les bâtiments concernés et ce, quelle que soit l'évolution future de la situation cadastrale;
- le texte des options a été modifié afin de supprimer la référence aux toitures végétalisées au point II.1.6. «Toitures» et ce, d'autant plus que le point II.1.7. «Matériaux» précise clairement que: «Des éléments végétaux peuvent compléter les matériaux principaux.»;

Attendu, quant à la prise en compte des alternatives proposées par le RIE, qu'il y a lieu de confirmer la décision du Collège communal précitée, prise en sa séance du 14 février 2014, de retenir le principe d'augmenter la zone d'espace public le long de la rue Borgnet et de fixer cette zone à une largeur de 4.80 mètres, cette cote permettant de se rallier à celle indiquée dans l'esquisse de réaménagement de la rue Borgnet reprise en page 256 du RIE s'inspirant d'une proposition formulée par le service communal de la Mobilité et offrant une meilleure répartition de l'espace public pour tous les types d'usagers (piétons, cyclistes, bus, voitures);

Attendu, quant à la prise en compte des recommandations du RIE, que l'avant-projet, tel qu'adopté en sa séance du 14 novembre 2013, a été adapté et modifié principalement comme suit:

- préciser les options en matière de gabarits : le texte des options a été adapté afin de différencier en quatre zones les gabarits imposés (point II.1.3.);
- préciser les options en ce qui concerne l'actuel C&A: (points II.1.1. - II.1.3. et II.1.5.) le texte des options a été adapté afin, d'une part, de conserver les espaces de circulation piétonne sous les porte-à-faux du bâtiment et, d'autre part, de limiter les gabarits et de conserver les caractéristiques architecturales des façades sud et ouest;
- préciser les options en matière d'affectation : le texte des options a été adapté afin de préciser la totalité des affectations de la zone de construction commerciale (point II.1.1.);
- augmenter l'emprise de la zone de l'espace public le long de la rue Borgnet : le texte des options et le plan de destination ont été adaptés afin de prendre en compte sa décision du 14 février 2014 précitée (augmentation de la zone d'espace public le long de la rue Borgnet - largeur de 4.80 mètres);

Modalités d'enquête publique

Attendu que les modalités d'enquête publique porteront sur:

- la période allant du 31 mars au 30 avril 2014 inclus;
- la tenue d'une séance d'information à la population le 31 mars 2014 à 18h00 et d'une séance de clôture d'enquête publique le 30 avril 2014 à 18h00, toutes deux en la salle du Conseil communal et présidées par M. l'Echevin en charge de l'aménagement du territoire;

- la mise à disposition du dossier aux fins de consultation par la population en la salle du Conseil communal du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et le samedi de 8h30 à 12h00;
- l'affichage aux valves de l'hôtel de Ville de l'avis d'enquête publique, sa parution dans trois quotidiens et un journal publicitaire distribué gratuitement à la population ainsi qu'un affichage sur les lieux dans et autour du périmètre du PCAR;
- la mise à disposition sur Internet des documents soumis à enquête publique;

Sur la proposition du Collège communal formulée en sa séance du 27 février 2014 ;

Après examen et pondération des éléments ci-dessus développés,

Adopte provisoirement le projet de PCAR «Ilot Square Léopold» et charge le Collège communal de le soumettre à enquête publique selon les modalités précitées en application des articles 51 et 4 du CWATUPE.

32. Jambes, Plateau de Belle-Vue: mise en œuvre d'une zone d'aménagement communal concerté – adoption d'un rapport urbanistique et environnemental et de la déclaration environnementale

M. le Bourgmestre:
Le Plateau de Belle-Vue à Jambes. Pas de problème?

Monsieur Nahon, Madame Collard et Monsieur Etienne.

M. E. Nahon, Conseiller communal MR:
Brièvement. J'ai bien entendu les réponses apportées par le Collège par rapport à ce dossier. A ce stade, je les comprends et je les partage mais je ne vais pas non plus tourner autour du pot.

Je serai, pour ma part, le moment venu et sans doute avec plusieurs de mes collègues du MR, particulièrement attentif au dossier en privilégiant la fourchette de densité la plus basse possible, compte tenu, notamment, des problèmes de mobilité.

Un petit mot encore concernant la mobilité, j'entends ici et là qu'il serait, à l'avenir, à nouveau question de réduction du nombre de bandes de circulation de la nationale 4. Il va sans dire que pareille alternative serait, pour nous, totalement inacceptable.

Je vous remercie.

M. le Bourgmestre:
Merci.

Madame Collard, je vous en prie.

Mme F. Collard, Conseillère communale PS:
Monsieur le Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Echevins,
Mesdames et Messieurs,

Au risque de répéter certains éléments et je m'excuse de revenir avec certains, mais ceux-ci me paraissent tellement importants, dans la mesure où nous devons nous positionner ce soir sur la mise en œuvre d'une zone d'aménagement communal concerté, c'est-à-dire une réserve d'habitats mise en œuvre selon le principe du schéma de structure.

Il s'agit donc d'une propriété en partie communale de 11 hectares qui comprendrait du logement, une crèche et une école.

On ne parle donc pas d'un petit lotissement d'une dizaine d'habitations, mais bien de 400 logements, soit grosso modo un bon millier d'habitants supplémentaires.

En grand défenseur des politiques du logement, le PS est favorable à la construction d'un nouveau quartier équipé de services, s'intégrant parfaitement avec le bâti existant et en parfaite concertation avec les riverains.

Or, à la vue du nombre de concitoyens qui étaient rassemblés ce jour, du nombre d'interpellations que notre groupe a reçues et suite à l'interpellation citoyenne, en entame de ce Conseil, nous ne pouvons que constater que cette concertation n'est pas satisfaisante.

Peut-être avez-vous une nouvelle fois confondu concertation avec explication, Monsieur l'Echevin, le professeur Gavroy ? En effet, il ne suffit pas d'écouter, il faut aussi entendre.

A la lecture du dossier qui nous est présenté, on comprend d'autant mieux le dépit des riverains que leurs nombreuses questions restent souvent sans vraies réponses, les renvoyant par exemple régulièrement à des études ultérieures.

Bref beaucoup d'incertitudes, voire d'incohérences qui dans un projet d'une telle envergure peuvent vite devenir une véritable catastrophe pour l'avenir.

Vous venez de dire que la zone tampon comprendra exclusivement des maisons unifamiliales. Pouvez-vous garantir aux riverains qu'il y aura bien 60% de maisons unifamiliales?

J'insiste sur maisons unifamiliales sur cette zone.

Ensuite, vous dites vouloir vous rapprocher du concept d'un éco-quartier qui fonctionne très bien, Fribourg. Mais voici une belle incohérence puisque Fribourg est en dehors de toute zone urbanisée.

Le Plateau de Belle-Vue est loin d'être dans ce cas de figure ce qui est capital en termes de mobilité, d'offres de services et d'homogénéité urbanistique.

Une autre incohérence que j'ai pu relever concerne l'école prévue à ce jour pour 450 élèves.

Comment ne pas prévoir dès maintenant l'extension de celle-ci en réservant 1 voire 2 parcelles ? J'aimerais savoir ce qu'en dit l'Echevin des Bâtiments, Monsieur Auspert.

En égouttage, il est dit que les études liées à l'évacuation des eaux et de lagunage ne sont pas encore réalisées.

Comment pouvez-vous alors déterminer la surface du lagunage dans la ZACC ?

Comment reporter une question environnementale sur le traitement des eaux noires dans un rapport urbanistique environnemental ?

La mobilité, enfin, en plus de l'école et de la crèche, on sait qu'il y aura des logements familiaux, des appartements, des studios. Un minimum de 400 véhicules en plus du charroi de l'école et de la crèche et tout ça sans le moindre parking proche prévu. En sachant que la N4 est déjà saturée aujourd'hui, comment allez-vous gérer cela?

Une fois, permettez-moi de vous dire que vous mettez la charrue avant les bœufs.

Il est évident que toutes ces nouvelles personnes mais plus encore les parents se rendant à la crèche ou à l'école iront se garer au plus près et n'hésiteront pas à squatter les rues tranquilles du Camp ou Plantain ou autres.

J'entends bien que la Ville a la volonté de créer une ligne de bus à haute fréquence, en concertation avec le TEC, qui revoit, par un schéma directeur de réorganisation, son réseau. Mais rien n'est fait à l'heure actuelle et il faut savoir qu'une nouvelle ligne de bus coûte plus ou moins 1 million d'euros.

Toujours en termes de mobilité, l'étude statistiques ne prend pas en considération la part de la population non occupée, donc des personnes qui ne se rendent plus au travail. Elles représentent 45,44%. Cette part de la population ne se rend plus au travail mais elle est active. Il faut donc en tenir compte.

Dans votre déclaration de politique communale, vous dites qu'une étude de mobilité sera faite pour tout Namur. Voilà 7 ans maintenant que vous êtes à la manœuvre et nous n'avons pas la moindre chose tangible à ce jour sur la mobilité et sur une vraie politique de celle-ci.

Soit, il est évident que la voiture sera bel et bien le moyen de locomotion le plus utilisé pour ces personnes et pour les parents qui viennent et viendront conduire leurs têtes blondes à la crèche et à l'école.

Bref, autant d'incohérences et de questions sans réponse, M.Gavroy, qui nous font craindre que ce Plateau de Belle-Vue ne devienne le plateau de la bévue !

Merci.

M. le Bourgmestre:
Merci et bravo pour le jeu de mots.

Monsieur Etienne, vous avez la parole.

M. J. Etienne, Conseiller communal cdH:
Merci Monsieur le Bourgmestre.

Dans ce dossier, qui est quand même un dossier majeur, il est normal que les riverains s'interrogent. Nous en avons eu une excellente illustration avec l'intervention de Monsieur LAURENT tout à l'heure, qui a posé un certain nombre de questions.

Je ne me permettrai pas de les juger, mais je pense que la plupart étaient quand même pertinentes.

Si des questions et des remarques se sont faites pendant l'enquête publique, c'est une bonne chose.

Je crois que notre collègue, Monsieur Dupuis, a rappelé la portée d'une enquête publique. C'est à cela que cela sert et cela éclaire aussi l'autorité publique. Je crois que c'est suite à ces remarques qu'un certain nombre de modifications ont été apportées dans le document soumis à l'examen du Conseil communal.

Cela dit, il subsiste encore – personne ne s'en cache – des interrogations. Je pense que c'est la responsabilité du Collège et plus particulièrement de l'Echevin, d'y répondre clairement, le plus tôt possible. Au terme de l'étude d'incidences qui sera faite, cela permettra d'être un peu plus précis dans les réponses à apporter aux riverains.

Sachons aussi que le rapport urbanistique et environnemental, c'est un document d'orientation. C'est à la fois une bonne et une mauvaise chose si l'on se place du point de vue des riverains.

C'est une bonne chose parce que rien n'est cliché, rien n'est définitivement coulé dans le bronze mais d'un autre côté, on a une part d'incertitude qui subsiste.

Même si c'est un document qui n'a pas valeur normative, il n'en aura pas moins une certaine valeur indicative pour l'autorité régionale qui est amenée à délivrer, in fine, le permis.

Précisément et c'est très important, la maîtrise du permis ne sera pas dans le camp de la Ville, elle sera dans les mains du Fonctionnaire délégué. On doit être terriblement attentif à ce qui se fera dans la suite de la procédure.

Tout le monde y gagnera: la Ville en termes de démocratie, pour faire plaisir à notre ami Antoine Piret, s'il y a un dialogue permanent qui s'installe entre 3 parties: la Ville, le Fonctionnaire délégué et les riverains.

Lors de l'enquête publique, comme je l'ai dit, on a eu un certain nombre d'améliorations qui ont été apportées, au terme de l'enquête publique. Je pense, par exemple, à la suppression de la voirie de transit. Sur le plan de la sécurité et de la convivialité, c'est une très bonne chose. Je crois aussi que l'élargissement de la zone tampon est un acquis important.

Je voudrais aussi souligner que, dans le gros problème que constitue la densité, on a revu quand même cette densité initiale puisque l'on passerait de 434 à une fourchette plus basse, mais qui est quand même encore de 395 à 329 logements.

J'insiste sur l'objectif final qui n'est pas que financier. Les citoyens doivent savoir que, chaque fois que l'on crée un certain nombre de choses par le biais de la Régie foncière, il faut aussi que ce soit un élément – nous ne nous en cachons pas – qui apporte des finances à la Ville.

Plus la Ville engrange des recettes qui ne sont pas prélevées dans les impôts, mieux c'est pour le citoyen. Je crois qu'il faut être conscient de cela.

Si l'on veut aussi accueillir des jeunes ménages, un jeune couple qui travaille et qui a de jeunes enfants, il faut aussi penser à un minimum d'espace vital. Pour ma part, mais je ne suis pas le seul à décider, je pense que l'on devrait quand même tourner son regard vers la partie la plus basse de la fourchette, tout en sachant bien que tout n'est pas nécessairement possible.

Je note aussi, ce qui m'a été dit par l'Echevin lors de sa commission, qu'une zone sera prévue pour les enfants, zone qui sera choisie au sein de la zone d'équipement communautaire, ce que l'on appelle traditionnellement, en termes d'aménagement du territoire: la zone bleue.

Voilà les quelques remarques que je souhaitais faire à ce stade, Monsieur l'Echevin, Mesdames et Messieurs du Collège.

M. le Bourgmestre:
Merci Monsieur Etienne.

Monsieur Dupuis, vous avez la parole.

M. P-Y. Dupuis, Conseiller communal indépendant:
Je trouve que l'intervention de Monsieur Christian LAURENT, au début de Conseil, était tout à fait pertinente.

Il a bien résumé les attentes des riverains, on l'a souligné, mes collègues l'ont souligné, Monsieur Nahon, Madame Collard et Monsieur Etienne, que c'était un beau résumé.

Je tenais à dire ceci: je pense que l'urbanisation du Plateau de Belle-Vue doit le plus possible s'intégrer au quartier actuel et non l'inverse. Il faudrait essayer que cela colle le plus possible dans ce sens-là parce qu'il y a des attentes derrière.

On peut faire de l'urbanisation intelligente si l'on colle au quartier actuel ou si on le développe de manière hyper constructive, comme l'a souligné à l'instant Monsieur Etienne.

M. le Bourgmestre:
On souscrit effectivement à cette approche, que le nouveau quartier qui tienne compte de son environnement, plutôt que l'inverse: pas de difficulté de ce point de vue-là. C'est aussi l'option que l'on souhaite partager, n'ayez crainte.

Monsieur Gavroy, je vous en prie.

M. l'Echevin A. Gavroy:
Je vais répondre ponctuellement aux différentes questions, en soulignant tout de même la bonne tenue des débats. Ce n'est pas facile, on est à 2 mois des élections, c'est un sujet qui est très sensible au point de vue de la sensibilité de chacun par rapport à son vécu et à son habitat. Et ce n'est pas facile pour nous, élus, de prendre position dans un contexte comme cela.

J'ai écouté l'intervention des riverains, je les ai déjà entendus, je les connaissais un peu, on s'est vu à 4 reprises, on s'échange des mails, etc. Je souhaite que l'on continue le dialogue, j'ai même invité les représentants des riverains à notre excursion en Hollande, le 2 avril, pour qu'ils voient avec nous ce que donne un éco-quartier de 300 logements. Même si, l'architecture hollandaise est une chose et l'architecture belge en est une autre.

Voilà l'ambiance. Il faut absolument que l'on garde cette sérénité mais elle doit être dans les 2 camps et garder la tête froide sur le sujet, chers collègues.

Je l'ai dit tout à l'heure et je le redis: dans le document de départ, il s'agissait bien de 60% de maisons unifamiliales. Je vais même vous dire: c'est moi qui l'ai demandé. Ceux qui faisaient déjà partie du Conseil communal lors de la précédente législature le savent, j'ai fait des études démographiques sur

la commune, j'ai pointé le handicap que nous avions par rapport aux autres communes – Monsieur Etienne acquiesce – que nous avions dans les 30, 35 ans et jusqu'à l'âge de 55 ans, nous avons moins de namurois que les autres communes qui nous environnent. Il y a donc une fuite de nos gens actifs, dynamiques. Cela n'est plus permis de continuer comme cela.

Voilà la raison pour laquelle on pousse le raisonnement avec les maisons unifamiliales et pourquoi pas des appartements 3 chambres en plus, cela peut aussi être utile.

Deuxièmement, Madame Collard, il y aura bien des espaces prévus pour des équipements communautaires, si vous avez été attentive au plan qui a été projeté. Il y aura encore tout à fait moyen de le faire.

Troisièmement, Monsieur Nahon, concernant la N4 (le grand boulevard, pas la chaussée qui coupe le Plateau de Belle-Vue), il y a deux réflexions: la N4 est régionale. C'est la Région qui l'aménagera et qui nous dictera la manière dont ils l'aménagent.

Aujourd'hui, il y a un trafic de transit assez intense et il y a de plus en plus d'habitants à Erpent qui disent qu'il serait quand même temps de l'aménager pour que l'on ait un boulevard urbain un peu apaisé et pas toujours cette autoroute devant chez eux. Mais le débat n'est pas là aujourd'hui, je voulais juste le dire parce que nous ne sommes pas à la manœuvre à ce point de vue-là.

Concernant Fribourg, Madame Collard, c'est bien dommage que vous n'étiez pas venue avec nous il y a déjà 6 ans. Ce n'est pas dans les champs de patates, c'est une des villes les plus importantes d'Allemagne. Elle est de la grandeur de Liège et on y vit 2 fois mieux qu'à Namur.

Il y aura bien du stationnement, évidemment, cela va être étudié. Le souci est qu'aujourd'hui, on ne s'accorde pas sur un avant-projet, encore moins sur un projet, on s'accorde juste sur une procédure qui nous permet de dire que cette réserve d'habitats, on la met en priorité d'urbanisation et que l'on peut alors passer à un avant-projet.

Je voudrais terminer en recadrant un peu le débat. Je n'ai pas eu le temps de le dire lors de l'intervention, puisque la question des riverains portait sur les chiffres. Pour expliquer les chiffres, il fallait utiliser les 10 minutes.

Ce Plateau de Belle-Vue, c'était la propriété de l'ancienne commune de Jambes. D'ailleurs, les riverains ont acheté à l'ancienne commune de Jambes pour urbaniser, à l'époque, un terrain qui n'était pas du tout urbanisé.

A la fusion des communes, le terrain fût versé dans le patrimoine de la Régie foncière de la Ville pour servir de réserve au futur développement urbain et aux infrastructures qui l'accompagnent.

L'accroissement du nombre d'habitants, il faut bien avoir cela en tête, est de 1.000 par an, depuis de très nombreuses années.

La pression démographique va en s'accentuant, sur les centres urbains et spécialement sur notre commune. Elle est idéalement située au centre de la Wallonie et son expansion – on ne cesse de le rappeler et de le vouloir – est boostée par notre statut de capitale régionale.

Tout cela nous oblige à ouvrir de nouveaux lotissements, tout en encourageant – et nous le faisons aussi – la rénovation urbaine de nos anciens quartiers.

C'est d'autant plus nécessaire, je l'ai dit, que notre ville doit répondre à l'urgent besoin de récupérer et de satisfaire la demande de nos jeunes de 30-35 ans, qui cherchent une maison mais qui n'en trouvent pas sur notre territoire ou pas dans les prix de leurs moyens financiers.

Il faut aussi penser à offrir des appartements à des prix ou à des loyers raisonnables, en adéquation avec les moyens modérés d'autres jeunes, de familles recomposées, monoparentales, les personnes âgées qui désirent tous vivre à proximité de la ville, de ses services, de ses équipements, de lignes de bus et d'une gare, pourquoi pas, dans des habitats compacts, à l'isolation performante.

Les temps changent. De plus en plus de nos concitoyens ne savent plus nouer les deux bouts.

Dans d'autres Conseils communaux, l'opposition le dit, l'Echevine de la Cohésion sociale le dit, elle plaide aussi pour le logement, le Président du CPAS aussi.

Souvenons-nous de ce que l'on dit parfois, dans d'autres Conseils.

Ces citoyens, nos concitoyens ont de plus en plus de mal à nouer les deux bouts et reportent sans cesse des choix d'avenir en raison des coûts de leur logement, de leurs déplacements, de leur chauffage.

Il devient donc essentiel et primordial de réfléchir à une autre urbanisation, socialement plus juste – je le dis notamment pour les socialistes – écologiquement plus durable, je le dis pour tout le monde et économiquement plus en adéquation avec le pouvoir d'emprunt de notre population, sa capacité à payer un loyer.

Lorsque l'autorité publique a la chance de posséder un terrain de plusieurs hectares, si bien situé, si bien orienté. Elle ne peut oublier qu'elle agit pour l'intérêt général et pour l'avenir. Elle ne peut gâcher une telle opportunité de satisfaire un des plus légitimes besoins de sa population: l'accessibilité à un logement de qualité, dans un quartier de qualité, à proximité immédiate du centre de Jambes.

Nous sommes d'ailleurs, tous les partis confondus ici, déjà engagés dans cette voie sur le Plateau en décidant à l'unanimité la construction d'une crèche et d'une école communale. Qui ira dans cette crèche et dans cette école communale? Tous peuvent y aller mais les futurs enfants de l'éco-quartier seront les premiers concernés pour y aller.

Je vous demande à tous de réfléchir à cet ensemble de données. Il faut que l'on arrive à se convaincre les uns, les autres et à joindre les intérêts des riverains, des futurs habitants et les intérêts aussi de l'autorité publique, en tout cas ses obligations et ses devoirs.

M. le Bourgmestre:
Merci Monsieur l'Echevin.

C'est important, là aussi, de bien éviter d'avoir un vote qui n'est pas sur l'objet requis. On est bien, ici, en train d'approuver une étape d'un processus administratif pour pouvoir, vis-à-vis de la Région, recevoir le feu vert pour enclencher le processus d'urbanisation.

On n'est nullement en train de valider un projet ou un avant-projet. On donne des balises qui seront-elles-mêmes largement revues, à la lumière des étapes ultérieures du processus.

Il ne faut pas qu'il y ait d'amalgame sur la démarche.

Monsieur Defeyt, je vous en prie.

M. le Président du CPAS, P. Defeyt:
Un petit mot, merci Monsieur le Président.

Si j'ai bien compris, dans le débat il y a 3 grandes dimensions: densité, mobilité, égouttage. J'ai cru comprendre que les 3 sont mêlées.

J'ai quand même assisté un peu aux discussions de préparation. Il est évident que le Collège va se pencher de manière attentive sur ces 3 questions.

Mon intervention ici, c'est comme modeste observateur des réalités sociales. On ne peut pas non plus laisser dire tout et n'importe quoi.

Je pense qu'il y des centaines de milliers de wallons qui seraient bien contents de disposer de 3,5 ares pour leur logement.

Je pense qu'il y a des centaines de milliers de jeunes ménages wallons qui seraient bien contents d'avoir déjà un bout de jardin.

Evidemment, ce n'est pas l'optimum. C'est moins que ce qu'un certain nombre d'entre nous, notamment de notre génération, pouvait se permettre.

Mais je serais heureux qu'il y ait un certain nombre de ménages namurois et surtout de ménages que l'on aura pu retenir, garder ou rapatrier à Namur qui aient une maison qui fait au sol, en général, 1 are

et 2 ares pour les enfants s'ébattre. C'est énorme et c'est beaucoup plus que l'immense majorité des namurois et des wallons aujourd'hui.

M. le Bourgmestre:
Madame Collard, je vous en prie.

Mme F. Collard, Conseillère communale PS:
J'entends bien qu'il ne s'agit pas d'un avant-projet, ni d'un projet. Mais il est légitime de la part des riverains de savoir, dès à présent, comment sera gérer la mobilité, l'égouttage, etc. Alors qu'il y a déjà aujourd'hui, de gros problèmes.

C'est une première chose.

Monsieur Defeyt, je ne pense pas que quelqu'un a dit ici qu'on ne voulait pas voir du logement avec une parcelle. Vous avez dit "je ne peux pas laisser dire n'importe quoi".

M. le Bourgmestre:
Il ne fallait pas vous sentir visée pour autant.

Mme F. Collard, Conseillère communale PS:
Mais je ne me sentais pas visée, justement.
Vous venez de donner toute une série de nouveaux éléments, Monsieur l'Echevin, avec des chiffres dont nous n'avions pas connaissance avant.

Moi ici, en ce qui concerne la densité, je ne comprends pas parce que je n'arrive pas aux mêmes résultats que vous.

Puis-je me permettre de reprendre les chiffres que vous avez donnés tout à l'heure?

M. l'Echevin A. Gavroy:
Oui allez-y.

Ceci dit, les chiffres sont dans le RUE et dans la déclaration environnementale qui était dans le dossier.

Mme F. Collard, Conseillère communale PS:
C'est le pourcentage qui me semble un peu bizarre.

Selon les chiffres: 197 maisons, 36 appartements 3 chambres, 60 appartements 2 chambres et 36 studios.

Si on retire de ce total les 89 habitations des zones tampon, il reste 108 maisons dans la zone centrale.

Les 108 maisons représentent 60% des habitations de la zone centrale.

Si on additionne, on arrive à 132 habitations, ce qui représente 40% des habitations de la zone centrale.

Donc 108 = 60 % et 132 = 40%? J'ai besoin d'un professeur, peut-être.

M. l'Echevin A. Gavroy:
Oui chère élève.

Quand on dit 60% de maisons, c'est sur l'ensemble de la propriété, zone tampon et zone centrale. C'est noir sur blanc dans le RUE.

La zone tampon et la zone centrale, excusez-moi, cela n'a aucune valeur dans le CWATUPE, cela n'a aucune valeur juridique. C'est quelque chose que nous avons introduit en 2009, lorsque nous avons voté ensemble le schéma directeur de l'aménagement durable et toute la zone du sud-est de Namur.

Ceci dit, je rappelle quand même que dans les 150 ans ou 300 ans qui viennent de s'écouler, tous les 50 ans on change de typologie d'habitat. Il faut vivre un peu avec son temps et surtout avec les bénéfices et les besoins de son temps.

On a organisé cette zone tampon au profit des riverains. Mais on n'a pas dit qu'il fallait uniquement mettre des maisons unifamiliales, 60% de maisons unifamiliales en zone centrale. Cela n'a aucun sens. C'est sur l'ensemble de la zone que l'on raisonne depuis le départ.

Même si l'on s'était trompé. Je me retourne vers les riverains qui m'interpellent. On ne s'est pas trompé, mais même si l'on s'était trompé, analysez tous les lotissements qui se font même plus haut que chez vous, à 1 kilomètre de chez vous, il n'y a pas 60% de maisons unifamiliales. Il n'y a pas de 50% de maisons unifamiliales. Je vous l'ai dit, le projet de Lotinvest et de Thomas et Piron est à 40% de maisons unifamiliales.

Ici, on dit 60% d'unifamiliales et il reste 40% pour des appartements. Je ne vois pas en quoi le sujet est problématique.

M. le Bourgmestre:
Monsieur Dupuis, je vous en prie.

M. P-Y. Dupuis, Conseiller communal indépendant:
Deux petites questions, les dernières: un éco-quartier de 200 logements, au lieu d'un éco-quartier de 329 logements, est-ce que c'est encore un éco-quartier?

Et vous avez parlé de crèche et d'école, vous n'avez pas parlé de maison de repos pour les personnes âgées de l'éco-quartier.

M. l'Echevin A. Gavroy:
Deux excellentes questions.

M. le Bourgmestre:
Il est prévu deux maisons de repos un peu plus loin, au bois Willame.

M. l'Echevin A. Gavroy:
Dans la typologie, la Région vient de sortir un référentiel quartier durable. Si vous êtes à 200 logements, on descend en-dessous des 30-35. Vous n'êtes plus dans l'appellation quartier durable puisque la dimension économique est spécialement pour les institutions publiques. Cela doit être pris en compte.

En général, on considère qu'en-dessous de 35 logements à l'hectare, le logement et les impôts que paient les citoyens ne paient pas les infrastructures dont se charge l'autorité. Finalement, tous ceux qui viendront après nous et qui se retrouveront avec beaucoup d'infrastructures et trop peu de densité pour les payer.

Nous étions au MIPIM il y a quelques jours, Idélux présentait des éco-quartiers. 45 logements à l'hectare à Marbehan.

La deuxième question, c'est que par exemple aujourd'hui, on ne sait pas dire. Les appartements pourraient être remplacés par une maison de repos en plein cœur du projet. C'est tout à fait possible. On n'en est pas encore là.

Si j'étais venu devant vous – et je me tourne vers les socialistes – en disant qu'avant de faire le RUE et d'avoir l'autorisation d'urbaniser, je vais utiliser 300.000 € de la Régie foncière pour faire le projet. Vous m'auriez dit que j'étais sot. Que j'allais dépenser des sous avec des bureaux d'études les plus coûteux, on peut aller chercher les grands bureaux, les meilleurs de Bruxelles ou d'Anvers pour faire cela. Vous m'auriez dit que j'étais malade car je n'avais pas encore l'autorisation d'urbaniser.

Donc, chaque chose en son temps. Il faut tout mettre dans le bon ordre. Ce n'est pas la charrue devant les bœufs que vous faites, c'est rien devant la charrue et elle n'avancera pas.

Maintenant, c'est le RUE. Il faut le voter et l'on se retrouvera dans quelques mois voire dans une année parce que l'on va prendre le temps de bien faire ce cahier des charges. On va prendre le temps de toutes les assurances pour faire un superbe projet.

Vous croyez que l'on a l'occasion de rater ce projet. C'est notre seul projet foncier d'ampleur qu'il nous reste en territoire public sur la ville de Namur. Si on le rate, on aura fait un quartier en plus, c'est tout.

Si l'on fait quelque chose de référant, on viendra de partout. Nous voulons une ville innovante.

M. le Bourgmestre:
Merci Monsieur Gavroy.

L'objectif de la démarche n'est pas d'essayer que tout le monde vienne voir le quartier. L'objectif, c'est avant tout d'avoir un aménagement qui soit qualitatif. Pour que cet aménagement soit qualitatif, on a besoin de répondre à des enjeux quantitatifs d'où l'objectif de cette démarche. Le problème c'est que beaucoup aurait envie d'avoir des réponses à toutes les questions et de faire rentrer tous les œufs dans le goulot de la bouteille. On n'en est pas là à ce stade. Je rappelle que l'on a une intention sur un aménagement possible, des balises qui nous permettent de solliciter de la Région wallonne qu'elle nous donne son feu vert.

Je rappelle que même si d'aucun pourrait légitimement trouver qu'une densité peut paraître excessive, elle reste inférieure et largement à ce qui devient de plus en plus préconisé par la Région à travers le SDER.

Donc, il nous faut essayer, pour ne pas se faire imposer une densité trop forte, d'avoir un projet cohérent. Je ne doute pas qu'une fois que l'on aura analysé ne fût-ce que les questions de mobilité, probablement que la fourchette basse s'imposera plus naturellement que la fourchette haute.

On aura, à travers les mois qui viennent puisque l'on est au début d'un processus, largement l'occasion d'avoir toutes les réunions techniques nécessaires, les enquêtes publiques qui sont requises afin de cheminer progressivement et conjointement vers ce schéma. On aura l'occasion, avec les équipes et les étapes successives, de pouvoir ajuster le tire en ce y compris par rapport à la densité, à la typologie de l'habitat – ce qui est aujourd'hui lancé, n'est pas quelque chose de figé.

Madame Tillieux, je vous en prie.

Mme E. Tillieux, Cheffe de groupe PS:
Juste une intervention parce que je vois bien, dans l'ordre du jour, l'adoption d'un rapport urbanistique environnemental et de la déclaration environnementale et vous venez de déclarer que les options du RUE seraient largement revues.

Donc, je suis un peu méfiante. Comment pouvez-vous préjuger, là maintenant, qu'elles seront largement revues si vous nous demandez maintenant de les adopter telles qu'elles. Il y a quelque chose d'étrange dans la manière dont ce dossier est géré.

M. le Bourgmestre:
À partir du moment où il y a une fourchette de plus de 60 unités potentielles de logements, cela donne de la marge pour que le projet soit revu.

Mme E. Tillieux, Cheffe de groupe PS:
Donc, on vote sur n'importe quoi. On nous demande de voter aujourd'hui pour adopter des fourchettes tellement larges qu'elles seront largement revues.

M. le Bourgmestre:
Bien. Y-a-t-il d'autre demande d'intervention. Madame Collard, je vous en prie.

Mme F. Collard, Conseillère communale PS:
Je voulais juste ajouter une chose. Nous retenons et soutenons vraiment la proposition de Monsieur Dupuis, à savoir la question sur la maison de repos. Cela peut être intégré dans le projet.

M. le Bourgmestre:
Le document ne l'empêche nullement dans le futur, une fois que l'on discutera des projets mais l'on n'en est pas là.

Mme F. Collard, Conseillère communale PS:
Je voulais aussi dire qu'il y a toujours beaucoup d'incohérences. J'aurais souhaité – le groupe PS également – le report de ce dossier. Ne fût-ce que pour des chiffres qui, pour nous, ne sont pas vraiment clairs.

M. le Bourgmestre:
L'Echevin aura l'occasion de donner son avis si jamais les chiffres étaient soumis à questionnement. L'enquête publique aura l'occasion aussi de pouvoir le permettre.

Donc, s'il y avait une erreur d'aiguillage quelconque dans l'aspect quantitatif en dehors de l'aspect qualitatif, cela fera l'objet de rectification si cela doit être une source de problèmes ou d'erreurs. Dans l'état actuel des démonstrations, cela ne semble pas être le cas. On va avoir l'opportunité de s'en assurer dans la suite de la procédure.

Je pense que l'on a pu avoir l'occasion d'échanger largement sur le sujet.

Quelle est la position du groupe PS, même si je la subodore?

Mme E. Tillieux, Cheffe de groupe PS:
Ce sera abstention plus que méfiante.

M. le Bourgmestre:
Ok, abstention méfiante.

Monsieur Dupuis?

M. P-Y. Dupuis, Conseiller communal Indépendant:
Abstention constructive.

M. le Bourgmestre:
D'accord.

Monsieur Mathieu, on vient de terminer le débat.

M. P. Mathieu, Conseiller communal cdH:
Ce n'est pas un débat, c'est pour le vote.

M. le Bourgmestre:
Pardon, je vous en prie.

M. P. Mathieu, Conseiller communal cdH:
Les réponses qui ont été données sont très intéressantes, constructives et éclairantes.

Personnellement, je trouve qu'il subsiste des inquiétudes et des interrogations. Je fais confiance au Collège mais je comprends et partage en partie les inquiétudes des riverains. Je ne suis pas candidat aux prochaines élections et pour montrer que je comprends et pour indiquer que je resterai très attentif au dossier, je choisis une abstention positive.

(Applaudissement dans l'assemblée)

M. le Bourgmestre:
Ok. Le reste du groupe? Madame la Cheffe de groupe? Positif. Le MR? Positif. Ecolo? Positif.

Je vous remercie.

Attendu que le plateau de Belle-Vue est en zone d'aménagement communal concerté (ZACC) au plan de secteur, c'est-à-dire une réserve d'habitat à mettre en œuvre de manière prioritaire selon les principes du schéma de structure;

Attendu que les ZACC ne peuvent être mises en œuvre que moyennant l'adoption préalable par le Gouvernement wallon d'un rapport urbanistique et environnemental (RUE);

Attendu que le RUE est un document d'orientation qui exprime, pour toute partie du territoire communal qu'il couvre, les lignes directrices de l'organisation, physique du territoire ainsi que les options d'aménagement et de développement durable;

Attendu, dans la foulée de l'adoption du Schéma directeur d'aménagement durable (SDAD) du Sud-Est de l'agglomération (avril 2009) et dans le respect de ses principes, que la mise en œuvre de la zone porte sur une propriété d'un peu plus de 11ha appartenant à la Régie

foncière, en logements (éco-quartier), crèche et école (déménagement de l'école de Froidebise);

Vu la délibération du Collège communal du 12 mai 2009 au terme de laquelle il déclare le bureau d'études AGORA s.a., 26, rue Montagne aux anges, 1081 Bruxelles, adjudicataire pour l'élaboration du RUE précité;

Vu la délibération du Collège communal du 10 janvier 2013 au terme de laquelle il lui propose de prendre connaissance du RUE et charge le service Urbanisme de soumettre le RUE à enquête publique ainsi qu'à l'avis de la CCATM et du CWEDD;

Vu sa délibération du 24 janvier 2013 au terme de laquelle il prend connaissance du RUE;

Attendu que le RUE a été soumis aux formalités d'enquête publique durant la période allant du 04 mars au 10 avril 2013;

Attendu que 264 réclamations ont été réceptionnées dont 9 en dehors du délai d'enquête publique;

Attendu qu'une réunion d'information publique s'est tenue le 06 mars 2013 et que la séance de clôture de l'enquête publique s'est tenue le 10 avril 2013;

Vu l'avis émis par le CWEDD le 26 mars 2013;

Vu l'avis émis par la CCATM le 01 octobre 2013;

Vu l'article 33§4 du CWATUPE indiquant que le Conseil communal adopte le RUE, accompagné d'une déclaration environnementale résumant la manière dont les considérations environnementales ont été intégrées dans le RUE, les avis, réclamations et observations formulées lors de l'enquête publique ont été pris en considération ainsi que les raisons des choix du RUE compte tenu des autres solutions raisonnables envisagées;

Vu la déclaration environnementale figurant au dossier rédigée en application de l'article 33§4 du CWATUPE précité;

Vu le RUE figurant au dossier, lequel a été adapté aux conclusions et propositions d'adaptation contenues dans la déclaration environnementale;

Attendu, en effet, qu'en suite des résultats de l'enquête publique le RUE a été principalement adapté sur les points suivants :

- le plan d'affectation a été modifié afin de le faire coïncider avec celles prévues au plan de secteur ;
- l'armature urbaine a été revue afin de faire apparaître une réelle hiérarchisation des voiries et réaffirmer la volonté de ne pas créer un axe de transit au travers du nouveau quartier ; cet axe a été redéfini comme axe structurant « mode doux » aménagé comme coulée verte au sein du nouveau quartier ;
- le schéma des affectations a été revu afin de le faire correspondre à la valeur d'orientation de l'outil RUE et ainsi apporter une souplesse dans l'approche des futurs projets d'aménagement de la zone et dès lors un aménagement réfléchi et qualifiant pour la zone et ses riverains ; le même schéma reprend désormais une meilleure gradation dans l'échelle des gabarits par la révision d'un périmètre tampon tenant compte de l'ensemble des habitations déjà présentes sur le site ; certaines habitations avaient été exclues de la zone tampon donnant ainsi le sentiment d'une certaine iniquité dans le choix de la zone ; cette zone tampon a été étendue à l'arrière de la rue du Trèfle, de la rue aux Plantains et de la rue de l'Epeautre ;
- le calcul de la densité (35log/ha) a été revu en prenant en compte trois hypothèses de travail, à savoir :
  - hypothèse n°1 initiale reprise à l'enquête publique (434 logements) ;

- hypothèse n°2 sur le périmètre libre d'urbanisation (périmètre s'étendant à la fois sur la ZACC et sur la zone d'habitat au plan de secteur - 395 logements) ;
- hypothèse n°3 tenant compte distinctement de la zone tampon (créée en bordure des constructions existantes afin d'assurer une progressivité de la densité entre les quartiers existants peu denses et les nouveaux quartiers plus denses – densité de 20log/ha) et de la zone centrale (329 logements) ;

la densité telle que présentée lors de l'enquête publique est écartée dans la mesure où elle apportera un brusque changement de gabarit et ne permettra pas de répondre aux objectifs développés au travers du schéma directeur en terme de gabarits adaptés au contexte local et de qualification de quartiers espacés et verdoyants ; sur base des hypothèses n°2 et 3, le RUE prévoit une fourchette comprise entre 329 et 395 logements sur le périmètre libre d'urbanisation ; dans la zone centrale, il est conseillé de répartir ces logements en 60% de logements familiaux, 25% d'appartements et 15% de studios 1 chambre, dans la zone tampon, il est recommandé d'implanter principalement des maisons ;

Attendu que le RUE démontre à suffisance la nécessité d'urbaniser cette ZACC avant les autres, confirmant ainsi l'option retenue lors de l'adoption du schéma de structure d'identifier cette ZACC dans celles dont l'aménagement est prioritaire ; que le RUE est par nature est un outil d'orientation de l'aménagement de la zone qui se doit de ne pas être trop fermé afin de permettre de favoriser la qualité des projets à venir dans le respect de leur contexte environnant et des habitations existantes ; que la densité a finalement été arrêtée dans une fourchette allant entre 329 et 395 logements sur le périmètre libre d'urbanisation afin de rencontrer cet objectif de qualité des projets à venir ;

Après examen et pondération des éléments ci-dessus développés,

Sur proposition du Collège du 27 février 2014,

Adopte le RUE et la déclaration environnementale qui l'accompagne.

Transmet le dossier complet pour avis au Fonctionnaire délégué.

REGIE FONCIERE

33. <u>Malonne: droit de chasse – location 1</u>

Attendu que la Ville est propriétaire de bois sis à Malonne cadastrés section B n° 452E et section A n° 334-D2, 334N2, 341H, 341K, 448A3 et 394Z2pie pour une superficie de 13 ha 08 a;

Attendu que ces parcelles ne font pas l'objet de baux de chasse;

Attendu qu'à la suite de la multiplication des dégâts de sanglier, la Ville risque tôt ou tard d'être appelée à la cause et de devoir intervenir financièrement dans le cadre des frais importants résultant des dégâts occasionnés par le gibier dans les jardins et terres de culture dans la zone avoisinante (les interventions en pareil cas ne se limitant pas aux parcelles contigües du bois);

Attendu que le bois communal ayant une superficie inférieure à 50 ha ne peut être loué qu'aux seules personnes habilitées à chasser sur les territoires avoisinants;

Vu le courriel du 24 juin 2013 de la DNF informant que le bois communal ne vaut pas plus de 10 €/ha/an;

Attendu que la chasse voisine du bois communal est louée au chasseur, titulaire du droit de chasse sur les propriétés agricoles de Remontjoie, les bois de Saint-Berthuin et le Bois domanial de la Vecquée, propriétés jouxtant le bois communal dont références reprises ci-dessus, seul titulaire ayant la possibilité de constituer un territoire de 50 ha à cet endroit;

Attendu que la DNF a fait savoir que ce chasseur était intéressé pour louer les parcelles reprises ci-dessus bordant les propriétés sur lesquelles il est titulaire du droit de chasse dans le but d'aller chercher les compagnies de sangliers qui se réfugient aujourd'hui dans ces massifs forestiers où ils se sentent en sécurité puisqu'ils n'y sont pas chassés;

Vu le projet de cahier des charges portant le n° RF 2014/6{3}-06-2 pour la location du droit de chasse en forêt communale sis à Malonne, joint au dossier;

Vu l'article L-1222-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du Collège communal du 27/02/2014,

1° Approuve le cahier des charges n° RF2014/6 {3}-06-2 pour la location du droit de chasse du bois communal pour une superficie de 13ha 08a;

2° Décide de louer de gré à gré, pour une période débutant le 1/7/2014 (date de prise en cours de la saison cynégétique) pour se terminer le 30/6/2023, le bois communal d'une superficie de 13 ha 08a reprenant le Bois de Clinchant (1ha 42a), le Bois de la Navinne (8ha 66a), le Bois de Maupetin (2ha 41a) et le Bois du Malpas (59a) moyennant un loyer indexé de 130,80€ par an et suivant les conditions fixées par le Cahier des charges;

34. Malonne: droit de chasse – location 2

Attendu que la Ville est propriétaire de bois sis à Malonne cadastrés section A n° 59a, 69b2, 97b, 98b, 99a, 100, 144k, 168t, 252c, 246f pie pour une superficie de 18 ha 21 a;

Attendu que ces parcelles ne font pas l'objet de baux de chasse;

Attendu qu'à la suite de la multiplication des dégâts de sanglier, la Ville risque tôt ou tard d'être appelée à la cause et de devoir intervenir financièrement dans le cadre des frais importants résultant des dégâts occasionnés par le gibier dans les jardins et terres de culture dans la zone avoisinante (les interventions en pareil cas ne se limitant pas aux parcelles contigües du bois);

Attendu que le bois communal ayant une superficie inférieure à 50 ha ne peut être loué qu'aux seules personnes habilitées à chasser sur les territoires avoisinants;

Vu le courriel du 24 juin 2013 de la DNF informant que le bois communal ne vaut pas plus de 10 €/ha/an;

Attendu que la chasse voisine du bois communal est louée à un chasseur, propriétaire de la plupart des blocs boisés et agricoles et locataire de certaines propriétés boisées privées qui bordent le bois communal, seul titulaire ayant la possibilité de constituer un territoire de 50 ha à cet endroit;

Attendu que la DNF a fait savoir que ce chasseur était intéressé pour louer les parcelles reprises ci-dessus jouxtant les propriétés sur lesquelles il est titulaire du droit de chasse dans le but d'aller chercher les compagnies de sangliers qui se réfugient aujourd'hui dans ces massifs forestiers où ils se sentent en sécurité puisqu'ils n'y sont pas chassés;

Vu le projet de cahier des charges portant le n° RF 2014/6{3}-06-1 pour la location du droit de chasse en forêt communale sis à Malonne, joint au dossier;

Vu l'article L-1222-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du Collège communal du 27/02/2014,

1° Approuve le cahier des charges n° RF2014/6 {3}-06-1 pour la location du droit de chasse du bois communal pour une superficie de 18ha 21a;

2° Décide de louer de gré à gré, pour une période débutant le 1/7/2014 (date de prise en cours de la saison cynégétique) pour se terminer le 30/6/2023, le bois communal d'une superficie de 18 ha 21a reprenant le Bois de la Folie (97a); le Bois du Tombois (12ha96a), le Bois de la Taille

des Sarts (3ha39a), le Bois d'insevaux (89a) moyennant un loyer indexé de 182,10 € par an et suivant les conditions fixées par le Cahier des charges.

CITADELLE

35. <u>Restauration des murailles, des souterrains et de monuments spécifiques: projet d'accord-cadre 2013-2022</u>

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et en notamment l'article L1122-30 ;

Vu le Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie, et en particulier son article 216 stipulant que « lorsque la région intervient dans le coût des frais de restauration d'un bien inscrit sur la liste du patrimoine exceptionnel, elle peut conclure un accord-cadre avec le maître de l'ouvrage. » :

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 juillet 1993 relatif au subventionnement des travaux de conservation des monuments classés, et en particulier son article 3 §2 fixant à 95% le taux de subventionnement des travaux portant sur les biens inscrit sur la liste du patrimoine exceptionnel, et son article 3 §3 spécifiant les éléments devant obligatoirement être compris dans un accord-cadre ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement wallon du 19 février 1991 classant en partie la Citadelle de Namur comme site ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement wallon du 2 mai 1996 classant comme monument plusieurs éléments de la Citadelle de Namur ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement wallon du 7 février 2013 arrêtant la liste du patrimoine immobilier exceptionnel de la Région wallonne dont la Citadelle de Namur fait partie ;

Vu la délibération du Collège communal en date 27 juin 2013 marquant son accord de principe sur les projets de dossier d'accord-cadre l'un portant sur une durée de 8 ans et intervention régionale annuelle d'un million d'euros, le second portant sur une durée de 10 et une intervention régionale annuelle d'un millions d'euros et chargeant le Bourgmestre, l'Echevin de la Citadelle et le service Citadelle de poursuivre les contacts avec le Ministre du Patrimoine et le Service Public de Wallonie en vue de la conclusion d'un accord-cadre pour la restauration de la Citadelle de Namur et de faire rapport au Collège ;

Vu la décision du Gouvernement wallon du 21 novembre 2013 approuvant le projet d'accord-cadre 2013-2022 entre la région et la Ville de Namur pour la mise en œuvre du projet de restauration de la Citadelle de Namur ;

Vu le projet de convention d'accord-cadre 2013-2022 et ses annexes, pour la restauration des murailles, des souterrains et de monuments spécifiques de la Citadelle de Namur ;

Vu le rapport du service Citadelle en date du 21 février 2014 ;

Vu l'avis du Directeur financier du 26 février 2014 ;

Considérant que les éléments de la Citadelle de Namur, classés comme monuments et inscrits sur la liste du patrimoine exceptionnel requièrent d'importants travaux de restauration et ce sur une période continue et que la conclusion de cet accord-cadre 2013-2022 permettra de répondre à ce besoin ;

Considérant que ce projet s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la Déclaration de Politique communale (DPC) adoptée par le Conseil en date du 17 décembre 2012 ;

Considérant que ce projet intervient également dans la cadre de la mise en œuvre de l'objectif n°10 du Programme Stratégique Transversal (PST) de la Ville, approuvé par le Conseil

communal en séance du 5 septembre 2013, concernant plus particulièrement « Faire de notre patrimoine immobilier exceptionnel ou majeur un atout d'attractivité pour Namur» ;

Sur proposition du Collège en séance du 27 février 2014,

MARQUE SON ACCORD sur le projet d'accord-cadre 2013-2022 entre la Wallonie et la Ville de Namur portant sur la restauration des murailles, des souterrains et des monuments spécifiques de la Citadelle de Namur, pour un montant de 10.000.000 € d'intervention régionale sur 10 ans.

DEPARTEMENT DE GESTION FINANCIERE

ENTITES CONSOLIDEES

36. Asbl Les Merles: compte 2011 et contrôle de l'utilisation des subventions

Attendu que le Conseil communal, en séance du 20 décembre 2010, a octroyé à l'ASBL Les Merles (n° d'entreprise 0830.827.368), sise Place Ryckmans, 26 à 5000 Namur, un subside de 40.000,00 euros à titre d'aide financière pour le fonctionnement et le développement de l'Ecole des Jeunes et, en particulier, le maintien de son label fédéral, pour sa participation aux compétitions nationales pendant la saison 2010-2011;

Vu les articles L3331-1 à 9 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation (CDLD) - Loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions;

Vu la délibération du Collège communal du 10 janvier 2006 relative à la procédure de contrôle de l'octroi et de l'utilisation des subventions communales;

Vu le rapport du Département de Gestion financière du 06 février 2014 ;

Attendu que le compte arrêté au 30 juin 2011 de l'ASBL Les Merles présente la situation financière suivante:

Compte de résultats	
Libellés	Compte au 30 juin 2011
Produits	
Produits d'exploitation	184.016,22 €
Autres produits (Produits financiers et exceptionnels)	40.000,00 €
Total	224.016,22 €
Charges	
Charges d'exploitation	394.274,25 €
Autres charges (financières et exceptionnelles)	4.261,49 €
Total	398.535,74 €
Résultat	- 174.519,52 €

Bilan :	
Libellés	Compte au 30 juin 2011
Actif	
Total Actif	51.920,96 €

dont : Valeurs disponibles	5.137,59 €
Passif	
Total du Passif	51.920,96 €
dont : résultat de l'exercice :	- 174.519,52 €
Résultat cumulé	- 174.519,52 €

Attendu que le subside a été justifié par des factures probantes à hauteur de 42.420,43 euros ;

Sur proposition du Collège du 20 février 2014,

1. prend connaissance du compte arrêté au 30 juin 2011 de l'ASBL Les Merles, sise Place Ryckmans, 26 à 5000 Namur et reprise à la Banque Carrefour sous le numéro d'entreprise 0830.827.368 ;
2. demande à l'ASBL de prendre en considération les remarques du Département de Gestion financière (Cellule de Contrôle des Subventions) et notamment :
   - de respecter le plan comptable normalisé des ASBL,
   - de mettre en place des procédures comptables adéquates afin de permettre à la fiduciaire comptable de réaliser sa mission dans les meilleures conditions
3. atteste que le contrôle de l'utilisation de la subvention communale octroyée à titre d'aide financière pour le fonctionnement et le développement de l'Ecole des Jeunes et, en particulier, le maintien de son label fédéral, pour sa participation aux compétitions nationales pendant la saison 2010-2011 à l'ASBL Les Merles , sise Pace Ryckmans, 26 à 5000 Namur et reprise à la Banque Carrefour sous le numéro d'entreprise 0830.827.368 a bien été réalisé conformément aux articles L3331-1 à 9 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation - Loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions.

37. Asbl Les Merles: compte 2012 et contrôle de l'utilisation des subventions

Attendu que le Conseil communal, en séance du 21 novembre 2011, a octroyé à l'ASBL Les Merles (n° d'entreprise 0830.827.368), sise Place Ryckmans, 26 à 5000 Namur, un subside de 40.000,00 euros à titre d'aide financière pour le développement de l'école des jeunes de l'UR Namur pendant la saison 2011-2012 ;

Vu les articles L3331-1 à 9 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation (CDLD) - Loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions;

Vu la délibération du Collège communal du 10 janvier 2006 relative à la procédure de contrôle de l'octroi et de l'utilisation des subventions communales;

Vu le rapport du Département de Gestion financière du 06 février 2014;

Attendu que le compte arrêté au 30 juin 2012 de l'ASBL Les Merles présente la situation financière suivante:

Compte de résultats:

Libellés	Compte au 30 juin 2012 (A)	Compte au 30 juin 2011 (B)	*différence (A-B)*
Produits			
Produits d'exploitation	357.901,54 €	184.016,22 €	173.885,32 €
Autres produits (produits financiers et exceptionnels)	6,23 €	40.000,00 €	- 39.993,77 €
Total	357.907,77 €	224.016,22 €	133.891,55 €

Charges			
Charges d'exploitation	407.659,26 €	394.274,25 €	13.385,01 €
Autres charges (financières, exceptionnelles)	3.838,69 €	4.261,49 €	- 422,80 €
Total	411.497,95 €	398.535,74 €	12.962,21 €
Résultat :	- 53.590,18 €	- 174.519,52 €	

Bilan :

Libellés	Compte au 30 juin 2012 (A)	Compte au 30 juin 2011 (B)	*différence (A-B)*
Actif			
Total de l'actif	189.320,64 €	51.920,96 €	137.339,68 €
dont : valeurs disponibles	1.577,98 €	5.137,59 €	- 3.559,61 €
Passif			
Total du passif	189.320,64€	51.920,96 €	137.339,68 €
dont : résultat de l'exercice	- 53.590,18 €	- 174.519,52 €	
résultat cumulé	- 228.109,70 €	- 174.519,52 €	14.436,10 €

Attendu que le subside a été justifié par des factures probantes à hauteur de 52.222,85 euros ;

1. prend connaissance du compte arrêté au 30 juin 2012 de l'ASBL Les Merles, sise Place Ryckmans, 26 à 5000 Namur et reprise à la Banque Carrefour sous le numéro d'entreprise 0440.733.455.
2. demande à l'ASBL de prendre en considération les remarques du Département de Gestion financière (Cellule de Contrôle des Subventions) et notamment :
   - utiliser le plan comptable normalisé des ASBL,
   - s'appuyer sur des pièces justificatives probantes afin d'établir sa comptabilité,
   - de mettre en place les procédures adéquates permettant la comptabilisation de toutes les opérations financières;
3. atteste que le contrôle de l'utilisation de la subvention communale octroyée à titre d'aide financière pour le développement de l'école des jeunes de l'UR Namur pendant la saison 2011-2012 , sise Place Ryckmans, 26 à 5000 Namur et reprise à la Banque Carrefour sous le numéro d'entreprise 0830.827.368 a bien été réalisé conformément aux articles L3331-1 à 9 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation - Loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions.

38. Centre Culturel Régional: compte 2012 et contrôle de l'utilisation des subventions

Attendu que le Conseil communal en séance du 13 février 2012 a octroyé à l'ASBL CENTRE CULTUREL REGIONAL DE NAMUR un subside de 721.184,00 € en exécution du contrat programme conclu entre la Communauté française, la Province de Namur et l'ASBL approuvé par le Conseil communal en séance du 14/09/2009 et, en exécution de la convention approuvée par le Conseil communal du 14/12/2009, notamment pour faire face aux contrats d'entretien et de maintenance du Théâtre, du grand Manège et du bâtiment situé rue du Théâtre, 1 à Namur;

Attendu que le Conseil communal, en séance du 25 juin 2012, a octroyé à l'ASBL CENTRE CULTUREL REGIONAL DE NAMUR un subside de 20.000,00 € pour l'achat d'un logiciel de billetterie, ainsi qu'une imprimante et un serveur;

Attendu que le Conseil communal, en séance du 10 septembre 2012, a octroyé à l'ASBL CENTRE CULTUREL REGIONAL DE NAMUR un subside de 1.000,00 € pour la mise sur pied du projet « Les Voisins sont des Indiens », dans le cadre des subventions actions culturelles et que ce subside ne doit pas faire l'objet de transmission de pièce justificative, étant donné que son montant est inférieur à 1.239,47 €,

Vu les articles L3331-1 à L3331-9 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation – Loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu la délibération du Collège communal en séance du 10 janvier 2006 relative à la procédure de contrôle de l'octroi et de l'utilisation des subventions communales ;

Vu le rapport du Département de Gestion Financière daté du 04 février 2013;

Attendu que le compte 2012 de l'ASBL CENTRE CULTUREL REGIONAL DE NAMUR présente la situation financière suivante :

Compte de résultats :			
Libellés	*compte 2012 (a)*	*compte 2011 (b)*	*différence (a-b)*
Produits			
Produits d'exploitation	4.927.123,14 €	5.028.730,14 €	-101.607,00 €
Autres produits (produits financiers, exceptionnels et fiscaux)	440,82 €	1.843,40 €	-1.402,58 €
Total	4.927.563,96 €	5.030.573,54 €	-103.009,58 €
Charges			
Charges d'exploitation	4.917.299,39 €	5.097.702,47 €	-180.403,08 €
Autres charges (financières, exceptionnelles et fiscales)	9.438,93 €	-96.574,98 €	106.013,91 €
Total	4.926.738,32 €	5.001.127,49 €	-74.389,17 €
Résultat	825,64 €	29.446,05 €	

Bilan :			
Libellés	*compte 2012 (a)*	*compte 2011 (b)*	*différence (a-b)*
Actif			
Total de l'actif	1.905.278,63 €	1.888.976,21 €	16.302,42 €
dont : valeurs disponibles	291.613,65 €	97.244,55 €	194.369,10 €

Passif			
Total du passif	1.905.278,63 €	1.888.976,21 €	16.302,42 €
dont : résultat de l'exercice	825,64 €	29.446,05 €	-28.620,41 €
résultat cumulé	-31.881,02 €	-32.706,66 €	825,64 €

Sur proposition du Collège communal en séance du 20 février 2014,

1. Prend connaissance du compte 2012 arrêté au 31/12/2012 de l'ASBL CENTRE CULTUREL REGIONAL DE NAMUR sise Place du Théâtre à 5000 Namur et reprise à la Banque Carrefour sous le numéro d'entreprise : BE0422.467.959;
2. Demande à l'association de prendre connaissance des remarques du D.G.F. (Cellule Contrôle des Subventions);
3. Atteste que le contrôle de l'utilisation des subventions communales 2012 octroyées pour un montant total de 741.184,00 € à l'ASBL CENTRE CULTUREL REGIONAL DE NAMUR sise Place du Théâtre à 5000 Namur et reprise à la Banque Carrefour sous le numéro d'entreprise : BE0422.467.959 a bien été réalisé conformément aux articles L3331-1 à L3331-9 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation – Loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions.

39. Asbl Quartier Franche Feste de l'Ange: compte 2013 et contrôle de l'utilisation de la subvention

Attendu que le Conseil communal en séance du 30 mai 2013 a octroyé à l'ASBL Quartier Franche Feste de l'Ange un subside de 33.000,00 € dans le cadre de l'organisation des Fêtes de Wallonie;

Vu les articles L3331-1 à L3331-9 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation - Loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et l'emploi de certaines subventions;

Vu la délibération du Collège communal du 10 janvier 2006 relative à la procédure de contrôle et de l'utilisation des subventions communales;

Vu la délibération du Collège communal du 16 août 2011 validant la note du Département de Gestion financière relative aux directives de l'utilisation de la subvention à respecter par les Comités de quartiers;

Vu le règlement d'occupation du domaine public pendant les Fêtes de Wallonie voté par le Conseil communal en séance du 18 mai 2009 octroyant notamment au comité de quartier un droit de place pour l'occupation d'un comptoir destiné directement à la vente et à la consommation de boissons alcoolisées afin de dégager des bénéfices et ainsi améliorer la programmation des années ultérieures;

Attendu que le compte 2013 de l'Asbl Franche Feste de l'Ange, arrêté au 31/12/2013, a été transmis au D.G.F. (Cellule Contrôle des Subventions) en date du 27 mars 2013;

Vu le rapport du Département de Gestion Financière daté du 06 février 2014;

- constatant que le subside octroyé (33.000,00 €) à titre d'aide financière dans l'organisation des Fêtes de Wallonie 2013 et figurant dans les comptes 2013 de l'Asbl n'a été justifié qu'à concurrence de 27.236,93 € pour l'objet pour lequel il a été octroyé.
- rappelant que les liquidités totales de l'association devraient présenter un solde de 13.683,76 € au lieu de 438,68 € au 31/12/2013.
- s'interrogeant sur le faible montant de recettes "Stand boissons" comptabilisées.

Décide de demander à l'Asbl Quartier Franche Feste de l'Ange :

- le remboursement de la somme de 5.763,07 € (33.000,00 - 27.236,93) représentant la partie non justifiée du subside et ce, en vertu de l'article L3331-7 alinéa 2 du CDLD.

Charge le D.G.F. de communiquer au plus vite les conclusions de son rapport au liquidateur afin qu'il puisse en tenir compte pour la liquidation de l'association.

Sur proposition du Collège communal en séance du 20 février 2014,

1. Prend connaissance des comptes 2013 arrêtés au 31/12/2013 de l'Asbl Quartier Franche Feste de l'Ange sise rue de l'Ange, 11 à 5000 Namur et reprise à la Banque Carrefour sous le numéro d'entreprise : 0461.201.544;
   - Résultats de l'exercice 2013 : perte de 3.192,85 €
   - Situation de trésorerie nette au 31/12/2013 : 438,68 €
   - Gestion stand boissons : bénéfice : 709,00 €
2. Constate que les valeurs disponibles ainsi que la trésorerie devraient s'élever à 13.683,76 € au 31/12/2013 suite à la non déclaration par l'Asbl Quartier Franche Feste de l'Ange d'un solde de caisse de 13.245,08 € ;
3. Demande à l'Asbl Quartier Franche Feste de l'Ange de prendre en considération les remarques reprises dans le rapport du DGF dans le cadre sa procédure de dissolution définitive ;
4. Atteste que le contrôle de l'utilisation de la subvention 2013 pour un montant de 33.000,00 € à l'Asbl Quartier Franche Feste de l'Ange sise rue de l'Ange,11 à 5000 Namur et reprise à la Banque Carrefour sous le numéro d'entreprise : 0461.201.544 a bien été réalisé conformément aux articles L3331-1 à L3331-9 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation - Loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions;
5. Est informé de la décision du Collège communal de demander le remboursement de la somme (5.763,07 €) non justifiée du subside 2013.

ENTITES CONSOLIDEES - FABRIQUES D'EGLISES

40. Fabrique d'église de Temploux: indemnité de logement temporaire

Vu la loi du 18 Germinal an X, l'article 92.2 du décret impérial du 30 décembre 1809 et l'article L1321-1 § 12 du Code de la démocratie locale et décentralisée ;

Vu la délibération du 13 décembre 2013 du Conseil de Fabrique de Temploux, par laquelle il précise que le presbytère de Temploux, propriété de la Ville, doit être libéré dans le but d'y effectuer des travaux de restauration ;

Attendu que de ce fait M. l'abbé Alain LUKAGA, desservant, occupe, depuis le 15 décembre 2014, un studio, lié par un bail de 1 an, dont le loyer s'élève à 375,00 € par mois, en attendant de réintégrer le presbytère ;

Considérant que les frais de location, caution comprise, seront supportés par la Fabrique ; le Conseil de la Fabrique d'église de Temploux sollicite l'octroi d'une indemnité de logement temporaire ;

Sur la proposition du Collège communal en sa séance du 27 février 2014,

Décide d'octroyer une indemnité de logement temporaire d'un montant de 375,00 € par mois, soit 4.500,00 € par an à la Fabrique d'église de Temploux.

Cette dépense sera imputée à l'article 790/121/48 du budget ordinaire 2014 de la Ville.

41. Fabriques d'églises de Namur Sainte-Julienne, Daussoulx, Eglise Protestante de Namur, Malonne et Jambes-Velaine: comptes 2012 – avis

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes ;

Vu les comptes 2012 présentés par les Conseils de Fabrique d'église de Namur Sainte-Julienne, Daussoulx, Eglise Protestante de Namur, Malonne et Jambes Velaine ;

Vu les pièces justificatives présentées ;

Vu les rapports du Département de Gestion financière en date des 5, 10 et 11 février 2014 ;

Sur avis favorables et défavorable du Collège communal en sa séance du 20 février 2014, par application de l'article 5 de la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes ;

A) Emet un avis favorable à l'approbation des comptes 2012 de :

1. La Fabrique d'église de Namur Sainte-Julienne ;
2. La Fabrique d'église de Daussoulx ;
3. L'Eglise Protestante de Namur ;
4. La Fabrique d'église de Malonne ;

B) Emet un avis défavorable, en raison des manquements constatés et des nombreuses remarques, ladite Fabrique ne respectant ni les directives de la Ville, ni celles de la Tutelle dans la présentation et l'élaboration de ses comptes annuels, à l'approbation du compte 2012 de :

5. La Fabrique d'église de Jambes Velaine ;

RECETTES ORDINAIRES

42. Règlement redevance: Fêtes de Wallonie – occupation du domaine public

Vu la première partie du Code de la démocratie Locale et de la Décentralisation et notamment l'article L1122-30;

Vu le règlement général relatif à l'occupation du domaine public pendant les Fêtes de Wallonie soumis au cours de la même séance;

Vu l'organisation des Fêtes de Wallonie et notamment l'occupation du domaine public par les commerçants sédentaires, ambulants et occasionnels pendant les Fêtes de Wallonie;

Vu la situation financière de la commune;

Vu l'avis du Directeur financier du 26 février 2014,

Sur proposition du Collège communal du 27 février 2014;

Adopte le règlement suivant:

Règlement redevance sur l'occupation du domaine public pendant les Fêtes de Wallonie

Article 1 :

Il est établi, pour les exercices 2014 à 2019 inclus, une redevance pour les activités commerciales exercées sur le domaine public pendant les Fêtes de Wallonie.

Article 2 :

La redevance est due par les commerçants sédentaires, ambulants et occasionnels occupant le domaine public durant les Fêtes de Wallonie dès que l'autorisation leur est accordée par le Collège communal.

Article 3 : Montant de la redevance

Le montant de la redevance pour la durée des Fêtes de Wallonie est fixé comme suit :

1. Pour les commerçants sédentaires

A. Emplacement (vendredi au dimanche)

1. 12 € le m² (avec un montant minimum de 100 €) pour les commerçants installant des échoppes ou des terrasses devant leur établissement et proposant à la vente des boissons soft et/ou fermentées et/ou de la restauration ;
2. 50 € le m² pour les comptoirs destinés directement à la vente et à la consommation de boissons alcoolisées (activités exclusivement réservées aux Comités de Quartier, aux restaurants et aux cafés);
3. 40 € le m² pour les extensions de terrasses des établissements autorisés;
4. 5 € le m² (avec un montant minimum de 50 €) pour les commerçants installant des échoppes ou étals devant leur établissement et proposant à la vente des produits autres que ceux visés au point A1et A2;
5. Pour les commerçants ne réservant pas d'emplacement sur la voie publique devant leur établissement mais, désirant éviter l'installation d'un commerce ambulant ou occasionnel sur une longueur de 5 mètres maximum et une largeur d'1,50 mètre maximum, ces derniers doivent s'acquitter de la redevance reprise au point 1.A.4.

Une majoration de 20 % du montant de la redevance sera appliquée aux commerçants autorisés à exploiter le lundi des Fêtes de Wallonie.

2. Pour les commerçants ambulants et occasionnels

A. Emplacement

Les montants à payer pour les emplacements attribués pour les commerçants ambulants et occasionnels, (dûment autorisés en vertu de l'article 3 point B 1 du règlement général d'occupation du domaine public pendant les Fêtes de Wallonie), sont déterminés par soumission sur mise à prix des montants de base minimum imposés.

Les emplacements à adjuger et le montant de base sont déterminés par le Collège communal.

B. Véhicule "réserve / frigo"

100 € par véhicule stationnant derrière l'emplacement concédé, si la configuration des lieux le permet et sur une autorisation des agents contrôleurs/percepteurs.

C. Gestion des déchets

1. 5 € par m² pour les surfaces destinées à la vente de boissons et/ou à la restauration ;
2. 3 € par m² pour les surfaces destinées à la vente d'autres produits que ceux visés au point 2.C.1.

D. Commerçants déambulatoires

100 €/jour et par commerçant.

Article 4 : Pénalités

En cas d'infraction aux dispositions du règlement général d'occupation du domaine public pendant les Fêtes de Wallonie, une pénalité de 250 €/infraction et par jour ou fraction de jour sera appliquée.

Par dérogation à l'alinéa précédent, une pénalité de 1000 € sera appliquée en cas d'infraction à:

- l'article 2, point 1 du règlement général d'occupation du domaine public pendant les Fêtes de Wallonie.
- l'article 2, point 2 du règlement général d'occupation du domaine public pendant les Fêtes de Wallonie.

Article 5 : Modalités de paiement

La redevance est payable dans les 15 jours de la date d'envoi de la facture et selon les modalités reprises sur celle-ci.

A dater du 15 août, la redevance est payable au comptant par voie électronique ou en espèces auprès des agents désignés par le Collège communal.

A défaut de paiement au premier jour des Fêtes de Wallonie, l'installation est interdite.

Article 6: Recouvrement

Le recouvrement s'effectuera conformément à l'article L1124-40 § 1er du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation

Article 7 : Réclamation

En cas de réclamation, celle-ci doit être introduite par écrit auprès du Département de Gestion Financière – SCRO – Hôtel de Ville – 5000 Namur.

Pour être recevable, les réclamations doivent être motivées et introduites dans un délai de 3 mois à compter de la date d'envoi de la facture.

Article 8: Juridictions compétentes

En cas de litige, seules les juridictions civiles de Namur sont compétentes.

Article 9:

Ce règlement entrera en vigueur dès l'instant où il sera approuvé par l'Autorité de Tutelle et publié.

43. Tutelle sur des règlements taxes et redevances: prise de connaissance

PREND CONNAISSANCE de la délibération du Collège communal du 20 février 2014 informant que les règlements adoptés par le Conseil communal les 17 octobre 2013 et 12 décembre 2013 portant sur les taxes et redevances visées ci-dessous sont devenus exécutoires par expiration du délai de Tutelle en vertu des dispositions du livre premier de la troisième partie du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation relatives à la Tutelle:

1. Conseil du 17/10/2013:
   - les secondes résidences
   - les inhumations, dispersions des cendres et mises en columbarium
   - la propreté publique et la gestion des déchets
   - les parcelles non bâties
   - les panneaux d'affichage
   - la force motrice
   - les dancings
   - les agences de paris sur les courses de chevaux

- les biens immeubles inoccupés
- les brocantes
- les fêtes foraines, activités foraines, cirques et autres chapiteaux assimilés sur le domaine public

2. Conseil du 12/12/2013:
   - les prestations du service Incendie
   - les brocantes

DEPARTEMENT DES BATIMENTS

BUREAU D'ETUDES BATIMENTS

44. Espace Rogier: assistance à maîtrise d'ouvrage – convention

M. le Bourgmestre:
Assistance à maîtrise d'ouvrage avec le BEP pour l'espace Rogier.

Monsieur Piret, je vous en prie.

M. A. Piret, Conseiller communal PS:
Pas de problème majeur, simplement une petite question à Monsieur Auspert.

Vous le savez, nous sommes souvent sollicités par des asbl qui cherchent à trouver un espace à un loyer modéré, pour poursuivre leurs activités.

Je vous l'avais dit, c'est le cas de Hit Radio par exemple et il y en a d'autres.

Vous allez comprendre le lien avec le point 44.

M. le Bourgmestre:
On n'en doute pas.

M. A. Piret, Conseiller communal PS:
Je me suis rendu sur les lieux, au niveau de l'espace Rogier.

Il apparaît qu'il y a là, depuis un petit temps apparemment, des dizaines de mètres carré, chauffés, disponibles, inutilisés.

La question que je me pose et que je vous pose aussi – je me permets d'y revenir, si j'avais eu la réponse avant – c'est: est-ce que pour ces endroits, il y a une possibilité de mettre à disposition de manière temporaire, à un prix intéressant bien sûr pour la Ville, ces bâtiments inutilisés ou l'espace inutilisé pour ces asbl?

C'est une question que je me posais. Vous allez peut-être me contredire.

Deuxième élément: serait-ce possible alors d'avoir – je ne sais pas si cela existe – un cadastre des bâtiments publiques existants avec leur taux d'occupation? Est-ce que c'est une mesure qui a été réalisée? Est-ce que cela existe? Est-ce que cela peut être fourni aux Conseillers communaux?

Je vous remercie.

M. le Bourgmestre:
Merci.

Votre première question est bien en lien avec le point.

La deuxième, pas du tout, mais on va quand même y répondre.

Monsieur l'Echevin, je vous en prie.

M. l'Echevin A. Auspert:
Concernant les bâtiments auxquels vous faites allusion, il y a actuellement 3 bâtiments sur ce que l'on appelle l'ilot Rogier, à savoir – de mémoire – le n°14 et le n° 16 rue Namèche qui étaient jadis l'ancien Ministère des Finances.

Ces bâtiments ont été coupés au niveau des compteurs gaz, électricité et eau. Ils ne sont plus chauffés, c'est cela que je veux vous dire.

Il y a une partie de l'autre bâtiment, le mess officier, qui est actuellement occupé pour partie par des classes des Beaux-Arts, pendant la phase des travaux aux Beaux-Arts. Une partie reste peut-être libre, je pense au dernier niveau, mais il faut savoir que l'on a eu des problèmes de plafond à certains endroits. On garde toujours éventuellement deux classes vides, l'équivalent de deux classes puisqu'avant c'était des locaux militaires, pour loger les Beaux-Arts si besoin.

Ce ne sont pas des bâtiments en bon état, il faut bien le savoir.

Justement, si l'on doit réaliser une opération à destination publique essentiellement, sur l'ensemble de l'ilot, nous n'avons surtout pas intérêt à permettre l'occupation à des tiers. Après, nous aurons des difficultés à avoir ces tiers à l'extérieur et je ne voudrais pas ralentir des travaux parce que l'on a voulu dépanner x ou y et lui faire plaisir.

Quant au cadastre, il y a deux cadastres qui existent à la Ville: celui de la Régie foncière et celui du Patrimoine communal. De là à vous donner le taux d'occupation, c'est une gymnastique qui nous prendrait des mois. Si vous commencez à demander le taux d'occupation des locaux culturels, sportifs, de jeunesse, on ne va pas s'en sortir.

On connait bien la convention de base: si les gens l'occupent une soirée en plus certaines fois ou s'ils prennent 2 heures de location en plus, au niveau du taux d'occupation hebdomadaire, on est incapable de mettre le cadastre en ligne.

M. le Bourgmestre:
Monsieur Piret, je vous en prie.

M. A. Piret, Conseiller communal PS:
Merci Monsieur le Bourgmestre.

Je ne vais pas en faire un fromage ici, mais je suis quand même déçu par vos réponses, Monsieur Auspert.

Je ne comprends pas bien l'argument qui est de dire que l'on ne peut pas accepter, même s'il y a de l'espace disponible, un locataire de manière temporaire, parce que l'on n'arrivera pas à le mettre dehors. C'est un peu cela qui nous est dit.

Je pense, à la fois en termes de rentabilité pour la Ville, que l'on a des espaces disponibles. Pour avoir vérifié, il y a quelques jours, l'espace ne me semblait pas délabré. Je peux vous dire que j'ai vérifié sur place, on pourra le faire ensemble, si vous le souhaitez.

L'argument qui est de dire "Non, n'occupons pas l'espace parce qu'il y aura des projets à venir", je trouve que l'on pourrait faire preuve d'un peu plus d'ingéniosité, à la fois pour l'intérêt des asbl et pour l'intérêt de nos finances communales.

M. le Bourgmestre:
Merci Monsieur Piret.

On va s'employer à suivre votre conseil et tenter d'être un peu plus intelligents, malins, participatifs, dans le futur.

M. A. Piret, Conseiller communal PS:
Merci Monsieur le Bourgmestre.

M. le Bourgmestre:
Y a-t-il d'autres remarques sur ce point 44? Non.

Quels sont les votes? Abstention du groupe PS. Pour pour le reste. Merci.

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et ses modifications ultérieures ;

Vu l'article 3 de la loi du 15 juin 2006 relatif aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu le programme stratégique transversal (2012-2018);

Attendu que le quartier Rogier situé au coeur de la corbeille de Namur parait constituer le lieu le plus approprié pour la création d'un pôle culturel;

Attendu que dans cette optique, la Ville a sollicité l'assistance à Maîtrise d'ouvrage du Bureau Economique provincial ;

Vu le projet de convention d'assistance à maîtrise d'ouvrage datés du 07 janvier 2014 pour un montant d'honoraires forfaitaire estimé à 149.860 € HTVA ;

Attendu que cette convention doit être qualifiée, sur base de la jurisprudence de la Cour de justice des communautés européennes, de marché "in house", non soumis à la règlementation sur les marchés publics ;

Vu l'avis du Directeur financier du 26 février 2014 ;

Sur proposition du Collège communal du 27 février 2014,

Approuve le projet de convention relatif à l'assistance à maitrise d'ouvrage en vue de la création d'un nouveau quartier sur le site dit "espace Rogier" à conclure avec le Bureau économique provincial de la Province de Namur.

La dépense sera imputée sur l'article 138/733ST-51/20140027 de l'exercice en cours et financée par prélèvement sur le fonds de réserve.

45. Académie des Beaux-Arts: construction de classes et d'ateliers – avenant n°20

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment les articles L1222-3 et L1222-4, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la Loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 15 ;

Vu l'Arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'Arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment les articles 7 et 8 ;

Vu le Cahier Général des Charges, annexe de l'Arrêté royal du 26 septembre 1996 précité et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42 ;

Vu la décision du Collège communal du 29/12/09 relative à l'attribution du marché "Académie des Beaux-Arts - extension - construction de trois classes et de deux ateliers" pour le montant d'offre contrôlé de 908.663,41 € HTVA ou 1.099.482,73 € TVAC 21% ;

Considérant que l'exécution du marché doit répondre aux conditions fixées par le cahier spécial des charges N° BEB 244 ;

Vu les décisions du Collège communal approuvant les avenants 1 à 19 pour un montant en plus de 58.863,29€ HTVA ou 71.224,58€ TVAC 21% ;

Vu sa délibération du 14/11/2013 dans laquelle il marque son accord de principe sur l'avenant relatif à la cabine haute tension ;

Considérant qu'il est apparu nécessaire, lors de l'exécution du marché, d'apporter les modifications suivantes :

Travaux suppl.	+	€ 83.386,34
Total HTVA	=	€ 83.386,34
TVA	+	€ 17.511,13
TOTAL	=	€ 100.897,47

Considérant qu'une offre a été reçue à cette fin le 10 janvier 2014 ;

Vu le rapport du Bureau d'Etudes Bâtiments du 13/01/2014 détaillant l'avenant 20 ;

Considérant que le montant total de cet avenant et des avenants précédents déjà approuvés dépasse de 15,65 % le montant d'attribution, le montant total de la commande après avenants s'élevant à présent à 1.050.913,04 € HTVA ou 1.271.604,78 € TVAC 21% ;

Considérant que l'adjudicataire demande une prolongation du délai de 30 jours ouvrables pour la raison précitée ;

Considérant que l'adjudicataire demande une indemnisation de 22.194,90€ HTVA ou 26.855,83€ TVAC 21% ;

Considérant qu'il y a lieu de passer cet avenant sur la phase 1 du chantier des Beaux-arts ;

Sur proposition du Collège communal du 14/02/2014,

Décide:

- d'approuver l'avenant 20 du marché "Académie des Beaux-Arts - extension - construction de trois classes et de deux ateliers" pour le montant total en plus de 83.386,34 € HTVA ou 100.897,47 € TVAC 21%.
- d'approuver la prolongation du délai de 30 jours ouvrables.
- de transmettre la présente délibération à la tutelle. Cette délibération sera exécutoire le jour de sa transmission à l'autorité de tutelle.

La dépense sera imputée sur l'article 734/723-60-2009-20090052 du budget extraordinaire de l'exercice en cours et sera financée par un emprunt pour la partie non subsidiée.

46. Eglise de Velaine: bardage du mur de la façade arrière – projet

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la Loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1, 1° a (le montant du marché HTVA n'atteint pas le seuil de 85.000,00 €) ;

Vu la Loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'Arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;

Vu l'Arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 2 ;

Vu le cahier spécial des charges N° BEB 516 établi par le Service Bureau d'Etudes Bâtiments pour le marché "Eglise de Velaine - Bardage du mur de façade arrière";

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 44.229,90 € HTVA ou 53.518,18 € TVAC 21% ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2014 ;

Vu l'accord du Directeur financier du 26 février 2014 ;

Sur proposition du Collège communal en date du 27/02/14,

Décide :

- d'approuver le cahier spécial des charges N° BEB 516 établi par le Service Bureau d'Etudes Bâtiments.
- d'approuver le montant estimé s'élevant à 44.229,90 € HTVA ou 53.518,18 € TVAC 21%.
- de choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

La dépense sera imputée sur l'article 790/724-60-2014-20140071 du budget extraordinaire de l'exercice 2014, et sera financée par emprunt.

47. Ecole de Wartet: classes supplémentaires – projet

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment les articles L1222-3 et L1222-4, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la Loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 24 ;

Vu la Loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'Arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'Arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 2 ;

Vu le cahier spécial des charges N° BEB 491 établi par le Service Bureau d'Etudes Bâtiments pour le marché "Wartet école - classes supplémentaires";

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 91.936,89 € HTVA ou 111.243,64 € TVAC 21% ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par adjudication ouverte ;

Vu l'avis du Directeur financier du 26 février 2014,

Sur proposition du Collège communal en date du 27 février 2014,

Décide :

- d'approuver le cahier spécial des charges N° BEB 491 établi par le Service Bureau d'Etudes Bâtiments.
- d'approuver le montant estimé s'élevant à 91.936,89 € HTVA ou 111.243,64 € TVAC 21%.
- de choisir l'adjudication ouverte comme mode de passation du marché.

La dépense sera imputée sur l'article 722/724-60-20140051 du budget extraordinaire de l'exercice 2014, sous réserve d'approbation de la MB1, et sera financée par emprunt.

48. Jambes, Ecole de Velaine: rénovation des sanitaires – projet

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment les articles L1222-3 et L1222-4, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la Loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 24 ;

Vu la Loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'Arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'Arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 2 ;

Vu le cahier spécial des charges N° BEB 513 établi par le Service Bureau d'Etudes Bâtiments pour le marché "Jambes, école de Velaine : rénovation des sanitaires";

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 96.510,00 € HTVA ou 116.777,10 € TVAC 21% ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par adjudication ouverte ;

Vu l'avis du Directeur financier

Sur proposition du Collège communal en séance du 20/02/2014,

Décide :

- d'approuver le cahier spécial des charges N° BEB 513 établi par le Service Bureau d'Etudes Bâtiments.
- d'approuver le montant estimé s'élevant à 96.510,00 € HTVA ou 116.777,10 € TVAC 21%.
- de choisir l'adjudication ouverte comme mode de passation du marché.

La dépense sera imputée sur l'article 722/724-60 – 2014 – 20140051 du budget extraordinaire de l'exercice 2014, et sera financée par un emprunt.

GESTION IMMOBILIERE

49. Ville/CEFA: convention de partenariat relative aux bâtiments – renouvellement

Vu sa délibération du 26 janvier 2009 approuvant le projet de convention de partenariat entre la Ville et le CEFA (Centre d'Education et de Formation en Alternance) de Namur portant sur la réalisation par les élèves de ce dernier de certains travaux dans les bâtiments communaux à

déterminer par la Ville en fonction des besoins de celle-ci et sous la supervision du service technique communal ;

Vu la convention signée entre les parties concernées en date du 02 février 2009 venue à expiration le 31 décembre 2011 ;

Vu le projet de renouvellement de la convention de partenariat figurant au dossier, à conclure entre la Ville et le CEFA pour une nouvelle durée de 6 ans, moyennant le versement par la Ville au CEFA d'une redevance annuelle de 5.000 euros couvrant l'entretien et la mise à disposition par le CEFA à la Ville de matériel divers (outillage, matériel roulant, etc.....) ;

Attendu que cette convention s'inscrit dans le cadre d'une « délégation de gestion à une association de droit privé » conformément à l'article L3131 § 4-2° du Code de la Démocratie Locale ;

Sur la proposition du Collège communal en date du 14 février 2014,

Approuve le projet de renouvellement de la convention précitée pour une nouvelle durée de 6 ans au 1er janvier 2014 pour se terminer de plein droit le 31 décembre 2019.

La redevance annuelle de 5.000 euros sera imputée sur l'article 137/126-06 du budget ordinaire qui sera adapté lors de la prochaine modification budgétaire.

50. Ville/CEFA: convention de partenariat relative aux espaces verts – approbation

Vu sa délibération du 26 janvier 2009 approuvant le projet de convention de partenariat entre la Ville et le CEFA (Centre d'Education et de Formation en Alternance) de Namur portant sur la réalisation par les élèves de ce dernier de certains travaux dans les bâtiments communaux à déterminer par la Ville en fonction des besoins de celle-ci et sous la supervision du service technique communal ;

Vu la convention signée entre les parties concernées en date du 02 février 2009 venue à expiration le 31 décembre 2011 ;

Vu le projet de renouvellement de la convention de partenariat, présenté au cours de la même séance, à conclure entre la Ville et le CEFA pour une nouvelle durée de 6 ans, moyennant le versement par la Ville au Cefa d'une redevance annuelle de 5.000 euros couvrant l'entretien et la mise à disposition par le Cefa à la Ville de matériel divers (outillage, matériel roulant, etc....) dans le cadre de certains travaux dans les bâtiments communaux ;

Attendu que le Département Cadre de Vie souhaiterait lui aussi pouvoir bénéficier via une convention du même type du partenariat avec le CEFA en ce qui concerne les espaces verts communaux situés sur le territoire de Namur, visant plus particulièrement pour 2014 la réparation d'escaliers et de murets dans les parcs Louise-Marie et Astrid ;

Vu le projet de convention de partenariat figurant au dossier, à conclure entre la Ville (Département Cadre de Vie) et le CEFA pour une durée de 6 ans du 1er janvier 2014 pour se terminer de plein droit le 31 décembre 2019 moyennant paiement par la Ville au CEFA d'une redevance annuelle de 5.000 euros couvrant l'entretien et la mise à disposition par le CEFA à la Ville de matériel divers (outillage, matériel roulant, etc.....) ;

Attendu que cette convention s'inscrit dans le cadre d'une « délégation de gestion à une association de droit privé » conformément à l'article L3131 § 4-2° du Code de la Démocratie Locale ;

Sur la proposition du Collège communal en date du 14 février 2014,

Approuve le projet de convention à conclure avec le CEFA pour une durée de 6 ans au 1er janvier 2014 pour se terminer de plein droit le 31 décembre 2019.

La redevance annuelle de 5.000 euros sera imputée sur l'article 766/124AT-48 du budget ordinaire qui sera adapté éventuellement lors de la prochaine modification budgétaire.

51. Place Maurice Servais: vente d'un bien communal – confirmation

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et ses modifications ultérieures ;

Vu sa délibération du 12 décembre 2013 par laquelle il décide de:

- confirmer sa décision du 16 mars 2009 par laquelle il décide de la vente de gré à gré de l'immeuble abritant la crèche des « P'tits Pouyons » ;
- marquer son accord sur le principe de la vente conditionnée à l'exploitation d'un hôtel ;
- confier la réalisation de la vente de la crèche au C.A.I. ;

Vu le courrier du Président Adjoint du C.A.I. du 19 février 2014 ;

Considérant que la procédure proposée par le C.A.I. consiste en une vente semi publique et que, dans ce contexte, le C.A.I. propose de revoir le prix de départ à la baisse, pour une valeur vénale estimée à 1.100.000 €,

Vu l'avis du Directeur financier du 26 février 2014,

Sur proposition du Collège Communal du 27 février 2014,

Décide:

- de confirmer sa décision du 12 décembre 2013 par laquelle il décide :
  - de marquer son accord sur le principe de la vente du bâtiment (immeuble dit « des P'tits Pouyons ») sis Place Maurice Servais à Namur ;
  - de conditionner cette vente à la création d'un hôtel (via l'insertion d'une clause juridique appropriée).
- de marquer son accord sur l'estimation de 1.100.000 € faite par le C.A.I.
- de marquer son accord sur une mise à prix de départ qui peut être inférieure de l'ordre de 25% de l'estimation.

52. Naninne, Aux Sarts des Communes: mise à disposition de parcelles – convention

Attendu que Monsieur Trinaux entretient, sans convention et depuis des années, un essart communal situé à Naninne, Aux Sarts des Communes (parcelles cadastrées 24e div. section B n°638Hpie et 800Epie) moyennant une redevance annuelle de 24,66€;

Vu le courrier de Monsieur Trinaux daté du 17 janvier dernier, figurant au dossier, précisant qu'il souhaiterait céder la location de son essart à Mademoiselle Jessica Pollet;

Vu le projet de convention de mise à disposition entre la Ville et Mademoiselle Pollet concernant les parcelles cadastrées 24e div. section B n°638Hpie et 800Epie moyennant un loyer annuel de 25,00€ indexé annuellement;

Sur proposition du Collège communal du 27 février 2014,

Approuve le projet de convention de mise à disposition entre la Ville et Mademoiselle Pollet relative aux parcelles de terrains situées à Naninne, Aux Sarts des Communes, parcelles cadastrées 24e div. section B n°638Hpie et 800Epie.

La recette sera imputée à l'article 620/163-01.

POINTS INSCRITS A LA DEMANDE DE CONSEILLERS

53.1. Plus de débat démocratique dans le traitement des points complémentaires déposés par les conseillers communaux (M. P-Y. Dupuis, Conseiller communal Indépendant)

M. le Bourgmestre:
Nous en arrivons aux points inscrits à la demande des Conseillers.

Le premier est une question posée par Monsieur Dupuis intitulée "plus de débat démocratique dans le traitement des points complémentaires" déposés par les Conseillers communaux.

Je vous en prie Monsieur Dupuis.
M. P-Y. Dupuis, Conseiller communal Indépendant:
Merci Monsieur le Bourgmestre.
Mesdames et Messieurs les Echevins,
Mesdames et Messieurs les Conseillers,

Si le délai pour le dépôt d'un point complémentaire semble être une stricte application du Code de la Démocratie Locale, le timing minuté au Conseil lors de la présentation de ce point pose problème.

En effet, que le point donne lieu ou non à une décision, la proposition est minutée ainsi que la réponse ou les répliques éventuelles. Afin de ne pas confisquer le débat démocratique pour des points complémentaires parfois intéressants, je vous propose d'arrêter ce minutage stressant et frustrant. Cela permettra aux Conseillers de s'exprimer librement qu'il y ait ou non une décision à l'issue du point complémentaire. Certains points ne demandent que quelques minutes de discussion alors que d'autres peuvent demander plus de développement tant dans la proposition que dans la réponse.

De plus, lors d'un vrai débat, un point peut en cours de discussion nécessiter un vote ou une décision. Certaines réponses données uniquement par le Collège peuvent s'avérer incomplètes sans l'éclairage de certains Conseillers autour de la table. Je pense par exemple à un point qui a été évoqué sur l'extension de la crèche des Bout'Choux. Il y avait le Président actuel de Sonefa autour de la table et l'ancien Président également qui auraient pu apporter des éclairages tout à fait positifs.

Enfin, pour la distribution et le respect du temps de parole, le Président me semble tout à fait à même d'officier comme il le fait très bien tout au long du Conseil lorsqu'il y a des interventions sur des points de l'ordre du jour.

À de trop nombreuses reprises, on a l'impression d'assister à un dialogue de sourds. Le Conseiller expose son point en 10 minutes, le Collège développe sa réponse en 10 minutes puis le Conseiller peut reprendre la parole 2 minutes et puis c'est fini.

Combien de fois, on n'a pas entendu après le Bourgmestre ou un Echevin dire: "je ne peux plus rien ajouter mais pour être complet, sachez que…". On l'a encore vécu au début du Conseil. 10 minutes pour le citoyen, 10 minutes pour le Collège, 2 minutes pour le citoyen et puis une petite conclusion mais aussi une petite réponse du Bourgmestre.

Donc, forcément, tout le monde se sent un peu frustré que ce soit le Conseiller qui dépose, le citoyen ou le Collège qui doit répondre. On m'a souvent entendu dire aussi après les 2 minutes: "juste un mot encore…". Mais non, vous ne pouvez pas. C'est assez puéril tout cela.

Ce n'est pas très constructif et beaucoup de monde reste sur leur faim autour de la table car personne ne peut intervenir même si il ou elle connaît bien le dossier.

Donc, il n'y a pas de vrai débat. Ne peut-on dès lors pas revoir le ROI pour supprimer ce minutage et avoir des échanges réels et autoriser tout qui peut apporter un éclairage sur le point à intervenir? Quitte à avoir un minutage global.

Il semblerait plus intéressant aussi d'avoir la présentation des points complémentaires en début de Conseil après les interpellations citoyennes comme cela se fait au Conseil provincial et au Parlement avec plusieurs intervenants.

Je profite de l'occasion pour demander que, dans le cadre de la démocratie participative, les procès-verbaux du Collège approuvés soient envoyés aux Chefs de groupe comme avant dans les 15 jours de la décision et pas après plusieurs mois comme maintenant.

Ceux-ci devraient aussi être accessibles sur Intranet plus rapidement. Enfin, sur le site de la Ville devrait figurer la reproduction intégrale des débats du Conseil communal avec tous les points complémentaires et pas uniquement quelques interventions.

Merci pour vos réponses.

M. le Bourgmestre:
Merci Monsieur le Conseiller.

Je pourrais être tenté de répondre favorablement à votre suggestion puisque je n'ai pas pour habitude d'être très concis. Je crois savoir que si ce chronométrage a pris jour c'était à la suite d'une réponse fleuve que j'avais réalisée sur les Smart city à notre ami Dimitri Lhoste.

Donc, bien en peine de devoir mettre cela en cause. Qu'il y ait des réflexions en cours sur le moment où se développe le point complémentaire – vous avez évoqué le fait de présenter les points complémentaires en début de Conseil plutôt qu'à la fin – ou bien, au contraire, sur la question de la capacité d'autres Conseillers de rebondir sur la question d'un autre.

Il faut savoir qu'au niveau parlementaire, par exemple, on distingue des questions orales des interpellations. Interpellation, tout qui le souhaite peut s'y joindre. Question orale, cela reste seulement celui qui la dépose.

Doit-on s'inspirer de ce modèle?

Vous dites que c'est frustrant les 2 fois 10 minutes et 2 minutes. Cela fait quand même 22 minutes sur un seul point. Je peux vous dire que du côté d'autres Conseils communaux en Wallonie, on est beaucoup moins généreux dans le temps d'intervention. Et je ne vous parle même pas du Parlement Européen.

Je pense qu'en l'occurrence garder les balises que l'on a eues n'a pas empêché d'avoir un échange ou un débat démocratique de qualité.

Dans l'absolu, le Collège ne rejette aucune option. C'est peut-être un peu tôt pour déjà débrancher la prise.

Rappelons que ce nouveau règlement est en œuvre seulement depuis le mois de septembre.

Donc, cela fait seulement 6 mois que l'on fonctionne de la sorte. Attendons ne fut-ce qu'une bonne année de fonctionnement pour pouvoir en tirer alors une évaluation.

Sinon, l'on risque à nouveau de manière précipitée d'abattre les cartes et les dés et c'est de toute manière le genre de décision qui doit se faire de manière collégiale avec l'ensemble des formations politiques qu'elles soient dans la majorité ou l'opposition.

Donc, pourquoi pas mais donnons-nous le temps d'au moins une année de fonctionnement pour faire une évaluation.

M. F. Martin, Conseiller communal PS:
Monsieur le Bourgmestre, je sais que je n'ai pas le droit mais si vous me l'autorisez juste 5 secondes.

M. le Bourgmestre:
Non, sinon l'on rentre déjà dans le jeu.

Je vous en prie Monsieur Dupuis.

M. P-Y. Dupuis, Conseiller communal Indépendant:
Ce n'est pas fait exprès mais cela illustre bien que l'on pourrait minuter à une vingtaine de minutes l'intervention, intervention réponse comprise qui que ce soit qui intervienne parce que sur certains points, comme quand on le voit à certains débats télévisés, vous avez autant de temps pour débattre de tels points, les gens ont un temps de parole, ils le respectent, ils en prennent un peu plus ou un peu moins mais c'est minuté dans l'ensemble.

Vous m'avez répondu, j'aurais pu répondre quelques mots puis vous reprendre la parole plutôt que d'avoir cela. C'est plutôt le dialogue de sourds que je n'aime pas. On étale son point, vous répondez et l'on a 2 minutes pour dire que l'on n'a pas eu les réponses à tout.

Et pour vous, c'est la même chose, vous ne savez pas si vous pouvez ou non répondre.

M. le Bourgmestre:
Voyons en septembre, au terme d'1 an de fonctionnement. Cela me semble quelque chose de plus constructif pour éviter à nouveau de dire qu'il n'y a pas de limite de temps et que l'on est reparti pour des heures et des heures.

M. P-Y. Dupuis, Conseiller communal Indépendant:
Là, vous répondez sur mon temps.

(Rires dans l'assemblée).

M. le Bourgmestre:
Tout à fait. C'était justement pour dire que l'on peut mutualiser le minutage et considérer que cela constitue un package et que tant que l'on reste dans cette fourchette de temps, on peut passer la parole à d'autre personne.

Cela fait partie des choses à pouvoir cogiter et qui permettraient d'avoir l'interactivité souhaitée tout en ayant les balises en terme de temps.

Donc, on verra cela en septembre.

53.2. Namur, Ville intelligente – Une ouverture pour l'Open data? (M. B. Guillitte, Chef de groupe MR)

M. le Bourgmestre:
Nous passons à la question de Monsieur Guillitte sur Namur-ville intelligente. Une ouverture pour l'Open data. Je vous en prie.

M. B. Guillitte, Chef de groupe MR:
Monsieur le Bourgmestre,
Chers Collègues du Conseil,

J'attendrai de vous, Monsieur le Bourgmestre, une réponse courte.

Lors de sa dernière séance, le Conseil communal a marqué son accord sur la mise en route d'une réflexion sur le devenir d'une ville intelligente épaulée pour cela par le Bureau Economique de la Province de Namur.

Comme je l'évoquais lors de mon intervention, le devenir d'une ville intelligente doit être basé sur le concept d'interactions entre les citoyens et notre administration.

L'un des facteurs clés de cette interaction est la mise à disposition aux citoyens de l'ensemble des données publiques dans cette notion que l'on intitule l'Open data.

Un mouvement important anime depuis quelques années les pouvoirs locaux, collectivités territoriales et les administrations, consistant pour les entités publiques à mettre l'ensemble de leurs données, sous des formats standards, à la disposition de tous les publics.

Cette libération des données a pour but une plus grande transparence démocratique ainsi qu'un important gain de croissance car elle facilite, notamment pour les entreprises de la filière numérique, le développement d'applications utilisant ces données comme matériaux de base.

Plus souvent rencontré à l'étranger, mais des villes comme Bruxelles et particulièrement Gand sont en avance sur ce point.

Le postulat de base étant que ces données soient entièrement libres de droits, pour autant qu'elles remplissent les prescrits légaux comme la protection de vie privée.

C'est un vrai changement de paradigme pour certains puisqu'il y a lieu de considérer que ces données n'ont de valeur que si elles sont partagées. Par définition, les données récoltées et collationnées par l'administration sont gratuites puisque déjà payées par l'impôt.

On peut se demander quels types de données peuvent être communiquées et qui sont, pour la plupart, disponibles dans nos services communaux ?

Sans vouloir être trop long, en voici quelques exemples, et je suis très loin d'être exhaustif :

- *en matière de Culture : les lieux et emplacements des bibliothèques, les ouvrages disponibles, les coordonnées et renseignements divers concernant les musées, les lieux culturels, les cinémas, …*
- *en matière de bien-être et organisation de la ville et de la commune : les lieux et emplacements des toilettes publiques et urinoirs publics, distributeurs bancaires, des antennes wifi, des points d'accès publics à l'Internet (PAPI), des espaces publics numériques (EPN), les actualités communales, les offres d'emplois de notre administration, les lieux d'affichage public, …*
- *en matière de bonne gouvernance : les données budgétaires, la liste des organismes conventionnés avec la ville, les diverses subventions octroyées, les diverses données démographiques à notre disposition,*
- *en matière de mobilité et de voiries : les emplacements de parking, les parkings pour personnes handicapées, avec les TEC, les emplacements des arrêts de bus, le parcours des lignes, la nomenclature des rues, les divers chantiers, les SUL, les emplacements vélos, le parcours des pistes cyclables, …*
- *en matière de sports: les lieux et emplacements des installations sportives (halls, piscines, clubs,…), …*
- *en matière de commerces et d'industries: la liste et les lieux de commerces, la fréquentation des piétons, les données récoltées par la Gestion du centre-ville, …*
- *en matière d'environnement: les lieux et emplacements des parcs et jardins, la liste et emplacements des arbres remarquables, des canisites ou autres toutounets, la liste des bulles à verre, les sites où se trouvent des plantes exotiques invasives,*
- *en matière de tourisme: la liste, lieux et coordonnées des gites ruraux et urbains, des hôtels, les attractions touristiques, l'agenda touristique*
- *en matière d'enseignement: les listes et coordonnées des écoles et instituts d'enseignement secondaire et supérieur, la liste et les coordonnées des Kots, …*

Je pense que la plupart de ces données, nous les avons Monsieur le Bourgmestre.

La Ville de Namur sera l'un des partenaires du prochain Hackathon eGouvernment organisé les 4 et 5 avril prochain, ce dont je me réjouis, même si cette participation reste timide et se limite à quelques fichiers mis à disposition.

C'est déjà un premier pas dans la bonne direction.

Le Collège communal peut-il néanmoins informer notre Conseil de la politique qu'il va mener sur la mise à disposition des données de notre administration et des éventuels projets qu'il compte développer en la matière ?

Je vous remercie.

M. le Bourgmestre:
Merci Monsieur le Conseiller.

Rassurez-vous, je vais vous faire l'économie de la longue liste de tous les projets que l'on envisage en matière de Smart city parce que ce serait beaucoup trop long et je n'arriverai pas à les tenir dans les 10 minutes.

Vous serez avisé très rapidement de cela puisque vous savez que nous avons mandaté le Bureau Economique de la Province pour pouvoir rédiger le futur plan d'actions de la Ville de Namur pour devenir une Smart city. Il ne faut pas simplement, de manière incantatoire, le souhaiter, le vouloir, le prétendre, encore faut-il méthodologiquement savoir quelles sont les étapes à franchir, les logiciels à acquérir, les investissements à prévoir pour réellement nous muer en une Smart city.

Est-ce qu'il y a une ouverture ou pas pour une Open data? Oui clairement. Rappelons que l'Open data est certainement un enjeu important pour les institutions publiques et la Ville de Namur est d'ailleurs attentive aux potentialités de ce concept relativement neuf.

Le partage des informations avec les citoyens, et je renvoie à votre propre longue liste de cas pour lesquels cela peut être envisagé renforce la volonté de plus en plus grande de transparence des institutions mais permet également le champ dès que possible en conjuguant des compétences externes aux administrations à des informations dont seules les administrations disposent.

Au demeurant, il faut rappeler que se pose aussi, juridiquement, la question de la mise à disposition au public de données collectées dans un usage administratif. Donc, là non plus ce n'est pas neutre juridiquement. On ne peut pas simplement tout mettre ainsi sur la place publique.

À cet égard d'ailleurs – vous y avez fait référence – les différents Hackathons organisés en collaboration avec les services publics ont permis des développements d'applications dont les institutions n'auraient même parfois jamais eues l'idée.

Namur a accueilli en octobre dernier un premier Hackathon organisé par l'espace de coworking et soutenu entre autre par l'AWT (Agence Wallonne des Télécommunications).

Il était spécifiquement dédié à l'e-Gouvernment et la ville de Namur fut la seule ville de Wallonie à y participer en mettant à disposition toute une série de jeux de données.

Cette première participation a d'ailleurs été l'occasion de voir à quel point le concept d'Open data, sans même parler de celui d'Hackathon est méconnu ou peu parfois faire peur.

Il y a à Namur, comme dans toutes les institutions qui tentent l'expérience, un besoin de faire évoluer les mentalités et plus qu'une évolution technologique, nous sommes ici face à un changement de paradigme. Oui, l'information qui était hier précieusement gardée sous clé sera demain davantage partagée. Même si pour cette première expérience en octobre dernier, le nombre de fichiers communiqués n'était pas immense, il n'en reste pas moins que sur les trois applications qui ont été mises en avant par le jury, deux s'appuyaient sur des fichiers fournis par la Ville de Namur: Mobil ID et parcours magique.

Par ailleurs, le service Mobilité fournit plusieurs fichiers pour le prochain Hackathon namurois spécialement consacré à la mobilité. Ce sont là deux événements qui sont certes ponctuels, ce n'est pas une démarche de fond ou structurelle mais c'est évidemment le début d'un processus vers lequel nous souhaitons tendre.

Le portefeuille de projets sur lequel la Ville de Namur travaille d'ailleurs en collaboration avec le BEP notamment dans le cadre du fonds européen FEDER aborde la thématique de l'Open data de façon beaucoup plus ambitieuse. Nous aurons l'occasion d'entendre Monsieur Degueldre, le Directeur général du BEP, lors de notre prochain Conseil communal en avril puisque je lui ai demandé de venir faire un exposé au Conseil de l'ensemble du portefeuille de projets que la Ville en concertation avec le BEP va introduire pour aller solliciter les fonds structurels européens. Donc, vous aurez plus de détails.

Signalons enfin, pour être concis, qu'une première expérience a été menée l'an dernier avec la réalisation d'un cadastre des défibrillateurs reporté depuis peu sur une carte de Namur ayant peut-être à terme une application mobile.

Avant de pouvoir rivaliser avec les villes de Bruxelles ou de Gand en particulier sur cette matière, il faudra encore du temps. Il faudra faire évoluer les mentalités et démystifier le concept pour que nous ne soyons pas que deux ou trois au sein de ce Conseil à comprendre les enjeux, portées et termes à adapter les procédures internes. Il faut favoriser le recours à des bases de données relationnelles et plus les tableaux Excel différents selon les services, par exemple. Donc, il faut vraiment faire du data avant que l'on ne puisse faire de l'Open data sans parler des extensions à choisir, du type de logiciels et autres.

Ensuite, créer une plate-forme adaptée pour réunir toutes ces données en un lieu unique, facile d'accès et garantissant la pertinence d'informations publiées et notamment leurs mises à jour régulières. Si c'est pour faire une application qui regroupe la liste de toutes les informations que vous avez citées mais qu'elles soient toutes périmées parce que la dernière mise à jour date d'il y a deux ans, on n'aura rien gagné. En tout cas, soyez rassuré, Monsieur le Conseiller, la volonté est bien là.

M. B. Guillitte, Chef de Groupe MR:
Merci Monsieur le Bourgmestre. J'offre mes deux minutes aux interlocuteurs suivants.

M. le Bourgmestre:
Merci.

53.3. Rassembler le comité d'accompagnement du schéma de structure communal(Mme M. Van Espen, Conseillère communale MR)

M. le Bourgmestre:
Nous passons alors au point de Madame Van Espen qui pose la question intitulée "rassembler le comité d'accompagnement du schéma de structure communal".
Je vous en prie Madame la Conseillère.

Mme M. Van Espen, Conseillère communale MR:
Merci Monsieur le Bourgmestre.
Monsieur le Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Echevins,
Chers Collègues,

Le 20 février 2014, notre assemblée a remis un avis favorable par rapport à la révision du Schéma de développement de l'espace régional (SDER). A cette occasion, nous avons tous noté avec satisfaction que, contrairement à sa première version de 1999, ce document à valeur indicative mettait un réel accent sur les moyens nécessaires au développement de Namur comme Capitale de la Wallonie.

En tant que libéraux, notre souhait est évidemment que le nouveau SDER wallon serve de levier pour renforcer l'attractivité socio-économique du territoire wallon, et de sa capitale, Namur. La politique de l'aménagement du territoire n'est pas une fin en soi; l'usage parcimonieux du sol n'est pas un objectif suprême à s'assigner, mais bien une contrainte comme une autre à respecter. La politique d'aménagement du territoire est un outil au service d'une politique ambitieuse de développement et de redéploiement social et économique dont la Wallonie a urgemment besoin. Les défis de création d'emplois et de logements décents doivent être les moteurs de l'aménagement du territoire de demain.

Ce SDER wallon réformé doit guider les révisions des plans de secteur, qui - eux - ont une valeur réglementaire. Nous souhaitons évidemment que la Wallonie puisse se doter d'un cadre juridique clair et stable, car la sécurité juridique est une condition nécessaire au développement économique de notre Région.

Notre schéma de structure communal, document à valeur indicative et non réglementaire, qui a pour but de donner des orientations et d'accompagner le développement de Namur, doit logiquement s'inscrire dans la même logique que celle du SDER.

Il y a plus de deux ans, plusieurs adaptations ont été apportées, notamment par notre groupe, au document de départ du schéma de structure communal. La rédaction de nos amendements s'inscrivait dans la logique du développement économique de notre Ville.

Comme vous le savez, le schéma de structure communal de Namur a été adopté le 23 avril 2012 au Conseil communal.

Aux fins d'assurer un bon monitoring du schéma de structure, il est prévu dans ce document (Partie II-Options, page 8, alinéa 2) que le comité d'accompagnement composé de membres du Collège et de cabinets associés, de l'administration de la Ville, de la CCATM, du SPW/ DGO1 et DGO4, de la SRWT –TEC, et du BEPN, établisse un rapport d'évaluation du SSC tous les deux ans.

Il semble finalement que certaines inadéquations existent entre le SDER et le Schéma de structure de Namur, même si la plupart des lignes de conduite vont dans le même sens. Comme évoqué lors de la commission de l'aménagement du territoire du mois dernier, dans le cadre de la concertation des communes, la Ville de Namur a proposé quelques aménagements du texte afin que le SDER soit en cohérence avec le schéma de structure. Toutefois, certaines divergences pourraient subsister.

J'ai deux questions à cet égard:

Tout d'abord, un peu moins de deux ans après l'adoption du schéma de structure par le Conseil communal, et conformément à ce qui est prévu dans ce document, ne serait-il pas temps de réunir le comité d'accompagnement afin d'assurer le monitoring du schéma de structure, de manière :

- *à préparer le rapport d'évaluation qui devrait être produit très prochainement;*
- *et de s'assurer que l'application de ce document réponde effectivement, notamment, aux objectifs de solidarité et de développement économique créateur d'emplois qui y sont mentionnés.*

Ensuite, si la Région ne prend pas en compte les propositions que nous lui avons faites et que certaines divergences subsistent entre le SDER et le schéma de structure, je souhaiterais que le comité d'accompagnement étudie d'éventuelles modifications du schéma de structure afin de mettre ce document en adéquation avec le SDER nouvelle version.

Je vous remercie pour vos réponses.

M. le Bourgmestre:
Merci Madame Van Espen. Avant de passer la parole à Monsieur l'Echevin Gavroy, je voulais inviter le Conseil à vous applaudir pour votre première intervention.

(Applaudissements dans l'assemblée)

Monsieur Gavroy, je vous en prie, vous pouvez continuer dans ce Conseil spécial Aménagement du territoire.

M. l'Echevin A. Gavroy:
Cela nous change.
Madame Van Espen,
Madame la Conseillère,

Merci de s'intéresser à cette belle matière si importante et de nous rappeler que nous nous étions engagés, de noter que c'est aussi dans le CWATUPE (article 18 bis), de faire une évaluation périodique de notre schéma de structure.

Pour rappel, c'est vrai qu'on l'a voté, ici, mais qu'il n'a été approuvé par l'autorité régionale qu'en septembre 2012. Cela nous laisse un peu plus de temps.

Ce n'est pas pour cela que je rappelle cette date, mais parce que vous avez raison, il faut l'évaluer.

Nous voulons l'évaluer à la lumière notamment de deux grands objectifs que sont:

1. *la poussée démographique qui vient chez nous, comment allons-nous l'absorber? Saurons-nous l'absorber? La volonté d'accueillir trois habitants sur quatre dans le périmètre d'agglomération plutôt que dans l'étalement urbain.*
2. *l'adéquation entre le schéma de structure et la capacité de développer Namur Capitale. On le voit d'ailleurs aujourd'hui avec les projets surtout l'axe Pont d'Heuvy à Pont de Luxembourg que nous sommes en plein dedans.*

Avant de réunir le comité, il faut que les services communaux puissent produire un document d'évaluation et à ce moment-là, nous pourrons le réunir.

Il est un peu trop tôt, et ce n'est pas à mon sens le rôle du comité mais plutôt aux services communaux à le faire, lorsque le code sera définitivement adopté – là, il y a encore un peu d'incertitude – de voir comment le prochain Gouvernement wallon nous demandera avec son administration de vérifier l'adéquation entre le schéma de structure et le SDER.

Je n'ai pas trop de souci – je l'avais déjà expliqué – sur cette question-là.

Nous aurons juste à adapter les densités dans des villages, mais c'est tout.

Par contre, vous avez raison, il faut l'évaluer. Sur base de quoi? Sur base de deux démarches:

1. *D'indicateurs pertinents. En 2013, l'ICCED a listé 82 indicateurs statistiques permettant de suivre la mise en œuvre du schéma de structure et de réaliser le rapport que vous désirez. Ces 82 indicateurs sont répartis en 5 grandes thématiques: grand projet, habitat, logement et habitant, réseau-mobilité, économie-environnement. La plupart de ces indicateurs sont des indicateurs spatialisés c'est-à-dire qu'ils doivent être facilement cartographiables. Cela implique donc que les bases de données soient disponibles et correctes, que les bases de données soient mises à jour régulièrement, que les bases de données soient utilisables – il faut qu'il y est un bon encodage – et que ces données soient spatialisées et rattachées à un élément spatial unique. Or, beaucoup de bases de données Ville sont soit inexistantes, soit mal encodées, soit pas mises à jour. Il était donc nécessaire de remettre de l'ordre dans tout cela. À cet effet, la Ville de Namur a engagé en janvier 2014 un géomaticien, c'est-à-dire une géographe spécialisé en géomatique – une discipline située à la croisée de la géographie et de l'information et permettant l'analyse spatiale.*

   Ce nouvel agent communal est devenu le responsable de la Géographie urbaine, que l'on appelle la GUN chez nous et il participe à la constitution, à l'exploitation de bases de données associant des cartes, des images aériennes et satellites, du texte et des statistiques. À partir de ces informations, il peut produire des cartes thématiques et des analyses spatiales, véritable outil d'aide à la décision.

   Outre le problème des données, ce nouvel agent a également été amené à se pencher sur l'évaluation de notre outil cartographique actuel qui ne permet pas tous les traitements d'analyses spatiales nécessaires à l'outil de suivi du schéma de structure. Sur base de son rapport, un budget a été dégagé pour pouvoir actualiser l'outil existant (Star Gis) vers un nouvel outil plus performant (Elyx) toujours produit par la société Star-Apic. Cette actualisation vers ce logiciel ne sera cependant possible qu'après approbation de la modification budgétaire par la Tutelle probablement en juin 2014.

   Dès juin 2014, la Ville sera donc en mesure de mettre en œuvre complétement l'outil de suivi du schéma de structure.

   Pour ne pas perdre de temps, la cellule transversale de l'Aménagement urbain a donc, en étroite collaboration avec le géomaticien, procédé à l'analyse des 82 indicateurs. Pour ce faire, un stagiaire géographe de l'Université de Liège a travaillé à plein temps pendant tout le mois de février.

   Je vais vous lire ses conclusions: ce rapport aura donc lancé le processus d'évaluation du schéma de structure communal de la Ville de Namur. Opération appelée à se répéter régulièrement dans le futur. Il a cependant mis en exergue l'importance de la donnée temps pour la réalisation et surtout la collecte des données nécessaires à ladite évaluation. Cette

dernière s'est révélée particulièrement handicapante pour plusieurs indicateurs. Les autorités de la Ville souhaitent que ce type d'évaluation soit réalisé chaque année. Cependant, au vue du temps nécessaire, nous préconisons de définir quels indicateurs peuvent être étudiés chaque année et ceux qui ne nécessitent pas une étude annuelle compte tenu de ce qu'ils représentent. Certaines évolutions sont, en effet, tellement lentes qu'il n'est pas pertinent de procéder à leur évaluation chaque année. Il s'agit essentiellement des évolutions démocratiques et socio-économiques.

Sur base des conclusions de ce rapport, la cellule transversale va donc définir une dizaine d'indicateurs clés qui pourront être facilement collectés. Cela c'est pour l'aspect des données.

2. *On peut faire un suivi sur base du caractère opérationnel du document. Là, les services de l'Aménagement du territoire et Urbanisme qui analysent régulièrement les demandes de permis d'ampleur feront également part de leurs remarques concernant l'opérationnalité du schéma de structure. Par exemple, on a eu une demande de tel type, est-ce que l'on a pu la mettre suivant le schéma de structure ou l'a-t-on accueilli en demande, est-ce qu'elle respecte le schéma de structure ou non mais on l'a accueilli quand même. Ainsi, ils pourront suggérer et motiver au besoin d'éventuelles modifications du document.*

   Donc le rapport de suivi reprendra ces deux aspects: opérationnalité et analyse scientifique.

   Je suppose et je l'espère, celui-ci sera présenté en Conseil, dans le dernier trimestre de l'année 2014.

M. le Bourgmestre:
Merci Monsieur l'Echevin.

Madame Van Espen, vous avez deux minutes pour réagir.

Mme M. Van Espen, Conseillère communale MR:
Je vous remercie pour vos réponses.

Si j'ai bien compris, cela a trainé pas mal de temps pour faire ce rapport d'évaluation. Donc, j'espère, comme il est prévu qu'il soit fait environ tous les deux ans, qu'il verra le jour dans les mois à venir mais de manière assez rapide tout de même et que le comité d'accompagnement aura sa pertinence plutôt après la rédaction de ce rapport.

J'espère également que, comme ce rapport sera émis dans les temps, le comité d'accompagnement pourra aussi se rassembler très prochainement.

Je vous remercie.

M. le Bourgmestre:
Merci beaucoup Madame.

53.4. Mise en place de la CCATM (Mme E. Tillieux, Cheffe de groupe PS)

M. le Bourgmestre:
Nous passons à la question de Madame Tillieux sur la mise en place de la CCATM.
Je vous en prie Madame.

Mme E. Tillieux, Cheffe de groupe PS:
Très rapidement Monsieur le Bourgmestre,

Le 24 janvier 2013, le Conseil communal décidait de procéder au renouvellement des membres de la CCATM. L'appel à candidatures s'est clôturé le 23 mars 2013. Un an plus tard, je ne trouve aucune trace de sa mise en place dont le renouvellement a été voté par notre Conseil le 27 juin 2013.

Est-ce que vous pouvez nous donner les raisons pour lesquelles – je sais que cela doit passer à la Région – nous sommes si tard alors que toutes les CCATM sont quasi mises en place?

Je vous remercie.

M. le Bourgmestre:
Merci Madame la Conseillère.

Monsieur Gavroy, je vous en prie.

M. l'Echevin A. Gavroy:
Madame Tillieux, je vous rappelle que plus de 200 communes sur les 262 communes wallonnes sont dotées d'une CCATM. Toutes ces communes ont eu 3 mois pour que leur Conseil prenne la décision de renouvellement.
Merci Monsieur l'Echevin.

Donc, vous imaginez, ce sont plus de 200 dossiers qui sont arrivés à la personne traitant à la DGO4. Ce qui explique, aujourd'hui pour partie, que seulement ont été publiés au moniteur belge d'aujourd'hui les arrêtés ministériels pour les communes de Boussu, Braives, Court-Saint-Etienne, Erquelinnes, Herve, Jalhay, La Hulpe, Mons, Olne, Pepinster et Amay.

On n'est pas dans le peloton de tête, mais il est tellement mince. Il y a réellement un souci;

Le deuxième souci est que certaines compositions de CCATM ont été attaquées et la DGO4 ne voulant plus prendre de risque, a renvoyé un certain nombre de demandes de précisions et de justifications à chaque commune. Pour ce qui concerne la nôtre, il y a eu une demande d'informations complémentaires sur la répartition géographique de nos candidats. Je vous avoue qu'il y avait des questions un peu drôles du style: absence de représentation de certains territoires communaux: Daussoulx, Erpent, Saint-Marc et Suarlée.

Dans une commune qui a 46 quartiers, on ne sait pas mettre tout le monde à la CCATM.

Nous avons donc répondu que le Nord-Est de la ville dont Daussoulx fait partie est représenté par des candidats issus de Vedrin et Marche-les-Dames. Le Nord-Ouest de la ville dont Suarlée, Saint-Marc font partie sont représentés par des candidats issus de Temploux, Flawinne, Belgrade et Saint-Servais. Le Sud-Est de la ville dont Erpent fait partie est représenté par des candidats issus de Jambes et Wierde.

Parfois, on a d'ailleurs pas de candidat pour cette sous-localité-là mais globalement les équilibres géographiques ont été respectés.

Vous savez bien aussi que la CCATM, ce n'est pas que l'équilibre géographique, ce sont les professions, il y a un tas de critères qui se croisent, ce qui fait que l'équilibre est difficile.

C'est un peu étonnant comme question mais c'est surtout pour se prémunir d'un recours d'un mauvais génie.

Autre problème, c'est que vous savez qu'il y a un quart communal dans la CCATM et nous avons 3 fonctionnaires (Jean-Michel Baijot, cdH, Lionel Wanet, ECOLO et Dominique François, PS) et la DGO4 a demandé une attestation de leur hiérarchie respective démontrant qu'ils ne sont pas amenés à instruire ou à statuer sur des dossiers de la Ville en matière d'Aménagement du Territoire, d'Urbanisme et de Patrimoine et qu'il n'y a pas de conflit d'intérêt.

C'est un peu à tomber par terre puisque c'est le quart politique. Ces trois personnes ont eu toutes les trois, alors qu'elles sont dans des administrations, la plus grande peine pour obtenir les documents.

Ces documents sont rentrés il y a trois ou quatre semaines pour les derniers.

En fait, leur hiérarchie était toute étonnée d'une demande comme cela et ne savait pas comment formuler le document.

Donc, le dossier est à la Région depuis plus de trois semaines. Je suppose que dans les quelques semaines qui viennent, l'arrêté sera signé et l'on pourra mettre en place dare-dare notre nouvelle CCATM. Nous avons hâte qu'elle soit mise en place pour présenter tous les projets qui s'annoncent sur Namur.

M. le Bourgmestre:
Madame la Conseillère, je vous en prie.

Mme E. Tillieux, Cheffe de groupe PS:
Je me suis renseignée déjà et je sais que la Région sollicitait un nouveau document et je peux comprendre que les choses ont pu durer dans les hiérarchies administratives.

C'est vrai que plus vite cette nouvelle CCATM est mise en route, mieux c'est.

Je n'ai rien à ajouter. Je pense que ce sont des formules administratives un peu trop longues à mon sens. D'autant plus qu'en ce qui concerne notre représentant, il avait déjà siégé antérieurement et qu'il aurait pu continuer à bénéficier de l'attestation puisqu'il n'y avait pas eu de changement dans son statut professionnel.

M. le Bourgmestre:
Vous prêchez des convaincus.

53.5. La lutte contre le cyber-harcèlement dans nos écoles communales (M. A. Piret, Conseiller communal PS)

M. le Bourgmestre:
Nous passons au point de Monsieur Piret avec sa question sur la lutte sur le cyber-harcèlement dans les écoles communales.

Je vous en prie Monsieur Piret.

M. A. Piret, Conseiller communal PS:
Merci Monsieur le Bourgmestre.

Les nouvelles technologies, en particulier les réseaux sociaux, offrent à nos enfants de multiples possibilités de collaboration, d'accès à la culture et à la connaissance.

Elles peuvent aussi encourager et favoriser le développement d'une cyber-violence (usurpation d'identité sur facebook, publication de photos humiliantes, sms injurieux, happy slapping – un enfant filme un autre enfant qui se fait frapper par d'autres, etc.) et permettre - de jour comme de nuit - un harcèlement qui peut avoir des conséquences psychologiques, sociales et scolaires graves à court, moyen et long terme jusqu'à mener dans certains cas au suicide de l'enfant harcelé.

Des témoignages d'enfants namurois déscolarisés à la suite d'un cyber-harcèlement existent. Je remercie du fond du cœur Michel Fontaine qui nous a sensibilisés en ce qui concerne ce grave problème de société.

Quelques chiffres également, parus le 09 février 2014 sur le harcèlement scolaire en général. Trois chiffres:

1. *la moitié des enfants a déjà été harcelée au moins une fois dans sa vie;*
2. *près de la moitié des enfants disent que le harcèlement scolaire existe dans leur école sans que le corps professoral soit au courant;*
3. *31 % des enfants interrogés appellent de leurs vœux à plus de sensibilisation au sein de leur école.*

La question s'adresse à Madame l'Echevine en charge de l'Enfance et de l'Enseignement communal:

Pouvez-vous estimer la montée en puissance de ce fléau dans nos écoles communales? Des initiatives communales ont-elles été prises en la matière ?

A l'instar de la France, accepteriez-vous d'assurer la promotion d'un protocole de traitement des situations de harcèlement dans nos écoles communales et d'une charte « Pas de harcèlement dans notre établissement ! », réalisée de manière participative, qui servirait notamment de cadre de référence des engagements de l'ensemble de la communauté éducative.

Par rapport à ce protocole de traitement des situations d'harcèlement dans les écoles et dans les établissements publics locaux d'enseignement en France, cela a été publié en juillet 2013 et ce protocole délimite au moins 7 éléments:

1. *les responsabilités du traitement,*
2. *les modalités du traitement,*
3. *l'accueil de l'élève-victime,*
4. *l'accueil des témoins,*
5. *l'accueil de l'élève-auteur,*
6. *la rencontre avec les parents;*
7. *le suivi post-événement.*

La France est assez avancée en la matière et ils ont également travaillé sur une charte qui peut se faire de manière participative et qui fonctionne à différents niveaux où les élèves travaillent avec des enseignants et les directeurs. Ils travaillent essentiellement sur 3 niveaux:

1. *faire connaître et prendre en compte davantage de phénomènes d'harcèlement;*
2. *prévenir le harcèlement entre élèves;*
3. *traiter les situations d'élèves victimes du harcèlement.*

Ils prennent une série d'engagements et la charte est publiée.

Juste vous dire pour terminer qu'il y a des citoyens namurois qui sont prêts à s'investir aussi sur cette matière de manière bénévole. Donc, je serais très intéressé que l'on puisse avancer avec la majorité sur cette importante question de société.

Je vous remercie.

M. le Bourgmestre:
Merci Monsieur le Conseiller.

Madame l'Echevine, je vous en prie.

Mme l'Echevine A. Barzin:
Je remercie Monsieur le Conseiller.

C'est effectivement une question très intéressante.

Le cyber-harcèlement est une nouvelle forme de violence. Elle est liée évidemment au développement important des nouveaux moyens de communication, d'Internet ou les GSM via les réseaux sociaux, les SMS et encore d'autres éléments.

La notion de cyber-harcèlement est assez vaste. Le harcèlement via les réseaux sociaux ou par SMS peut prendre différentes formes: des pressions psychologiques, des insultes, des menaces, du chantage fait sur base de photos gênantes, des diffusions de rumeurs – vous avez pris quelques exemples également en formulant votre question.

C'est vrai que c'est une problématique très vaste qui peut toucher tout le monde à tous les âges. C'est un phénomène qui est plus interpellant encore et plus grave quand il concerne les enfants.

Ceux-ci peuvent souffrir de dépressions et en garder des séquelles durables qui les privent de confiance en eux, les empêchant d'évoluer de manière épanouie.

J'ai aussi certaines statistiques par rapport à ce phénomène, de manière plus globale. Je n'ai pas de statistiques précises en ce qui concerne la ville de Namur. On a le réseau communal et il y a les autres réseaux.

Je rappelle aussi qu'au niveau de notre réseau communal, on a essentiellement l'enseignement maternel et l'enseignement primaire. Je sais que fin des primaires, on peut avoir davantage de problèmes à ce niveau-là. C'est plus au niveau des secondaires et quand l'on se retrouve face à des adolescents que ces problèmes sont encore plus importants.

Les directions d'écoles et nos équipes éducatives sont déjà forts sensibles à cette question. J'ai eu l'occasion de les interroger par rapport aux cas qu'ils avaient connus dans leurs école. Il y a une

difficulté – et vous l'avez évoqué dans votre question – c'est que dans certains cas, on n'a pas connaissance du fait d'harcèlement. On en a connaissance soit parce que l'enfant en fait part, parce qu'un témoin l'apprend ou parce que l'on a une information qui est donnée au sujet du fait.

Quand les Directions d'écoles et les enseignants ont pris connaissance de certains cas, différentes démarches ont été entreprises, dont notamment des contacts avec les parents de l'enfant concerné. Souvent, des contacts avec les parents des enfants de l'ensemble de la classe ont également été pris. Il y a souvent eu des liens avec le PMS. Dans d'autres situations, des conseils de classes ont été organisés sur le sujet.

Je pense que les équipes ont réagi de la meilleure manière possible face à ces situations.

On n'arrive pas à des ~~explications~~ situations qui ont menés au suicide d'un enfant. On n'en a pas eu.

Je n'ai pas eu non plus connaissance de cas qui auraient mené à la déscolarisation totale de l'élève.

Il faut bien se rendre compte que l'école n'est pas le seul acteur ni le seul responsable. Ce n'est pas la seule personne qui doit agir dans ce genre de cas. Il faut responsabiliser également les parents parce que la difficulté au niveau du cyber-harcèlement c'est que cela ne s'arrête pas à l'école. On peut être touché par cela aussi à la maison quand l'on regarde son ordinateur, sa tablette.

C'est la difficulté particulière par rapport à ces faits-là.

Il y a différentes initiatives qui ont été mises en place de manière préventive.

On a, par exemple, le programme "méga" qui vise à lutter contre les violences à l'école et ailleurs avec un agent de quartier de notre police communale qui va dans les écoles et rencontre les élèves à plusieurs reprises. Cela permet d'avoir un contact et faire passer une série de messages auprès d'eux. Je sais que ce programme est suivi dans plusieurs écoles communales, que les questions liées au cyber-harcèlement sont reprises dans les thématiques qui sont abordées.

Donc, il y a déjà différents éléments qui sont mis en place.

Vous évoquiez ce qui est mis en place comme outil au niveau de la France avec le protocole de traitement de situations de harcèlement dans les écoles et les établissements publics locaux d'enseignement ainsi que la charte "pas de harcèlement dans notre établissement!".

Ce sont des documents qui sont intéressants au niveau des modalités qui ont été mises en place pour le traitement de ces faits-là.

Dans le document, on voit qu'il faut avoir une certaine souplesse parce qu'un cas n'est pas l'autre, la personnalité d'un enfant n'est pas celle d'un autre, une école n'est pas une autre.

Il faut savoir s'adapter à chaque situation. Je remarque aussi que dans les cas qui se sont produits au niveau de Namur, souvent les directions d'écoles et les équipes éducatives ont déjà appliqué les méthodes qui sont reprises dans ce protocole.

On doit pouvoir tenir compte du contexte, de l'acte qui a été commis, de l'école, de la personnalité des victimes, comme je le disais tout à l'heure.

On ne peut pas dire non plus qu'en Fédération Wallonie-Bruxelles rien n'existe à ce niveau. Il y a toute une série d'initiatives qui ont été prises. Une circulaire ministérielle qui projette d'intégrer cette problématique de cyber-harcèlement dans toute une série de politiques et d'actions menées dans les différentes écoles. Un outil interactif avec un guide pratique qui est relatif à ce genre de problème. Un numéro vert assistance-école. Un livre aussi très intéressant qui s'appelle "le grand méchant web" qui donne aussi toute une série d'éléments utiles par rapport à la gestion de ce type de problème. La brochure "Internet à la maison". Le passeport TIC.

Donc, il y a une série d'outils qui existent déjà en Fédération Wallonie-Bruxelles par rapport à cela.

Je suis évidemment ouverte à la réflexion par rapport à toutes ces questions. Donc, si certains veulent s'impliquer à ce niveau, on peut avoir une rencontre sur le sujet et voir avec les directions d'écoles ce qui pourrait être fait de manière complémentaire à ce qui existe déjà.

On a eu la résolution de certains cas problématiques mais aussi des actions qui sont prises de manière plus préventive.

Je voudrais attirer l'attention sur une démarche qui est suivie plus particulièrement par ma collègue, Stéphanie Scailquin dans le plan stratégique de sécurité et de prévention. Il y a un volet qui concerne la violence en milieu scolaire et qui reprend aussi, en partie, cet élément-là. C'est important pour développer toutes les actions de sensibilisation et d'informations au sein des écoles. Il y aura une collaboration avec l'asbl Sésame à ce sujet-là. Je pense que c'est important aussi de pouvoir soulever le travail effectué par ma collègue et le service de Cohésion sociale à ce niveau-là.

Comme je vous le disais, je suis ouverte à discussion et à toutes les suggestions par rapport à cela. Nous avons peu de cas sur l'ensemble des implantations de notre enseignement communal. Peu de cas, même si chaque cas est un cas de trop.

Nous devons rappeler que l'école n'est pas le seul acteur, il y a beaucoup d'autres personnes qui doivent intervenir et en premier les parents de l'enfant concerné.

C'est une problématique à laquelle nous sommes très sensibles avec les directions d'écoles et toutes les équipes éducatives.

M. le Bourgmestre:
Voilà, l'Echevine est ouverte à toutes les suggestions.

M. A. Piret, Conseiller communal PS:
Merci beaucoup Madame l'Echevine.

J'apprécie votre ouverture, votre volonté que l'on travaille ensemble sur ce sujet, d'aller de l'avant dans cette matière importante.

Par mail, en tout cas, d'autres fois, je vous solliciterai à nouveau pour organiser une petite réunion avec les personnes qui m'ont sollicité pour avancer dans ce dossier important – même si vous avez évoqué le fait que les équipes éducatives travaillent bien et appliquent déjà une série de choses que je ne connaissais pas – mais je pense qu'il y a des souffrances importantes, ici aussi , à Namur. Cela vaut la peine que l'on y travaille en dehors du Conseil communal.

J'apprécierais que l'on puisse avoir une réunion ensemble avec les personnes concernées.

Je vous remercie pour votre réponse.

M. le Bourgmestre:
Voilà, le rendez-vous est pris. Madame l'Echevine a gagné sa soirée.

53.6. Salzinnes, quartier oublié de Namur (M. M. Deheneffe, Conseiller communal PS)

M. le Bourgmestre:
Salzinnes, quartier oublié de Namur. Voilà la question de Monsieur Deheneffe, je vous en prie.

M. M. Deheneffe, Conseiller communal PS:
Merci Monsieur le Bourgmestre.
Mesdames et Messieurs les Echevins,
Chers collègues,

Comme vous le savez très certainement, un flux important de véhicules entre et sort de Namur matin et soir en empruntant la chaussée de Charleroi en venant de Malonne. Celle-ci est donc souvent congestionnée et pousse certains usagés à utiliser des subterfuges pour tenter d'éviter cet axe. Solution toute trouvée par de nombreux automobilistes, pénétrer dans le quartier des Balances par l'arrière du magasin Carrefour Market et tantôt rentrer par la rue Château des Balances, tantôt en sortir pour rejoindre cette nationale.

Des vitesses importantes y sont quotidiennement constatées alors même que de nombreux parents et enfants se déplacent dans cette rue pour se rendre au bus scolaire, aux arrêts de bus TEC ou encore à l'école.

Florence Collard, qui fait partie de la commission « Développement économique et voiries », est déjà intervenue sur ce sujet car cette rue se dégrade de plus en plus, non seulement par la fréquentation importante de véhicules mais également à cause des bus qui empruntent une partie de la rue en question.

En effet, nous pouvons constater quelques fissures dans différentes maisons de la rue, dues au passage de ces même bus sur un sol plus que défoncé, dont les taques d'égout dépassent dangereusement et étant malheureusement dans une zone de remblais comme sous-sol.

Des travaux y seraient prévus en 2016 d'après ce que nous pouvons obtenir comme renseignements mais ne serait-il pas possible Monsieur le Bourgmestre d'y accorder une priorité toute justifiée et par la même occasion d'y prévoir une signalétique adéquate inexistante actuellement (passage pour piétons, ralentisseurs ou plateaux ralentisseurx aux trois carrefours du quartier, priorité de droite, voire même une zone 30 à l'instar de la rue Eugène Thibaut également à Salzinnes dans laquelle passent nettement moins de véhicules ...) ?

Par ailleurs, les travaux effectués le long des habitations sociales dans la rue des Bosquets, avec la création d'un sens unique, amènent systématiquement tout le flux de voitures souhaitant s'y rendre dans la rue Château des Balances. Ne pourriez-vous pas, Monsieur le Bourgmestre, prévoir une concertation avec les services de police et les habitants du quartier afin qu'un plan de circulation y soit enfin élaboré? Dans un quartier dit « résidentiel » où des personnes plus âgées résident depuis toujours mais ont de plus en plus de difficultés à payer leur précompte immobilier digne des montants réclamés à la Citadelle de Namur.

Vous me permettrez aussi de m'arrêter quelque peu sur l'avenue du Val Saint-Georges. Énormément de véhicules pénètrent dans Namur par cet axe et y longent un jardin collectif existant depuis de très nombreuses années. Mais, sauf erreur de ma part, celui-ci n'a jamais fait l'objet d'une réflexion quelconque en termes d'uniformisation ou de règlementation minimale d'utilisation de cet espace. Quand les maisons qui donnent sur ce jardin collectif doivent de leur côté respecter des prescrits urbanistiques pour installer un abri de jardin ou y faire des transformations ou aménagements quelconques, trouvez-vous normal que nous puissions laisser faire n'importe quoi dans cet espace ?

Revenons maintenant dans l'axe principal de Salzinnes et de sa chaussée de Charleroi pour laquelle j'ai pu lire récemment dans un tout-boîte bien intentionné que la réfection des trottoirs entre l'Eglise Sainte Julienne et l'ancienne maternité provinciale faisait partie des décisions prises par le Conseil communal. Pouvez-vous m'en dire plus sur le timing de ses travaux car là aussi il est temps d'agir afin de faciliter le déplacement des personnes à mobilité réduite, de nos aînés et de tous nos bambins en culotte courte qui se rendent dans les écoles avoisinantes sur des vieux pavés très dangereux?

Je m'attarde aussi quelques instants sur le dynamisme économique de la rue Patenier qui souffre depuis très longtemps avec ses nombreux commerces laissés à l'abandon ou dont les propriétaires se rendent vite compte qu'il est de plus en plus difficile de s'y installer, voire même d'y subsister. Cette situation a-t-elle retenu votre attention?

Enfin, je reviendrai également sur quelques faits qui se sont récemment déroulés à Salzinnes avec des coups de feu entendus dans le quartier des Balances, la vitrine brisée de la taverne « La Coumaye » pour faciliter la visite du tiroir caisse heureusement vide ou alors les diverses attaques dont la station Total de la place de la Rotonde a été victime sans parler d'actes de vandalisme en tout genre comme des sacs poubelles éventrés et dont le contenu avait été répandu sur les voitures en stationnement. Là aussi certaines nuits de guindaille font parfois faire n'importe quoi à de nombreux jeunes.

Alors oui Monsieur le Bourgmestre, je souhaite vraiment de tout cœur que Namur (re)prenne vie et vous l'aurez donc bien compris, moi aussi je souhaite comme d'autres que Salzinnes soit un quartier où il fait bon vivre en toute sécurité, qu'elle soit routière ou d'ordre général. La Ville de Namur souhaite redynamiser toute la partie nord de la Corbeille avec de nombreux projets présentés récemment à tous les citoyens namurois mais également au travers d'une réflexion quant à la

réalisation d'autres initiatives pour redonner vie à ce morceau de ville. Mais je ne voudrais pas oublier Salzinnes qui a trop longtemps été le parent pauvre de notre si belle Ville de Namur.

Je vous remercie de votre écoute et pour vos réponses.

M. le Bourgmestre:
Monsieur le Conseiller, question particulièrement chargée et très transversale qui va un peu dans tous les sens. Heureusement que j'ai 10 minutes pour pouvoir vous répondre.
J'ai dès lors sollicité – pour être le plus complet possible – mes collègues pour vous lister les différentes actions d'ores et déjà entreprises à Salzinnes et ce dans le cadre de leurs compétences respectives.

Non, trois fois non, Salzinnes n'est pas un quartier oublié et je vais vous en faire la démonstration.

D'abord en ce qui concerne la mobilité et les voiries. La déclaration de politique communale indique que le Collège souhaite renouveler le plan communal de Mobilité de la Ville avec un focus particulier sur Salzinnes. Donc, c'est clair que nous misons sur ce travail pour dégager les mesures qui vont devoir être prises pour soulager le quartier et l'on sait – notamment avec la réflexion connexe et je profite de ce clin d'œil au député-président du Collège provincial avec l'implantation de la future maison administrative – qu'il y a d'autant plus de raisons de se soucier de cet enjeu de mobilité.

L'évolution de Namur Expo aussi amène à avoir cette réflexion. Vous le savez tout comme moi et les projets sur lesquels nous sommes unanimement accordés de vouloir aussi avoir une autre configuration de la place Rijckmans et de veiller à ce que ce soit autre chose qu'un vaste parking de véhicules mais que ce soit une reconversion qui offre un poumon pour le quartier. Donc, ces enjeux de mobilité sont importants.

Il faut rappeler que toutes ces voiries ne sont pas communales. Certaines auxquelles vous avez fait écho sont des voiries régionales. En gros c'est ¾ communal et ¼ régional.

À propos des Balances, le chantier de rénovation de l'égouttage, de la voirie et des trottoirs de la rue des Bosquets et d'une partie de la rue Woitrin a été le plus gros chantier de voiries de la législature précédente avec le chantier Nanon-Industrie.

En amont de ces travaux, la Ville a réparé plusieurs trottoirs dans le quartier, rue des Charmilles, Marinus et Château des Balances.

À cette occasion d'ailleurs, une réflexion a eu lieu sur le sens de circulation et le trajet du bus inter-quartier qui ont été revus notamment pour dissuader le trafic de transit et supprimer l'effet un peu ligne droite de la rue des Bosquets.

La zone de chantier a aussi été aménagée en zone 30 avec la perspective que toute la poche comprise entre le Val Saint-Georges, la Nationale 90 et la Sambre devienne une grande zone 30.

La signalétique et d'éventuelles retouches au plan interne de circulation pourront aussi être examinées dans le cadre de la mise en œuvre de cette fameuse grande zone 30.

Les bus ont maintenant emprunté la seconde partie, durant le chantier, de la rue des Bosquets pour mieux desservir le quartier avant d'être reportés sur la Nationale 90 pour éviter de dégrader trop vite la rue.

La situation de la rue Château des Balances est bien connue. Les travaux y relatifs sont prévus dans l'agencement général des projets de la Ville subsidiés par le Fond Régional d'Investissement Communal (FRIC) à hauteur de 50 %. Là, les travaux sont prévus – d'après ce que m'indique Monsieur Gennart – pour 2016.

Ailleurs à Salzinnes, d'autres travaux ont été réalisés. La réfection des trottoirs et les chaussées des rues Henri Blès, de la Prévoyance, du Travail, du Père Cambier, des Bas Près. Les rues de la Chapelle, Lemaître, Loiseau et Lecocq ont été réfectionnées et enrobées dans une zone 30 qui concerne également la rue Thibaut.

Les rues Del Marmol et de la Chapelle ont fait l'objet d'entretien de chaussées et de réfection de trottoirs.

Plusieurs rues ont fait aussi l'objet de réfection totale des trottoirs. Je pense à la rue Juppin, la rue Zoude, la rue Wérotte, l'avenue Vrithoff et l'avenue Reine Astrid.

Des travaux sont programmés à court terme aussi pour la chaussée de Charleroi.

Réfection des trottoirs entre la place du 8 Mai et le rond-point de l'ancienne maternité. C'est d'ailleurs une des demandes de votre collègue Khalid Tory qui l'avait formulée.

Je précise d'ailleurs à toute fin utile que les 3 dernières citées sont des voiries régionales.

La rue des Hayettes va à court terme faire l'objet d'une réfection totale. Bref, il y a aussi des travaux programmés à moyen terme. La réfection de la chaussée et trottoirs est mise en zone 30 pour la rue Eugène Thibaut. Travaux inscrits au PIC 2014 et qui devraient démarrer au plus tôt en 2015.

La rue Château des Balances et la rue Antoine Woitrin, travaux inscrits au PIC 2015 et qui devraient démarrer au plus tôt en 2016.

Globalement donc on a beaucoup investi à Salzinnes et on le fera encore.

Les voiries sont en bon état. Demandez à un malonnois ce qu'il en pense. Et pour cause, en 15 ans, plus du budget annuel voirie de la Ville a été investi à Salzinnes: 5.550.000 € sur 15 ans, soit 8% du budget voirie qui a été consacré à Salzinnes. Vous faites la multiplication par le nombre d'entités et vous aurez vu que Salzinnes a eu une part appréciable des investissements.

J'ajoute pour élargir le propos en matière de mobilité, la station Li Bia Vélo sur la place Wiertz qui est une des plus utilisées. Ce qui atteste de la demande notamment sur cette zone, à proximité d'une série de kots – il faut bien le reconnaître – et prochainement une nouvelle station va être installée place Louise Godin. Elle est en commande. Ce sera tout bénéfice aussi pour la desserte de l'infrastructure hospitalière et des écoles avoisinantes.

Tous les sens uniques de Salzinnes ont été réexaminés dans le cadre de la mise en sens unique limité, les fameux SUL. Le comité de quartier Kegeljan a déjà bénéficié deux fois des aides de la Ville et une réunion se tiendra prochainement avec le service du Domaine public et Sécurité au SPW pour l'avenue du Val Saint-Georges qui est – je le rappelle – une voirie régionale.

À de nombreuses reprises, j'ai interpellé le TEC et la Région par rapport aux problèmes de vibration liés à certains casse-vitesses.

En ce qui concerne la Jeunesse et la Petite Enfance, rappelons qu'une plaine de jeux a été réalisée et est prévu, en 2014, dans le quartier des Balances au croisement la rue Fontaine des Près et de la rue des Bosquets – 120.000 € de coût.

Toujours dans ce quartier, financement annuel de 7.000 € / an de la Maison des Jeunes et de la Culture de Salzinnes. Mise en place d'un co-accueil au sein de l'école de Salzinnes, les petits namurois, en collaboration avec la Sonefa.

S'agissant toujours de Cohésion sociale et de Logement, il faut rappeler les moyens du plan de Cohésion sociale et du plan stratégique de sécurité et de prévention.

4 équivalents temps plein et demi au total, soit 5 agents pour 225.000 €/an pour réaliser les activités d'écoles de devoirs, de moulin à paroles, atelier d'âge d'or pour les aînés, toute une série de sorties pour les enfants du quartier qui sont intéressantes à citer.

Je rappellerai aussi le soutien à l'asbl les 400 Coups via un subside de fonctionnement plus un subside extraordinaire pour la rénovation du cinéma Forum.

Dans la rubrique des crédits thématiques, épinglons aussi en clin d'œil la mise en place du potager partagé du comité de quartier Salzinnes école.

En ce qui concerne les aînés – on l'a rappelé – il y aussi la volonté de créer au Val Saint-Georges une centaine de lits, une nouvelle maison de repos et de soins à mettre aux normes.

De manière indirecte aussi, rappelons tous les investissements dans cette zone qui sont ceux du Foyer Namurois, j'ai le détail ici mais je ne vais pas me les approprier.

Il faut rappeler aussi tous les dossiers abords et équipements puisque l'on a remplacé toute une série de mobiliers urbains aussi dans le quartier pour participer à sa revitalisation.

En ce qui concerne le précompte immobilier, c'est un des éléments que vous aviez évoqué, je crains ne pas pouvoir faire grand-chose puisque c'est une taxation qui n'est pas du ressort communal mais de la Région et qui est calculée sur base du revenu cadastral des biens immobiliers. Donc, il y a relativement peu de fluctuation dans cette matière. Si le revenu cadastral d'un logement fut-il le vôtre a été augmenté, c'est vraisemblablement parce que des améliorations substantielles ont pu y être apportées.

En matière d'infrastructures sportives, rappelons aussi qu'en 2007 – pour près d'1 million d'euros de mise aux normes du stade communal pour la D2. En 2008, 2 salles de sports à l'étage de la piscine de Salzinnes pour 325.000 €. La couverture du revêtement de l'aire multisports des Balances avec, là, 225.000 € d'investissements.

La rénovation de Tabora qui est prévue à l'initial 2015 pour 1.600.000 €.

En 2016, la mise en conformité et la rénovation de la piscine de Salzinnes dont le coût devrait avoisiner 3.500.000 d'euros.

Bref, on n'a pas chômé.

En ce qui concerne l'aspect économique, le Collège a octroyé de nombreuses aides financières aux logistiques à l'association des commerçants de Salzinnes pour toute une série de fêtes de quartier (prêt matériel, mise à disposition d'affiches, matériel par la Police et la Mobilité). On a soutenu et mis l'accent aussi sur les illuminations des fêtes de fin d'année rue Patenier et place Wiertz où l'Echevine des Fêtes a acheté du nouveaux matériels.

On a participé et organisé le concours de la plus belle vitrine de Noël en 2009, en 2010; la journée du client en 2011.

Les analyses nous indiquent que le nombre de commerces ne diminue pas et si 3 commerces importants – je pense à Rockamusic, Il Desiderio et Hifigénie – sont partis de la rue Patenier, c'est parce qu'ils y étaient trop à l'étroit au vu de leur succès. Ce dont on peut se réjouir.

Les 3 autres nouveaux commerces sont entre-temps arrivés: un magasin de vélos, un tatoueur et une boucherie halal.

Les cellules commerciales vides sont peu nombreuses mais sont parfois transformées en logement. Je ne peux cependant que reconnaître que le manque de parking est également présent à Salzinnes et que certaines devantures de commerces ne présentent pas toujours les plus beaux aspects mais c'est loin d'être la majorité.

En termes de sécurité et d'incivilité – vous avez parlé des coups de feu – Salzinnes n'est malheureusement pas épargnée par les comportements inciviques. La police y est autant présente que dans d'autres quartiers et les dernières actualités auxquelles vous faites références dans votre interpellation sont prises très au sérieux par notre chef de Corps ainsi que la police judiciaire. Soyez-en pleinement rassuré.

Pour conclure, je pense donc que l'on ne peut pas dire, à la lumière de tous ces investissements consentis et réalisés et le soutien aussi à la dynamique associative de Salzinnes que Salzinnes soit un quartier oublié. Il ne l'a jamais été et il n'est pas dans notre intention qu'il le soit.

M. M. Deheneffe, Conseiller communal PS:
Merci Monsieur le Bourgmestre pour votre réponse claire, nette et précise.

Peut-être que le titre employé était mal employé. C'est vrai que c'était un peu excessif de dire que Salzinnes était un quartier oublié. C'était plutôt la rue Château des Balances qui était en difficulté – Florence Collard l'avait souligné dans plusieurs Commissions.

Vous m'avez répondu par rapport à cela. C'est vrai que c'est un peu tardif 2016, on devra attendre encore un peu.

Evidemment la zone 30, c'est une très bonne chose d'avoir l'entièreté du quartier à mettre dans cette zone de moindre vitesse. Encore faut-il que les gens le respectent évidemment. Je crois que la proposition que je vous ai énumérée tout à l'heure en mettant éventuellement des plateaux ralentisseurs au carrefour en question, ce serait une bonne chose.

Il y a une chose dont vous n'avez pas parlé Monsieur le Bourgmestre, c'est l'avenue du Val Saint-Georges, si ce n'est sur l'aspect du futur home qui serait installé. Juste en face, j'ai parlé d'un jardin public qui n'a reçu aucune uniformisation ou réglementation minimale. À ce niveau-là, je vous invite à venir voir ce qu'il se passe à cet endroit-là, c'est un peu tout et n'importe quoi qui y est fait. Donc, il serait peut-être bien d'y passer un jour et de voir ce qu'il y a comme possibilités pour rectifier un peu le tir.

Les jardins qui viennent d'être installés un peu plus loin, rue des Bosquets, sont bien entretenus et l'on n'y fait pas n'importe quoi. Par contre, là, allez voir c'est du n'importe quoi.

Merci.

M. le Bourgmestre:
Merci Monsieur Deheneffe pour votre intervention.

53.7. Travaux de l'Avenue Jean Materne, Boulevard de Meuse à Jambes (Mme F. Collard, Conseillère communale PS)

M. le Bourgmestre:
La parole est maintenant à Madame Collard qui va conclure cette série de joyeusetés avec une question sur les travaux de l'avenue Jean-Materne, boulevard de Meuse à Jambes.

Je vous en prie Madame.

Mme F. Collard, Conseillère communale PS:
Merci Monsieur le Bourgmestre.
Mesdames et Messieurs les Echevins,
Mesdames et Messieurs,

Je vais m'adresser à Monsieur l'Echevin Gennart bien qu'il s'agit d'un dossier initié par Madame Grandchamps.

Voici plusieurs mois que les travaux de réfection de voiries et trottoirs sont en cours dans le centre de Jambes. Les désagréments liés à ceux-ci sont connus et j'en ai dénoncé les excès à plusieurs reprises en Commission.

Je voudrais aujourd'hui attirer plus précisément votre attention sur la problématique du Boulevard de la Meuse. La réduction à deux bandes de circulation, la surpression de la petite « bretelle » descendant à droite de l'îlot désormais exclusivement réservée aux piétons ou encore les bordures trop hautes et dangereuses n'ont pas fini de faire parler les riverains et autres commerçants du quartier qui ne cachent plus leur mécontentement. Par ailleurs, au-delà de la hauteur des bordures, et si nous sommes bien entendu totalement favorables à la sécurisation des trottoirs, l'extrême largeur de ceux-ci est pour le moins surprenante à cet endroit.

Ces nouveaux aménagements génèrent en outre davantage d'embouteillages alors que nous étions en droit d'espérer que ces travaux seraient de nature à résoudre ou alléger ces inconvénients.

S'il s'agit de travaux réalisés par le SPW, la Ville n'avait-elle pas son mot à dire ? Aujourd'hui, M. l'Échevin nous répond que le SPW a bien conscience du problème.

Dès lors, qu'allez-vous faire pour y remédier? Pouvons-nous par exemple envisager un retour à l'ancienne disposition des trois bandes de circulation sans préjudice d'un élargissement du trottoir compte tenu bien entendu de la nécessité d'une gestion plus harmonieuse entre les différents usagers de la voie publique?

J'attire également votre attention sur la zone piétonne où se trouve le magasin Bio. Il serait bien d'y mettre une signalisation car les voitures y passent et s'y garent malgré les bordures.

Je voudrais aussi signaler qu'en ce qui concerne l'avenue Jean-Materne, le trottoir qui a été refait s'arrête au beau milieu de la vitrine d'un commerçant, ce qui – vous pouvez l'imaginer – est un réel problème pour la clientèle de celui-ci.

Je vous remercie de votre attention.

M. le Bourgmestre:
Merci Madame la Conseillère.

Monsieur l'Echevin des Voiries, je vous en prie.

M. l'Echevin L. Gennart:
Le projet a été démarré par Madame Grandchamps et c'est normal parce que cela fait partie des attributions qu'elle a toujours, soit la mobilité et les voiries régionales, c'est bien comme cela que cela doit se traiter avec le SPW et les services de la ville et c'est ensemble que les projets sont développés, de ce point de vue-là.

Une fois que l'on passe dans la phase d'exécution, alors c'est mon service qui reprend et qui suit les travaux de plus près.

Le SPW, bien entendu prend la responsabilité du chantier comme toujours. Quand un dossier de cette ampleur est réalisé, il y a toujours des réunions de riverains, il y a des contacts avec les associations des commerçants et la Ville intervient aussi dans la coordination.

C'est un processus difficile mais qui aboutit finalement à des plans.

Une fois que l'on a ces plans, on les met en œuvre. Le plan général de l'avenue Materne voulait améliorer le cheminement piéton, rendre cet espace plus convivial, d'où les grands trottoirs et plus particulièrement face à la Meuse et aux quais de Meuse qui, aujourd'hui, permettent d'admirer encore plus facilement la Citadelle, en étant même attablé chez des cafetiers qui ont franchement amélioré leur environnement.

La mobilité a également imposé de mettre un système de porte : quand on vient du pont de Jambes, le tourne à droite est rendu moins aisé de manière à limiter le passage d'un flux de transit qui cherche à éviter les travaux de l'avenue Jean Materne et de la rue de Dave ou dans l'autre sens, les signaux lumineux de la place de Wallonie, en s'infiltrant et en surchargeant le trafic dans les quartiers de Jambes.

L'objectif c'est d'avoir une porte pour limiter le trafic et sécuriser les passages pour piétons.

Cette phase de réalisation, elle est faite, elle est comme cela. Il peut y avoir des soucis et il y en a. On a pris contact avec le SPW, encore hier. Je peux vous annoncer qu'ils ont décidé d'intervenir et de modifier cet aménagement sur quelques mètres.

En effet, on s'est rendu compte que le passage à 2 bandes était trop serré et trop délicat. Quand on vient du pont de Jambes, et qu'on tourne à droite, la bordure vient trop loin et on est obligé d'aller déborder, soit sur la gauche en gênant le trafic en sens inverse, soit en franchissant la ligne blanche du boulevard de la Meuse pour tourner.

On observe d'ailleurs aujourd'hui que les bordures sont déjà complètement cassées et écrasées.

La Région a décidé, aujourd'hui, d'intervenir sur environ 3 mètres de part et d'autre de l'aménagement actuel et donc de rabaisser les bordures pour que les voitures ne soient pas autant pénalisées que c'est le cas maintenant.

On ne devrait pas fondamentalement toucher aux trottoirs, mais ces virages à gauche ou à droite vont quand même être sensiblement améliorés.

Tout cela va se faire avant les travaux finaux d'aménagement de l'avenue Jean-Materne et du pont de Jambes. Le raclage et la pose finale devraient être réalisés le mercredi 09 avril, donc la première semaine des vacances de Pâques.

On va arriver, après le 09 avril, à avoir une finition complète avec le pont de Jambes complètement refait, l'avenue Jean-Materne, les quais de Meuse avec le bord rabaissé et la rue du Couvent.

M. le Bourgmestre:
Voilà, tout cela à partir du 09 avril, excellente date à retenir.

Mme F. Collard, Conseillère communale PS:
Merci pour ces réponses et pour votre attention dans ce dossier.

M. le Bourgmestre:
Voilà qui clôture les questions.

QUESTIONS ORALES POSEES PAR DES CONSEILLERS (CONFORMEMENT AU ROI ART. 99)

M. le Bourgmestre:
Est-ce qu'il y a usage de l'article 99 pour quelque considération?

Monsieur Martin, je vous en prie.

M. F. Martin, Conseiller communal PS:
D'abord, je voulais remercier les courageuses filles de la cellule Conseil qui nous font le plaisir d'être là jusqu'à la fin. Merci à elle.

On remercie souvent les services et on les oublie.

Nous avons constaté au Petit Ry l'enlèvement du synthétique, ce qui est une bonne chose puisqu'il était pas mal abimé.

La question est de savoir si la pose du nouveau revêtement est prévue assez tôt? Les vacances de Pâques arrivent et les enfants voudront en profiter.

Merci.

M. le Bourgmestre:
Est-ce que l'Echevin des Bâtiments ou celui des Sports a une réponse?

M. l'Echevin B. Sohier:
Je ne sais pas vous dire.

M. l'Echevin T. Auspert:
Je sais que l'on a demandé des réparations mais je ne savais pas qu'il y avait déjà eu l'enlèvement. Ils ont fait cela quand?

M. le Bourgmestre:
On va essayer de trouver les informations et l'on vous enverra un courriel.

M. l'Echevin T. Auspert:
Je reviens vers vous.

M. le Bourgmestre:
Est-ce qu'il y a une autre question? Merci.

Nous poursuivons à huis clos.

Approbation du procès-verbal

Aucune remarque n'ayant été formulée par les membres du Conseil, le procès-verbal de la séance du 20 février est considéré comme approuvé.

La séance est levée à 23h10

Par le Conseil,

Le Directeur général,

J-M. VAN BOL

Le Bourgmestre,

M. PREVOT

TABLE DES MATIERES

Séance publique ***8***

Droit d'interpellation **9**
1. Interpellation d'un citoyen: la politique de mobilité 9
1 bis (U) Interpellation d'un citoyen: la construction de logements familiaux au Plateau de Belle-Vue.. 14

Corps de sécurité **22**
Zone de police 22
2. Personnel: mobilité – 1er cycle 2014 22

Direction générale **22**
Cellule Conseil 22
3. Procès-verbal de la séance du 20 février 2014 22
Secrétariat général 23
4. Représentation: ORES Assets 23
5. Représentation: NEW 24

Département Cadre de Vie **26**
proprete publique 26
6. Wépion: Jardin des petits fruits et verger – convention de mise à disposition 26

Département des Voies Publiques **26**
Voirie 26
7. Gare d'eau, quai des Chasseurs ardennais: sous-concession bateliers – contrat-type 26
8. Suarlée, rue de Zualart: travaux d'égouttage – projet 29
9. Saint-Marc: collecteur d'eaux usées du Frizet – cession d'emprise 30
Domaine Public et Sécurité 31
10. Vedrin, rue Frères Biéva: aménagement d'une piste cyclable bidirectionnelle et d'un plateau – règlement complémentaire à la police de la circulation routière 31
11. Jambes, rue de Dave: création d'un emplacement de stationnement PMR – règlement complémentaire à la police de la circulation routière 32
12. Jambes, rue des Brigades d'Irlande: instauration d'une zone bleue – règlement complémentaire à la police de circulation routière 33
13. Jambes, rues des Libérateurs, Paul Janson et du Foyer Jambois: suppression du stationnement alternatif et rue du Foyer Jambois: stationnement PMR – règlement complémentaire à la police de la circulation routière 33
14. Jambes, rue du Plateau: interdiction de stationnement – règlement complémentaire à la police de la circulation routière 35
15. Place de la Station: stationnement de cars – règlement complémentaire à la police de la circulation routière 35
16. Boulevard d'Herbatte, rues Saint-Fiacre, des Carrières et des Verriers: instauration d'une zone bleue – règlement complémentaire à la police de la circulation routière 35
17. Boulevard de Merckem et avenue des Combattants: instauration d'une zone bleue – règlement complémentaire à la police de la circulation routière 36
18. Rue des Souchets: emplacements réservés aux motorhomes – règlement complémentaire à la police de la circulation routière 37

Département des Affaires Civiles et Sociales **39**
Cohésion sociale 39
19. Conseil consultatif communal des Aînés: renouvellement 39
20. Plan de cohésion sociale 2009-2013: rapports financiers 43
21. Plan de cohésion sociale 2014-2019: conventions de partenariat et engagements 43

Département de l'Education et des Loisirs **46**
Fêtes 46
22. Fêtes de Wallonie: règlement d'occupation du domaine public – modifications 46
Jeunesse 50
23. PARF: partenariat – convention 1 50
24. PARF: partenariat – convention 2 52

Sports 53
25. Commémoration 14-18: convention Ville/Province – projet 53
Culture 54
26. Civisme: campagne de sensibilisation 54
Bibliothèques 57
27. Réseau local namurois de lecture publique: demande de reconnaissance 57

Département de l'Aménagement Urbain 58
Aménagement du territoire 58
28. Flawinne: abrogation du plan communal d'aménagement n°4A – 3ème phase (1ère partie) – précisions 58
29. Flawinne: abrogation du plan communal d'aménagement n°5A – 3ème phase (1ère partie) – précisions 62
30. Bouge, chaussée de Louvain, rues de Fernelmont et Hébar et chemin de Boninne: élaboration d'un plan communal d'aménagement révisionnel 65
31. Plan communal d'aménagement révisionnel: "Ilôt Square Léopold": adoption provisoire et mise à l'enquête publique 74
32. Jambes, Plateau de Belle-Vue: mise en œuvre d'une zone d'aménagement communal concerté – adoption d'un rapport urbanistique et environnemental et de la déclaration environnementale 87
Régie foncière 98
33. Malonne: droit de chasse – location 1 98
34. Malonne: droit de chasse – location 2 99
Citadelle 100
35. Restauration des murailles, des souterrains et de monuments spécifiques: projet d'accord-cadre 2013-2022 100

Département de Gestion Financière 101
Entités consolidées 101
36. Asbl Les Merles: compte 2011 et contrôle de l'utilisation des subventions 101
37. Asbl Les Merles: compte 2012 et contrôle de l'utilisation des subventions 102
38. Centre Culturel Régional: compte 2012 et contrôle de l'utilisation des subventions 103
39. Asbl Quartier Franche Feste de l'Ange: compte 2013 et contrôle de l'utilisation de la subvention 105
Entités consolidées - fabriques d'églises 106
40. Fabrique d'église de Temploux: indemnité de logement temporaire 106
41. Fabriques d'églises de Namur Sainte-Julienne, Daussoulx, Eglise Protestante de Namur, Malonne et Jambes-Velaine: comptes 2012 – avis 107
Recettes ordinaires 107
42. Règlement redevance: Fêtes de Wallonie – occupation du domaine public 107
43. Tutelle sur des règlements taxes et redevances: prise de connaissance 109

Département des Bâtiments 110
Bureau d'études Bâtiments 110
44. Espace Rogier: assistance à maîtrise d'ouvrage – convention 110
45. Académie des Beaux-Arts: construction de classes et d'ateliers – avenant n°20 112
46. Eglise de Velaine: bardage du mur de la façade arrière – projet 113
47. Ecole de Wartet: classes supplémentaires – projet 114
48. Jambes, Ecole de Velaine: rénovation des sanitaires – projet 115
Gestion Immobilière 115
49. Ville/CEFA: convention de partenariat relative aux bâtiments – renouvellement 115
50. Ville/CEFA: convention de partenariat relative aux espaces verts – approbation 116
51. Place Maurice Servais: vente d'un bien communal – confirmation 117
52. Naninne, Aux Sarts des Communes: mise à disposition de parcelles – convention 117

Points inscrits à la demande de conseillers 118
53.1. Plus de débat démocratique dans le traitement des points complémentaires déposés par les conseillers communaux (M. P-Y. Dupuis, Conseiller communal Indépendant) 118
53.2. Namur, Ville intelligente – Une ouverture pour l'Open data? (M. B. Guillitte, Chef de groupe MR) 120
53.3. Rassembler le comité d'accompagnement du schéma de structure communal(Mme M. Van Espen, Conseillère communale MR) 123
53.4. Mise en place de la CCATM (Mme E. Tillieux, Cheffe de groupe PS) 126

53.5. La lutte contre le cyber-harcèlement dans nos écoles communales (M. A. Piret, Conseiller communal PS) 128
53.6. Salzinnes, quartier oublié de Namur (M. M. Deheneffe, Conseiller communal PS) 131
53.7. Travaux de l'Avenue Jean Materne, Boulevard de Meuse à Jambes (Mme F. Collard, Conseillère communale PS) 136

Questions orales posées par des conseillers (conformément au ROI art. 99) 138

Corps de sécurité 139
54. Mise à la retraite 1 139
55. Mise à la retraite 2 139

Direction générale 139
56. Litige: appel 139

Département de l'Education et des Loisirs 141
Fondamental 141
57. Désignation temporaire 1 141
58. Désignation temporaire 2 141
59. Désignation temporaire 3 142
60. Désignation temporaire 4 142
61. Désignations temporaires: ratification 143
62. Mise en disponibilité 1 144
63. Mise en disponibilité 2 145
64. Mise en disponibilité 3 145
Conservatoire 146
65. Désignations temporaires: ratification 146

Département des Ressources Humaines 146
Personnel 146
66. SRI: prolongation de stage et désignation d'un pompier volontaire 146
67. SRI: promotion d'un adjudant 147
68. SRI: nomination d'un pompier professionnel 147
69. SRI: allocation de reconnaissance d'un pompier volontaire 148
70. SRI: congé préalable à la mise à la retraite 148
71. SRI: mise à la retraite d'un pompier 149
72. Procédure disciplinaire: décision 149
73. Nominations définitives 151
74. Prolongation de stages 152
75. Activité en cumul 1 152
76. Activité en cumul 2 153
77. Mise à la retraite 1 153
78. Mise à la retraite 2 154
79. Pension prématurée définitive 154
80. Pension de survie 155

Table des matières 157